

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

L'Alcoolisme et les Toxicomanies

au point de vue pénal

(*Etude Criminologique*)

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 23 Mai 1936, à 13 h. 30

PAR

ROGER PRUDON

LICENCIÉ ÈS SCIENCES

ATTACHÉ AU PARQUET GÉNÉRAL

PRÉSIDENT : M. HUGUENEY, Professeur.

SUFFRAGANTS : M. DONNEDIEU de VABRES, Professeur.
M. ESMEIN, Professeur.

PARIS

LES ÉDITIONS DOMAT-MONTCHRESTIEN

F. LOVITON & C^{ie}

160, RUE SAINT-JACQUES

—
1936

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

**L'Alcoolisme
et les Toxicomanies**

au point de vue pénal

(Etude Criminologique)



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41549925_0001

L'Alcoolisme et les Toxicomanies

au point de vue pénal

(*Etude Criminologique*)

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 23 Mai 1936, à 13 h. 30

PAR

ROGER PRUDON

LICENCIÉ ÈS SCIENCES

ATTACHÉ AU PARQUET GÉNÉRAL

PRÉSIDENT : M. HUGUENEY, Professeur.

SUFFRAGANTS : M. DONNEDIEU de VABRES, Professeur.
M. ESMEIN, Professeur.

PARIS

LES ÉDITIONS DOMAT-MONTCHRESTIEN

F. LOVITON & C^{ie}

160, RUE SAINT-JACQUES

—
1936

PRINCIPALES ABRÉVIATIONS

S. — Recueil des lois et arrêts de Sirey (le premier chiffre indique l'année, le second la partie, le troisième la page).

D. — Recueil mensuel de jurisprudence de Dalloz.

D. H. — Recueil hebdomadaire de Dalloz.

G. P. — Gazette du Palais.

B. Cr. — Bulletin Criminel de la Cour de Cassation (le chiffre correspond au numéro de l'arrêt).

Cass. — Arrêt de la Cour de Cassation.

Paris. — Arrêt de la Cour de Paris.



INTRODUCTION

La recherche du bonheur a été de tout temps le grand souci de l'humanité, et les hommes ont toujours eu tendance à faire usage de toxiques variés, en raison des conditions d'euphorie qu'ils déterminent, ou du soulagement qu'ils apportent à leurs douleurs, physiques ou morales.

Ce besoin *d'excitation* factice ou *d'insensibilité* est à la base de l'alcoolisme et de l'abus des stupéfiants, parfois employés simultanément par certains sujets.

L'alcoolisme régna seul en Europe et en Amérique jusqu'au début du xix^e siècle, l'opium étant alors confiné en Extrême-Orient. Mais aujourd'hui, ces deux toxiques, auxquels se sont ajoutées des drogues encore plus dangereuses ont pris une extension mondiale et un développement particulièrement inquiétant.

C'est qu'en effet, ils amènent inévitablement, les uns et les autres, des troubles graves dans la santé de leurs adeptes, spécialement des troubles nerveux et mentaux, qui conduisent trop fréquemment les intoxiqués à commettre des actes antisociaux et présentent une influence fâcheuse sur l'évolution de la criminalité.

De véritables crises *d'ivresse* peuvent être causées par l'usage abusif de stupéfiants, aussi bien que par l'absorption d'alcool, et on peut reconnaître que ces deux passions sont souvent facilitées par des facteurs analogues, au nombre desquels il convient de faire entrer *la mode* de la « drogue » ou des cocktails.

Au point de vue juridique, alcool et stupéfiants posent des questions semblables, dont les principales sont celles de la *responsabilité* pénale des actes commis sous l'influence de ces toxiques, et de la *réglementation* à appliquer à leur fabrication, à leur circulation, à leur vente, en vue d'en restreindre le plus possible la consommation abusive. Et l'efficacité d'une telle réglementation ne peut être garantie que par la menace de *peines* infligées par la Société aux délinquants éventuels.

La multiplicité des points de contact, que nous venons de reconnaître brièvement, entre l'alcoolisme et les toxicomanies, nous a permis de nous étonner qu'aucune étude *d'ensemble* n'ait été jusqu'ici présentée à ce sujet sur le terrain du Droit Pénal.

Aussi, croyons-nous combler une lacune en entreprenant un examen parallèle des infractions prévues par le législateur, relativement aux opérations industrielles et commerciales qui concernent *toutes ces substances*.

Dans une *première partie*, nous examinerons ce qu'il faut entendre par boissons alcooliques et par stupéfiants, les effets physiologiques et sociaux de ces produits, notamment au point de vue du développement de la criminalité, enfin l'influence que peut exercer leur usage sur la responsabilité pénale des délinquants.

Notre *seconde partie* sera entièrement consacrée à l'étude des caractères et des éléments des diverses infractions se rattachant au régime des boissons et au régime des stupéfiants, ainsi qu'à la consommation de ces substances. Nous aurons à considérer ensuite la marche à suivre et les procédés mis en œuvre par la Société pour aboutir à la recherche, à la constatation, au jugement de ces infractions, et ceci fera l'objet de notre *troisième partie*.

Enfin, une *dernière partie* sera consacrée à l'examen des pénalités qui leur sont applicables et des principales règles édictées par les législations étrangères en la matière.

Nous ne voulons pas terminer cette introduction sans adresser nos plus vifs remerciements à toutes les personnes qui ont bien voulu nous assurer des facilités ou nous procurer des renseignements inédits en vue de la rédaction de ce travail, et tout particulièrement à Monsieur l'Avocat général FILLAIRE et à Messieurs THÉVENIN, juge d'instruction au Tribunal de la Seine, BASTIDE, Substitut du Procureur de la République à Paris, Chef de la première Section du Parquet de la Seine, LEFEBVRE, Commissaire de Police, Chef de la Brigade mondaine de la Police Judiciaire, et MÉTRA, inspecteur-principal adjoint à cette même Brigade.

PREMIÈRE PARTIE

LES BOISSONS ALCOOLIQUES ET LES STUPÉFIANTS

Avant d'examiner les dispositions législatives ou réglementaires sur la matière, il est indispensable que nous sachions à *quelles substances* ces dispositions vont pouvoir s'appliquer : aussi passerons-nous en revue, dans un premier chapitre, les principales boissons alcooliques et les principaux stupéfiants, en indiquant sommairement leur origine et leur préparation.

Dans un second chapitre, nous envisagerons *les effets* de ces corps, principalement au point de vue physiologique, leur influence sur le développement de la *criminalité* étant examinée dans le chapitre III.

Enfin, dans un quatrième chapitre, nous exposerons les conséquences possibles des états toxiques sur l'appréciation de la *responsabilité pénale*, mais sans traiter à fond cette dernière question, qui a fait l'objet, du moins en ce qui concerne l'alcoolisme, de travaux antérieurs très nombreux, et d'une jurisprudence copieuse, à l'heure actuelle à peu près fixée.

CHAPITRE PREMIER

ORIGINE ET PRÉPARATION

SECTION I. — Boissons alcooliques.

Après avoir rappelé quelques notions générales sur les alcools, nous étudierons les propriétés, les usages et l'obtention de l'alcool éthylique.

Puis, nous considérerons successivement et brièvement les différentes boissons alcooliques, classées d'après les matières premières dont elles dérivent, en terminant par quelques mots sur les boissons qui font l'objet d'une préparation très spéciale, en particulier les liqueurs.

§ 1. — Généralités sur les alcools.

Les alcools sont des substances organiques ternaires (c'est-à-dire renfermant uniquement de l'oxygène O, de l'hydrogène H et du carbone C), pauvres en oxygène.

Il existe, dans la molécule de tous les alcools, un assemblage de certains éléments, assemblage qui joue un rôle prépondérant dans toutes les réactions dont l'ensemble constitue la fonction alcool : c'est le *groupement fonctionnel* OH.

Les alcools sont des composés neutres doués de la propriété essentielle de réagir sur les acides, en donnant nais-

sance à des corps également neutres, appelés *éthers*, avec élimination d'eau, ce que l'on peut exprimer par l'équation :



En dehors des alcools ne renfermant qu'un seul groupement OH et qui sont appelés pour cette raison alcools *monoatomiques*, il existe des corps de constitution plus complexe, contenant plusieurs groupements OH, doués par conséquent de plusieurs fonctions alcool, et qui vont pouvoir s'unir en plusieurs proportions avec les acides, en formant plusieurs sortes d'éthers. Ce sont des alcools *polyatomiques* (1).

Les alcools soumis à une oxydation fournissent, avec élimination d'eau, des corps appelés *aldéhydes* (= alcool deshydrogenatum), puis, d'oxydation se poursuivant, des *acides*.

Il y a lieu d'observer que, en dehors des alcools qui se comportent ainsi et sont qualifiés de *primaires*, il existe des alcools *secondaires* qui, dans les mêmes conditions, aboutissent à la formation d'une « cétone » et de deux acides, et des alcools *tertiaires*, qui se détruisent avec production d'acides.

A ce point de vue, on peut considérer que le groupement fonctionnel des alcools primaires est CH^2OH , celui des alcools secondaires CHOH , et celui des alcools tertiaires COH .

§ 2. — L'alcool éthylique.

Propriétés essentielles : L'alcool ordinaire ou *éthylique*, le seul important à considérer dans l'étude qui nous

(1) On connaît même des composés qui possèdent à la fois des fonctions alcool et des fonctions différentes, par exemple des fonctions acide.

occupe (1), peut être envisagé comme dérivant par oxydation d'un carbure d'hydrogène saturé, l'éthane C^2H^6 : il a donc pour formule C^2H^6O , ou, en mettant en évidence le groupement fonctionnel des alcools, C^2H^5OH .

C'est un liquide incolore, d'odeur agréable et de saveur brûlante. Il ne se solidifie que vers -130° et bout à 78° . Plus léger que l'eau, il se mélange avec elle en toutes proportions, et avec contraction.

Combustible, l'alcool brûle avec une flamme pâle. Son oxydation lente fournit de l'aldéhyde, puis de l'acide acétique.

Notons enfin que l'alcool chauffé à 120° , en présence d'acide sulfurique, donne naissance à un *oxyde d'éthyle* $(C^2H^5)^2O$, qui n'est autre que l'éther sulfurique ordinaire, avec élimination d'eau.

L'alcool éthylique est un dissolvant de nombreux corps, tels que l'iode, les vernis et les parfums.

Usages principaux : L'alcool éthylique est utilisé dans les laboratoires pour la fabrication des éthers et comme dissolvant ; la pharmacie en emploie beaucoup pour confectionner des alcoolats et teintures, la parfumerie pour la préparation des eaux de Cologne, de lavande, etc... On utilise également l'alcool pour la fabrication des vernis et du vinaigre, l'éclairage, le chauffage et même la production de force motrice, l'industrie chimique, la conservation des pièces anatomiques et celle des fruits, la confection des thermomètres, etc...

Nous verrons plus tard que la réglementation en vigueur

(1) Signalons toutefois aussi l'alcool *méthytique* ou *esprit de bois*, CO^2OH , correspondant à un autre carbure saturé, le méthane CH^4 . C'est un liquide incolore, d'odeur agréable, miscible avec l'eau et l'alcool éthylique, et qui a les mêmes propriétés chimiques que ce dernier. On l'emploie surtout comme combustible et comme dissolvant. Ce corps est un des produits obtenus dans la distillation du bois.

ne permet pas d'utiliser un alcool de n'importe quelle provenance pour tous les usages que nous venons de mentionner.

Notons tout de suite l'importance capitale que présente l'alcool pour la *défense nationale* ; il est, en effet, à la base de la fabrication de la poudre B, dite « sans fumée ». Le *coton-poudre*, obtenu en partant de la cellulose et des acides azotique et sulfurique, est émulsionné dans l'alcool-éther ; on obtient ainsi un colloïde pâteux qui peut être découpé, et présente un maniement plus facile que le coton-poudre lui-même (1).

Par ailleurs, l'alcool est utilisé, en temps de guerre, en dehors de la consommation faite par les hommes, dans la fabrication des *gaz de combat* (ypérite), dans les hôpitaux militaires, et comme *carburant* : ce dernier emploi devient très important à l'heure actuelle, en raison du développement de la motorisation dans l'armée ; CLÉMENTEAU disait déjà : « une goutte de carburant économiserait une goutte de sang. »

En ce qui concerne la consommation de bouche, nous rencontrerons l'alcool dans le commerce sous plusieurs formes : tout d'abord, les *boissons alcooliques* proprement dites, qui sont des préparations naturelles obtenues par la fermentation de corps sucrés : tels sont le vin, le cidre, la bière ; puis les *eaux-de-vie*, qui contiennent moins de 60 % d'alcool pur, et les *esprits*, sans arôme, et pour lesquels la proportion d'alcool est supérieure. Enfin l'alcool est utilisé pour la préparation de liqueurs et à l'occasion de certaines manipulations pratiquées sur les vins (vinage, mutage).

(1) 100 litres d'alcool sont nécessaires pour obtenir 100 kilogrammes de poudre B.

Préparation: L'alcool est le produit principal de la fermentation alcoolique d'un sucre, le *glucose*, sous l'influence d'une diastase sécrétée par la levure de bière, avec production de gaz carbonique (1). Le glucose nécessaire peut, ainsi que nous le verrons en passant en revue les principales matières premières utilisées dans la fabrication des boissons alcooliques, soit exister *en nature* dans ces matières premières (fruits), soit être produit par le dédoublement du *saccharose* (ou sucre ordinaire) en glucose et lévulose avec absorption d'eau (betteraves), soit même être obtenu par une opération préliminaire à la fermentation, la *saccharification*, aux dépens de matières amylacées ou cellulosiques (céréales et tubercules, etc...).

Quoi qu'il en soit, la production de l'alcool se résume en une extraction de ce corps des boissons fermentées ou liquides alcooliques quelconques qui en renferment. L'opération, connue depuis fort longtemps et grâce à laquelle cette extraction peut être effectuée est la *distillation*, qui repose sur un principe très simple : nous savons, en effet, que l'eau bout à 100° et l'alcool à 78° seulement ; si donc, nous chauffons un mélange d'eau et d'alcool, ce sont les vapeurs de ce dernier corps qui vont se former les premières et nous pourrions les recueillir en les condensant par refroidissement.

L'appareil utilisé pour la distillation se nomme un *alambic* ; il se compose d'un récipient ou chaudière (dans lequel le liquide alcoolique ou *moût* sera chauffé), surmonté d'un dôme (ou chapiteau), relié à un réfrigérant permettant la

(1) La levure de bière est un champignon microscopique en chapelet du genre *Saccharomyces*, qui se reproduit par bourgeonnement. On rencontre surtout les espèces *S. cerevisiae* (bière) et *S. ellipsoïdeus* (jus de raisin). La fermentation n'est d'ailleurs pas un phénomène aussi simple qu'il apparaît au premier abord, mais nous ne pouvons malheureusement pas, dans un travail de cette nature, nous étendre davantage à son sujet.

condensation des vapeurs produites et qui consiste en un tube enroulé (ou *serpentin*), plongé dans un vase contenant de l'eau froide.

Dans l'industrie, on utilise des *appareils continus*, dont le type est l'appareil SAVALLE : c'est une colonne en cuivre chauffée par la vapeur et composée de tronçons ou *plateaux*, véritables petits alambics ; le liquide arrive par le haut de l'appareil et descend d'un plateau à l'autre, tandis que les vapeurs formées remontent en sens inverse, en barbotant dans le liquide des plateaux successifs, puis sont utilisées à échauffer le moût placé dans un *chauffe-vin*, et enfin vont se condenser dans un réfrigérant.

Pour obtenir une eau-de-vie de goût agréable, il est indispensable de pouvoir éliminer quantité d'impuretés et de corps à odeur désagréable, également produits au cours de la distillation. C'est pourquoi il convient de séparer les produits de condensation ou *flegmes* en trois portions : les « mauvais goûts de tête », qui passent les premiers, puis les « bons goûts » et enfin les « mauvais goûts de queue » (1). Il y a lieu de noter d'ailleurs que les mauvais goûts, difficiles à éliminer avec des appareils continus, disparaissent pour la plupart par oxydation au cours de l'opération du *vieillissement* des eaux-de-vie.

L'obtention des esprits et alcools, à teneur alcoolique élevée et goût plus neutre, exige une nouvelle distillation fractionnée, destinée à faire complètement disparaître les mauvais goûts. Cette opération fournit l'alcool à 95° ; l'alcool absolu peut être préparé dans les laboratoires par le moyen d'une déshydratation très poussée.

Matières premières : Nous envisagerons maintenant les

(1) Les mauvais goûts, qui renferment encore de l'alcool, repassent ensuite dans l'alambic.

boissons alcooliques provenant de la fermentation du *raisin* (c'est-à-dire le vin et les alcools qui en dérivent), puis celles provenant de la fermentation des *autres fruits* (cidres et alcools), des *betteraves* et mélasses, des *grains* (bière et alcool), et nous terminerons en signalant l'alcool de synthèse.

§ 3. — Le vin.

C'est le liquide résultant en principe exclusivement de la fermentation alcoolique du raisin frais ou du jus de raisin frais. Cette définition est conforme au décret du 19 août 1921 (modifié par le décret du 1^{er} février 1930 et le décret du 9 septembre 1934) portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 1^{er} août 1905 sur la répression des fraudes, en ce qui concerne les vins, les vins mousseux et eaux-de-vie (1).

Les vins renferment de 5 à 13 % d'alcool, du tanin, des acides, des sels et des matières diverses extrêmement nombreuses, dont beaucoup à dose infinitésimale, mais qui contribuent à donner des qualités particulières aux diverses variétés.

Culture de la vigne : Nous rappellerons seulement que la vigne (*Vitis*) est une Ampélidée grimpante à feuilles plus ou moins découpées, à fleurs en grappes, et qui comporte des variétés culturales extrêmement nombreuses. Cette plante préfère les coteaux exposés à l'Est ou au Sud-Est et s'accommode assez bien d'un terrain quelconque, pas trop humide ; elle exige des *soins* très attentifs : taille, traitements préventifs contre les maladies cryptogamiques et les

(1) *Journal Officiel* 23 août 1921.

parasites, labours, protection contre les intempéries, etc... La reproduction est obtenue le plus souvent par greffe et les fruits ne sont produits qu'au bout de quelques années.

L'extension de sa culture est à peu près limitée par une ligne partant de la latitude de Quiberon, passant à Redon, Le Mans, Nogent-le-Rotrou, pour remonter jusqu'à un peu au-dessous d'Evreux, aller rejoindre Laon, Rethel et Sedan et continuer en direction de Coblenze.

Fabrication : La fabrication du vin est encore en bien des endroits une industrie familiale. On peut y noter trois stades successifs :

1) le *foulage* du raisin, qui a pour but de réduire son volume et de permettre au ferment alcoolique, existant sur la pellicule du raisin, d'entrer en contact avec la pulpe, qui renferme, outre du glucose, diverses substances, parmi lesquelles celles qui fourniront le « bouquet » du vin.

2) la *fermentation*, opérée dans des cuves ou des foudres, à une température d'environ 20°. Elle s'accompagne d'un bruissement particulier et aboutit à la formation d'alcool, de gaz carbonique et, à titre accessoire, de glycérine et d'acide succinique.

3) l'*entonnelage* du vin soutiré dans des tonneaux stérilisés, dont la bonde est fermée aussitôt la fermentation terminée. Le vin se clarifie ensuite par dépôt.

Les résidus de cuves ou *marcs* sont par ailleurs passés au pressoir et peuvent ensuite être distillés.

Vins divers : On obtient le *vin blanc* en pressurant de suite la vendange : le jus, isolé de la pellicule du raisin qui renferme des matières colorantes, est alors mis à fermenter.

Les *vins secs* sont ceux dont tout le sucre est transformé

en alcool, les *vins doux* gardant, au contraire, une saveur sucrée. Si la mise en bouteilles est effectuée avant achèvement de la fermentation, on obtient des *vins mousseux*, qui renferment du gaz carbonique en dissolution.

Enfin, dans certaines localités, on fabrique un vin se rapprochant plus ou moins du vin naturel, avec des raisins secs que l'on fait fermenter en leur restituant de l'eau.

§ 4. — Les alcools tirés du vin et de ses sous-produits.

Alcools de vin: Les *eaux-de-vie de crû*, protégées par la législation sur les appellations d'origine, sont obtenues à l'aide de vins spéciaux. C'est ainsi que le *cognac* provient de la double distillation de vins blancs de certains territoires charentais, et que l'*armagnac*, qui ne nécessite qu'une distillation simple, est surtout fabriqué dans la région du Gers ; ces deux eaux-de-vie doivent subir un vieillissement pour acquérir leur arôme caractéristique.

Par ailleurs, on peut utiliser les excédents de vin, les vins impropres à la consommation (parce que plus ou moins malades ou oxydés), ainsi que les sous-produits, en en retirant un alcool vinique *rectifié* et sans bouquet, analogue à l'alcool industriel (1).

Alcools de marcs et de lies: On peut extraire l'alcool, soit des marcs de *cuvage*, soit des marcs de *pressurage*, après les avoir laissé achever leur fermentation dans l'eau tiède. Ces eaux-de-vie sont toujours chargées d'impuretés, qui leur communiquent leur goût particulier.

(1) C'est ce qui fait dire à M. SARRAUT que la distillation des vins était une « soupe de sûreté indispensable dans les années de surproduction ».

Nous rappelons qu'aux termes de l'article 6 du décret du 19 août 1921, la dénomination *d'eau-de-vie de vin* est réservée au produit provenant de la distillation exclusive du vin et la dénomination *d'eau-de-vie de marc* ou « marc » à l'eau-de-vie provenant exclusivement de la distillation des mares de raisins frais, additionnés ou non d'eau.

§ 5. — Le cidre.

Le cidre est une boisson provenant de la fermentation du jus de pommes fraîches ; les pommes mûres renferment, en effet, comme d'ailleurs beaucoup de fruits, du lévulose et un peu de glucose ; d'autre part, le ferment nécessaire se trouve sur le fruit lui-même et commence son action dès qu'il est mis en contact avec l'intérieur de celui-ci.

Le cidre contient 5 à 6 % d'alcool, des sucres et des sels ; sa saveur lui est communiquée par l'acide malique, que l'on trouve dans les pommes en quantité variable.

Culture du pommier : Le pommier (*Malus communis*), arbre de la famille des Rosacées, existe en France à l'état sauvage ; on en connaît de nombreuses variétés culturales, qui sont perpétuées par greffage (les variétés à cidre sont toujours cultivées en haute tige). Le pommier peut être planté dans tous les terrains qui ne sont ni trop arides, ni trop humides, et dans lesquels les proportions de l'argile, de la silice et du calcaire ne sont pas trop éloignées des proportions normales.

Fabrication du cidre : La fabrication du cidre constitue une industrie familiale de nos départements du Nord-Ouest, l'usage de cette boisson étant surtout répandu en

Bretagne et en Normandie, où, déjà courante sous Charlemagne, elle s'est implantée complètement vers le ^{xv}^e siècle.

Après la récolte, les pommes sont laissées en tas pendant une durée de trois à quatre semaines, puis broyées ; la *pulpe* obtenue est alors soumise à une *macération* dans l'eau durant 24 heures, et portée au pressoir. Le jus qui en est extrait est filtré, puis mis à fermenter, d'abord plus ou moins longtemps dans des cuves, ensuite dans des tonneaux (ou des bouteilles s'il s'agit de cidre mousseux). La fermentation n'est d'ailleurs jamais complète.

Quant au *marc*, on peut l'utiliser soit pour nourrir les bestiaux, soit comme engrais.

Autres boissons dérivant de fruits : Le *poiré* n'est autre qu'un cidre de poires, de conservation difficile, et dont la fabrication ne comporte pas de macération avant le pressurage.

Enfin, signalons que dans certaines régions, d'autres fruits, tels que les prunelles, sont utilisés à la confection de « *piquettes* ».

§ 6. — Les alcools de fruits.

La distillation exclusive du cidre fournit de l'*eau-de-vie de cidre*, dont la fabrication est courante en Normandie. Le « *Calvados* » contient d'ailleurs aussi diverses substances, notamment des essences (1).

Le *Kirsch*, produit de l'Est, est de l'eau-de-vie de merises : les fruits sont écrasés, puis placés en fermentation durant un mois environ. Le liquide soutiré sera, après repos, soumis à la distillation.

(1) Depuis 1914, on retire également directement un alcool des pommes, de la même façon que lorsqu'il s'agit de betteraves.

Notons encore les eaux-de-vie de poiré, de piquettes, de mirabelles, etc... (1).

§ 7. — Les alcools de betteraves et de mélasses.

La Betterave : Les betteraves utilisées pour la distillation appartiennent à des variétés spéciales, dites *industrielles*, assez petites et à collet peu développé. Elles exigent une terre riche, bien fumée, convenablement ameublie, et différents soins de culture. La croissance dure environ d'avril à octobre : aussi la betterave est-elle à la base de toute culture intensive, surtout dans le Nord de la France, précédant généralement celle du blé.

Les betteraves, une fois arrachées, sont lavées, puis découpées en lanières ou « cossettes » et épuisées dans des *diffuseurs* par l'eau chaude, comme lorsqu'il s'agit d'en extraire le sucre.

Le jus obtenu est alors placé dans une cuve, en vue de la fermentation, après avoir été additionné de levure de bière et d'un peu d'acide sulfurique, dont le rôle principal est *l'intervention du saccharose*. Il ne restera plus ensuite qu'à distiller le produit obtenu.

Les *mélasses*, qui constituent le résidu épais de la fabrication du sucre, sont de même mises en fermentation et pourront fournir 27 litres d'alcool pour 100 kilogs.

La culture de la betterave, en vue de l'industrie sucrière et de la distillation, est très développée aujourd'hui et occupe toute l'année une main-d'œuvre importante ; la

(1) On peut, par ailleurs, mentionner, comme boisson alcoolique dérivant de substances sucrées, *l'hydromel*, dont la fabrication est assez délicate : le miel stérilisé est additionné d'eau potable etensemencé de levure, pour obtenir sa fermentation.

pulpe de betteraves, ainsi que les résidus de distillation des mélasses, est utilisable, comme engrais et pour l'élevage du bétail, qui peut ainsi fournir un fumier abondant : d'où des répercussions économiques sur le prix du blé et de la viande.

Nous verrons que l'importance des alcools de betteraves a amené le législateur à les ranger dans la catégorie des alcools dits « d'industrie », soumis à un régime spécial et détournés, en principe, de la consommation de bouche.

Le Rhum et le Tafia : Ces eaux-de-vie, d'origine coloniale, proviennent exclusivement, suivant la définition de l'article 6 du décret du 19 août 1921, de la fermentation alcoolique et de la distillation, soit des mélasses ou sirops provenant de la fabrication du sucre de canne, soit du jus de canne à sucre, non privé par défécation des principes aromatiques auxquels les rhums et tafias doivent leurs caractères spécifiques.

Le rhum est donc une eau-de-vie de canne à sucre dont le jus ou *vesou*, obtenu par écrasement, est mis à fermenter une douzaine de jours, puis distillé.

Techniquement, le nom de *tafia* est plutôt réservé au produit retiré des mélasses et écumes de canne à sucre, étendu d'eau et additionné de résidus de distillations antérieures. Le rhum n'est pas naturellement coloré au moment où il sort de l'alambic. Sa fabrication est localisée aux Antilles, à la Réunion, à la Guyane.

§ 8. — La bière.

Nous abordons maintenant la catégorie des alcools provenant de matières premières qui ne contiennent pas de sucre, mais seulement des *substances saccharigènes*.

La bière est la boisson obtenue par la fermentation alcoolique d'un moût fabriqué avec du houblon et du malt d'orge, pur ou associé à un poids au plus égal de malt provenant d'autres céréales, de matières amylacées, de sucre interverti ou de glucose (Décret du 28 juillet 1908 article 1).

C'est un liquide renfermant de 2 à 8 % d'alcool, du gaz carbonique, des sucres, des substances azotées, etc..

Connue dès l'antiquité (1), la bière constitue la boisson de nombreux peuples et, en France, est surtout consommée dans le Nord et dans l'Est.

Plantes utilisées en brasserie: *L'orge* est une Graminée du genre *Hordeum*, dont on connaît plusieurs races de culture. Tous les terrains lui conviennent, mais c'est une plante qui exige beaucoup d'engrais et les mêmes soins que le blé.

Le grain d'orge, comme tous les grains de céréales, est très riche en amidon ; or, sa plantule produit une diastase, *l'amylase*, qui transforme, durant la germination, l'amidon en dextrine, puis en maltose, qu'il suffira donc de faire fermenter.

Le houblon, Cannabinée grimpante à feuilles lobées et fleurs dioïques, exige un climat tempéré et un sol riche, à l'abri du vent. Les glandules des bractées florales secrètent une sorte d'essence, la *lupuline*, qui aromatise et conserve la bière.

Fabrication: On peut y distinguer cinq opérations principales :

1) le *maltage* : les grains d'orge, soumis à une pluie prolongée, se gonflent et sont étendus en couche dans un cellier

(1) Le houblon n'y fut introduit que vers le IX^e siècle.

ou *germoir*. La germination se produit à 15° environ. Au bout d'une dizaine de jours, l'orge est desséchée dans un courant d'air, puis dans une étuve ou *touraille*. Les grains sont ensuite débarrassés de leurs plantules, et concassés en « malt ».

2) le *brassage* (ou *saccharification*) : le malt est agité dans une cuve avec de l'eau, à une température de 70° ; l'eau peut être versée sur le malt (*infusion*) ou chauffée avec une partie de celui-ci (*décoction*), ce qui donne une bière plus nutritive et moins alcoolique. Le moût obtenu, riche en maltose, est alors filtré ; les *drèches* ou résidus sont utilisable pour la nourriture des bestiaux.

3) le *houblonnage* : le moût est mis à bouillir avec le houblon (donc stérilisé), puis refroidi rapidement.

4) la *fermentation* : le moût est placé dans des cuves, avec de la levure de bière sans microbes. Il fermente plus ou moins longtemps, à température plus ou moins haute et plus ou moins calmement, suivant qu'il a été obtenu par infusion ou décoction (fermentations *haute* et *basse*).

5) l'*entonnelage* : la fermentation s'achève dans un local froid.

§ 9. — Les alcools de grains.

Les alcools de grains sont principalement obtenus en partant du *maïs*, qui est très riche en amidon, et du *seigle* : ils constituent une utilisation des grains avariés et, par ailleurs, les sous-produits de la fabrication sont avantageusement employés comme engrais et en vue de l'élevage.

Les grains sont réduits en farine et additionnés de malt de brasserie délayé dans l'eau : en chauffant, on obtient la saccharification sous l'action de l'amylase et il ne reste plus

qu'à assurer la fermentation du glucose formé et à opérer la distillation.

La fabrication des alcools de grains a marqué, depuis 1855, une tendance très nette à s'industrialiser, mais, en raison de la situation économique, elle a beaucoup décliné depuis la guerre et se réduit presque aujourd'hui, en France, à l'obtention des *genièvres*. (Il y a lieu de noter que le whisky anglais est un alcool de grains). On nomme *genièvre* le produit de la distillation simple, en présence de baies de genièvre, du moût fermenté de seigle, blé, orge ou avoine. La fermentation est provoquée comme s'il s'agissait de fabriquer de la bière.

Le genièvre, qui est surtout un produit des pays du Nord, constitue une eau-de-vie destinée à la consommation de bouche, mais jouissant d'un régime tout à fait spécial.

§ 10. — Les alcools de synthèse.

On peut obtenir des alcools de synthèse, soit par transformation de la sciure de bois en sucre par emploi d'acide chlorhydrique, soit à partir du carbure de calcium ou de l'acétylène des fours à coke, avec production intermédiaire d'éthylène et d'acide sulfovinique, sous l'action de l'acide sulfurique. Ce procédé permet actuellement d'obtenir environ une cinquantaine d'hectolitres par jour d'alcool neutre.

§ 11. — Les liqueurs et les vins alcoolisés.

Liqueurs: Les liqueurs sont des alcools aromatisés et plus ou moins sucrés : elles sont extrêmement nombreuses (curaçao, kummel, anisette, bénédictine, cassis, ratafia,

etc...) et leur fabrication est très développée en France, surtout depuis le XIX^e siècle ; on peut y trouver, en effet, nombre de spécialités régionales, ainsi que des apéritifs fabriqués dans les grandes villes, et presque toujours colorés (1).

Les principaux procédés de préparation (qui peuvent être combinés) sont au nombre de trois :

1) *l'adjonction d'essences* : le sucre est d'abord dissous dans l'eau, puis on ajoute la moitié de l'alcool à utiliser, on incorpore d'autre part l'essence à l'autre moitié et on mélange le tout (2).

2) *l'infusion* des aromates dans l'eau sucrée alcoolisée (ou préparée à part comme ci-dessus).

3) *la distillation* : les substances aromatiques sont mises à macérer dans une partie de l'alcool, puis on ajoute de l'eau et on distille. Le produit de l'opération est alors mélangé à l'eau sucrée alcoolisée.

Vins alcoolisés (3) : Les vins alcoolisés comprennent tout d'abord les vermouths et vins apéritifs à base de vin et titrant moins de 23°. Le *vermouth*, originaire de Turin, est un vin blanc qui a reçu un complément d'alcool (c'est l'opération du *vinage*) et dans lequel on a fait infuser des substances amères ; les *vins apéritifs*, qui doivent renfermer, pour avoir droit à cette dénomination, au moins 80 % de moût de raisin ou de vin, proviennent le plus souvent de moûts ou de jus de raisin dont la fermentation a été arrêtée par addition d'alcool (*mutage*).

(1) L'absinthe, dont la fabrication est aujourd'hui interdite, renferme principalement des essences d'Absinthe, d'Armoise, d'Anis, de Badiane, de Menthe, de Fenouil, etc...

(2) Pour les liqueurs fines, la proportion habituelle est de 37 kg. 500 de sucre, 32 litres d'alcool à 85° et 46 litres d'eau.

(3) Nous verrons que les alcools utilisés pour la préparation des vins alcoolisés doivent être des alcools rétrocedés par l'Etat.

Les *vins de liqueurs* sont obtenus par fermentation de moûts, dérivant de grappes que l'on a laissé acquérir la richesse maximum en sucre avant de les cueillir. Ces vins, qui s'améliorent en vieillissant, sont les banyuls, muscats, portos, etc...

La dénomination de *vin doux naturel* est réservée aux produits de certains cépages spéciaux (muscat par exemple).

SECTION II. — Les stupéfiants.

Nous commencerons par rappeler très brièvement la constitution chimique des alcaloïdes qui sont à la base des stupéfiants les plus connus, puis nous passerons tour à tour en revue l'opium, ses constituants et ses dérivés, la cocaïne, le haschisch, l'éther, et enfin les hypnotiques, si répandus aujourd'hui.

§ 1. — Généralités sur les alcaloïdes.

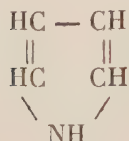
Les alcaloïdes sont des composés organiques, les uns ternaires et renfermant de l'hydrogène, du carbone et de l'azote N, les autres quaternaires et contenant, en plus, de l'oxygène. Ils présentent des propriétés basiques plus ou moins nettes, fournissant avec les acides des *sels* cristallisés.

Les alcaloïdes existent en combinaison dans les cellules de nombreuses plantes.

Ils peuvent être classés en catégories basées sur certains corps organiques d'où ils dérivent et qui sont le pyrrol, la pyridine, la quinoléine, la purine, la bétaine. Nous nous contenterons d'en signaler les trois plus importants pour notre sujet d'études.

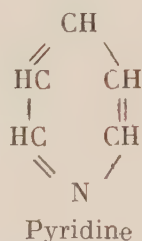
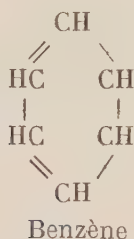
1) Le *pyrrol*, dont dérive la cocaïne $C^{17}H^{21}NO^4$, répond à

la formule :

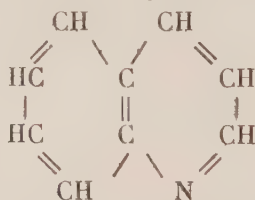


Nous remarquons que l'un des chaînons, NH, ne renferme pas de carbone. Il s'agit donc d'un composé hétérocyclique.

2) La *pyridine* est un autre composé hétérocyclique qui résulte du remplacement dans la formule du benzène C^6H^6 , d'un groupement trivalent CH par un groupement d'azote N (1).



3) La *quinoléine*, d'où dérivent, d'après G. BONNIER (2), la morphine $\text{C}^{17}\text{H}^{19}\text{NO}^3 + \text{H}^2\text{O}$, la codéine $\text{C}^{18}\text{H}^{21}\text{NO}^3$, la thébaine $\text{C}^{19}\text{HN}^{21}\text{O}^3$ et la narcotine $\text{C}^{22}\text{H}^{23}\text{NO}^7$, est un composé hétérocyclique, qui résulte de la soudure d'une molécule de benzène avec une molécule de pyridine :



(1) La *nicotine* $\text{C}^{10}\text{H}^{11}\text{N}^2$ des feuilles de tabac se rattache à la pyridine. Nous ne parlerons pas du tabac dans cette étude, les effets physiologiques qu'il peut avoir sur l'organisme, imparfaitement connus d'ailleurs, ne présentant en aucune façon de caractère de gravité comparable à celui des véritables stupéfiants. L'Etat, qui en encourage la consommation pour des raisons budgétaires, ne le considère d'ailleurs pas comme un stupéfiant.

(2) D'autres auteurs rattachent la morphine et ses dérivés à un carbure d'hydrogène cyclique, le phénanthrène $\text{C}^{14}\text{H}^{10}$.

La plupart des alcaloïdes sont solides et non volatils, insolubles dans l'eau et solubles dans l'alcool, l'éther, le chloroforme et la benzine. Leurs sels sont le plus souvent solubles dans l'eau et dans l'alcool.

Ces corps ont une saveur âcre et amère et présentent quelques réactions spéciales, dont certaines sont spécifiques.

§ 2. — L'opium.

L'opium est le suc extrait des capsules du Pavot ; il doit ses propriétés à six alcaloïdes principaux : la *morphine*, la *codéine*, la *thébaïne*, la *papavérine*, la *narcotine* et la *narcéine*.

Le Pavot blanc (*Papaver somniferum*) est une Papavéracée à très belles fleurs, qui résiste bien à la température, mais demande une terre riche et de l'humidité.

On le cultive surtout en Chine, dans l'Inde, en Perse et en Turquie, et, en moindres quantités, en Egypte et dans les Balkans (En Europe, on ne peut pratiquement le produire que pour la fabrication d'huile d'œillette, en raison de la cherté de la main-d'œuvre).

L'opium brut : Les pétales des pavots sont détachés et seront plus tard utilisés pour l'emballage des pains ; les capsules, encore vertes, sont incisées à la tombée de la nuit ; il en sort un suc laiteux qui se coagule et est recueilli le lendemain matin.

L'opium brut, après avoir été longuement malaxé, est divisé en pains de 2 kilogrammes environ, qui contiennent, outre les alcaloïdes, du caoutchouc, de la résine, de l'eau et diverses substances. La teneur en morphine varie, avec la provenance des pains, de 3 à 22 %.

L'opium à fumer ou chandoo : L'opium brut doit subir une série de manipulations qui s'effectuent dans des établissements spéciaux ou *bouilleries* et durent trois jours : il est épaissi par chauffage, longuement malaxé et grillé, puis dissous dans l'eau. Cette eau est ensuite concentrée en un sirop épais. Le *chandoo* obtenu est brun, limpide, à odeur de violette. Il y a lieu de noter que, dans un certain nombre de pays, la vente du chandoo constitue un monopole d'Etat, ce qui explique les grandes différences existant dans son prix (1).

Les résidus d'opium, extraits des pipes, constituent le « dross » et peuvent être encore utilisés par les fumeurs pauvres.

Préparations diverses à base d'opium : Nous citerons seulement les tisanes de pavot, l'extrait thébaïque, le *laudanum* ; ce dernier est un extrait alcoolique d'opium, qui existe sous deux formes : le *laudanum de Rousseau*, qui contient 1 gramme d'extrait d'opium pour 8 grammes, et le *laudanum de Sydenham*, qui n'en contient que 0,40 centigrammes pour la même quantité.

L'élixir parégorique renferme, outre de l'alcool et des essences, 0,025 milligrammes d'extrait d'opium ou 5 milligrammes de morphine pour 10 grammes.

§ 3. — Les dérivés de l'opium.

Les principaux dérivés de l'opium sont la morphine, l'héroïne et l'opium médicinal (2).

(1) Les principales bouilleries se trouvent en Chine, en Malaisie et au Siam. En Indo-Chine, une importante bouillerie est établie à Saigon.

(2) Peuvent aussi donner lieu à des intoxications : la codéine (ou méthylmorphine, base de la potion au sulfate de codéine), la dionine (éthylmorphine), l'eucodal (dihydroxicodénone), etc... ainsi que la scopolamine, alcaloïde de la racine de mandragore.

La *morphine*, de formule $C^{17}H^{19}NO^3$, principal alcaloïde de l'opium, se présente comme une poudre cristalline blanche, légère, de saveur amère, soluble. Elle a été isolée en 1806 par SERTÜRNER.

Cette substance peut donner des sels avec les acides : le plus important est le *chlorhydrate de morphine*, qui cristallise en longues aiguilles soyeuses et solubles.

L'*héroïne* ou *diacétylmorphine* $C^{21}H^{23}NO^3$, fut découverte en 1898. C'est l'éther diacétique de la morphine, poudre cristalline blanche, inodore, alcaline et de saveur amère, fournissant des sels très solubles, dont le principal est le *chlorhydrate*.

L'héroïne vaut beaucoup plus cher que la morphine.

Fabrication : La solution d'extrait d'opium est traitée par le chlorure de calcium : on obtient un mélange de chlorhydrates de morphine et de codéine, d'où la morphine est précipitée par l'ammoniaque, puis purifiée (1).

L'héroïne s'obtient en traitant la morphine par l'acide acétique.

Ces substances sont surtout produites par l'Allemagne, l'Angleterre et les Etats-Unis (ce dernier pays ayant supprimé toute fabrication d'héroïne).

§ 4. — La cocaïne.

La cocaïne $C^{17}H^{21}NO^4$ est un alcaloïde extrait de l'*Erythroxylon Coca*, arbuste à larges feuilles d'Amérique du Sud, appartenant à la famille des Linacées, et dont les Indiens mâchent constamment les feuilles (cette pratique ne présente pas les inconvénients de l'absorption de cocaïne).

(1) *Autre procédé* : les alcaloïdes sont précipités de la solution par le carbonate de sodium, puis traités à chaud par l'acide acétique qui dissout la morphine ; celle-ci est ensuite précipitée séparément par l'ammoniaque.

Cette substance, découverte en 1859 par GARNEKE, est un éther méthylique de la benzoylecgonine lévogyre en solution chloroformique à 20°, suivant la définition donnée par la Convention de Genève.

Elle se présente en prismes peu solubles dans l'eau, très solubles dans l'éther et peut fournir des sels, tels que le *chlorhydrate*.

L'Erythroxyton Coca est cultivé au Pérou, au Brésil et aussi à Java. Les feuilles qui doivent servir à l'extraction de l'alcaloïde sont desséchées au soleil.

Fabrication : La cocaïne est retirée des feuilles de Coca par infusion dans l'eau tiède, puis précipitée de cette solution par le carbonate de sodium et purifiée. Il faut environ 12 kilogrammes de feuilles pour obtenir un kilogramme de cocaïne.

On peut aussi extraire en bloc les alcaloïdes de la Coca, puis traiter par l'acide chlorhydrique à l'ébullition. On obtient ainsi du chlorhydrate d'ecgonine, d'où l'ecgonine, qui servira à obtenir de la cocaïne synthétique, est retirée ensuite.

La fabrication de la cocaïne, accrue depuis la guerre, est surtout développée en Allemagne, aux Etats-Unis et au Japon.

§ 5. — Le Haschisch.

Le Chanvre indien (*Cannabis indica*) ou *haschisch* est une plante de la famille des Cannabinées (1), surtout cultivée dans l'Inde, l'Afghanistan, la Perse et l'Afrique du Nord (Kif). En réalité, c'est du Chanvre, mais qui est cultivé dans

(1) C'est la famille du houblon, ce qui explique la somnolence et l'hébété-tude provoquées par l'excès de bière.

des conditions de climat et de terrain particulières, en dehors desquelles il n'aurait pas les mêmes effets.

Le haschisch est livré le plus souvent en feuilles séchées ou en fleurs, engluées par une sorte d'exsudation. Il peut être aussi mélangé à des substances aromatiques.

Les propriétés de cette plante sont dues à la *cannabine* qu'il renferme.

§ 6. — L'Ether.

L'éther ordinaire ou *sulfurique* est un oxyde d'éthyle $(C^2H^5)_2O$, obtenu par action de l'acide sulfurique sur l'alcool dans des chaudières chauffées à la vapeur : l'éther formé distille, puis est purifié.

C'est un liquide incolore, très odorant, plus léger que l'eau, très volatil et très inflammable ; il dissout de nombreux corps et bout à 35° .

§ 7. — Les hypnotiques.

Les hypnotiques que l'on peut rencontrer dans les intoxications sont extrêmement variés et constituent la base de nombreuses spécialités pharmaceutiques.

Nous pouvons signaler le *chloral*, liquide incolore d'odeur pénétrante et agréable, miscible à l'eau, à l'alcool et à l'éther, qui fournit une multitude de dérivés. Il donne naissance, par hydratation, à l'*hydrate de chloral*, en cristaux incolores d'odeur éthérée, irritant et caustique.

Mais les hypnotiques les plus importants à considérer sont les composés barbituriques.

L'*acide barbiturique* ou *malonylurée* est un uréide de formule $CO(NH - CO)_2CH_2$, qui résulte de l'action de l'acide malonique sur l'urée, en présence d'oxychlorure de phos-

phore. Cet acide peut fournir des sels métalliques et des dérivés divers, dont les principaux sont le *luminal* ou *gardénal* (acide phényléthylbarbiturique), le *sonéryl* (butyléthylmalonylurée), le *rutonal* (phénylméthylmalonylurée), le *dial* (diallylmalonylurée) et surtout le *véronal* ou *barbitone* (acide diéthylbarbiturique ou diéthylmalonylurée), qui se présente sous la forme de petits cristaux incolores, inodores, de saveur un peu amère, peu solubles dans l'eau pure, et est utilisé en médecine sous des formes assez variées (comprimés, sirops, pilules ou potions).

CHAPITRE II

LES TOXICOMANIES ET LEURS EFFETS

En abordant le chapitre des toxicomanies (ce mot étant pris ici dans un sens large), nous devons signaler que les intoxiqués utilisent assez souvent plusieurs poisons à la fois pour satisfaire leur passion, et peuvent également passer de l'un à l'autre suivant les circonstances.

Il est indispensable que nous examinions rapidement les effets de ces diverses substances, le public ignorant généralement les différences qui existent entre elles, dans leur mode d'emploi et dans leur action sur l'organisme. Celle-ci est différente, selon qu'elles interviennent à dose plus ou moins forte, et nous serons ainsi conduits à considérer des intoxications *chroniques* et des intoxications *aigües*. Il y aura lieu de tenir compte également des crises d'impulsion à la toxicomanie, qui sont bien souvent précédées de fatigue et de tristesse chez les usagers de ces drogues. Il convient d'ailleurs de noter que l'intoxication chronique, à laquelle peut aboutir l'emploi médicamenteux de stupéfiants, ne se produira que chez les sujets prédisposés, présentant des troubles de la volonté ou des troubles émotifs ; ces mêmes prédispositions individuelles permettent de mieux comprendre la fréquence de la contagion par l'exemple, que l'on rencontre à chaque pas dans l'étude des toxicomanies.

Nous examinerons successivement, dans le cours de ce

chapitre, l'alcoolisme, l'opiomanie (à laquelle se rattachent la morphinomanie et les intoxications par les dérivés de l'opium), la cocaïnomanie, et enfin les intoxications par le haschisch, l'éther et les hypnotiques.

SECTION I. — Alcoolisme.

Après avoir montré le développement historique de l'alcoolisme, en rappelant ses causes principales, nous en étudierons les effets sur l'organisme humain et sur l'individu, puis nous terminerons en signalant très rapidement ses effets sociaux, réservant pour le chapitre III l'examen de l'influence qu'il peut avoir sur l'évolution de la criminalité.

§ 1. — Développement de l'alcoolisme.

L'ivresse due au vin ou aux autres boissons fermentées remonte à la plus haute antiquité, mais la consommation des *alcools* est relativement récente : ce n'est, en effet, qu'au Moyen Age que « l'eau ardente », connue depuis longtemps en Orient, fit son apparition en Europe, et ce n'est qu'au XVIII^e siècle que son absorption par les buveurs devint chose courante. A partir de cette époque, un commerce très actif d'alcool se développa, surtout après l'invention en 1801 de l'appareil à distillation continue, et, à l'heure actuelle, l'extension prise par l'alcoolisme est malheureusement considérable ; des liqueurs et spiritueux de toutes espèces sont offerts au consommateur dans une multitude de débits de boissons plus ou moins luxueusement installés.

Les causes qui sont à la base du développement de ce fléau sont multiples et ont fait l'objet de nombreuses études

du point de vue sociologique ; nous nous contenterons ici de mentionner brièvement les principales.

Il convient tout d'abord de rappeler le goût effréné de certaines personnes pour les boissons alcooliques, goût qui peut même arriver à être franchement pathologique : c'est ainsi qu'un médecin de l'Hôtel-Dieu de Rouen surprit un jour un garçon de laboratoire buvant le liquide d'un bocal où macéraient des cerveaux ; ce même personnage fut découvert une autre fois, alors que, couché sur une table à dissection, il se faisait des blessures graves à l'aide de bistouris : il était complètement ivre et, se croyant mort, voulait se disséquer ! (1).

Ces cas exceptionnels mis à part, nous pouvons signaler comme ayant une influence sur le développement de l'alcoolisme l'hérédité alcoolique, la *maladie*, la *misère* et l'*oisiveté*, l'homme cherchant à oublier ou plus simplement à se distraire ; le *besoin de sociabilité* le conduit également au cabaret pour y retrouver d'autres buveurs, dont le déplorable exemple contribuera encore à développer sa passion.

Il faut aussi tenir compte de certains *préjugés néfastes*, tels que le caractère « hygiénique » des produits du crû, la valeur alimentaire de l'alcool, ainsi que de l'*habitude* des apéritifs chez le citadin, des verres d'eau-de-vie chez le paysan et des « tournées » chez l'ouvrier, sans oublier la *mode* récente des cocktails, qui combine la nocivité des diverses liqueurs, et, sévissant chez les femmes du meilleur monde, présente une gravité insoupçonnée : un médecin connu a récemment avoué qu'il possédait dans sa clientèle huit jeunes filles atteintes de troubles alcooliques tellement aigus qu'ils ont nécessité leur internement.

(1) Rapporté par Leroy. (*De l'alcoolisme au point de vue de sa prévention et de sa répression* Paris 1900).

Mais l'alcoolisme possède également des causes plus profondes, inhérentes à l'état actuel des Sociétés humaines.

Parmi celles-ci, il nous faut citer en tout premier lieu, outre les besoins nouveaux nés de la civilisation, *l'agrandissement des villes* et la transformation de la vie industrielle, de plus en plus concentrée en de vastes usines ; la tristesse trop fréquente de la vie des ouvriers dans des *logements inconfortables* a amené ceux-ci à rechercher des divertissements au cabaret, et il en est de même de l'existence monotone des soldats dans une ville de garnison.

Enfin, nous mentionnerons encore les progrès énormes de la production de l'alcool et le bas prix des matières premières, le régime des bouilleurs de crû, les *mœurs électorales*, dans lesquelles l'influence exercée par les débitants est considérable, l'exercice de certaines professions et également le climat plus ou moins rigoureux.

Il y a lieu de remarquer par ailleurs que le développement de l'alcoolisme suit très exactement les variations de l'évolution législative au sujet des boissons : c'est ainsi qu'il a été possible de constater jusqu'à la Grande Guerre un accroissement régulier de la consommation de l'alcool en France, des groupements puissants d'intérêts particuliers empêchant le Parlement de prendre des mesures efficaces pour enrayer le fléau, malgré les protestations des ligues antialcooliques et de l'Académie de Médecine. Puis, à la suite des dispositions rigoureuses édictées durant les hostilités, la consommation fléchit de 65 % ; malheureusement, depuis 1918, les pouvoirs publics ont relâché à nouveau leur vigilance, les lois de guerre sont souvent tournées et une recrudescence importante a dû être enregistrée.

§ 2. — Effets physiologiques.

Nous allons considérer maintenant les effets de l'ingestion de l'alcool, sans entrer dans le détail des propriétés particulières que peuvent présenter les différentes boissons, en rappelant simplement qu'un usage *modéré* des boissons fermentées ne saurait présenter d'inconvénients sérieux pour l'organisme adulte (1). Les boissons distillées, au contraire, ont incontestablement fait plus de ravages en quelques lustres que le vin et le cidre en plusieurs siècles.

On a beaucoup vanté autrefois les qualités de l'alcool comme *aliment* ; DUCLAUX assurait même qu'il pouvait remplacer le beurre et l'amidon, mais il faut indiquer sur ce point que les données d'ATWATER et BÉNÉDICT, relatives au pouvoir alimentaire de l'alcool, ont été depuis infirmées.

En réalité, l'alcool présente des *effets nocifs* indéniables, et cela indépendamment des impuretés dont il peut se trouver chargé, contrairement à l'opinion qui a été soutenue par certains auteurs.

L'intoxication alcoolique peut se présenter sous deux formes bien distinctes : la forme aiguë, qui n'est autre que l'ivresse, et la forme chronique.

Intoxication aiguë : L'intoxication aiguë est réalisée à la suite d'une absorption massive et occasionnelle d'alcool.

Ses effets sont plus ou moins variables suivant la qualité

(1) Nous noterons à cet égard que le vin, s'il n'est pas nécessaire à l'organisme et s'il constitue un assez pauvre aliment et un médiocre désaltérant, est par ailleurs un *stimulant*, un *tonique* et un *bactéricide*. La bière est nutritive, apéritive, tonique, rafraîchissante et exempte de microbes ; le cidre est diurétique, mais aussi acide et il peut altérer les dents.

Quant aux liqueurs, leurs qualités digestives sont assez illusoires ; tout au plus peut-on leur reconnaître quelques propriétés antiseptiques, mais il faut bien noter d'autre part que les *essences* qu'elles contiennent ajoutent leur nocivité à celle de l'alcool.

et la quantité d'alcool ingéré, ainsi que suivant la résistance et le caractère de chaque individu. L'ingestion des boissons est surtout dangereuse à jeun et peut même parfois aboutir à la *mort* du buveur, lorsque les vomissements n'ont pas amené le rejet d'une partie du poison, par exemple à la suite d'un pari absurde ou d'une congestion, lorsqu'il fait très froid à l'extérieur du débit.

L'ivresse débute généralement par une *période d'excitation* et d'euphorie, marquée par une diminution du pouvoir d'auto-contrôle et des réactions à la fois instantanées et absurdes. Puis survient une *phase de dépression*, avec démarche zigzagante, à laquelle peut succéder une *période comateuse* (1).

L'ivresse peut parfois présenter des caractères anormaux, par suite d'une susceptibilité spéciale de certains individus, avec gestes désordonnés ou même délire.

Intoxication chronique: L'alcoolisme chronique constitue une véritable imprégnation de l'individu par l'alcool, un empoisonnement lent dû à l'attrait irrésistible exercé sur l'alcoolique par sa boisson favorite. Souvent d'ailleurs, le buveur sera prédisposé à cette passion par des tendances individuelles ou héréditaires, pouvant même se traduire par de véritables crises de boisson (*dipsomanes*). Cet état se manifeste à la fois par des *troubles somatiques*, tels que céphalées, douleurs ou troubles digestifs, et par des *troubles psychiques*, représentés par des modifications profondes de l'humeur et du caractère, avec irritabilité, diminution du contrôle et du sens moral, cauchemars.

(1) Dans l'intoxication absinthique, le coma est souvent précédé de *convulsions* violentes dues aux effets toxiques des essences. L'intoxication chronique se traduit par une faiblesse générale, des douleurs variées, des vertiges et hallucinations. Le malade est sombre et sujet à des *colères subites*, souvent homicides.

Mais là ne se bornent pas les effets de l'intoxication, car celle-ci conduit, plus ou moins rapidement, à un certain nombre de manifestations délirantes aiguës.

Nous citerons, au premier rang de ces états particulièrement graves, le « *delirium tremens* », qui est occasionné soit par de véritables maladies, soit par des excès éthyliques survenant chez un alcoolique chronique. Il est « *essentiellement caractérisé par l'agitation psycho-motrice excessive, l'excitation poussée souvent à son paroxysme, le délire d'idées et d'actions avec hallucinations, le tremblement généralisé se manifestant surtout du côté des lèvres, de la langue et des extrémités supérieures, un état saburral des voies digestives et une élévation de température* » (1).

Toutes les fonctions organiques sont alors troublées, l'insomnie est complète et l'isolement du malade est indispensable pour éviter qu'il ne se livre à des violences.

L'alcoolisme chronique peut aussi aboutir à de véritables psychoses particulières, parmi lesquelles nous citerons le *délire de persécution*, avec hallucinations surtout visuelles, et d'abord nocturnes, puis de plus en plus fréquentes, conduisant le sujet à des réactions violentes.

Le *délire de jalousie* est aussi très commun et bien des drames en sont la conséquence ; on peut également rencontrer une sorte d'affaiblissement progressif des facultés intellectuelles allant jusqu'à la démence complète et conduisant souvent le malheureux au suicide.

Enfin, nous signalerons le « *Syndrome de Korsakoff* », caractérisé au début par un état confusionnel, aboutissant ensuite à une *amnésie* qui se manifesta surtout pour les faits récents, et à laquelle s'ajoute une *fabulation* compensatrice, le malade inventant de toutes pièces quantilé d'his-

(1) H. Claude. *Psychiatrie Médico-légale* Paris 1932.

toires ; des lésions des nerfs viennent le plus souvent compléter ce tableau clinique.

L'*internement* s'impose dans la plupart de ces cas, et nous devons signaler toute l'importance de l'intoxication éthylique au point de vue de l'aliénation mentale, puisque les deux cinquièmes des personnes internées à l'Asile Sainte-Anne sont des alcooliques chroniques. Ajoutons qu'il y a lieu de se méfier des guérisons apparentes constatées chez ces malades, particulièrement chez ceux atteints du délire de jalousie.

L'alcoolique, indépendamment des accidents de gravité inégale que nous venons de considérer, est en état de moindre résistance dans la vie, et constitue une victime toute désignée pour les épidémies, la tuberculose, les accidents du travail et les congestions résultant des températures extrêmes.

§ 3. — Effets sociaux.

Ce n'est pas ici le lieu d'examiner les effets sociaux de l'alcoolisme, et nous nous contenterons de rappeler les principaux domaines dans lesquels ils s'exercent.

Tout d'abord, *la vie familiale* de l'alcoolique chronique se ressent douloureusement de sa passion pour la boisson. Il engendre des *enfants* souvent nombreux, car ses passions sont vives, mais ceux-ci iront grossir les rangs des aliénés, des mineurs délinquants ou précocement débauchés, des souteneurs et des prostituées (1). La morti-natalité n'est pas rare parmi ses descendants, non plus que le rachitisme et la tuberculose. L'exemple offert par l'un des parents, et parfois les deux, aux enfants, déjà prédisposés par leur

(1) Voir Legrain. *Dégénérescence sociale et alcoolisme*,

hérédité à devenir alcooliques, achève de conduire ceux-ci, dès leur jeune âge, vers la funeste passion ; LEROY (1) signale avoir observé, en Basse-Normandie, une petite fille de sept à huit ans, qui retournait une bouteille et en suçait ensuite le bouchon imbibé d'alcool.

Les salaires de l'alcoolique aboutissent en grande partie dans la caisse du cabaretier et *la gêne* s'installe dans la famille, conduisant le malheureux à absorber des doses de plus en plus fortes pour se consoler et suppléer à une nourriture insuffisante ; des *disputes* avec son conjoint sont fréquentes, accompagnées de voies de fait, et les divorces (ou même les crimes) en sont souvent la terminaison.

Les effets de l'alcoolisme dans la société ne sont pas moins graves : augmentation du nombre des *accidents du travail* et diminution du rendement de la production industrielle. Les alcooliques, renvoyés des usines, vont grossir le nombre des *chômeurs* et le cabaret achève de les corrompre.

D'autre part, les rapports du capital et du travail sont rendus plus difficiles, l'alcoolisme favorisant l'indiscipline, les grèves et la haine des classes. Ses résultats se font d'ailleurs sentir de façon funeste à tous les degrés de l'échelle sociale et dans toutes les professions.

Enfin, en dehors des nombreux cas de suicide et des internements coûteux qu'il nécessite, la *dépopulation* qu'il engendre pose de graves problèmes au point de vue de la défense nationale.

En résumé, l'alcoolisme est un des plus grands fléaux de notre époque, d'autant plus redoutable que l'alcool, à l'opposé des stupéfiants qui nous restent à examiner, est d'un prix modique et extrêmement facile à se procurer.

(1) *Op. cit.*

SECTION II. — L'opiomanie.

L'opium, suc des capsules du Pavot, est connu depuis fort longtemps, mais jusqu'au vi^e siècle, son emploi fut limité aux usages thérapeutiques, pour lesquels il est encore aujourd'hui fort estimé : c'est en effet un *calmant* indispensable en médecine.

Il fut plus tard utilisé par les Arabes, à qui leur religion interdisait de boire de l'alcool, et la secte des Thériakis en fit même un tel abus que son nom resta attaché à une préparation opiacée.

Puis les Chinois s'en servirent à leur tour, à titre d'excitant, et ce sont eux qui, à la fin du xviii^e siècle seulement, prirent les premiers l'habitude de le fumer. Cette passion se répandit rapidement dans toutes les classes sociales, et la culture du pavot se développa, malgré les efforts des empereurs.

Enfin, l'usage de l'opium, très développé dans tout l'Extrême-Orient, commença à s'introduire partout vers le milieu du xix^e siècle, avec les *opiophages* et les buveurs de laudanum ; l'opiophagie fut très développée en Angleterre vers 1840, dans toutes les classes et même dans la population féminine, ce qui amena un accroissement de la mortalité infantile.

A la suite des conquêtes coloniales, l'habitude de fumer l'opium fut rapportée en France par des militaires et des fonctionnaires, et se répandit rapidement dans les grandes villes et les ports en relation avec l'Extrême-Orient.

En présence des ravages causés par l'abus de ce stupéfiant (notamment aux Etats-Unis vers 1860), la plupart des pays réglementèrent étroitement le commerce de l'opium.

Mais le trafic illicite continue à alimenter les opiomanes, et nous verrons dans la troisième partie que, chaque année, la police découvre quelques fumeries clandestines.

L'usage de l'opium reste d'ailleurs confiné dans un *milieu social assez élevé* et sévit tout particulièrement chez les intellectuels, les officiers de marine, les anciens coloniaux, les artistes et aussi les snobs à prétentions littéraires ; on nous a même signalé un parlementaire et le fils d'un grand industriel. Un romancier illustre fumerait l'opium depuis de longues années, recourant de temps en temps à d'autres drogues, lorsqu'il ne peut s'en procurer ; au cours d'une crise due aux stupéfiants, il aurait même brisé des vitres de réverbères sur une grande place de Paris. Nous pourrions également citer le cas d'un officier de marine de grande valeur, qui fut initié à l'opium par une demi-mondaine, puis recourut ensuite à la morphine ; ces deux malheureux, de déchéance en déchéance, finirent par échouer, sans aucune ressource, dans une chambre du Quartier Latin, et l'officier fut perdu pour la marine française (1).

Utilisation : L'opium est utilisé par les toxicomanes sous plusieurs formes : les *opiophages* se contentent de manger

(1) De nombreux exemples d'abus de stupéfiants peuvent d'ailleurs être signalés dans les milieux intellectuels : c'est ainsi que les œuvres « d'avant-garde » d'un écrivain connu ne sont que les produits d'une imagination déréglée par les drogues. Tel autre, très connu aussi, est sujet à des colères subites, et aurait même un jour arraché la rambarde d'un paquebot !

Un riche banquier, initié par sa maîtresse, vit disparaître toute sa fortune pour satisfaire sa funeste passion ; il mourut au cours d'une période militaire et son amie se suicida en absorbant un hypnotique.

Une vedette du chant, malgré des poursuites judiciaires et des essais de désintoxication, n'a jamais pu redevenir normale ; elle est aujourd'hui presque sourde et a dû abandonner son art. Une autre vedette connue joignait à l'abus de tous les stupéfiants celui de l'alcool et s'écroula un jour en scène au théâtre de la Porte-Saint-Martin ; mais sa famille la soumit à un traitement rigoureux et elle n'a plus fait parler d'elle depuis cet accident.

des boulettes d'opium, le plus souvent brut et mêlé à des substances aromatiques, tout en buvant du thé ; ce sont surtout les Hindous et les gens de petite condition qui recourent à ce procédé, particulièrement peu recommandable d'ailleurs, car toute la morphine contenue dans l'opium est absorbée par le consommateur (1).

Mais le plus souvent, le poison est *fumé* (parfois mélangé avec du tabac) et c'est alors le *chandoo*, ou à défaut le *dross*, qui est utilisé, l'opium médicinal ne convenant pas pour cet emploi.

La *fumerie* est ordinairement une pièce à demi-obscur, dans laquelle les fumeurs sont étendus sur des nattes ; ils ont à leur disposition une aiguille, avec laquelle un peu d'opium est retiré du pot et présenté à la flamme d'une lampe : une boulette est ainsi confectionnée et déposée sur un petit orifice de la pipe.

Le fumeur présente alors la pipe à la chaleur de la flamme, l'opium se volatilise et est aspiré d'un seul coup.

Enfin, la difficulté éprouvée à se procurer de l'opium a incité certains intoxiqués à utiliser des préparations pharmaceutiques à base d'opium, et plus particulièrement le *laudanum*, sous les deux formes que nous avons déjà signalées ; ce produit est alors ingéré par petits verres ou même par carafes entières.

Effets de l'opium : Les effets de l'opium sont à peu près les mêmes, quel que soit le mode d'absorption par le toxicomane, et cette drogue est « *le type des poisons euphoristiques, déterminant le bien-être physique, ainsi que les*

(1) En Europe, les toxicomanes utilisent parfois de cette manière des boulettes ou pilules d'extrait d'opium ou d'extrait thébaïque à une dose variant de quelques centigrammes à 10 et même 25 grammes.

sensations de soulagement du malaise ou de la douleur, l'impression de quiétude ou l'illusion d'une intellectualité particulière » (1).

Nous rappellerons les exemples célèbres de Baudelaire et d'un écrivain anglais du début du XIX^e siècle, Thomas de QUINCEY, qui, dans ses « *Confessions d'un Anglais, mangeur d'opium* » a retracé les effets qu'il a pu éprouver lui-même :

« *C'est toi qui possèdes les clefs du Paradis, ô juste, subtil et tout-puissant opium !* »

Mais la revanche du poison ne tarda pas à venir, et Thomas de QUINCEY devint incapable de fournir un effort suivi, perdant toute volonté ; puis ce furent les hallucinations et les rêves terrifiants (sans doute causés par l'alcool du laudanum), cependant qu'il perdait toute notion de la durée et de l'espace.

Il parvint cependant à se guérir à peu près, malgré plusieurs rechutes successives.

Ce qu'il faut bien retenir des effets de l'opium, c'est qu'il entraîne une dégradation morale et une altération des fonctions vitales, avec insomnies et amaigrissement, l'intoxiqué n'ayant plus qu'un but : fumer, et cherchant à faire des adeptes. Lorsque l'habitude est installée, il n'est plus possible de cesser l'usage de la drogue sans provoquer de l'angoisse et des troubles graves, dûs à l'état de besoin, et les doses doivent être de plus en plus augmentées pour arriver au résultat recherché.

Il y a lieu de noter d'ailleurs que les Européens sont beaucoup plus sensibles à l'opium que les Asiatiques.

Intoxication aiguë : Une intoxication aiguë peut être produite par l'opium et ses dérivés, notamment la morphine,

(1) Claude *op. cit.* p. 268.

par suite d'absorption de doses massives ou de susceptibilité particulière du sujet. Une forme foudroyante de cette intoxication peut même se rencontrer, parfois accompagnée de convulsions, avec sommeil comateux presque immédiat, suivi de mort dans un délai d'une heure environ.

Le plus souvent, les symptômes apparaissent une heure en moyenne après absorption de la drogue : ce sont des effets narcotiques ou, au contraire, des phénomènes d'excitation cérébrale avec céphalée, vertiges et nausées, aboutissant au coma. Le pouls augmente, la respiration s'abaisse à quatre à cinq inspirations par minute, les extrémités se refroidissent et la mort survient en 5 à 15 heures, parfois en quelques jours lorsque se produisent des périodes de rémission. Dans les cas où la guérison survient, elle est lente et accompagnée de faiblesse extrême.

SECTION III. — La morphinomanie et l'intoxication par les dérivés de l'opium.

La morphine est d'emploi courant en médecine, le plus souvent sous forme de chlorhydrate ; elle produit une excitation, puis une abolition des perceptions, aussi constitue-t-elle un *calmant idéal* pour toutes sortes de douleurs. Son action opère en 5 à 10 minutes, lorsqu'elle est utilisée en injections hypodermiques, en 15 à 30 minutes si elle est ingérée par voie buccale.

Au point de vue des toxicomanies, il faut noter tout d'abord que la *morphinomanie* (1), intoxication à caractère

(1) *Morphinisme* désigne simplement l'ensemble des effets de l'intoxication, celle-ci pouvant très bien être d'origine accidentelle.

passionnel, est en rapport avec une disposition particulière de certains sujets, tout comme l'intoxication alcoolique elle-même (1).

Le plus souvent, le sujet a recours pour la première fois à la drogue *dans un but thérapeutique*, ou encore en vue d'atténuer certaines douleurs morales, sur le pernicieux conseil de quelque intoxiqué avide de prosélytisme.

Dans nos régions, les morphinomanes se recrutent en grande partie parmi les médecins, femmes de médecins, pharmaciens et infirmiers et aussi dans le demi-monde ; nous rappellerons également la lamentable histoire de cet avocat, qui se procurait la morphine en confectionnant de fausses ordonnances médicales et tomba dans le plus complet dénuement, après avoir été condamné en correctionnelle et radié du Barreau.

La morphine, à l'état de chlorhydrate, est d'ordinaire introduite dans l'organisme par *injections sous-cutanées* au bras ou à la cuisse.

Chez des individus non prédisposés, les très faibles doses peuvent être tolérées pendant des années sans accident grave, mais presque toujours, par suite de l'accoutumance de l'organisme à la drogue, les doses nécessaires pour obtenir l'effet recherché par le toxicomane doivent être accrues de jour en jour et peuvent atteindre 20, 50 centigrammes et même parfois près de 5 grammes quotidiennement.

Accidents locaux : Les morphinomanes, tourmentés par l'état de besoin, se piquent sans aucune précaution et s'injectent des solutions non stérilisées, même à travers leurs vêtements, ce qui ne manque pas d'entraîner des *phéno-*

(1) Les prédispositions héréditaires sont notamment signalées par Lewin *Les paradis artificiels* Paris 1928.

mènes inflammatoires et des *abcès*, parfois même des complications graves nécessitant le transfert dans un hôpital. M. le Professeur CLAUDE a pu observer un tétanos suraigu chez une jeune femme dont le corps était couvert d'abcès.

Effets des faibles doses de morphine: L'injection de doses allant de 1 à 3 centigrammes aboutit à une sensation de soulagement ou d'excitation psychique, que la répétition des piqûres transforme en une *euphorie particulière* : c'est alors la « *période d'hésitation* » (DUPRÉ et LOGRE), qui peut si facilement entraîner le sujet à s'accoutumer à la drogue, dont le besoin deviendra vite tyrannique.

Effets des doses élevées: La répétition des injections de doses supérieures à 10 centigrammes aboutit très rapidement à provoquer des troubles tant physiques que psychiques.

Le morphinomane présente une peau terreuse, sa pupille est dilatée, et on constate chez lui de la constipation, du prurit cutané, une diminution des sécrétions et de la tension artérielle, une accélération du pouls et des tendances aux syncopes. Son activité musculaire est réduite et ses réflexes tendineux diminués. L'injection provoque un besoin de sommeil, tandis que le repos nocturne est profondément troublé.

Au point de vue *psychique*, on remarque une diminution de l'attention et de la mémoire, parfois même une véritable confusion mentale.

Des hallucinations surviennent lorsque la morphine s'associe à d'autres toxiques (alcool, éther, barbituriques).

Puis se produit un véritablement *effondrement de la personnalité* intellectuelle et morale, dont nous aurons à faire état dans le chapitre suivant.

A la période la plus avancée de l'intoxication, les troubles physiques s'accroissent, avec amaigrissement, troubles digestifs, faiblesse cardiaque, albuminurie et accidents infectieux variés.

L'état de besoin : L'état de besoin, responsable de l'augmentation des doses et de tous les effets qui en découlent, survient très vite chez certains tempéraments. A l'heure habituelle de la piqûre, le morphinomane est agité et, s'il ne peut se retirer pour user de la drogue, tourmenté par un état d'angoisse intolérable, qui lui fait commettre les actes les plus intempestifs et les plus compromettants. L'excitation s'accroît lorsque cet état d'abstinence se prolonge, avec réactions coléreuses et tendances agressives, puis hallucinations à prédominance visuelle.

Des troubles physiques accompagnent ces signes (vomissements, sueurs, diarrhée, syncopes) et la *mort subite* peut même survenir (1).

On conçoit que, dans ces conditions, le traitement de désintoxication ne puisse être que progressif, et que le malade doive être constamment isolé et surveillé.

Héroïne : La *diacétylmorphine* ou héroïne est un analgésique et un calmant de la toux et de la dyspnée. Elle fut autrefois utilisée pour désintoxiquer les morphinomanes, et c'est ainsi que l'abus s'en répandit.

C'est aujourd'hui le stupéfiant *le plus employé*, celui dont l'usage se développe le plus, ainsi que nous le montrera la statistique des quantités saisies par la police en 1934 et 1935. Cette faveur peut être attribuée au fait que la dro-

(1) Aussi certaines compagnies refusèrent-elles de payer les assurances sur la vie contractées par des morphinomanes.

gue est souvent mieux supportée par l'organisme que la morphine et que son mode d'emploi habituel consiste à la *priser* dans le creux de la main.

L'héroïnomanie est surtout répandue dans le milieu interlope des femmes de Montmartre, de Montparnasse, des Halles, de la Bastille et du Quartier Latin, qui sont souvent à la fois intoxiquées et trafiquantes, ce qui donne un intérêt supplémentaire au prosélytisme actif dont elles font preuve.

La police trouva un jour, dans une chambre du quartier de la Bastille, le corps inanimé et couvert d'abcès d'un médecin, qui utilisait quotidiennement jusqu'à 6 grammes d'héroïne et prenait parfois aussi de la cocaïne, ainsi que sa maîtresse. Le malheureux était arrivé à une folie particulière et prétendait avoir isolé le microbe du cancer dans de nombreux bocaux, qui ne contenaient que quelques petits vers et de l'eau pure.

L'action de l'héroïne rappelle celle de la morphine (et, par certains côtés, celle de la cocaïne), mais elle est plus prolongée, ses ravages physiques sont rapides, l'état de besoin est très douloureux et la guérison des intoxiqués très difficile.

Elixir parégorique et divers : Depuis quelques années, certains toxicomanes recourent à l'élixir parégorique ; ce produit occasionne une *intoxication multiple*, car il renferme à la fois des produits opiacés, des essences d'anis et de badiane, et de l'alcool. Aussi les morphinomanes, privés de leur poison favori, qui utilisent des doses croissantes d'élixir, présentent-ils des phénomènes nerveux complexes, avec excitation psychique et tendances délirantes, état confusionnel, agitation nocturne et réactions agressives ; cet

ensemble de signes rappelle les intoxications alcooliques qui étaient autrefois souvent observées chez les buveurs d'absinthe.

Mentionnons enfin les intoxications par la *codéine*, qui s'obtient sous forme de potion prescrite dans certaines affections pulmonaires, par *l'eucodal* (dihydroxycodéinone), etc...

SECTION IV. — La Cocaïnomanie.

La cocaïne est utilisée en *anesthésie*, sous des formes diverses (injections ou badigeonnages de muqueuses principalement), surtout par les ophtalmologistes, qui s'en servirent les premiers, les oto-rhino-laryngologistes et les dentistes.

La passion pour la « neige » débute à peu près toujours par un essai *fait de propos délibéré*, en vue de rechercher des sensations nouvelles ou de se procurer une surexcitation factice destinée à surmonter la fatigue ou l'émotion. Elle se rencontre dans les mêmes milieux que l'abus de l'héroïne, qui tend d'ailleurs à la supplanter (galanterie et artistes).

La « coco » est absorbée le plus souvent par *voie nasale* (1) ; son usage se répand grâce au prosélytisme qu'elle provoque : c'est ainsi que souvent un homme est initié à la drogue par sa maîtresse.

Forme aiguë de l'intoxication : Une intoxication aiguë par la cocaïne peut se produire à la suite d'une absorption massive de drogue (2).

(1) Lewin (*op. cit.*) signale aussi son utilisation en boisson, frictions sur les gencives etc...

(2) Des accidents semblables peuvent se produire au cours de l'anesthésie locale, par suite de l'emploi des solutions concentrées à 1/5 ou même plus, qui sont utilisées par simple contact sur des muqueuses.

Elle est caractérisée par des *troubles cardio-respiratoires*, tels que refroidissement, syncopes, dyspnée, nausées, et des *troubles nerveux*, pouvant même entraîner la mort subite, à la suite d'une agitation forcenée rappelant le « *delirium tremens* ».

L'excitation observée peut d'ailleurs rappeler assez bien le tableau de l'ivresse alcoolique et se traduire par de la loquacité ou de l'agressivité.

Il est parfois possible de noter un état confusionnel, avec des hallucinations ou des crises d'épilepsie.

Cocaïnisme chronique : La cocaïnomanie est « *l'expression d'une dépravation volontaire en rapport avec des conditions de vie décelant une immoralité foncière* » (CLAUDE).

La quantité de drogue absorbée chaque jour par les intoxiqués peut aller de moins d'un gramme jusqu'à 5 grammes et plus, chaque prise représentant environ 25 centigrammes. Comme pour la morphine, certains sujets à volonté forte peuvent se contenter d'une sorte de dose d'entretien, mais très généralement l'état de besoin naît au bout de quelques semaines, amenant une gêne qui peut provoquer des réactions nerveuses, et qui conduit insensiblement le sujet à augmenter les doses absorbées.

Le premier contact avec la drogue provoquerait plutôt une impression pénible de froid dans les fosses nasales, ainsi qu'une tendance aux défaillances et aux palpitations ; mais ceux qui, malgré tout, passent outre et reprennent de la « neige », éprouvent bientôt une certaine euphorie, avec un sentiment très net de force et d'activité intellectuelle qui les incite à en continuer l'usage et à augmenter les doses.

Ivresse cocaïnique : Il arrive fréquemment que les cocaï-

nomanes se laissent aller de temps en temps, surtout s'ils y sont entraînés, à des crises d'intempérance, forçant la dose pour obtenir une sorte d'ivresse joyeuse, voisine de l'ivresse alcoolique, et qui exalte leurs facultés imaginatives ; mais ils peuvent en arriver, par ces excès, à une excitation motrice accompagnée d'irritabilité et de perte de l'auto-contrôle. Comme chez les alcooliques, on peut constater que ces crises d'ivresse répétées amènent des *troubles psychiques* et des *troubles du comportement*, qui sont de plus en plus durables, avec fatigabilité, tristesse, puis irrégularité dans le caractère, agressivité et jalousie, tout ceci étant accompagné de troubles sensoriels, de tremblements, de tendances aux syncopes, d'amaigrissement et de perte de l'appétit.

Le cocaïnomane, qui a conscience de son état de déchéance, ne voit plus à ce moment son salut que dans la drogue et s'enfonce de plus en plus dans son vice.

Période terminale : L'intoxiqué est progressivement frappé de cachexie et devient la victime de grands troubles psychiques.

Les *hallucinations* sont fréquentes, et surtout de nature visuelle ; il voit des personnages fantomatiques, des points lumineux, des bêtes lui semblent courir sur son corps et il cherche à s'en défendre par la fuite ou par des réactions violentes.

De plus, surviennent des *manifestations délirantes*, généralement par poussées, accompagnées d'insomnie, d'agitation, d'anxiété et même de tendances agressives ; suivant les prédispositions individuelles, ces délires peuvent développer des idées de grandeur, de jalousie ou de persécution et même s'établir de façon presque permanente chez le

malade. Dans ce cas, ils amènent un état d'*affaiblissement intellectuel* qui, même après désintoxication (laquelle peut être brutale sans inconvénients), laisse subsister longtemps de l'apathie, de l'incapacité à réagir et du tremblement, rappelant la paralysie générale. Mais si le sujet, après avoir été traité, retombe dans son vice ou se livre à la boisson, la déchéance s'accroît, aboutit à l'incohérence et à la stupidité, avec tendance à commettre des actes antisociaux (1).

SECTION V. — L'intoxication par le Haschisch.

Le Chanvre indien n'est guère employé en thérapeutique, et ses propriétés stupéfiantes ont été mises à profit pour la première fois par les Arabes. Il peut être utilisé de bien des façons différentes : le « *bang* » est une infusion faite avec les graines, « l'*assis* » est obtenu en diluant dans l'eau le suc des feuilles, le « *ganja* » est le suc des fleurs femelles, le « *charras* » la résine, etc... On peut aussi fumer les préparations solides du haschisch. L'effet de ce stupéfiant consiste en une ivresse agréable et souvent gaie, caractérisée par l'*abolition des notions d'espace et de temps* ; l'intoxiqué se croit capable d'effectuer des déplacements vertigineux et peut très bien se jeter par la fenêtre pour rejoindre quelqu'un qu'il a reconnu dans la rue.

L'abus prolongé conduit à l'hébétéude, à la perte d'appétit, et souvent à la folie, avec hallucinations plus ou moins terrifiantes.

Le haschisch est surtout consommé en Egypte et il est rare que la justice ait à s'en occuper en France.

(1) La cocaïne n'est pas sans influence sur l'hérédité, car Brouardel a observé qu'un cocaïnomanie avait eu pour fils deux idiots, et Marfan rapporte le cas d'un homme qui, après avoir eu trois enfants bien conformés, s'était adonné à la drogue, et n'avait plus donné naissance qu'à des avortons.

SECTION VI. — L'intoxication par l'Ether.

L'éther est utilisé en chirurgie pour obtenir l'*anesthésie générale* ; mais il est trop souvent employé à un tout autre usage par certains toxicomanes, soit sous forme d'inhalations, soit mélangé à de l'eau sucrée (1).

Il peut donner lieu à une *intoxication aiguë*, caractérisée par une grande excitation, des hallucinations et souvent des attaques convulsives. Cette forme se rencontre chez les individus qui recherchent une ivresse occasionnelle, ou ceux qui tentent de se suicider (il faut également mentionner un certain nombre de cas de décès accidentels au cours de l'anesthésie). L'*intoxication chronique* amène un état d'énervement continu, des insomnies, des vertiges, des douleurs musculaires et de l'angoisse. L'éthéromane est agressif, paresseux, et fait preuve de désadaptation sociale.

Chez certaines personnes, chaque ingestion de toxique aboutit à une poussée délirante rappelant l'intoxication aiguë. Enfin, les fortes doses provoquent des troubles de l'appétit et de la circulation, des désordres hépatiques et de l'amaigrissement.

Il est à noter que l'intoxication alcoolique se surajoute souvent à l'action de l'éther, modifiant ainsi plus ou moins les effets de cette dernière substance.

SECTION VII. — L'intoxication par les Hypnotiques.

L'intoxication par les divers hypnotiques est très répandue à l'heure actuelle, en raison de la facilité avec laquelle il est possible de se procurer ces substances.

(1) Certains absorbent jusqu'à un litre d'éther par jour (Claude).

L'intoxication chronique à doses thérapeutiques peut être tolérée pendant des années, mais le sujet a toujours tendance à augmenter ces doses, car il se complaît dans l'état de torpeur procuré par la drogue.

Le malade peut alors tomber dans une sorte de léthargie diurne accompagnée de délire nocturne, présentant, dans les périodes de réveil momentané, du bredouillement, de l'obnubilation intellectuelle et une marche ébrieuse, parfois même du tremblement et des éruptions variées.

Il faut alors procéder à une désintoxication bien conduite, qui laisse cependant persister longtemps une courbature et une dépression psychique, avec une insomnie créant une sorte d'état de besoin.

Le diagnostic des intoxications barbituriques est parfois assez délicat à établir, les symptômes pouvant rappeler certaines formes d'intoxication alcoolique ou de paralysie générale.

L'intoxiqué présente une aggravation de toutes ses tares, accompagnée d'une diminution de volonté et de désintégration sociale. On peut aussi rencontrer des tendances mélancoliques au suicide, et même des réactions violentes au cours d'un traitement en clinique qui est toujours difficile à faire accepter (1).

Intoxications aiguës : Les intoxications aiguës par les hypnotiques produisent surtout des troubles nerveux. Si la dose absorbée est mortelle (pour le véronal, la dose toxique est de 1 à 10 grammes et la dose mortelle de 2 à 14 grammes), l'intoxiqué présente de l'agitation, des vertiges

(1) Les effets des divers hypnotiques à forte dose sont assez voisins les uns des autres ; le *chloral* procure un sommeil profond, avec ralentissement du cœur et de la respiration, abaissement de la tension et de la température ; le *somnifène* occasionne d'abord de l'euphorie, puis un délire brutal, suivi de torpeur et d'abaissement.

et des nausées, puis tombe dans le coma. Le pouls est faible, le visage pâle, le corps se couvre de sueurs, les réflexes sont progressivement abolis et la sensibilité disparaît. Des soubresauts musculaires apparaissent et la mort survient par insuffisance cardiaque et œdème pulmonaire ; dans les cas où le malade survit, il conserve longtemps de la dépression nerveuse et de la faiblesse cardiaque.

Importance actuelle des hypnotiques : Si nous avons cru devoir décrire les caractères essentiels des intoxications barbituriques à côté des effets des stupéfiants « classiques », c'est que celles-ci ont acquis aujourd'hui une importance que le public est *très loin de soupçonner* et que nous nous devons de signaler.

Nous avons pu, en effet, établir personnellement la statistique des décès dus à l'absorption de stupéfiants et constatés dans le département de la Seine pour les trois derniers mois de l'année 1935 (1).

Ces décès sont rapportés, faute d'indices tendant à faire croire à un empoisonnement criminel, à des accidents, ou le plus souvent à des suicides.

Nombre de décès	Octobre	Novembre	Décembre	Totaux
Gardénal.....	9	5	7	21
Véronal	2	1	2	5
Dial....	—	—	1	1
Somnifères non identifiés...	4	6	1	11
Cocaïne.....	—	—	1	1
Stupéfiants non identifiés...	4	3	1	8
Total..	19	15	13	47
dont { par hypnotiques divers..	15	12	11	38
{ par autres stupéfiants..	4	3	2	9

(1) Cette statistique a été établie d'après les documents relatifs aux morts suspects, mis obligeamment à notre disposition par M. Bastide, Substitut du Procureur de la République, Chef de la 1^{re} Section du Parquet de la Seine, auquel nous tenons à exprimer ici tous nos remerciements.

Nous avons pu noter deux suicides combinés par gardénal et gaz d'éclairage, et un par barbiturique et revolver. D'autre part, nous signalons un décès sur la voie publique rapporté aux stupéfiants et un autre survenu dans une maison de tolérance.

CHAPITRE III

INFLUENCE SUR LA CRIMINALITÉ

SECTION I. — Alcoolisme.

L'influence de l'alcoolisme sur le développement de la criminalité ne saurait être niée et est en réalité considérable. Nous citerons à ce sujet le mot de GARÇON : « *L'alcoolisme nous apparaît comme le facteur le plus actif de la criminalité* » (1). Plus près de nous, M. Antoine BORREL, dans son rapport de 1935 sur le budget des services pénitentiaires, n'hésite pas à dire : « *Le principal facteur du développement de la criminalité réside, il faut le dire, dans le développement de l'alcoolisme... Il y a un rapport marqué entre le nombre des délits commis par des alcooliques ou des ivrognes, et la consommation de l'alcool dans le ressort. Là où l'alcoolisme sévit le plus, le degré de criminalité est le plus élevé.* »

Et en effet, les départements du Calvados et de la Seine-Inférieure présentent un nombre de crimes particulièrement élevé, tout spécialement parmi les marins et les pêcheurs.

Une statistique détaillée de MASON (2), nous révèle que, sur le nombre des condamnés aux travaux forcés à perpétuité en Belgique, 40,7 % étaient en état d'ivresse au

(1) GARÇON *La Méthode en Droit Criminel*, in GÉNY *Les méthodes juridiques* p. 227.

(2) Bull. Ac. royale Méd. Belgique 27 juin 1896.

moment de leur crime, et 50,6 % notés comme ivrognes d'habitude.

Quant aux condamnés à mort, 33 sur 88, soit 43,1 %, étaient ivres à la commission de leur forfait, et 121 sur 202, soit 60 %, constituaient des buveurs d'habitude.

Des résultats analogues ont été constatés dans les autres pays, en particulier au Danemark, en Suisse et en Allemagne (1).

Le *Compte général de l'Administration de la justice criminelle pour l'année 1908* (p. XVIII et suivantes) fournit pour la France les chiffres suivants, dans lesquels n'entrent pas en compte les affaires classées sans suite ou ayant fait l'objet de non-lieu : 230 crimes sur 2.408, soit 9,5 %, sont dus à l'influence de l'alcool, ainsi que 15.881 délits sur 216.664, soit 7 %.

En outre, sur un total de 193.475 délinquants, on peut en compter 28.274 qui sont alcooliques ou ivrognes, soit une proportion de 14 %.

Non seulement il est possible de saisir par ces chiffres le rapport qui existe entre l'alcoolisme et la criminalité générale, mais la vérité peut être serrée de plus près, en étudiant la fréquence des crimes et délits en fonction des différentes époques considérées.

Il ressort d'une statistique établie en Belgique par DUCPÉTIAUX (2) que la criminalité passe de 19 à 28,77 % de la population, les années où la consommation d'alcool passe elle-même de 7 à 9 litres par tête.

De plus, le nombre des crimes est plus considérable les

(1) Il ne semble pas possible de tenir compte des résultats de l'expérience prohibitionniste qui a été tentée aux Etats-Unis, car ils ont été complètement faussés par le développement de la fraude.

(2) Citée par Simonin : *L'état d'ivresse et son importance judiciaire* Paris 1928.

années où la récolte est abondante, et cette augmentation est surtout sensible au mois des vendanges (Cf. Enrico FERRI, *Sociologie Criminelle*, p. 221 ss).

D'autre part, LEY et CHARPENTIER (1) ont étudié la répartition des délits de coups et blessures en fonction des jours de la semaine, des heures et des lieux ; ils ont pu établir que ces délits sont particulièrement nombreux les *samedis, dimanches et lundis*, dans les Etats où les cabarets sont ouverts ces jours-là ; ils sont la plupart du temps commis *après six heures du soir* et très fréquemment *au voisinage des débits*.

Les infractions pénales le plus souvent commises par des alcooliques ou des individus en état d'ivresse sont des *violences* et les *actes immoraux*, tels que coups et blessures, rébellions, menaces et outrages à l'autorité (2) (de 40 à 70 % d'après SIMONIN), meurtres pour des motifs d'ordinaire futiles ou en rapport avec une idée de persécution, viols, outrages publics à la pudeur et attentats aux mœurs (de 25 à 50 %) (3).

Il faut considérer aussi l'importance de l'alcoolisme sur certains délits contre les biens, comme par exemple les incendies volontaires (50 %), les dégradations d'objets (85 %) et les filouteries d'aliments. Le vagabondage et la mendicité sont également le plus souvent imputables à des ivrognes.

Enfin, nous signalerons le développement inquiétant de la *criminalité juvénile* chez les enfants d'alcooliques et le rôle joué par le cabaret dans la formation des *récidivistes* ;

(1) Rapport au XX^e Congrès des Aliénistes 1910.

(2) Qui revêtent une gravité particulière lorsqu'ils sont justiciables du Code de Justice militaire.

(3) « Si d'autres causes que l'alcoolisme concourent à produire les criminels d'habitude, il possède ce triste privilège sur elles de faire en outre des criminels d'occasion, de hasard, qui détiennent un rang élevé dans les statistiques des meurtres » Borrel op. cit. 1935.

trop fréquemment, en effet, le condamné qui vient d'achever sa peine cherchera l'oubli dans la boisson et sera ainsi amené à commettre de nouvelles infractions.

Mentionnons en terminant l'influence de l'alcoolisme sur l'éclosion des *révoltes politiques* en Amérique du Sud et même en France. LOMBROSO (1) cite à ce sujet une phrase extraite des Mémoires de CLUSERET sur la Commune : « *Jamais, comme à cette époque, les marchands de vin ne peuvent se vanter d'avoir fait tant d'argent* ».

SECTION II. — Stupéfiants.

L'abus des stupéfiants possède sur le développement de la criminalité une influence qui, pour avoir été beaucoup moins souvent étudiée et mise en évidence que celle de l'alcoolisme, n'en est pas moins certaine.

En effet, comme l'a écrit LOMBROSO (2) : « *Toutes les substances qui ont la vertu d'exciter le cerveau d'une manière anormale, poussent plus facilement au crime et au suicide, ainsi qu'à la folie, avec laquelle ils se confondent souvent d'une manière inextricable* ».

Morphinomanie (et héroïnomanie) : L'usage de la morphine, longtemps prolongé, aboutit à des modifications du comportement, qui peuvent être à l'origine de réactions médico-légales.

En effet, l'intoxiqué, nous l'avons déjà dit, est frappé d'une diminution de son sens moral et d'un relâchement de son affectivité familiale ; d'autre part, il tend constamment au mensonge, cherchant à tromper son entourage afin de mieux pouvoir satisfaire sa passion. Par ailleurs, la néces-

(1) Lombroso : *Le crime, causes et remèdes*.

(2) *Id.*

sité de se procurer sa drogue favorite le conduit à fréquenter des individus peu recommandables, dont les mauvais exemples influent fortement sur sa volonté débile.

Aussi, lorsqu'il n'a plus assez d'argent pour acheter le poison, n'hésite-t-il jamais à commettre *toutes sortes d'indélicatesses*, de tromperies et d'actes frauduleux, voire même de vols ou d'escroqueries, d'abord au préjudice de son entourage, puis de n'importe quelles autres personnes.

Il ne reculera pas non plus devant un *acte scandaleux* quelconque, soit au point de vue de sa profession, soit au point de vue mœurs.

Enfin, le morphinomane n'est pas complètement à l'abri des *crimes violents*, car, lorsque son état d'abstinence se prolonge, une véritable fureur peut s'emparer de lui et il devient alors vraiment un danger social.

Cocaïnomanie : Deux séries d'infractions peuvent être commises par les cocaïnomanes, selon qu'ils se trouvent sous l'effet d'une intoxication aiguë, ou au contraire parvenus à la période de cachexie terminale.

Dans le premier cas, les réactions excito-motrices ou les hallucinations délirantes privent l'intoxiqué de contrôle sur lui-même, et il peut alors se livrer à des coups et blessures, à des tentatives de meurtre ou de suicide, à des incendies, des bris de clôture, des actes de rébellion, des fugues ou encore des actes scandaleux accomplis publiquement.

Dans la période avancée de l'*intoxication chronique*, ce seront des *réactions de défense* contre les hallucinations, consistant par exemple à tirer des coups de revolver, ou encore des *tendances agressives* survenant au cours de manifestations délirantes, et pouvant aboutir à de multiples actes dangereux pour la Société.

Enfin, lorsque, à la suite d'une cure de désintoxication, le cocaïnomane retombe dans son vice et que sa déchéance s'accroît encore, il peut accomplir toute une série d'actes antisociaux, tels que vols, agressions, escroqueries, abus de confiance, et montre une tendance impulsive au scandale, à l'incendie et aux manifestations érotiques.

L'importance des stupéfiants, et de la cocaïne en particulier, dans la genèse des diverses infractions a été mise en évidence aux Etats-Unis par une enquête de M. Arthur SMITH, publiée dans « *The News* » de Détroit, de laquelle il résulte que 90 % des vols commis dans cette ville sont le fait d'intoxiqués, et que ceux-ci comptent pour 90 % dans le nombre des détenus du Pénitencier Central de Californie ; d'autre part, les condamnés par les Cours fédérales comptent 40 % de toxicomanes, d'après un rapport présenté à une Commission du Congrès de Washington.

Ether : Nous mentionnerons en terminant que l'ivresse due à l'éther peut pousser les sujets à commettre des violences, des rébellions, des agressions et des actes scandaleux, et que l'intoxication étherique chronique conduit elle-même parfois, à la longue, à l'accomplissement d'attentats de divers ordres, en rapport avec la dégradation morale de l'intoxiqué.

CHAPITRE IV

INFLUENCE SUR LA RESPONSABILITÉ PÉNALE

SECTION I. — Alcoolisme.

Nous avons étudié, dans le Chapitre II, les effets produits par les diverses toxicomanies sur l'organisme humain et nous avons pu constater quel retentissement elles avaient sur l'état psychique de leurs adeptes.

La question s'est posée de savoir dans quelle mesure cette altération des facultés mentales, qui tient à des causes presque toujours volontaires, devait entrer en ligne de compte dans l'appréciation de la responsabilité du sujet, soit au point de vue civil, soit au point de vue pénal.

En ce qui concerne la *responsabilité civile*, on peut se demander si le toxicomane, et l'alcoolique en particulier, ne doit pas faire l'objet de mesures spéciales de *protection*, car il est facilement enclin à la dilapidation, au jeu, au désordre passionnel, il peut se livrer à des actes frauduleux ou à des entreprises hasardeuses, et sa suggestibilité est grande.

En dehors de cette question, il est du plus grand intérêt de savoir si l'état mental de l'alcoolique peut avoir une influence sur la solution des multiples problèmes que pose l'étude du Droit civil, notamment en matière de contrats et d'obligations conventionnelles, de divorce et de séparation de corps, de déchéance de la puissance paternelle, d'exclusion et de

destitution de la tutelle, de validité des donations et testaments, de contrats d'assurances, et enfin d'accidents du travail. Nous ne faisons que signaler ces problèmes qui sont étrangers à notre sujet et ont été au surplus traités de façon fort complète (1).

La responsabilité pénale des actes imputables à des individus en état d'ivresse ou à des alcooliques a été niée par certains, affirmée par d'autres, et les diverses législations qui se sont succédées dans tous les pays ont offert le reflet de ces opinions incertaines.

Cette étude ayant été volontairement limitée aux infractions pénales qui intéressent directement la fabrication, la vente et la consommation de l'alcool et des stupéfiants, nous ne pourrions, sans sortir de notre sujet et allonger considérablement ce travail, consacrer à cette intéressante question tous les développements qu'elle mérite (2).

Cependant, en raison de son importance, nous exposerons les grands principes qui ont guidé la jurisprudence française et les solutions auxquelles elle s'est finalement ralliée.

Nous indiquerons avant toute chose qu'une distinction essentielle doit être faite, à ce sujet, entre l'alcoolisme chronique et l'ivresse, l'influence que peut avoir cette dernière étant appréciée à peu près en dehors de toute considération médicale.

Alcoolisme chronique : La question est assez simple, en ce qui concerne l'alcoolisme chronique, car les actes commis à l'occasion des crises de « delirium tremens » ou des diverses

(1) Cf. en particulier Evrard *L'ivresse et l'alcoolisme devant la loi civile et la loi pénale*. Thèse de droit Paris 1907.

(2) De nombreux ouvrages ont entrepris l'examen de ce problème ; en dehors des grands traités de Droit pénal général, nous signalons, parmi les plus récents, la thèse de Barbier : *Le délit alcoolique* Paris 1930.

formes de délires que nous avons passées en revue dans le chapitre II, constituent des manifestations de nature *démén-tielle*, et l'*irresponsabilité* de l'auteur de l'infraction ne fait aucun doute, puisque l'article 64 du Code Pénal s'applique sans difficulté ; ce principe est d'ailleurs admis par toutes les législations et par les meilleurs auteurs.

Mais, en dehors de ces hypothèses, la responsabilité pénale de l'alcoolique subsiste, sauf à tenir compte dans une certaine mesure, en vue de l'application de la peine, des tares constitutionnelles et des troubles psychiques qui ont été déterminés par l'imprégnation éthylique de l'inculpé (1).

Ivresse : L'atténuation de la responsabilité pénale des délinquants par suite de l'ivresse a fait l'objet de controverses nombreuses (2). Certains auteurs n'hésitent pas à dire qu'il ne faut tenir *aucun compte* de l'influence que l'alcool a pu avoir sur l'auteur d'une infraction. C'est ainsi qu'ARISTOTE et QUINTILIEN voulaient appliquer une double pénalité à celui qui avait commis un délit étant ivre, la première sanctionnant ce délit lui-même, et la seconde le punissant de s'être mis en état d'ivresse. De même, FRANÇOIS I^{er} aggravait dans ce cas la peine encourue par le délinquant.

Plus près de nous, l'Ecole anthropologique de LOMBROSO considère que le coupable ne saurait améliorer sa condition par un fait qui est en lui-même délictueux, et GAROFALO (3) établit une différence entre l'alcoolisme, qui changerait le

(1) Il y aurait lieu de rapprocher de l'alcoolisme, au point de vue de l'appréciation de la responsabilité, les cas d'*ivresses anormales* que nous avons précédemment signalés.

(2) La question de l'ivresse de l'auteur du délit n'est d'ailleurs pas la seule qui puisse se poser : on pourrait également rechercher l'influence que peut avoir l'ivresse d'un *témoin* (au moment du délit ou pendant sa déposition) et aussi l'ivresse de la *victime*.

(3) Garofalo ; *La Criminologie* p. 315 ss.

caractère de l'individu, et l'ivresse, qui exagérerait ce caractère sans le dénaturer ; il en déduit que l'excitation de l'alcool ne fait, dans ce dernier cas, que révéler un instinct criminel préexistant et ne peut donc amoindrir la responsabilité. Cette opinion ne saurait résister à des observations multiples, qui ont établi la possibilité d'un changement parfois total dans le caractère des ivrognes.

L'influence de l'ivresse n'a pas été déterminée par le Code Pénal français (il en est d'ailleurs de même pour un certain nombre de Codes étrangers) et force est donc aux interprètes de rechercher, à la lumière des autres textes du Code et de son esprit général, la solution d'une telle question (1).

Il est indéniable que l'individu en état d'ivresse ne possède pas une pleine conscience de ses actes, que sa sensibilité et sa volonté sont plus ou moins abolies, mais est-il juridiquement possible de tenir compte de son état si particulier ?

D'autre part, si ce premier point se trouve être résolu par l'affirmative, comment l'interprète pourra-t-il établir la responsabilité de l'auteur d'une infraction, en fonction des diverses circonstances de son ivresse ?

Nous allons passer brièvement en revue ces deux questions.

§ 1. — Possibilité de tenir compte de l'ivresse.

On aurait pu songer à considérer l'ivresse comme une *excuse légale* permettant, soit de ne pas appliquer la peine,

(1) Il y a lieu de penser avec Vidal qu'il serait utile « que cette responsabilité soit déterminée par la loi, pour éviter les incertitudes résultant de la diversité d'opinion des interprètes ». *Enquête et rapport sur l'alcoolisme* Rev. Pénit. 1896 p. 1268 ss.

soit d'y apporter une atténuation, comme c'est le cas par exemple de l'excuse de provocation.

Mais il est impossible de recourir à cette solution, car l'article 65 du Code Pénal défend au juge d'appliquer une excuse *non prévue par la loi* ; ce point a fait l'objet d'une jurisprudence importante et bien établie, antérieure même au Code de 1810, notamment en matière de meurtre, de viol, de coups et blessures, d'attentats aux mœurs, de rébellion, de désertion, etc... (1).

Il en résulte que ni le Président des Assises, ni la Cour, lorsqu'elle est saisie à cet effet de conclusions formelles, ne peuvent poser au jury une question relative à l'état d'ivresse de l'accusé au moment du crime.

D'autre part, il a été soutenu que l'ivresse devait être considérée comme une *démence passagère*, et que, par conséquent, en application de l'article 64 du Code Pénal, l'irresponsabilité du délinquant devait être reconnue, l'état de démence fût-il, même en partie, imputable à ce dernier.

Il est bien certain que la notion de « démence » de l'article 64 n'a rien de rigide et est médicalement élastique, mais on ne saurait cependant l'appliquer au cas de l'ivresse, car celle-ci n'est pas une maladie mentale caractérisée ; aussi la Cour de Cassation a-t-elle toujours refusé d'assimiler l'ivresse à la démence, notamment dans des arrêts du 18 mai 1815 (déjà cité) et du 1^{er} juin 1843 (S. 1843.1.844) (2).

Ainsi donc, il est impossible de relaxer l'individu qui a

(1) Citons notamment, comme arrêts de la Cour de Cassation : 18 mai 1815 (S. 1815.1.398), 23 avril 1824 (B. Cr. 57), 27 août 1868 (B. Cr. 196), 17 octobre 1889 (B. Cr. 310), 29 janvier 1921 (S. 1922.1.185).

(2) Ce dernier arrêt avait même reconnu à la Cour le droit d'interdire au défenseur de plaider l'ivresse et l'empire de la passion, mais, à ce point de vue, cet arrêt est resté isolé et contraire à la pratique des Cours d'Assises.

commis une infraction alors qu'il était ivre, en considérant son état comme une excuse légale ou comme une variété de folie.

Mais il ne faut pas oublier que le juge correctionnel et le jury de la Cour d'Assises doivent répondre à la *question générale de culpabilité* : « *Untel est-il coupable d'avoir le... à... volontairement donné la mort, etc... ?* » Et c'est ici que la question de l'ivresse de l'accusé va pouvoir entrer en ligne de compte, si *en fait*, sa raison peut sembler avoir été anéantie ou obscurcie au moment de son crime ; en effet, il s'agit là de savoir si la culpabilité de l'auteur de l'infraction est ou non établie, ce qui motivera suffisamment sa relaxe (verdict négatif) ou l'octroi de circonstances atténuantes.

Des décisions antérieures au Code Pénal avaient déjà consacré cette doctrine, et la Cour de Cassation a reconnu dans un arrêt du 14 novembre 1924 (B. Cr. 381) *qu'un pouvoir souverain* appartient aux juges du fait pour apprécier la responsabilité des délinquants (1).

§ 2. — Appréciation de l'influence de l'ivresse.

Il nous faut maintenant considérer quels sont les principes sur lesquels se baseront les Tribunaux pour apprécier en fait la responsabilité pénale des inculpés qui comparaissent devant eux.

En effet, l'ivresse peut être plus ou moins complète, constituer un état habituel ou non, il se peut qu'elle ne soit pas due exclusivement à la faute du buveur, ou au contraire

(1) Quelques arrêts contraires peuvent cependant être signalés, mais ils s'expliquent par une confusion entre les excuses légales et les faits justificatifs.

que celui-ci ait absorbé des boissons alcooliques pour « se donner du cœur » avant de commettre son forfait ; il est bien évident que les conséquences à en tirer seront différentes dans ces diverses hypothèses, que nous allons passer en revue rapidement.

Ivresse légère : Tout d'abord, il nous faut indiquer que le début d'ivresse, qui amoindrit la force de résistance de l'individu et produit une excitation générale, mais laisse cependant subsister la conscience, *ne saurait abolir* la responsabilité pénale.

S'il s'agit d'une ivresse réellement *accidentelle*, les *circonstances atténuantes* pourront cependant être accordées à l'accusé.

Dans le cas habituel d'ivresse fautive ou volontaire, il appartient au juge d'apprécier, en fait, la peine qu'il convient d'appliquer, en tenant compte, d'une part, de la faute qui a été commise, et, d'autre part, de l'affaiblissement de la volonté du buveur.

Ivresse accidentelle : Lorsqu'il s'agit d'une ivresse complète, mais fortuite, sans qu'aucune faute puisse être reprochée à l'inculpé, la responsabilité devra en général être considérée comme *supprimée*. Une telle ivresse peut être causée soit par un accident (cuve en fermentation), soit par les artifices d'un tiers, qui propose au buveur une liqueur complètement inconnue de lui. Mais le plus souvent, l'individu s'est mis dans cet état par sa faute, car il aurait dû prévoir les effets de la boisson prise à dose immodérée, surtout s'il s'agit d'un buveur d'habitude, et parfois même il a volontairement recherché l'état d'ivresse. Dans ces conditions, il est bien inconscient lorsqu'il accomplit son crime,

mais on peut lui reprocher de ne pas avoir envisagé les conséquences possibles de cette ivresse ; l'appréciation de la responsabilité variera selon que la simple faute est punissable, ou qu'au contraire, l'intention criminelle est requise.

Cas où la simple faute est punissable : La peine applicable sera alors celle prévue pour le même délit causé *par imprudence* ; par exemple, la poursuite pourra être exercée pour homicide par imprudence et non pour meurtre.

C'est ainsi que la Cour Supérieure de Justice du Luxembourg, dans un arrêt du 28 octobre 1898 (S. et P. 1900.4.8) a reconnu que l'ivresse complète résultant d'une faute commise par le prévenu ne faisait pas obstacle à sa condamnation pour homicide par imprudence.

Il en serait de même en matière d'incendie ou de coups et blessures.

Cas où l'intention criminelle est requise : Dans ce cas, qui est celui de nombreux délits, tels que le faux, les outrages, les injures, les menaces, l'élément intentionnel de l'infraction fait défaut, lorsqu'il s'agit d'une ivresse complète : il y a donc *non culpabilité* ; la responsabilité civile subsiste néanmoins, en raison de la faute commise par l'auteur de l'infraction en s'enivrant (1).

Il y a lieu d'ailleurs d'observer que l'ivresse causée par l'intempérance est bien rarement complète et se traduit surtout par un obscurcissement de la raison : aussi la responsabilité pénale sera-t-elle le plus souvent simplement *atténuée*.

En effet, un individu complètement ivre est à peu près incapable de commettre la plupart des délits, en exceptant

(1) Garraud *Traité de Droit Pénal*, n° 266,

bien entendu les délits d'omission (insoumission, désertion, absence d'un témoin ou d'un juré), les outrages publics à la pudeur, et les blessures ou écrasements d'enfants que l'ivrogne pourrait causer par sa chute.

Ivresse recherchée : Lorsqu'un délinquant a cherché dans l'ivresse le courage de commettre son crime (ou même plus simplement a pensé ainsi se ménager une excuse), sa culpabilité reste entière, puisqu'il a voulu l'infraction et a librement décidé de l'accomplir ; certains auteurs voient même dans cette recherche de l'ivresse l'indice d'une préméditation (1).

Cependant, GARRAUD (2) fait observer que l'intention criminelle doit être concomitante à l'acte, et, en conséquence, n'existerait pas dans le cas d'ivresse complète, mais il reconnaît lui-même que son hypothèse est purement théorique, puisque celui qui a exécuté son projet a, par là même, prouvé qu'il possédait encore une certaine conscience (3).

SECTION II. — Stupéfiants.

Morphinomanes : Dans l'appréciation de la responsabilité pénale des morphinomanes, il y a lieu de tenir compte du degré d'imprégnation toxique de ceux-ci, de leur état constitutionnel et également de l'origine de leur passion.

Il est en effet équitable que la responsabilité soit considérée comme atténuée, lorsque le sujet est devenu toxico-mane à la suite d'une série d'injections médicamenteuses parfaitement motivées.

(1) Simonin, *op. cit.*

(2) Garraud, *op. cit.*

(3) Barbier *op. cit.* a donné une formule relative à l'appréciation de la responsabilité des alcooliques : ceux-ci sont responsables dans la mesure où, malgré l'alcool, leur personnalité a participé à l'action.

Par contre, lorsque l'intoxication est d'origine *volontaire*, le délinquant doit être considéré comme *responsable*, car il a conservé son libre arbitre pendant un temps suffisant (période d'hésitation) pour lui permettre de se dégager de la passion naissante par un effort de volonté.

Mais, dans la période de cachexie terminale, le poison a pénétré profondément tout l'organisme, la déchéance physique et intellectuelle est complète, et le morphinomane sera considéré comme étant « *dans les conditions des individus atteints de psychose alcoolique* » (CLAUDE).

Enfin, il est bien certain que les manifestations délirantes et hallucinatoires doivent être assimilées à la démence; quant aux réactions violentes qui se produisent dans les périodes de besoin, il appartient aux juges d'apprécier si le sujet, tout en ayant perdu le contrôle de lui-même, n'en a pas moins conservé une lucidité relative.

Cocaïnomanes: En ce qui concerne les intoxications aiguës dues à la cocaïne, il y aura lieu de les considérer comme volontaires, lorsqu'elles résultent d'une curiosité malsaine, mais la responsabilité pourra se trouver écartée s'il s'agit au contraire d'une méprise ou de la conséquence de manœuvres stupides de l'entourage du malade.

L'intoxication chronique ne fera disparaître la responsabilité que s'il s'agit d'actes qui sont déterminés par un état délirant. Dans le cas contraire, c'est une simple question de fait, dépendant des circonstances et des tares constitutionnelles.

Mais il y a lieu de déclarer que les crises *d'ivresse* cocaïniques sont bien des actes conscients et volontaires; pas plus que l'ivresse alcoolique, elles ne constituent des excuses légales et, ici encore, les juges du fait apprécieront les

conséquences pénales qu'il y a lieu d'en tirer, mais en se méfiant de l'immoralité habituelle de ces toxicomanes et de leurs antécédents judiciaires.

Autres toxicomanes : L'intoxication par l'éther est toujours une intoxication d'origine *volontaire*, et il faut en déduire notamment que l'ivresse délirante éthérique ne peut comporter *aucune excuse*, pas plus que l'intoxication chronique, à moins que celle-ci n'ait entraîné un état de *déchéance* tel qu'il ne nécessite des soins particuliers ; dans ce cas, il pourra être nécessaire de recourir à l'internement, comme pour les alcooliques chroniques.

Enfin, nous signalerons qu'en ce qui concerne les intoxications par les barbituriques, les magistrats devront rechercher si une origine thérapeutique n'est pas en cause et tenir compte de l'état constitutionnel du sujet.

DEUXIÈME PARTIE

CARACTÈRES ET ÉLÉMENTS DES INFRACTIONS

Nous consacrerons le début de cet exposé aux infractions se rattachant au régime des boissons (Chapitre I), puis au régime des stupéfiants (Chapitre II) ; il conviendra ensuite d'examiner de façon séparée une question particulièrement importante et qui nécessite une étude assez longue, celle des débits de boissons (Chapitre III) (1).

Nous parlerons en terminant des délits concernant la consommation des boissons alcooliques et des stupéfiants (Chapitre IV), et enfin, en appendice, nous examinerons l'hypothèse d'administration de ces substances dans un but criminel.

(1) Nous laisserons de côté le régime des boissons dans les colonies, qui est très comparable à celui de la Métropole, mais parfois plus strict, l'alcoolisme ayant tendance à prendre un grand développement dans certaines régions africaines.

CHAPITRE PREMIER

INFRACTIONS A LA RÉGLEMENTATION DES BOISSONS ALCOOLIQUES

SECTION I. — Généralités.

§ 1. — Observations préliminaires.

Une première remarque s'impose, dès que l'on aborde la question des infractions relatives aux boissons alcooliques et aux stupéfiants : c'est que la plupart de ces infractions constituent, en réalité, des *manquements à des dispositions réglementaires*, imposant certaines obligations aux personnes qui fabriquent, détiennent ou vendent ces substances. Ce sont ces règles, aboutissant ainsi à une restriction de la consommation, que nous aurons à examiner dans les pages suivantes. Il y a lieu de noter, dès maintenant, qu'elles se rapprochent beaucoup de celles du droit administratif.

La réglementation des boissons alcooliques, en dehors de la question si importante des débits de boissons, appelle, de son côté, une observation particulière.

Nous constatons, en effet, que, à la différence des lois et décrets régissant les stupéfiants, les textes sur les boissons sont des textes *fiscaux* (1), relatifs aux Contributions indi-

(1) Le régime des boissons a fait l'objet d'un nombre considérable de lois, décrets et ordonnances ; tous les textes législatifs relatifs aux Contributions indirectes ont été codifiés et sont aujourd'hui contenus dans le Décret du 26 décembre 1934 (J. O. 28 décembre).

Nous croyons bien faire en mettant sous les yeux de nos lecteurs un

rectes, inspirés bien plus par l'idée de sauvegarde des intérêts du Trésor compromis par la fraude, que par celle de la lutte antitoxique. Aussi les infractions, extrêmement nombreuses d'ailleurs, qui peuvent être relevées en la matière, sont-elles des *infractions fiscales*, présentant en conséquence des caractères très particuliers et sanctionnées par des pénalités également fiscales.

Nous avons volontairement restreint le cadre de cette étude aux délits prévus et punis par la loi pénale ; il y a lieu de noter cependant, d'une part, la nécessité où nous sommes de relever les manquements aux règles relatives à la fabrication et au commerce des boissons, afin de pouvoir établir un parallèle sur ce point avec la législation concernant les stupéfiants, d'autre part le fait que la réglementation des

tableau résumant très succinctement le système actuel des impôts indirects sur les boissons :

1) *Droit de circulation* perçu sur le nombre d'hectolitres, à l'occasion de tout déplacement de boissons « hygiéniques », telles que vins (y compris les vins doux naturels), piquettes provenant de l'épuisement des marcs, cidres, poirés, hydromels, vendanges fraîches, fruits à cidre et à poiré. Le droit est dû même s'il y a déplacement à l'intérieur d'un espace clos, dans le cas de changement de propriétaire.

2) *Droit de consommation* perçu sur le nombre d'hectolitres d'alcool pur (mesuré à 15° avec l'alcoomètre de Gay-Lussac), contenu dans les « spiritueux » tels que eaux-de-vie, liqueurs, fruits à l'eau-de-vie, apéritifs, vermouths, vins de liqueurs, mistelles et autres spiritueux quelconques, les vins artificiels, et, en général, tous les liquides alcooliques non dénommés, ainsi que toutes préparations à base alcoolique. Ce droit est exigible dès qu'il y a enlèvement ou déplacement de spiritueux et est alors payé, en principe, par les producteurs ou marchands en gros. Il comporte, comme le droit de circulation et sous certaines conditions, des exemptions ou tolérances, en faveur des petites quantités de liquides, des échantillons, des boissons à emporter ou transportées par le producteur, etc...

Sont affranchies des deux droits les boissons enlevées à destination des colonies et de l'étranger.

3) *Taxe de luxe* ad valorem sur les spiritueux destinés à la consommation de bouche ; c'est une catégorie de la taxe sur le chiffre d'affaires.

4) *Surtaxe* sur les spiritueux anisés et boissons apéritives autres que celles à base de vin titrant moins de 23°.

5) *Droit de fabrication* sur les bières, calculé sur la richesse en sucre des moûts.

Un droit de fabrication frappe aussi les vins de raisins secs.

6) *Taxe de dénaturation* sur les alcools dénaturés.

La loi du 22 février 1918 a supprimé toute taxe et surtaxe d'octroi sur l'alcool, le vin, le cidre, le poiré, l'hydromel et la bière (à l'exception des taxes existantes sur les vins en bouteilles).

boissons, pour fiscale qu'elle soit, n'en contribue pas moins efficacement à assurer le contrôle de la production et de la vente de l'alcool, et, de ce fait, à restreindre la liberté de consommation de ce produit.

Aussi allons-nous examiner maintenant, non pas le détail des multiples infractions fiscales, ni les cas particuliers, mais les grandes lignes du régime des boissons, en ne considérant, dans les sections qui vont suivre, que les plus importantes des formalités et des entraves imposées par le législateur à la circulation, au commerce et à la fabrication des alcools. Nous terminerons en signalant les règles spéciales à certains produits, en particulier à l'absinthe.

Nous laisserons complètement de côté la question des *appellations d'origine*, qui est en dehors de notre sujet, ainsi que celle de la *répression des fraudes* sur les boissons alcooliques ; si les manipulations que des négociants peu scrupuleux font subir à ces dernières peuvent bien, en effet, leur conférer une nocivité particulière, à raison des substances qu'ils y incorporent, il n'en demeure pas moins cependant que c'est à l'alcool contenu dans lesdites boissons qu'il faut imputer l'alcoolisme véritable et ses méfaits ; par ailleurs, il nous suffira de signaler que plusieurs textes, et notamment le décret du 19 août 1921, réglementent de manière très détaillée toutes les dénominations des vins, eaux-de-vie, etc... et en donnent des définitions légales, dont on ne peut s'écarter.

§ 2. — Régime économique de l'alcool.

Avant de passer à l'étude des formalités imposées à la circulation des boissons, il nous faut signaler la division en deux grandes catégories, que le législateur a établie en ce qui concerne les alcools.

A la suite des dégâts causés au vignoble français par le phylloxéra, la production des alcools de betteraves et de substances saccharigènes prit une grande ampleur à la fin du xix^e siècle dans notre pays, où la culture betteravière s'était auparavant développée depuis le blocus continental.

Aussi les producteurs d'alcools de vins et de fruits réclamaient-ils un peu plus tard des mesures spéciales de protection : ce fut là le point de départ de la distinction entre les alcools dits « naturels » et les alcools dits « d'industrie », distinction toute arbitraire d'ailleurs, entre deux simples catégories d'alcool éthylique (1), et qui n'a de base que dans des considérations d'ordre *politique*, à savoir la difficulté de concilier les intérêts des fabricants (et des bouilleurs de crû) d'eaux-de-vie de vins, marcs et lies, qui s'étendent sur un tiers du territoire français et occupent notamment la région méridionale, ceux des distillateurs de cidres, poirés et pommes, opérant surtout en Bretagne et Normandie, et enfin ceux de l'industrie de l'alcool de betteraves, qui est concentrée dans onze départements, et particulièrement dans le Nord de la France.

Nous voyons ainsi que les députés des régions betteravières ne possèdent au Parlement que le sixième des voix, tout en représentant plus des deux tiers de la production française d'alcool : ceci suffit à expliquer le régime de faveur dont jouissent les eaux-de-vie de vins et de cidres.

La distinction des alcools naturels et des alcools d'industrie, déjà amorcée par une première loi de guerre, qui réquisitionnait l'alcool industriel pour les besoins des pou-

(1) Il y a même lieu de noter que si on compare un alcool rectifié de betteraves et une eau-de-vie dite « naturelle » (cognac par exemple), c'est cette dernière qui contient des impuretés et des substances étrangères.

dreries et du service de Santé militaire, a été consacrée par la loi du 30 juin 1916.

Après la signature du traité de paix, il ne pouvait être question, sous peine d'entraîner un effondrement brutal des cours élevés atteints par les alcools naturels, de rendre à la circulation libre les énormes stocks accumulés par l'Etat : aussi des lois successives ont-elles prorogé l'application de la loi de 1916, qui reste encore en vigueur, jusqu'au vote d'une loi réglant le statut définitif de l'alcool.

Ce n'est pas ici le lieu d'examiner les détails de fonctionnement du régime économique des alcools, régime continuellement modifié par de nouveaux textes sur une foule de points, sous la pression des divers intérêts en présence (1).

Nous nous contenterons de signaler que l'Etat *se réserve* toutes les quantités d'alcool propres à la consommation de bouche, autres que les cognacs et armagnacs, ainsi que les eaux-de-vie titrant moins de 70° et provenant des vins, cidres, poirés, marcs, lies, hydromels et fruits frais (article 1 du Code des Contributions indirectes, modifié par décret-loi du 30 juillet 1935). Il est fait également exception pour les genièvres, mais seulement jusqu'à concurrence de la moyenne des quantités produites annuellement par chaque établissement pendant les années 1910 à 1913.

Les opérations d'achat et de vente d'alcools par l'Etat sont confiées au *Service des Alcools* (réorganisé sous forme de régie commerciale par décret-loi du 29 septembre 1935, qui institue également un Conseil supérieur des alcools) et les prix fixés par décrets rendus sur la proposition des Ministres des Finances et du Commerce.

Les *rétrocessions* d'alcools d'Etat sont possibles en vue

(1) La question du monopole de l'alcool a fait l'objet de nombreux ouvrages, ainsi que de multiples articles de revues.

d'usages industriels ou médicaux, pour la conservation des fruits frais (dans la limite de 40.000 hectolitres par an) ou certains emplois dits *privilégiés* (1).

En outre, un débouché industriel important du Service des alcools est constitué par le *Carburant national* : les importateurs d'essences sont tenus d'acquérir, chaque mois, de l'alcool de rétrocession et de l'incorporer à leur essence dans une certaine proportion, après l'avoir dénaturé.

Du côté des *achats*, il y a lieu de noter que le volume des alcools de betteraves est limité à un certain contingent par campagne de distillation (2) : au-delà de ce chiffre, les quantités acquises par l'Etat sont payées sur la base du prix de cession de l'alcool destiné à la carburation.

Le Service des alcools achète, par ailleurs, un certain nombre d'hectolitres sur le marché libre, en choisissant de préférence des alcools de cidres et de pommes.

Enfin, la *distillation* elle-même a fait l'objet de dispositions édictées dans un but économique : c'est ainsi qu'il est interdit de distiller, en France et en Algérie, des matières premières importées de l'étranger ou même des colonies.

D'autre part, le législateur a prévu la *transformation obligatoire en alcool* des excédents de récoltes de vin et l'acquisition de cet alcool par l'Etat, les pourcentages et les délais accordés étant fixés par décret. Le viticulteur est avisé de la quantité d'alcool qu'il doit livrer et recevra ensuite un certificat de distillation.

Il y a lieu de noter que certaines dispenses de transformation en alcool sont accordées (notamment pour les vins

(1) Citons la fabrication du vinaigre, des vins de liqueurs, la parfumerie, les spiritueux destinés à l'exportation.

(2) Le décret-loi du 8 août 1935 soumet la construction de nouvelles usines à une autorisation administrative.

bénéficiant d'une appellation d'origine) et que des règles spéciales concernent les sociétés vinicoles.

Les règles relatives à la distillation obligatoire se rattachent à tout un ensemble de dispositions légales, établies en vue de la protection de la viticulture. C'est ainsi que sont, en principe, interdites, dans chaque exploitation, toutes les *nouvelles* plantations de vignes, autres que celles nécessitées par l'entretien du vignoble ; dans ce dernier cas, une déclaration spéciale doit être faite un mois d'avance à la mairie et à la recette ruraliste (1).

De plus, les cépages impropres à fournir du vin de bonne qualité ne peuvent être mis en vente, achetés, transportés, ni transplantés.

Nous pouvons encore signaler, outre des redevances établies sur les grosses exploitations, le « blocage » de la production entre les mains des viticulteurs au-delà d'un certain contingent, tant que le cours du vin n'atteint pas un taux déterminé ; cette mesure épargne notamment les exploitants, dans la mesure où ils justifient avoir effectué des *arrachages de vignes* avec déclaration préalable (il en est de même de la distillation obligatoire) (2). La quantité bloquée doit être représentée à toute réquisition, lorsqu'il n'est pas établi qu'elle ait été exportée, distillée ou utilisée dans la fabrication des vinaigres.

SECTION II. — Le contrôle de la circulation.

La circulation des boissons n'est pas libre et s'accompagne

(1) Le maire adresse tous les ans à la Régie la liste de tous les vignobles de la commune.

(2) L'arrachage des vignes a été réglementé par le décret-loi du 30 juillet 1935 Chapitre IV.

obligatoirement d'un certain nombre de formalités, que nous allons maintenant considérer (1).

Déclaration d'enlèvement: Les articles 122 et 182 du Code des Contributions indirectes prescrivent qu'une *déclaration préalable* à tout enlèvement ou transport de boissons doit être effectuée normalement à la recette buraliste du lieu d'enlèvement par l'expéditeur ou l'acheteur (2). Cette déclaration doit renfermer un certain nombre d'énonciations, portant en premier lieu sur les quantités, espèces et qualités des boissons, quelques tolérances étant cependant admises par la Régie ; la déclaration mentionne également les lieux d'enlèvement et de destination, les principaux points de passage du chargement, ainsi que les modes de transports utilisés. Enfin, il est nécessaire d'indiquer les noms, prénoms, domicile et profession de l'expéditeur, du voiturier et de l'acheteur ou destinataire. En ce qui concerne ce dernier, les précisions utiles peuvent être fournies au Bureau du lieu de destination.

Expéditions: Il ne suffit pas, pour pouvoir transporter des boissons, d'avoir effectué une déclaration d'enlèvement dans les formes légales : il faut encore que les liquides transportés soient accompagnés dans leur déplacement par

(1) Il y a cependant des exceptions et certaines substances, telles que des produits exclusivement médicamenteux, ayant acquitté les droits sur les boissons employées à leur préparation, sont dispensées des formalités et des droits à la circulation.

D'autre part, la circulation des boissons est libre à l'intérieur de la Ville de Paris.

(2) Nous rappelons que l'administration des Contributions indirectes comporte, outre l'administration centrale, un service départemental de direction, des emplois comptables sédentaires, un cadre principal de contrôleurs et un cadre secondaire auquel se rattachent les *receveurs buralistes*, chargés de délivrer les expéditions, percevoir les droits au comptant et recevoir les diverses déclarations des redevables au sujet des matières imposables.

une pièce dénommée « expédition » ou encore « titre de mouvement », d'une couleur appropriée à la nature desdits liquides.

Les expéditions peuvent être rangées en quatre catégories principales : le *congé*, le *passavant*, le *laissez-passer* et l'*acquit à caution*.

Le *congé* est un titre de mouvement délivré avec acquittement des droits ; le *passavant* est utilisé pour le transport des boissons qui circulent en franchise des droits, lorsqu'il n'y a pas à redouter de fraude ; le *laissez-passer* est employé lorsqu'il y a intérêt à ne pas perdre le contrôle de boissons pour lesquelles les droits ne sont pas exigibles.

L'*acquit à caution* est une expédition détachée d'un registre à souche et remise à celui qui en fait la demande, moyennant l'engagement souscrit par lui et garanti par une caution solvable et solidaire, de payer les droits qui pourraient être réclamés sur les boissons transportées (1). L'*acquit à caution* doit mentionner le point de sortie du territoire français, dans le cas d'une expédition faite aux colonies ou à l'étranger.

Les titres de mouvement utilisés doivent correspondre exactement au chargement et être mentionnés sur une étiquette apparente, apposée sur le récipient renfermant le liquide auquel ils s'appliquent.

Ils doivent contenir, outre les énonciations de la déclaration d'enlèvement, le délai accordé par l'Administration pour exécuter le transport des boissons, délai fixé en tenant

(1) Les receveurs ruralistes délivrent des acquits à caution pour les diverses matières imposables au titre des Contributions indirectes ; l'expéditeur s'engage à rapporter dans un certain délai un certificat de décharge ou d'arrivée à destination (acte authentique signé par deux employés et enregistré) ou, à défaut, à payer une somme égale, en principe, au double des droits qui peuvent être recouvrés par voie de contrainte.

compte des diverses circonstances de fait et des moyens de transport employés.

Les obligations imposées en matière de déclarations et de délivrance d'expéditions ne s'appliquent pas au déplacement des petites quantités de spiritueux renfermés dans des bouteilles : dans ce cas, il suffit d'apposer sur celles-ci des *vignettes* spéciales, en vente dans les bureaux de tabac, et collées de telle façon que l'on ne puisse retirer le bouchon sans les déchirer.

Formalités en cours de transport: Les titres de mouvement doivent être représentés en cours de route à toute réquisition émanant des agents des Contributions indirectes, des douanes, des octrois et également de tous agents ayant qualité pour dresser procès-verbal.

Ces agents peuvent toujours vérifier l'identité du chargement avec les boissons visées par les expéditions.

En outre, la Régie peut imposer l'obligation de *visas* en cours de route, lorsqu'il s'agit de déplacements de plus d'un hectolitre d'alcool pur ou de plus de cinq hectolitres de vin.

Interruption dans le transport: Le transport et le déchargement des boissons sont obligatoirement effectués *dans le délai fixé* par la Régie et mentionné sur l'expédition.

La contravention est, en principe, applicable au transporteur, qui ne saurait invoquer aucune excuse, si ce n'est le cas de force majeure.

Lorsqu'une interruption dans le transport exige un arrêt de plus de vingt-quatre heures, il convient de remplir certaines formalités particulières : les expéditions sont alors remises, jusqu'à reprise du mouvement, au bureau de la

Régie où s'effectue une *déclaration de transit*. Cette déclaration doit intervenir dans les vingt-quatre heures de l'arrivée et, en principe, précéder le débarquement. Les boissons sont déposées en transit dans un local où elles gardent nettement leur individualité, et doivent être représentées lorsque les agents de la Régie le requièrent.

Moyennant ces conditions, le délai de transport se trouve interrompu. Quand sera venu le moment de reprendre le déplacement, le dépositaire et le conducteur devront faire une nouvelle déclaration, et il sera procédé à la vérification des boissons.

Il y a lieu de remarquer que toute opération (par exemple un transvasement) portant sur les liquides en transit, comme d'ailleurs sur ceux en cours de transport, doit être pratiquée *en présence* des employés de la Régie, qui en font mention sur l'expédition. Cependant, si l'opération est rendue nécessaire par suite d'un accident survenu, il suffit de faire constater ce dernier par l'autorité locale.

Arrivée à destination: La livraison des boissons doit s'effectuer à la destination *qui est mentionnée sur l'expédition*, mais il est possible de changer celle-ci, à la condition d'en faire la déclaration. Certaines déductions sont admises à l'arrivée, par exemple en cas de coulage.

Enfin, nous signalerons que, lorsque des boissons spiritueuses subissent un déplacement de plus de deux myriamètres, le destinataire doit produire les bulletins de transport, connaissements et autres pièces pouvant établir l'identité des liquides transportés, avant de recevoir décharge de l'acquit à caution.

SECTION III. — Le contrôle du commerce.

Le commerce des boissons alcooliques est exercé par deux catégories de négociants, dont le régime est bien différent au point de vue qui nous intéresse : ce sont, d'une part, les marchands en gros de boissons, et, de l'autre, les débitants de boissons.

Nous ne nous occuperons ici que des premiers, un chapitre spécial étant consacré dans cet ouvrage à l'étude des débitants qui, en outre des obligations à eux imposées par la Régie, font l'objet d'une importante réglementation administrative, sanctionnée sur le terrain du Droit pénal.

Quelques mots sur les conditions du commerce extérieur des alcools termineront cet exposé.

Définition du marchand en gros de boissons : La définition du marchand en gros de boissons ressort de l'article 209 du Code des Contributions indirectes. Nous considérerons donc comme tel tout particulier qui reçoit ou expédie, *par quantités supérieures à 60 litres*, des vins, cidres, poirés et hydromels, soit pour son compte, soit pour le compte d'autrui, ou qui revend lesdites boissons provenant d'un achat.

Est également marchand en gros le débitant qui possède des récipients de contenance supérieure à 12 hectolitres, ce qui peut être établi lors des vérifications effectuées par la Régie.

En ce qui concerne les marchands en gros de spiritueux, une définition très analogue est admise par l'article 102 du même Code.

Il y a lieu de remarquer que doivent être considérés comme marchands en gros, non seulement les marchands

proprement dits, mais aussi *diverses catégories de personnes*, parmi lesquelles nous pouvons citer les courtiers, commissionnaires, dépositaires et distillateurs de profession.

Déclarations à effectuer et conditions générales: Le marchand en gros doit effectuer une déclaration mentionnant les quantités, espèces et qualités de toutes les boissons qu'il détient, même celles provenant de sa récolte. Ces indications sont obligatoirement détaillées, récipient par récipient.

Si le négociant compte utiliser des récipients d'une contenance supérieure à 10 hectolitres, ceux-ci doivent porter inscrite la mention de leur capacité et une déclaration spéciale est prescrite à leur sujet.

En cas de *cessation de commerce*, aucune déclaration n'est imposée, mais, si une déclaration de cesser est effectuée, les droits sont rendus immédiatement exigibles.

Les marchands en gros doivent présenter une *caution* solvable et solidaire et se munir d'une *licence* spéciale et personnelle, semestrielle et payable d'avance, dont le taux est calculé d'après l'importance des ventes effectuées l'année précédente (1).

Obligations professionnelles (2) : Le magasin du marchand en gros comporte un classement des spiritueux en catégories d'après leur degré alcoolique, mentionné sur des étiquettes.

(1) La licence est une sorte de permis d'exploitation, exigé de tous ceux qui exercent un commerce ou une industrie contrôlée par l'administration des Contributions indirectes, et qui doivent effectuer une déclaration préalable. Sa délivrance est généralement subordonnée au paiement d'un droit particulier, qui est dû bien plutôt par les établissements que par leur propriétaire, exception faite pour les marchands en gros. Il existe quelques cas d'exemption de licence, par exemple en faveur de certaines coopératives agricoles, etc...

(2) Le commerce de gros des boissons dans la Ville de Paris s'effectue en principe dans les entrepôts réels.

Le négociant peut d'ailleurs procéder à tous transvasements, mélanges et coupages nécessaires, mais à la condition de n'utiliser pour ces opérations que des boissons de même espèce et provenant du même magasin, de telle façon que la quantité totale reste invariable (cependant, les alcools peuvent être étendus avec de l'eau).

La vente de boissons au détail est autorisée pour le marchand en gros, dans des locaux séparés de son magasin, mais à condition qu'il se munisse d'expéditions.

Vérifications de la Régie: Il est procédé à des *visites*, dont le but est de recenser, en principe deux fois par an, les boissons emmagasinées, ou de s'assurer que les liquides alcooliques reçus ou expédiés par le marchand en gros ont effectivement acquitté les droits. Le négociant doit *accompagner* les employés de la Régie dans tous ses celliers, caves et locaux renfermant des boissons autres que celles destinées à sa consommation personnelle. Il doit représenter les expéditions de toutes les boissons introduites, *tout excédent* dont il n'est pas justifié constituant une contravention et étant saisi par les agents. Une tolérance de 5 % est cependant admise sur les déclarations faites par le commerçant.

Le contrôle des résultats des vérifications opérées s'effectue grâce aux indications du *compte d'entrées et de sorties* tenu par la Régie pour chaque négociant, en prenant pour base les expéditions d'entrée et de sortie.

Manquants: La Régie accorde une *déduction annuelle*, plus ou moins élevée suivant la nature des boissons, pour déchets, coulages, etc... Les manquants relevés et non justifiés par une expédition donnent lieu à paiement des droits et constituent même une contravention dans le cas où un

soupçon de fraude serait bien établi. Dans l'hypothèse de pertes dues à la force majeure, le Tribunal a d'ailleurs la faculté d'accorder décharge des manquants.

Commerce extérieur des boissons: Les boissons alcooliques constituent encore un élément important de nos exportations, malgré la politique protectionniste des Etats étrangers et l'insuffisance des mesures qu'ils édictent en faveur des appellations d'origine.

Nous n'aurons à signaler que la question des importations, la lutte contre l'alcoolisme, à l'opposé de ce que nous constaterons pour les stupéfiants, s'étant jusqu'ici cantonnée sur le terrain national et colonial (1).

Nous rappelons que, le cas de prohibition mis à part, les marchandises qui entrent en France peuvent être déclarées pour la consommation immédiate (et acquittent alors les droits d'entrée), entreposées, expédiées pour transit, transbordement ou réexportation, enfin admises temporairement pour complément de main-d'œuvre.

Nul n'est, en principe, exempt des droits de douane, qui s'appliquent à toute marchandise tarifée pénétrant sur le territoire et sont exigibles au moment du dépôt des déclarations par les redevables.

Le tarif applicable (qui varie avec la provenance ou l'origine des marchandises) peut être soit le tarif général, soit le tarif minimum accordé à certains pays, soit un tarif intermédiaire. Des règles spéciales régissent les colonies françaises.

En ce qui concerne les vins, nous indiquerons seulement

(1) L'Office international du Vin, institué à Paris en 1924, ne s'occupe que de la propagande en faveur des qualités hygiéniques du vin, de la protection des intérêts viticoles, de la répression des fraudes, etc...

que l'entrée des vins étrangers sans mention d'origine est interdite. Par ailleurs, l'importation des alcools et des produits contenant de l'alcool ou destinés à sa fabrication est également prohibée et réservée à l'Etat, en principe.

Cette règle s'applique aux alcools en provenance de l'étranger et même des colonies, un contingentement des rhums coloniaux ayant été établi.

Nous laisserons entièrement de côté l'étude des *formalités douanières* (police du rayon frontière, bureaux de douane, déclarations, contrôle de la circulation, visites domiciliaires, etc...) et des *infractions spéciales* (contraventions et délits de contrebande, infractions à la police du rayon ou commises à l'égard des préposés, etc...) qui sortirait de notre cadre s'appliquant à la législation des Douanes en général, et non pas seulement aux boissons, qui ne constituent à cet égard qu'une simple catégorie de marchandises.

SECTION IV. — Le contrôle de la production.

Les vendanges constituent tout naturellement le point de départ de la fabrication des vins et des eaux-de-vie qui en dérivent. Aussi, tout récoltant a-t-il l'obligation d'effectuer tous les ans à la mairie une *déclaration de récolte*, qui doit être faite dans un certain délai, fixé chaque année par le préfet.

Il doit mentionner, à cette occasion, la superficie des vignobles, la quantité de vin obtenue, ainsi que les stocks, s'il en existe, enfin les vendanges et moûts qui ont été expédiés ou reçus par lui (une certaine tolérance est cependant admise).

Notons enfin que des règles spéciales sont prévues en ce qui concerne les appellations d'origine.

Les déclarations sont reçues sur un registre et signées du déclarant, auquel un récépissé est délivré. Elles sont publiées et des copies en sont adressées au receveur ruraliste, qui ne délivrera de titres de mouvement au producteur que pour les quantités par lui énoncées.

La sincérité de la déclaration peut être vérifiée et la déclaration frauduleuse constitue une infraction fiscale.

En ce qui concerne la fabrication des boissons alcooliques, nous aurons à considérer tout d'abord les obligations des distillateurs de profession et celles des bouilleurs de crû, puis les règles relatives aux appareils distillatoires, et enfin les obligations des brasseurs et des liquoristes (1).

§ 1. — Les distillateurs de profession.

Les distillateurs de profession s'opposent aux bouilleurs de crû en ce que les premiers distillent les produits des *récoltes d'autrui*, alors que les seconds opèrent sur leurs *propres récoltes*.

On désigne plus spécialement sous le terme de bouilleurs les producteurs d'alcool de vins, cidres, poirés, marcs, lies et fruits. D'autre part, les divers textes qui ont réglementé la question ont établi des distinctions entre les distilleries « industrielles », dont certaines sont soumises à une surveillance permanente, de jour et de nuit, les distilleries agricoles, qui ne produisent que des produits bruts, les distilleries ambulantes et enfin les distilleries de vins, cidres, poirés, lies, marcs et fruits.

Obligations générales des distillateurs : Les distillateurs rentrent dans la catégorie des *marchands en gros*, ainsi que

(1) A Paris, il est interdit de préparer tous liquides fermentés autres que la bière, et l'introduction de raisins de vendange est prohibée,

nous l'avons déjà dit ; ils sont astreints au paiement d'une licence dont le taux se calcule d'après la quantité d'alcool qui a été produite.

De plus, ils doivent effectuer certaines déclarations particulières, telles que *la déclaration des alambics et les déclarations de fabrication* : ces dernières doivent s'effectuer quinze jours avant le début des travaux.

Les ateliers de distillation ne doivent pas être en communication avec les locaux voisins.

Lorsque les opérations de fabrication d'eaux-de-vie « naturelles » ont été conduites sous le contrôle de la Régie et sans apport extérieur de spiritueux, les alcools produits sont admis à circuler avec des titres de mouvement de couleur *blanche* et pouvant mentionner la provenance des matières premières utilisées (s'il s'agit des régions de Cognac et d'Armagnac, les acquits sont *jaune d'or*).

Distillateurs ambulants : Les possesseurs d'alambics ambulants, qui travaillent essentiellement pour le compte des bouilleurs de crû, doivent effectuer une *déclaration* préalable et obtenir un *permis* local de circulation mensuel ; de plus, ils doivent déclarer les opérations faites pour chaque client dans les communes où ils s'établissent.

Leur appareil doit être muni d'un compteur et ils doivent tenir un *livre-journal*, portant les signatures de leurs clients, qui en reçoivent extrait, ainsi que la Régie.

§ 2. — Les bouilleurs de crû.

Le bouilleur de crû est un producteur d'alcool, qui distille exclusivement des vins, cidres, poirés, marcs et lies, cerises, prunes et prunelles *provenant de sa propre récolte*.

Ce peut être d'ailleurs, non seulement un propriétaire, mais aussi un fermier, un métayer ou bien un vigneron, mais il ne doit pas être débitant ou marchand en gros.

Les obligations et les droits des bouilleurs de crû sont soumis à de continuelles transformations, dictées par des considérations *politiques et électorales* : régime de liberté de distillation et régime de surveillance se sont succédés à des intervalles réguliers depuis plus d'un siècle ; les périodes de liberté sont, bien entendu, les plus longues, les tentatives de réglementation apportant une gêne aux habitudes des ruraux (qui supportent mal le contrôle des agents de la Régie), et surtout les empêchant de réaliser des profits illicites en revendant leur alcool clandestinement.

Le privilège des bouilleurs : Le privilège des bouilleurs de crû consiste aujourd'hui, depuis 1916, dans une *allocation en franchise* de dix litres d'alcool pur par an.

Pour les quantités d'alcool produites en sus de cette allocation, les bouilleurs peuvent, soit acquitter les droits purement et simplement, soit se faire ouvrir un compte, comme les marchands en gros. Les stocks, qui doivent en principe être déclarés, sont également imposables. Il y a lieu de noter que le privilège ne peut être revendiqué par certaines catégories de bouilleurs, tels ceux qui reçoivent d'autres matières premières que celles provenant de leur récolte, ou ceux qui expédient des alcools sans avoir utilisé de titres de mouvement.

Le régime des bouilleurs : A l'heure actuelle et depuis 1934, le bouilleur de cru peut distiller à toute époque, même à son propre domicile.

Lorsque la quantité d'alcool pur obtenu doit *excéder*

50 litres par campagne de distillation, il y a nécessité d'une prise en charge minima, basée sur la quantité de matières premières à utiliser, et un compte de fabrication doit être tenu. La Régie peut procéder à des vérifications aux heures d'activité de la brûlerie, et pénétrer, en présence du bouilleur, dans le lieu où s'opère la distillation et dans celui où les produits ont été déposés. Elle peut également pénétrer au domicile du bouilleur pour procéder à l'inventaire final des alcools fabriqués.

Lorsque la production d'alcool est *inférieure à 50 litres*, le bouilleur peut être dispensé de faire une déclaration des quantités obtenues et de tenir un registre, à condition de déclarer les matières premières en sa possession avant et après la distillation (article 38 du Code des Contributions indirectes).

Le décret-loi du 25 juin 1935 (*J. O.* 30 juin 1935 et rectificatifs 4 et 6 juillet 1935) dispense de déclaration et affranchit de l'exercice les bouilleurs des départements dont le Conseil Général aura fait une demande en ce sens ; ils seront seulement soumis au paiement d'une somme forfaitaire répartie entre les producteurs.

Bouilleurs ne distillant pas eux-mêmes à leur domicile :
Les bouilleurs de cru ont la faculté de faire procéder à la distillation de leurs produits par un possesseur d'alambic ambulant, dont nous avons déjà examiné les obligations.

Ils peuvent aussi distiller ou faire distiller dans un *atelier public*, installé sur un emplacement agréé par la Régie ou désigné par elle.

Enfin, ils ont la faculté d'apporter leur récolte à une *brûlerie coopérative*, qui peut distiller ensemble les matières premières de ses membres.

Dans ces deux derniers cas, le récoltant est dispensé lui-même de déclaration et d'exercice ; le gérant de la coopérative devra par contre effectuer une déclaration.

Nous signalerons enfin que l'article 69 du Code des Contributions indirectes a posé le principe de l'obligation d'utiliser des *compteurs* agréés par la Régie sur les alambics des producteurs distillant plus de 50 litres d'alcool, ainsi que sur les appareils continus employés pour le compte des bouilleurs de cru, qui ne doivent, par aucun moyen, nuire à leur fonctionnement ; les contrevenants à ces règles ne peuvent bénéficier ni des circonstances atténuantes, ni du sursis.

La circulation des matières premières et des alcools de bouilleurs de cru nécessite un titre de mouvement, qui est, en principe, un acquit à caution.

§ 3. — Le régime des alambics.

Il serait inutile de réglementer, fût-ce sévèrement, les conditions de fabrication des alcools et eaux-de-vie, si n'importe qui pouvait se procurer un appareil distillatoire, à l'insu de tout contrôle.

Aussi, le législateur a-t-il imposé certaines obligations, d'une part aux fabricants et vendeurs d'alambics, d'autre part aux détenteurs de ces appareils : le contrôle de la Régie se trouve ainsi complété à la base.

Fabricants et commerçants : Toute personne qui désire fabriquer des alambics ou en faire le commerce doit effectuer une *déclaration préalable* et préciser tous les appareils ou portions d'appareils en sa possession.

Les opérations de fabrication, réception et livraison doi-

vent être consignées sur un *registre spécial*, coté et paraphé par l'Administration.

Les locaux professionnels sont soumis aux *visites et vérifications* de la Régie, et un compte est ouvert à l'industriel, afin de faire ressortir les excédents et les manquants.

Détenteurs (1) : La personne qui entre en possession d'un alambic doit en faire la déclaration dans les cinq jours.

L'appareil est alors *poinçonné* et doit être *scellé* lorsqu'il n'en est pas fait usage, pour être représenté à toute réquisition ; les distillateurs de profession peuvent être astreints à utiliser des compteurs spéciaux. Le contrôle de la Régie s'exerce de jour comme de nuit, dans les maisons, caves, ateliers ou magasins ; il est cependant possible de déposer les appareils scellés dans un local agréé par l'Administration (2).

Des dispenses individuelles, toujours révocables, peuvent par ailleurs être accordées pour les visites nocturnes et les scellements. Si le possesseur d'un alambic désire le détruire, cette opération doit s'effectuer après déclaration et fera l'objet d'un procès-verbal dressé par les agents présents.

Circulation : Les alambics ne peuvent circuler (en dehors de ceux appartenant à des bouilleurs ambulants) qu'accompagnés d'un acquit à caution, et l'expéditeur est en principe responsable de l'accomplissement des formalités.

§ 4. — Les brasseurs.

La bière est soumise à un régime fiscal assez particulier,

(1) Il est interdit en principe de détenir des alambics dans la Ville de Paris.

(2) S'il s'agit de bouilleurs de crû, le contrôle est diurne et limité aux locaux où se trouvent les appareils.

étant passible d'un *droit de fabrication* qui ne grève d'ailleurs que les fabricants (1). Ces derniers doivent se munir d'une licence dont le taux est basé sur le *degré-hectolitre* des bières produites, et posséder une enseigne sur leur établissement. Les locaux affectés à la fabrication doivent être isolés des autres bâtiments.

Déclarations: Les déclarations imposées aux brasseurs sont assez variées. Nous rencontrons en effet, en plus d'une déclaration de profession, des déclarations spéciales, les unes relatives aux *appareils* réglementés (tuyaux, pompes, cuves, chaudières fixées à demeure et de contenance supérieure à 8 hectolitres, etc...), les autres concernant les diverses *opérations* de fabrication.

Contrôle: Les maisons et locaux professionnels des brasseurs sont soumis au contrôle de la Régie, *de jour comme de nuit*, même en dehors de toute fabrication ; dans cette hypothèse, les visites nocturnes peuvent cependant être évitées par la déclaration de scellement des appareils.

Toutes les bières, même celles en cours de fabrication, doivent être présentées aux employés de l'Administration. La richesse des moûts est vérifiée et les matières sucrées font l'objet d'un contrôle spécial.

Les résultats des inspections sont comparés avec les déclarations des redevables, à qui la Régie a ouvert un compte mensuel. Les excédents font l'objet de procès-verbaux à partir d'un certain chiffre.

(1) Il existe quelques exemptions au droit de fabrication ; la plus importante concerne les *brasseurs de cru*, possesseurs de petites chaudières, qui, moyennant une déclaration de fabrication, produisent en franchise les bières destinées à leur consommation familiale.

D'autre part, la taxe peut être restituée, notamment en ce qui concerne les exportations.

§ 5. — Les liquoristes.

Les fabricants de liqueurs doivent effectuer une *déclaration* préalable et sont considérés, suivant les cas, soit comme débitants de boissons, soit comme marchands en gros (1).

SECTION V. — Les régimes spéciaux.

Certains liquides alcooliques font l'objet d'une réglementation particulière, pouvant aller jusqu'à l'interdiction totale ; le plus important n'est autre que l'absinthe.

Les mesures prises à l'encontre de ces spiritueux, dans un but le plus souvent hygiénique, se trouvent ainsi rejoindre par ailleurs la question de la répression des fraudes.

§ 1. — Absinthe.

En présence du développement pris par l'intoxication absinthique dans les années qui ont précédé la guerre, une campagne contre la liqueur nocive se déclencha dans le pays et l'Académie de Médecine émit des vœux réclamant sa suppression. Le législateur se décida alors à voter une loi extrêmement importante, manifestant sa volonté de lutte contre ce fléau : la loi du 16 mars 1915 prohibe *complètement* la fabrication, la vente en gros et en détail, la circulation de l'absinthe et des liqueurs similaires.

La portée et l'application de ce texte furent précisées par une loi du 17 juillet 1922 et un décret du 24 octobre de la même année ; l'interdiction est rappelée dans l'article 31 du Code des Contributions indirectes.

(1) Les distillateurs ont aussi la faculté de fabriquer des liqueurs, à condition d'opérer dans des locaux particuliers et séparés.

Tous les spiritueux anisés ne sont pas prohibés à titre de *similaires d'absinthe* : ne sont pas, en effet, considérés comme tels ceux ne donnant pas de trouble par addition de quatre volumes d'eau distillée à 15° (ou seulement un trouble qui disparaît complètement par une nouvelle addition de trois volumes de la même eau), non plus que ceux ne contenant aucune essence cétonique (telle que grande absinthe ou tanaïsie) ou ne présentant pas une richesse alcoolique supérieure à 40°.

Il y a lieu de noter que la fabrication des liqueurs visées par la prohibition légale est absolument interdite, quels que soient la personnalité du fabricant et le but qu'il poursuit, ainsi que l'a plusieurs fois reconnu la Cour de Cassation (15 mai 1920, D. 1921.1.150 ; 6 août 1921, D. 1922.1.151). De plus, l'infraction existe, même en dehors de toute intention coupable (mêmes arrêts).

§ 2. — **Autres boissons.**

Indépendamment des particularités relatives aux droits qui les grèvent, il existe quelques règles plus ou moins restrictives concernant certains vins spéciaux (1).

C'est ainsi que la fabrication des *vins doux naturels* doit être précédée d'une déclaration particulière, le mutage étant effectué en présence de agents de la Régie. Des déclarations sont également requises pour la vinification à partir de moûts concentrés. Les *vins vinés et alcoolisés* ne sont autorisés que lorsqu'il s'agit de vins de liqueurs ou de vins destinés à l'exportation.

Les *vins de raisins secs*, assimilés aux spiritueux au

(1) Les contestations relatives à la qualification à donner à un vin sont soumises à des commissaires-experts.

point de vue fiscal, circulent dans les mêmes conditions que ces derniers, accompagnés de titres de mouvement particuliers ; ils ne peuvent être mis en vente que sous la désignation de vins de raisins secs.

Quant aux *vins de sucre*, il est absolument interdit de les fabriquer et de les faire circuler en vue de la vente. Les négociants et débitants ne peuvent en détenir pour une autre raison que leur consommation familiale.

Enfin, seuls les récoltants produisant moins de 100 hectolitres de vin peuvent, en principe, fabriquer des piquettes et des vins de sucre, moyennant une déclaration préalable, la Régie pouvant contrôler les opérations. La circulation des piquettes en vue de la vente est interdite.

§ 3. — Liquides divers.

La *dénaturation* des alcools destinés à un usage industriel ne peut s'effectuer qu'avec une autorisation spéciale et toujours révocable de la Régie, qui contrôle les opérations, mais le commerce des alcools dénaturés est possible moyennant une simple déclaration. En mettant à part certains procédés spéciaux, la dénaturation s'effectue en ajoutant 10 litres de *méthylène-régie* (renfermant diverses substances) à 90 litres d'alcool pur.

Seuls les alcools simplement méthylés sont soumis à des formalités de circulation.

Nous rappelons enfin, à propos des alcools dénaturés, la question du carburant national, et nous nous bornons à signaler le régime des fabricants de vinaigre, astreints à diverses obligations du fait de l'alcool qu'ils utilisent.

L'*alcool méthylique* peut, à l'heure actuelle, être obtenu dans un état de pureté suffisant pour être utilisé à la fabri-

cation de boissons : aussi a-t-il été assimilé à l'acool éthylique et la franchise ne lui est accordée que s'il est destiné à des usages industriels. L'exemption de droits est d'ailleurs accordée aux alcools méthyliques renfermant une certaine proportion d'acétone et impuretés pyrogénées.

CHAPITRE II

INFRACTIONS A LA RÉGLEMENTATION DES STUPEFIANTS

SECTION I. — Généralités.

§ 1. — Observations préliminaires.

Les toxiques stupéfiants font l'objet d'une réglementation sévère, qu'il nous faut maintenant examiner en détail. Mais une remarque capitale doit être faite avant toutes choses : c'est qu'il y a, en réalité, *deux catégories* de ces substances : d'une part, les stupéfiants que le législateur a effectivement considérés comme tels, dont il a donné une énumération limitative, auxquels s'applique toute la rigueur des textes ; d'autre part, tous les autres produits pouvant donner lieu à toxicomanies, passés sous silence par la loi pénale et, par ce fait même, *soustraits à toute réglementation*.

Il en est ainsi, en particulier, pour *l'éther*, ce qui ne présente que des inconvénients assez minimes, étant donné le peu de développement actuel de l'usage abusif de ce liquide.

Mais, ce qui est plus grave, il reste également licite, malgré les protestations élevées à ce sujet par l'Académie de Médecine, de se procurer librement de petites quantités *d'hypnotiques de la série barbiturique*. Les acheteurs de ces substances peuvent même arriver à s'en constituer un stock assez important, en s'adressant successivement à plusieurs pharmaciens.

Or, nous avons montré, dans la première partie de cet

ouvrage, les inconvénients graves présentés par l'usage quotidien des hypnotiques, et nous avons indiqué la place réellement inquiétante occupée par eux dans les causes de morts suspectes.

Toutes ces raisons ont amené diverses sociétés savantes à émettre des vœux réclamant des Pouvoirs publics l'adoption de mesures propres à assurer un contrôle effectif de ces substances, notamment par leur inscription, soit au tableau C, soit même au tableau A des substances vénéneuses.

Nous signalerons en particulier les vœux de la Société de thérapeutique et de la Société médicale des Hôpitaux de Paris (7 mars 1930), et le vœu émis le 6 mai 1928 par l'Académie de Médecine. La Commission du Codex s'est, de son côté, prononcée, en janvier 1934, en faveur d'une inscription au tableau A.

Un vœu dans ce sens, transmis par le Comité Médical des Bouches-du-Rhône, a été également adopté par la Société de Médecine Légale (1).

Nous ne pouvons qu'approuver de telles suggestions, et nous estimons qu'il convient de réglementer, *sans plus attendre*, les conditions de fabrication et de délivrance des barbituriques.

Ces quelques observations indispensables étant présentées, nous allons revenir à l'étude des drogues réglementées, auxquelles s'appliquera, dans la suite de nos développements, le terme de « stupéfiants » *stricto sensu*.

§ 2. — Législation sur les stupéfiants.

Les dispositions légales relatives aux stupéfiants ont dû être édictées à une date assez récente, en présence du dé-

(1) *Annales de Médecine légale* 1934 page 755.

veloppement considérable pris par les toxicomanies au début du xx^e siècle.

Avant que ne se produise cette intervention législative, les drogues ne pouvaient être contrôlées que grâce aux textes régissant *les substances vénéneuses en général*. La première loi importante promulguée sur ce point remonte au 21 germinal an XI (police des pharmacies), mais il fallut attendre la loi du 19 juillet 1845 et les décrets postérieurs pour aboutir à une désignation précise et scientifique des produits considérés.

Cette législation s'avéra bientôt insuffisante, malgré les efforts déployés par la jurisprudence, devant le trafic clandestin intense dont les divers stupéfiants furent rapidement l'objet. L'opinion publique s'émute, des campagnes de presse furent entreprises, un décret du 1^{er} octobre 1908 régla tout d'abord le commerce de l'opium, et enfin, à la suite de diverses propositions de loi, intervint la loi très importante du 12 juillet 1916, modifiant la loi de 1845, laquelle demeure, encore aujourd'hui, avec le décret du 14 septembre 1916 qui la complète, la base de la réglementation actuelle.

Ce texte ne se contentait pas de renforcer les pénalités antérieurement prévues, mais il établissait également des *infractions nouvelles*, afin de pouvoir atteindre le commerce illicite (ordonnances fictives, port sans motif légitime, usage en société, fait de faciliter l'usage). Les listes de substances vénéneuses sont désormais établies par simple *décret*, ce qui permet de les modifier facilement, le cas échéant.

La législation des substances vénéneuses, et plus particulièrement des stupéfiants, a été complétée par un certain nombre de lois et décrets, que nous aurons à citer au cours de notre exposé, et qui, pour la plupart, sont en relation

avec *l'activité internationale* déployée sur ces questions par la Société des Nations, et les Conventions qui en sont l'aboutissement.

Le décret du 14 septembre 1916, modifié et complété par le décret du 20 mars 1930, a divisé l'ensemble des substances vénéneuses réglementées en trois catégories, qui ont été réparties en trois tableaux, A, B et C, annexés au décret : le *tableau A* contient les produits les plus toxiques, les « poisons », le *tableau C* les corps simplement dangereux, et c'est le *tableau B*, ci-dessous reproduit, qui renferme les stupéfiants, soumis à des règles spéciales, particulièrement sévères.

TABLEAU B (1).

- 1° Opium brut ;
 - Poudre d'opium ;
 - Extraits d'opium ;
 - Morphine et ses sels ;
 - Diacétylmorphine et ses sels (héroïne) ;
 - Benzoylmorphines et leurs sels ;
 - Hydrocodéinone et ses sels (2) ;
 - Dihydroxycodéinone et ses sels (3) ;
 - Feuilles de coca ;
- Cocaïne brute ;
 - Ecgonine ;
 - Cocaïne et ses sels ;
 - Chanvre indien ;
 - Résine de chanvre indien ;

(1) Un arrêté du 12 août 1930 a soustrait à la réglementation quelques préparations renfermant des stupéfiants, mais ne pouvant, par leur nature, donner lieu à toxicomanies.

(2) Le chlorhydrate = dicodide.

(3) Le chlorhydrate = eucodal.

Préparations à base de résine de chanvre indien ;

Extrait et teinture de chanvre indien.

2° Toutes préparations, figurant ou non dans une pharmacopée et contenant :

- de la diacétylmorphine, quelle que soit la proportion ;
- de la cocaïne, en proportion dépassant un millième ;
- de la morphine ou une benzoylmorphine ou de la hydrocodéinone ou de la dihydroxycodéinone, en proportion dépassant deux millièmes (1).

Il y a lieu d'observer que l'étude des règles concernant les drogues du tableau B, si importantes soient-elles, serait *tout à fait insuffisante* pour donner une idée exacte des prescriptions concernant notre matière, et cela pour deux raisons.

Tout d'abord, nous rencontrons dans les tableaux A et C quelques substances présentant par leur composition, leur nature ou leur origine, des rapports étroits avec celles figurant au tableau B : c'est ainsi que le tableau A renferme l'apomorphine et ses sels, la codéine (méthylmorphine) et ses sels, ainsi que les capsules sèches de *Papaver somniferum* ; quant au sirop de morphine et au sirop d'opium, ils ne sont indiqués qu'au tableau C (2).

D'autre part, et c'est là un point très important, les règles concernant les produits du tableau A, *constituant une sorte de droit commun en la matière*, sont applicables aux drogues du tableau B, en tant que ces dernières ne sont pas soumises à des dispositions contraires.

(1) Les préparations et spécialités pharmaceutiques rattachées au tableau B sont énumérées sur une liste à l'usage des pharmaciens.

(2) Il y a lieu de noter que divers dérivés de l'opium ne figurent pas non plus au tableau B (Papavérine, Narcéine, Thébaine, Dionine ou éthylmorphine...) et qu'il en est de même de certains produits de synthèse, tels que la Novocaïne.

Nous examinerons donc successivement, dans les quatre sections qui suivent, les conditions générales auxquelles sont soumises les personnes qui effectuent des opérations sur les substances vénéneuses, puis les règles concernant la délivrance des toxiques destinés à un usage non médical, celles qui concernent la délivrance des toxiques destinés à des usages médicaux — c'est-à-dire le régime applicable aux pharmacies —, et enfin nous passerons plus rapidement sur les questions relatives au commerce international des stupéfiants.

SECTION II. — Conditions générales.

§ 1. — Ouverture d'un établissement.

Les conditions imposées aux personnes qui désirent accomplir des opérations industrielles ou commerciales sur les substances toxiques sont différentes, selon qu'il s'agit de drogues figurant au tableau A ou au tableau B (1).

1° *Pour les substances du tableau A*, il suffit d'effectuer une *déclaration* préalable à la mairie, ou à la Préfecture de Police, si l'établissement se trouve situé dans le ressort de celle-ci. La même formalité est requise s'il s'agit d'un déplacement ou d'une cession de l'exploitation.

L'autorité qui reçoit la déclaration la transcrit sur un registre spécial et remet un récépissé à l'intéressé.

2° *Mais en ce qui concerne les stupéfiants inscrits au*

(1) Quant au commerce des substances figurant au tableau C, il ne nécessite pas de déclaration spéciale. Nous nous contenterons de signaler la nécessité de conserver ces substances de façon séparée, dans des récipients porteurs d'une étiquette, sur laquelle sont indiqués les nom et adresse du vendeur, ainsi qu'une bande verte avec mention DANGEREUX. La délivrance pour usage médical peut être ordonnée dans les mêmes conditions que celle des autres substances vénéneuses; c'est une étiquette verte qui précise le mode d'emploi.

tableau B, l'article 31 du décret de 1916, modifié par le décret du 20 mars 1930, subordonne à une *autorisation* spéciale toute opération de préparation, détention, offre ou commerce de ces substances.

A cet effet, les intéressés adressent une demande au Ministre chargé de la répression des fraudes, c'est-à-dire au Ministre de l'Agriculture, qui, sur avis conforme d'une Commission spéciale, prend un arrêté d'autorisation.

Cet arrêté est toujours révocable, lorsque la commission estime que l'exploitation ne doit pas être continuée, et notamment lorsque l'exploitant aura été condamné pour trafic de stupéfiants : dans ce dernier cas, il ne peut jamais recevoir l'autorisation.

Celle-ci est strictement personnelle et ne vaut que pour les établissements et les substances visées dans la demande ; aussi *toute modification* dans l'exploitation doit-elle être portée à la connaissance du Ministre, qui rectifie sa décision en conséquence.

Les substances inscrites au tableau B devant être, en principe, réservées aux usages médicaux, ne peuvent être délivrées aux particuliers ne justifiant pas d'autorisation spéciale *que sur prescription d'une ordonnance*, ainsi que nous le verrons plus loin (il est fait toutefois une exception en faveur des établissements scientifiques désignés par des arrêtés spéciaux et détaillés du Ministre de la Santé publique, sur avis du Conseil Supérieur de l'Hygiène) (1).

Cas particulier des Pharmacies : Les pharmaciens sont dispensés tant de la déclaration relative aux toxiques du

(1) Nous signalons dès maintenant que des règles spéciales sont prévues pour le commerce extérieur des stupéfiants.

tableau A, que de l'autorisation concernant les substances du tableau B, *le dépôt pour visa* des diplômes à la préfecture et au Greffe du Tribunal en tenant lieu (articles 2 et 31 du décret de 1916).

C'est qu'en effet, le pharmacien présente des garanties tout à fait particulières : il doit être, en principe, âgé de vingt-cinq ans accomplis, et son diplôme lui a été délivré à la suite d'études durant plusieurs années, précédées d'un stage d'une année dans une officine ouverte au public.

Le titulaire du diplôme doit être propriétaire de sa pharmacie, dans laquelle il ne peut exercer d'autre commerce, et l'administrer lui-même (il est cependant délivré à la veuve et aux héritiers d'un pharmacien une autorisation de gestion pour un an).

Les pharmaciens ne peuvent livrer, en principe, de préparations médicinales autres que celles déterminées par le Codex ou prescrites par un médecin, mais ils ont *seuls* le droit de préparer, vendre et débiter tous les *médicaments*, c'est-à-dire les drogues mises en vente en vue d'un emploi curatif.

Les officines sont assujetties à des inspections (dont nous aurons à dire quelques mots dans la troisième partie), pouvant entraîner des prélèvements d'échantillons en vue de l'analyse, et mêmes des poursuites pénales.

La dispense d'autorisation, relative aux substances du tableau B, ne concerne que la préparation et la délivrance de ces substances dans une officine ouverte (article 31) : il faut en déduire qu'elle ne saurait s'appliquer à la vente en gros, ni à l'importation, et ne peut être étendue à d'autres personnes qu'aux pharmaciens (1).

(1) En matière de déclaration préalable, il a été de même jugé que le droguiste n'ayant pas effectué cette formalité était répréhensible, bien qu'il se fut adjoint un pharmacien (Cass. 16 avril 1921 D. P. 1922.1.107).

§ 2. — **Détention et circulation.**

Les articles 3 et 4 du décret de 1916 règlent les conditions de circulation et de détention des substances vénéneuses ; celles-ci, afin d'éviter une méprise toujours possible, et également pour empêcher leur soustraction frauduleuse, sont obligatoirement renfermées *dans une armoire fermée* à clef ou un local dans lequel ne peuvent accéder les personnes étrangères au fonctionnement de l'établissement, y compris les membres de la famille du détenteur.

Le local ou l'armoire ne doit renfermer *aucun produit alimentaire* (1), fût-il destiné à des animaux, et même, s'il contient des substances du tableau B, celles-ci ne peuvent coexister qu'avec les toxiques du tableau A.

De même, les pharmaciens ne peuvent détenir dans leurs armoires d'autres substances que celles classées dans ces deux tableaux.

Les drogues toxiques doivent être contenues dans des récipients ou des enveloppes, sur lesquels une étiquette indiquant le nom de la substance, ainsi que les nom et adresse du vendeur, est solidement fixée. Cette étiquette est obligatoirement (sauf pour l'exportation) *de couleur rouge orangé*, ainsi qu'une bande faisant le tour du récipient et portant le mot **POISON** en caractères noirs.

Lorsque l'étiquette se rapporte à un stupéfiant du tableau B, elle doit mentionner obligatoirement *la quantité* qui figure dans le récipient, ainsi que *les noms et adresses* de l'expéditeur et du destinataire.

(1) Il doit même ne pas communiquer avec les locaux où s'en exerce le commerce, sauf si le détenteur est un pharmacien (article 3 du décret de 1916).

Notons que les feuilles de Coca peuvent être conservées en dehors de l'armoire aux poisons (article 33).

Il est interdit d'utiliser des récipients ayant contenu des substances vénéneuses pour y renfermer des produits alimentaires.

Nous indiquerons plus loin les indications spéciales qui doivent être inscrites sur les étiquettes au cas où les substances toxiques sont destinées à un usage médical.

Détention illicite : La détention de stupéfiants réglementés, en dehors des conditions fixées par les textes en vigueur, peut-elle constituer un délit ?

L'article 3 § 3 de la loi du 19 juillet 1845, modifié par la loi du 12 juillet 1916, vise « *les personnes qui auront été trouvées porteurs, sans motif légitime, d'une de ces substances* ».

Il résulte de ce texte que le « port » de stupéfiants est bien un délit, lorsque le porteur est de mauvaise foi.

Les stupéfiants pourront d'ailleurs être trouvés, non seulement sur l'individu lui-même, mais encore dans les divers objets qu'il transporte, le but de la loi étant, en cette matière, d'atteindre les trafiquants dans les lieux où ils circulent.

Mais doit-on considérer que la détention à *domicile* tombe aussi sous le coup de l'article 3 ?

C'est là une question d'un intérêt pratique indéniable, une perquisition amenant fréquemment la découverte de stupéfiants variés, dont, en l'absence d'autres délits, l'acquisition illicite ne peut le plus souvent pas être établie, non plus que la détention *en vue de la vente* ; il est encore possible que l'origine frauduleuse des substances ne fasse pas de doute, mais que le Ministère public ne puisse établir que le délit ait été commis depuis moins de trois ans.

On ne peut, pour refuser d'appliquer la loi de 1916 à la

détention à domicile, invoquer la jurisprudence relative au port d'armes prohibées, celle-ci étant basée sur le danger social constitué par la présence, hors de son domicile, d'un individu armé.

Mais, d'autre part, il n'est pas possible de donner au mot « port », inséparable de l'idée de déplacement, le sens élargi de « détention » : il faut donc déclarer que, sous l'empire de la loi de 1916, la détention de stupéfiants à domicile ne saurait à elle seule constituer un délit. Cette solution a été admise par le Tribunal de la Seine le 14 mai 1917 (*La Loi* 26 mai 1917) et consacrée par la Cour de Cassation le 12 juillet 1928 (B. C. n° 214) (1).

§ 3. — Registres spéciaux.

1° L'article 6 du Décret de 1916 prescrit l'inscription de toute vente de *substances du tableau A* sur un registre spécial, coté et paraphé par le maire ou le commissaire de police ; cette obligation est également imposée aux pharmaciens, en ce qui concerne les ordonnances et livraisons portant sur ces toxiques, avec faculté de mentionner aussi les autres ordonnances.

Le registre ne doit comporter ni blancs, ni ratures, ni surcharges, et les inscriptions doivent y être effectuées sans aucun retard, par le propriétaire de l'établissement *lui-même* (Cass, 16 avril 1921 B. C. n° 166), qui est en principe responsable de ses plus légères négligences.

Il doit être fait mention du nom et de la quantité de la substance vendue, de la date de la vente, ainsi que des nom, profession et adresse de l'acheteur. Cette dernière in-

(1) Contra cependant Tribunal de Brest 5 avril 1922 (G. P. 1922.2.341).

dication peut être négligée par les pharmaciens, mais ils sont par contre obligés de mentionner le nom et adresse du praticien qui a rédigé l'ordonnance.

Chaque opération doit être inscrite sous un *numéro d'ordre* spécial reproduit sur les étiquettes, mais un seul numéro pourra être attribué à tous les produits faisant l'objet d'une même opération. Les pharmaciens doivent inscrire sous un nouveau numéro les renouvellements d'ordonnances, mais peuvent se contenter de signaler à cette place l'ancien numéro d'enregistrement.

Le registre des ventes doit être représenté à toute réquisition des personnes ayant qualité pour procéder aux inspections, et conservé pendant une durée de dix ans.

2° *Un registre particulier pour les substances du tableau B* est prévu par l'article 34 du décret de 1916. Il doit faire mention de *toutes les cessions*, même de celles à titre gratuit, et également de *tous les achats* portant sur des stupéfiants.

Ce registre est tenu dans les mêmes conditions matérielles que le registre des substances du tableau A et doit également être conservé dix ans. La date de l'autorisation de commerce, qui a dû être présentée à l'autorité compétente en matière de visa, est mentionnée à la première page.

Un numéro d'ordre est appliqué à chaque opération et, lorsqu'il s'agit d'un achat, le numéro du registre du vendeur (inscrit sur l'étiquette), sera mentionné sur le registre de l'acheteur. S'il s'agit d'une préparation, il convient d'indiquer les quantités de stupéfiants qui y sont contenues.

Ces obligations s'appliquent également aux pharmaciens, mais comme ceux-ci sont obligés, d'autre part, de tenir le registre des *ordonnances*, ils sont autorisés à porter seulement à la fin du mois, sur le registre des *stupéfiants*, les

quantités totales délivrées pendant ce mois, telles qu'elles ressortent du premier registre ; mais, dans ce cas, ils ont dû inscrire les noms et adresses des bénéficiaires de drogues.

§ 4. — Fabrication et transformation des stupéfiants.

Des règles spéciales ont été établies par l'article 35 du décret de 1916, en ce qui concerne la fabrication et la transformation des substances du tableau B par les industriels et les pharmaciens.

Il importe, en effet, de pouvoir contrôler l'emploi qui est fait de ces substances et les pertes pouvant résulter des diverses opérations.

Aussi, le *registre des stupéfiants* doit-il mentionner, d'une part, la quantité et la nature de la *matière première* utilisée, et de l'autre, celles du *produit* obtenu ; la proportion plus ou moins normale des manquants sera ainsi facilement constatée par les inspecteurs, qui apprécieront s'il convient d'en donner décharge, au vu des circonstances (1).

D'autre part, l'article 35 prescrit encore aux fabricants et transformateurs d'adresser au Service de la Répression des fraudes des *états* trimestriels mentionnant les ventes par eux effectuées, ainsi qu'un état annuel des stocks existants.

SECTION III. — Délivrance pour usage non médical.

Substances du tableau A : Les substances du tableau A, même contenues dans une préparation, ne peuvent être mises en vente pour usage non médical sous une forme utilisée normalement pour la présentation des médicaments, telle que pilules ou comprimés.

(1) Il appartient au préparateur de surveiller lui-même son personnel, car il répondrait de sa négligence si un vol se produisait.

Par ailleurs, si les acheteurs de ces toxiques ne sont pas personnellement connus du vendeur, ce dernier doit s'assurer de leur identité ; il ne saurait, en aucun cas, les délivrer à une personne *de moins de dix-huit ans* (1).

Substances du tableau B : En ce qui concerne les substances du tableau B, la règle est très simple : à défaut d'ordonnance médicale, toute vente ou délivrance est *absolument interdite* aux personnes non munies de l'autorisation spéciale dont nous avons déjà parlé.

La nécessité de cette autorisation s'impose *dans tous les cas*, même lorsqu'il s'agit d'une vente sur saisie ou licitation : dans ce cas, les officiers ministériels qui procèdent à la vente doivent s'assurer que les adjudicataires remplissent bien les conditions exigées.

Commandes écrites : Les règles précédentes ne seraient pas suffisantes pour empêcher les délivrances illicites, si un contrôle n'était prévu en ce qui concerne le vendeur lui-même : aussi le décret de 1916, dans ses articles 7 et 37, a-t-il prescrit que les drogues vénéneuses ne pourraient être délivrées que moyennant la remise au vendeur d'une *commande écrite*, que ce dernier devra conserver pendant trois années.

Ces commandes (2) doivent être datées et signées par l'acheteur ou son représentant, dont les nom, adresse et profession seront indiqués, ainsi que la dose (en toutes lettres) de substances du tableau B.

(1) Le décret de 1916, dans les articles 8 et suivants, réglemente notamment l'emploi en agriculture de substances du tableau A, qui doivent être utilisées en récipients métalliques, et, en principe, mélangées à d'autres substances. Des arrêtés du Ministre de l'Agriculture fixent les cultures qui peuvent être soumises à ce traitement et les conditions imposées.

(2) Ce peuvent être des reçus, s'il s'agit de substances du tableau A.

L'article 7, qui semble ne concerner que les substances du tableau A, prévoit la mention de *l'usage* auquel les drogues sont destinées, lorsque cet usage n'est pas impliqué par la profession de l'acheteur,

SECTION IV. — Délivrance pour usage médical.

La délivrance des substances vénéneuses destinées à un usage médical ne peut être effectuée *que par les pharmaciens* (article 16 du décret de 1916), ce qui est bien naturel, puisque ces produits constituent alors des médicaments et que, nous l'avons vu, la vente des médicaments et justement réservée aux pharmaciens (1),

Il y a lieu de remarquer d'ailleurs que l'article 16 s'applique *même en matière de médecine vétérinaire*, alors que le monopole des pharmaciens ne s'étend pas habituellement aux drogues réservées à cet usage.

Mais nous devons par ailleurs rappeler que, conformément au droit commun (Loi du 21 Germinal an XI), il peut arriver que des praticiens soient autorisés à délivrer des médicaments dans certaines conditions.

C'est ainsi que, sans avoir le droit de tenir une officine, *les médecins* établis dans une localité dépourvue de pharmacie peuvent fournir des médicaments, mais seulement à leurs *propres* malades (Cass. 25 novembre 1909 B. C. n° 551).

De même, *les vétérinaires*, qui ne peuvent non plus tenir officine, ont le droit, en vertu de l'article 17 du décret de 1916, de délivrer des substances vénéneuses aux clients

(1) Les prescriptions relatives à la délivrance dans un but médical des substances du tableau A ne s'appliquent pas aux très faibles doses, telles qu'elles sont fixées dans un arrêté du 7 juillet 1931.

habitant dans une agglomération dépourvue de pharmacie.

Dans tout autre cas, les substances doivent être administrées par eux-mêmes aux animaux.

Nous remarquons ainsi que, en ce qui concerne la délivrance des toxiques par des praticiens, c'est le domicile *du médecin* qui est considéré dans le premier cas, et le domicile *du client* du vétérinaire dans le second.

§ 1. — Prescription.

La délivrance des substances vénéneuses destinées à un usage médical est subordonnée à la présentation d'une ordonnance émanant d'un *médecin*, ou d'un *vétérinaire* s'il s'agit de soins à donner à des animaux.

Cependant, il y a lieu de remarquer que les *chirurgiens-dentistes* et les *sages-femmes* ont également le droit de prescrire sur ordonnances, mais leurs droits, à cet égard, sont beaucoup plus restreints ; ils ont été limités par un arrêté du Ministre de l'Intérieur en date du 22 mai 1917, qui interdit la prescription de substances du tableau A en vue de l'usage interne, et règle la nature et la quantité de stupéfiants qui peuvent être ordonnés par les dentistes.

Rédaction des ordonnances : L'ordonnance doit être *signée et datée*, et, à cet égard, une fausse date doit être considérée comme produisant le même effet qu'une absence de date. (Paris 7 novembre 1921 D. P. 21.2.129). Elle doit, de plus, mentionner *le nom et l'adresse* du praticien qui l'a rédigée ; aussi, pratiquement, sera-t-elle rédigée sur papier à en-tête.

S'il s'agit d'un médecin remplaçant momentanément un confrère, il lui est loisible d'indiquer l'adresse de ce der-

nier, mais il doit inscrire son propre nom, ainsi qu'en a décidé la Cour de Paris dans l'arrêt susvisé.

Enfin, la prescription doit contenir *en toutes lettres* l'indication de la dose de toxique, ainsi que de son mode d'administration.

L'article 39 du décret de 1916 impose une obligation supplémentaire aux médecins qui veulent ordonner une substance du tableau B : il leur est en effet interdit de prescrire cette substance pour un traitement *de plus de sept jours*, lorsque l'ordonnance n'est pas légalement renouvelable.

L'arrêt déjà cité de la Cour de Paris a considéré comme une violation de l'article 39 le fait par un médecin de remettre à son client quatre ordonnances en même temps, datées de sept jours en sept jours, et prescrivant du chlorhydrate d'héroïne.

Les infractions relatives à la rédaction des ordonnances pourront donner lieu à deux poursuites, l'une exercée contre le praticien, et l'autre contre le pharmacien, qui possède ainsi un *droit de contrôle* sur les prescriptions qu'on lui demande d'exécuter. Par ailleurs, le pharmacien agira sagement en s'assurant de l'authenticité des ordonnances mentionnant une dose anormale de stupéfiants ou répétant trop fréquemment les mêmes prescriptions.

Les groupements corporatifs médicaux ont souvent protesté contre les entraves imposées à la libre rédaction des ordonnances. M. le Professeur BALTHAZARD suggère qu'il serait possible d'authentifier par un cachet officiel, délivré par la Préfecture, la signature du médecin, ce qui permettrait de supprimer la limitation des sept jours, ou encore que les ordonnances relatives aux stupéfiants pourraient être rédigées sur un carnet à souche délivré par la Préfecture ; les intérêts des malades seraient ainsi sauvegardés, le

médecin restant bien entendu responsable des ordonnances de complaisance qu'il pourrait délivrer (1).

§ 2. — Exécution des ordonnances.

L'article 23 du décret de 1916 a réglementé de façon minutieuse les *étiquettes* qui doivent être apposées sur les réipients contenant des substances vénéneuses destinées à un usage médical.

L'étiquette, *rouge orangé*, indiquant le nom et l'adresse du pharmacien, ainsi que le numéro d'ordre de son registre, doit en outre porter la mention TOXIQUE : NE PAS DÉPASSER LA DOSE PRESCRITE, lorsqu'il s'agit d'une drogue en nature destinée à être absorbée par voie buccale.

Dans le cas, fréquent en matière de stupéfiants, où la substance doit être employée pour l'usage externe ou en injections hypodermiques, le mot POISON doit figurer sur l'étiquette, et une seconde étiquette rouge orangé indiquera : POUR L'USAGE EXTERNE ou SOLUTION POUR INJECTIONS.

Enfin, les médicaments vétérinaires devront comporter une étiquette avec mention : MÉDICAMENT VÉTÉRINAIRE-POISON.

A l'heure actuelle, de nombreux médicaments sont livrés au public sous la forme de *spécialités pharmaceutiques* toutes préparées, qui peuvent contenir une ou plusieurs substances vénéneuses : dans ce cas, les règles concernant ces dernières s'appliquent, sauf toutefois en ce qui concerne le logement dans l'armoire aux poisons. Par ailleurs, le pharmacien qui en effectue la délivrance est dispensé d'y apposer une étiquette, car il suffit que celle mise par le

(1) V. Balthazard. *Précis de Médecine légale* 4^e édition Paris 1928 p. 36.

fabricant mentionne le nom et l'adresse de ce dernier, ainsi que les doses de toxiques, inscrites en toutes lettres.

Lorsque l'ordonnance a été exécutée par le pharmacien, ce dernier doit *la rendre à son client*, après y avoir mentionné la date d'exécution, ainsi que le numéro d'ordre de son registre, et apposé le cachet de son officine. Cependant, lorsqu'il s'agit d'ordonnances qui ne sont pas ou plus renouvelables, — et nous allons voir que c'est là la règle générale pour les substances du tableau B — seule une *copie intégrale*, signée par le pharmacien, est remise au client, l'ordonnance elle-même devant être conservée durant trois ans à son officine (1).

Il y a lieu d'observer que les médecins et vétérinaires, dans les cas où ils sont autorisés à délivrer des médicaments, sont soumis aux obligations des pharmaciens eux-mêmes, notamment en ce qui concerne les registres (2) et les étiquettes, et doivent rédiger une ordonnance, sur laquelle sera reporté le numéro du registre.

Renouvellement des ordonnances: L'auteur d'une prescription a toujours la faculté d'en interdire le renouvellement, et cette interdiction s'impose alors à tout pharmacien.

En dehors de ce cas, le décret de 1916 (articles 21 et 38) interdit l'exécution nouvelle de toute ordonnance prescrivant les substances *en nature ou destinées à des injections* ; le rédacteur lui-même ne pourrait prévoir d'exception à cette règle que pour les toxiques du tableau A.

D'autre part, l'interdiction s'applique :

(1) Les stupéfiants destinés à des usages médicaux peuvent seuls être expédiés par la poste ou en colis-postaux, et seulement par les pharmaciens.

(2) Les vétérinaires doivent y mentionner les nom et adresse du client.

a) *aux préparations* renfermant des produits du tableau A et prescrites pour *absorption buccale*, en principe à une dose dépassant la dose maxima par 24 heures indiquée au Codex.

L'article 21 *in fine* du décret de 1916 fait cependant une exception pour le laudanum à dose n'excédant pas 5 grammes, mais cette disposition a été reproduite à l'article 38, le décret du 20 mars 1930 ayant supprimé le laudanum du tableau A, comme préparation à base d'opium.

b) *aux poudres composées* renfermant plus d'un millièème de cocaïne (ou de ses sels et dérivés) et à toutes préparations de substances du tableau B destinées à être absorbées par voie buccale (1).

La réglementation légale faisant seulement porter son interdiction, d'une part sur les substances du tableau B ordonnées en nature ou pour injections, d'autre part sur les préparations prescrites pour usage interne, il nous apparaît que le renouvellement d'ordonnances serait possible dans le cas de préparations contenant des stupéfiants et destinées à l'usage externe.

§ 3. — Délivrance aux praticiens.

Les médecins et vétérinaires ont la faculté d'utiliser *par eux-mêmes* des substances vénéneuses au cours des interventions qu'ils ont à pratiquer dans les cas d'urgence, pansements, opérations, etc...

La Cour de Paris, dans un arrêt du 14 décembre 1920 (D. P. 1921.2.93) a même décidé qu'il était possible à un médecin de se faire délivrer de la morphine pour son usage personnel, sans ordonnance *d'un confrère*, car il est admis

(1) Exception est faite cependant (outre le laudanum) pour les préparations renfermant moins de 250 milligrammes d'opium, ou moins de 25 milligrammes de morphine, cocaïne, benzoylmorphine, hydrocodénone ou dihydroxycodénone.

que les médecins ont droit de se procurer et de s'administrer tous produits qu'ils estiment utiles à la conservation de leur santé.

Il en est de même pour les chirurgiens dentistes et les sages-femmes, dans les limites de l'arrêté du 22 mai 1917 (les sages-femmes ne peuvent utiliser de stupéfiants du tableau B).

Ces praticiens devront s'adresser au pharmacien pour obtenir les toxiques qui leur sont nécessaires : à cet effet, ils présentent une *demande* écrite et signée, mentionnant la date, leur nom et adresse, ainsi que les doses en toutes lettres, les substances ne pouvant leur être délivrées « *que sous la forme pharmaceutique compatible avec leur emploi médical* » (article 27 du décret de 1916), en observant les règles habituelles.

S'il s'agit de stupéfiants, ils ne pourront être obtenus en nature, et le praticien devra s'adresser à un pharmacien de sa commune, ou d'une commune contigüe, s'il n'y a pas de pharmacie dans celle-ci.

Enfin, les demandes concernant les stupéfiants doivent, comme les ordonnances, être conservées durant trois ans et, de plus, un *relevé* trimestriel en sera adressé au Préfet.

§ 4. — Ordonnances fictives.

L'article 3 de la loi du 19 juillet 1845, modifié par la loi du 16 juillet 1930, a érigé en délit distinct le fait de se faire délivrer par un pharmacien des stupéfiants sur production d'une ordonnance fictive.

Il y a lieu de noter que le législateur a assimilé expressément la tentative au délit consommé.

L'ordonnance fictive peut se présenter comme émanant

d'un médecin quelconque, parfois même le délinquant aura signé d'un nom purement imaginaire.

Il se peut aussi qu'il s'agisse d'une ordonnance *réellement délivrée*, mais plus ou moins modifiée. Par exemple, la date aura pu être changée, la dose augmentée, etc... (cf. Tribunal de la Seine 8 juillet 1921 D. P. 1921.2.129, le client ayant, dans cette affaire, modifié les dates des ordonnances à lui délivrées simultanément par un médecin).

La loi de 1916 ne s'est pas contentée de frapper le particulier, elle punit également le *pharmacien* qui s'est conformé aux prescriptions de l'ordonnance fictive, mais, naturellement, il est indispensable que ce pharmacien ait été de mauvaise foi, cette question étant laissée à l'appréciation des juges du fait.

SECTION V. — La lutte sur le terrain international.

Nous avons déjà indiqué, en étudiant les divers stupéfiants dans notre première partie, que ceux-ci étaient préparés dans un assez petit nombre de pays, et, en particulier, que la France ne faisait guère qu'en transformer une quantité relativement minime.

Aussi comprenons-nous que les stupéfiants puissent faire l'objet d'une *circulation* internationale assez importante et que la contrebande ait tendance à sévir d'une façon très active.

D'autre part, l'efficacité des mesures de contrôle édictées dans l'intérieur des Etats risquerait fort d'être à peu près nulle, si ces Etats n'étaient renseignés aussi exactement que possible sur les entrées et sorties de stupéfiants dans leur territoire ; il serait souhaitable également que la circula-

tion de ces substances fût en principe limitée aux besoins médicaux.

Les divers pays ont compris de bonne heure l'utilité d'une coopération internationale dans ce domaine, et plusieurs *Conventions* ont été signées sur ces différents points ; dans un grand nombre d'Etats, la signature de ces conventions a même précédé tout ou partie de la législation interne sur les stupéfiants.

Malheureusement, la réglementation internationale se heurte aux intérêts des nations productrices de ces substances.

Il ne nous appartient pas, nous étant placé sur le terrain du Droit pénal, de procéder à une étude de Droit international public sur cette question, qui, au surplus, a été traitée d'une façon approfondie dans plusieurs ouvrages, auxquels nous renvoyons le lecteur (1).

Nous ne pouvons cependant pas, dans un travail qui concerne la lutte contre les toxicomanies sur le territoire national, laisser complètement ignorer les efforts communs entrepris dans ce même but par les divers Etats, efforts qui ont conduit à l'élaboration de dispositions de *droit interne*.

Aussi allons-nous, tout d'abord, donner en quelques mots une idée du *trafic international* licite ou clandestin concernant les stupéfiants, puis nous passerons en revue rapidement les grandes manifestations de la *coopération internationale*, et nous terminerons en signalant la *réglementation* française relative au commerce international.

(1) Voir notamment : J. Pila. *Le trafic des stupéfiants et la Société des Nations*. Thèse Paris 1925.

A.-J. Chanut. *Le Régime de l'Opium en Droit international*. Thèse Caen 1933.

Les travaux préparatoires des Conventions sont étudiées de manière détaillée par ces auteurs.

§ 1. — Le commerce international et la contrebande.

La contrebande des stupéfiants se pratique sur une vaste échelle, pouvant dépasser le trafic licite de ces substances, et est souvent exercée par des commerçants importants, possédant des navires, et parfois même réunis en syndicats. Les procédés utilisés pour masquer les drogues sont innombrables, et nous en signalerons quelques-uns dans notre troisième partie, car ce sont généralement les mêmes qui sont employés dans le trafic illicite à l'intérieur du territoire.

* **Opium.** — L'opium brut fait l'objet d'un commerce considérable réparti entre les pays consommateurs, les pays qui en extraient les divers dérivés et les pays qui se le procurent en vue d'usages médicaux.

La contrebande d'opium est très intense, *même pour l'opium préparé*, dont la Convention de la Haye avait cependant interdit l'exportation, les deux grands centres mondiaux étant la Chine et la Perse.

L'opium est embarqué *officiellement* à destination d'un pays où son importation est libre, puis *déchargé* en cours de route et *dirigé* vers un autre pays ; il peut aussi sortir de Chine par les frontières terrestres, qui sont très mal surveillées.

On admet que les quantités saisies doivent être multipliées par dix pour donner un idée du trafic illicite, qui se monte ainsi à *plusieurs centaines* de tonnes tous les ans, et aboutit principalement aux Etats-Unis et en Extrême-Orient.

Drogues manufacturées : Le commerce des feuilles de coca

s'effectue principalement entre les Etats de l'Amérique du Sud, et de Java vers les pays transformateurs. La cocaïne provient surtout de l'Allemagne, des Etats-Unis et des Pays-Bas.

Mais c'est le trafic illicite des stupéfiants manufacturés qui est le plus considérable, et, ici encore, les quantités saisies n'en donnent qu'une bien faible idée, ces substances, très coûteuses, voyageant sous un volume restreint.

Elles inondent principalement l'Europe, les Etats-Unis, l'Inde et la Chine (1) et sont même expédiées *par avion*, procurant aux trafiquants des bénéfices énormes pouvant atteindre jusqu'à *dix fois* le prix de revient, majorés encore par de fréquentes falsifications (2).

Ces drogues peuvent provenir d'une remise faite à des trafiquants par des fabricants malhonnêtes. Elles peuvent aussi circuler, étant déclarées destinées à un pays qui surveille mal ses importations : la destination est alors changée en cours de route, les noms d'expéditeurs étant bien entendu *inexacts*.

§ 2. — La lutte internationale avant la guerre.

Conférence de Shanghai. — En 1909, à l'appel des Etats-Unis, treize Etats, y compris la Chine, se réunirent à Shanghai pour lutter contre l'extension mondiale de

(1) D'énormes quantités de Haschisch sont aussi expédiées de l'Inde vers l'Asie et l'Afrique du Nord.

(2) Cours de quelques produits du tableau B (Renseignements fournis par la Police Judiciaire), prix au kilogramme :

Chlorhydrate de cocaïne	4.460
Opium brut	125
Chlorhydrate de morphine	3.500
Chlorhydrate d'héroïne	4.500
Chanvre indien { extrait mou	1.350
{ extrait fluide	190

l'Opium. Elles votèrent neuf résolutions très fermes, préconisant des mesures « draconiennes » dont aucune ne fut pleinement appliquée.

Convention de La Haye. — Une Conférence se réunit en 1911 à La Haye pour étudier l'ensemble de la question des stupéfiants. Elle aboutit à la signature d'une Convention par les mêmes Etats, mais cette Convention contient des *réerves* importantes, sans engagements très précis.

Elle comporte six Chapitres, prévoyant le contrôle et la limitation de la *circulation* d'opium brut (1), la suppression graduelle de l'opium préparé, la possibilité de prendre des mesures spéciales dans les concessions étrangères en Chine, la communication entre Etats des lois et des statistiques sur la question, et donne des définitions des drogues. Les Etats non représentés à la Convention étaient invités à la signer.

De nouvelles Conférences se réunirent en 1913 et 1914, à la veille de la Grande Guerre.

§ 3. — Les Conventions de Genève.

A la signature des traités de Paix, la Société des Nations fut chargée de la lutte contre les stupéfiants. Elle institua une Commission consultative de l'Opium, nommée par le Conseil et assistée de trois spécialistes, avec participation des Etats-Unis.

La commission étudia le problème du contrôle de la circulation des drogues, et c'est à elle que l'on doit le système des *certificats d'importation*, sur le vu desquels les exportations peuvent être autorisées.

(1) L'Angleterre ne voulant pas supprimer la consommation des Hindous, mangeurs d'opium.

En 1923, fut décidée la réunion de deux Conférences internationales, la première ayant pour tâche de favoriser progressivement et rapidement la suppression de l'usage de l'opium préparé dans les territoires d'Extrême-Orient, où il était encore « temporairement » répandu, la seconde, ouverte à tous les Etats, devant étudier les questions relatives aux alcaloïdes.

Ces réunions prendraient pour base de discussion les propositions, tant de la Commission consultative, que du Comité préparatoire nommé par elle, ainsi que les enquêtes des organismes d'Hygiène de la Société des Nations.

Première Conférence de Genève. — La première Conférence qui s'ouvrit le 3 novembre 1924 et groupa huit Etats, s'occupa du développement pris par l'opium en Chine à la faveur de l'état d'anarchie de ce pays depuis 1917 (1), et du danger subi par ses voisins, du fait de la contrebande.

La discussion, dans laquelle intervinrent surtout l'Angleterre et la Chine, fut très animée et aboutit à une Convention qui prévoit la vente au détail de l'opium par des personnes *autorisées*, et, toutes les fois qu'il sera possible, par des *fonctionnaires*.

L'usage de l'opium fut interdit aux mineurs, ainsi que celui du dross; diverses autres dispositions furent également adoptées.

Il y a lieu de noter qu'une proposition chinoise, tendant à affecter les ressources tirées de l'opium à des institutions *anti-opiumiques*, fut repoussée, et cela sur intervention de l'Angleterre !

Cette Convention, très peu efficace, comporte en annexe

(1) Dans certaines provinces, la culture du Pavot, objet d'imposition, était même rendue obligatoire.

un Protocole, ajouté à la suite des travaux de la seconde Conférence, et d'après lequel les Etats possédant des territoires en Extrême-Orient s'engagent à y supprimer l'usage de l'opium préparé, dans les quinze ans du jour où la Société des Nations aura constaté l'existence d'un contrôle effectif de la culture du Pavot.

Deuxième Conférence de Genève. — La seconde Conférence se réunit à peu près simultanément et groupa trente-sept Etats.

Les Etats-Unis proposèrent d'arrêter en dix ans les importations d'opium dans les pays qui en autorisent encore l'usage ; un débat très vif s'engagea sur la compétence de la Conférence et le point de départ du délai proposé, à la suite duquel les Etats-Unis quittèrent la Conférence, suivis par la Chine.

Le Protocole comporte un engagement d'empêcher la contrebande d'opium *dans les cinq ans*.

La Convention du 19 février 1925, sur laquelle l'accord fut très difficile à obtenir, est limitée à la question de circulation des drogues, dont elle donne des définitions précises.

Elle rappelle la nécessité du contrôle de l'opium brut et prévoit les mesures de réglementation intérieure à appliquer par chaque Etat à l'opium médicinal, la cocaïne brute et l'ecgonine, la morphine, la diacétylmorphine, la cocaïne, les préparations contenant plus de 0,2 % de morphine ou plus de 0,1 % de cocaïne, les préparations contenant de la diacétylmorphine et les préparations galéniques du Chanvre indien, cette liste restant d'ailleurs modifiable.

La Convention perfectionne en outre le système des permis d'importation (notamment par l'institution des autorisations d'exportation) et, ce qui est important à signaler,

institue un *Comité Central Permanent*, nommé par le Conseil de la Société des Nations.

Ce Comité reçoit les évaluations des besoins en stupéfiants des divers Etats, ainsi que les statistiques du commerce extérieur, de la production, de la consommation et des saisies effectuées.

Il surveille le marché mondial et peut même saisir le Conseil s'il y a lieu.

§ 4. — Les Conférences de 1931.

Conférence de Genève. — Une Conférence internationale se réunit à Genève pendant les mois de mai, juin et juillet 1931. Elle fut précédée d'une réunion *préliminaire* tenue à Londres le 27 octobre 1930 par les onze pays fabricants de drogues, qui ne purent arriver à s'entendre sur les pourcentages devant être réservés à chacun d'eux dans la fabrication des stupéfiants destinés à des besoins médicaux.

Cinquante-sept Etats prirent part à la Conférence qui aboutit à des résultats forts importants.

A la suite d'une assez longue discussion sur la répartition des fabrications, un plan franco-japonais fut adopté, qui restreignait la production de drogues aux besoins de la consommation intérieure et à l'exécution des commandes légitimes.

Ce plan comportait un élément nouveau, l'autorisation donnée à chaque pays producteur de fabriquer des stupéfiants jusqu'à concurrence de 50 % des quantités qu'il avait exportées au cours de l'année précédente, avant d'avoir reçu des commandes fermes.

Le *total mondial* des drogues à fabriquer se trouve déter-

miné par les évaluations fournies par les Gouvernements, et un organe de contrôle est chargé de surveiller l'exécution de toutes ces mesures, les quantités saisies devant à l'avenir être détruites ou réservées aux usages médicaux et scientifiques.

De nombreuses définitions de substances furent établies par la Conférence, qui décida d'instituer un contrôle de la codéïne, indispensable pour surveiller efficacement les expéditions de morphine.

L'exportation de la diacétylmorphine et de ses sels fut *interdite*, sauf lorsqu'elle est destinée à un Gouvernement, et la Conférence émit le vœu que les Etats examinent, d'accord avec le Corps médical, la possibilité d'en *supprimer* plus ou moins complètement l'usage en thérapeutique.

L'institution de récompenses destinées aux inventeurs de nouvelles substances susceptibles de remplacer les stupéfiants et n'engendrant pas la toxicomanie, fut également envisagée.

L'œuvre de la Conférence de 1931 est très importante, puisqu'elle subordonne la fabrication des drogues à des fins humanitaires et la soumet à un contrôle permanent.

La Convention de Genève intervenue le 13 juillet 1931, fut *ratifiée* en France par la loi du 6 avril 1933 et le décret du 30 juin de la même année.

Conférence de Bangkok. — Une Conférence, comprenant les représentants de la Grande-Bretagne, de la France, des Pays-Bas, de l'Inde, du Japon, du Portugal, du Siam et des Etats-Unis, se réunit à Bangkok du 9 au 27 novembre 1931, afin d'examiner le rapport de la Commission d'enquête envoyée en Extrême-Orient pour étudier sur place le contrôle de l'Opium à fumer.

La Chine, considérant que la Conférence de Genève de

1925 n'était pas arrivée à des résultats satisfaisants, ne s'était pas prêtée aux inspections de la Commission et ne se fit pas représenter à la conférence.

Le rapport de la Commission préconisait l'addition d'une substance *dépourvue de toute saveur* dans l'opium préparé par les Gouvernements, et dont l'absence *décèlerait* facilement la fraude.

Les délégués français et anglais firent part des efforts réalisés par leurs Etats respectifs dans leurs territoires d'Extrême-Orient, mais la Grande-Bretagne s'opposa à la création sur place d'un Bureau Central de la Société des Nations.

Le Siam fut le seul Etat à admettre l'obligation de fumer dans des *fumeries publiques*.

La Conférence de Bangkok ne modifia guère les résultats de la Conférence de 1925. Cependant, nous signalerons qu'elle précisa l'interdiction *pour les mineurs* de fumer l'opium ou de pénétrer dans une fumerie, et réprima le fait de les inciter à le faire. De plus, elle prohiba la vente à *crédit* de l'opium et décida que les personnes vendant la drogue au détail ne toucheraient pas de commission sur le chiffre des ventes.

Signalons en terminant la possibilité envisagée par la Société des Nations de limiter la production de l'opium brut et des feuilles de coca.

§ 5. — Contrôle français du commerce extérieur.

En exécution de la Convention de Genève du 19 février 1925, un décret en date du 12 décembre 1928 organisa en France le contrôle des importations et des exportations de stupéfiants.

Il est à remarquer que ce contrôle ne vise pas tout à fait *exactement* les mêmes drogues, dont la fabrication, la vente et l'usage se trouvent réglementés en France et qui figurent au tableau B.

En effet, l'article 24 du décret de 1928, modifié par un décret du 10 septembre 1930, contient la liste suivante de drogues dont le commerce extérieur est soumis à des formalités spéciales :

1) Opium brut. Poudre d'opium. Extrait d'opium. Morphine et ses sels. Diacétylmorphine et ses sels. Benzoylmorphine et autres éthers-sels de la morphine et leurs sels.

Dihydromorphine et ses sels. Hydrocodéinone et ses sels. Dihydroxycodéinone et ses sels.

Feuilles de coca. Cocaïne brute. Ecgonine. Cocaïne et ses sels.

Chanvre indien. Résine de chanvre indien, préparations à base de résine de chanvre indien, extrait et teinture de chanvre indien.

2) Toutes préparations, figurant ou non dans une pharmacopée, et contenant :

De la diacétylmorphine ou des ses sels, un benzoylmorphine ou autres éthers-sels de la morphine ou leurs sels, de la dihydromorphine, de l'hydrocodéinone ou de la dihydroxycodéinone ou leurs sels, quelle que soit la proportion.

De la cocaïne, en proportion dépassant un millième.

De la morphine, en proportion dépassant deux millièmes.

Un décret du 17 janvier 1931 soumet à la réglementation la codéine et ses sels.

Importation. — L'importation de stupéfiants ne peut être effectuée que par une personne munie de *l'autorisation de commerce*, mais cette condition ne suffit pas, car les impor-

tations doivent en outre être spécialement autorisées par le service de la *Répression des fraudes* (1).

Une demande est adressée à cet effet par l'importateur et doit contenir l'indication des *quantités* de drogues à introduire et du *délai* nécessaire pour cette opération, qui sera en principe inférieur à six mois et ne pourra jamais excéder un an. De plus, les nom et adresse de l'exportateur étranger doivent figurer sur la demande, ainsi que les conditions de transport, et notamment le *point d'entrée* sur le territoire français.

Lorsqu'il s'agit de drogues en provenance d'un Etat adhérent à la Convention de Genève, un certificat d'autorisation est alors remis. Dans le cas contraire, l'autorisation est établie en triple exemplaire, dont deux sont adressés aux Douanes ; celles-ci retourneront une des copies, une fois l'opération effectuée, en mentionnant les quantités qui ont été effectivement importées.

Mais, d'autre part, ce trafic a fait l'objet, dans le pays étranger, d'une autorisation d'exportation à destination de la France, dont copie est parvenue au Service de la répression des Fraudes ; celui-ci, après vérification, l'adresse à la Direction des Douanes : l'importation une fois faite, cette pièce fera retour au pays expéditeur.

Par ailleurs, l'importateur a dû se munir, au bureau des Douanes, d'un acquit à caution, qui doit être rapporté dans le mois au Service, déchargé par les autorités municipales de la commune du destinataire, lequel est ainsi connu (2).

Exportation. — Outre l'autorisation de commerce, l'ex-

(1) S'il y a urgence, l'autorisation peut être donnée par le consulat qui existe au lieu de départ, celui-ci avisant le Service par la voie diplomatique.

(2) Il peut aussi être délivré des autorisations d'entrepôt en Douane.

portateur (ou celui qui veut faire sortir les stupéfiants d'un entrepôt), doit, comme l'importateur, obtenir une autorisation particulière, en indiquant les substances à exporter et les destinataires. Il doit fournir à l'appui de sa demande toutes pièces établissant *l'usage licite* qui sera fait des drogues (ce sera d'ordinaire le permis d'importation de l'autre pays). L'autorisation doit voyager avec les marchandises, l'exportateur et les Douanes en reçoivent chacun un exemplaire, une quatrième copie étant adressée au pays étranger importateur, qui en fera retour, en mentionnant l'entrée des drogues sur son territoire.

Le certificat de sortie de France délivré par la Douane à l'exportateur doit être conservée par lui *durant trois ans*.

CHAPITRE III

INFRACTIONS RELATIVES AUX DÉBITS DE BOISSONS

Nous avons envisagé dans le chapitre précédent la réglementation du commerce des stupéfiants, en comprenant dans notre étude la vente *au détail* de ces substances ; à cet effet, nous nous sommes même attardé assez longtemps sur les règles particulières applicables aux pharmacies.

En ce qui concerne la vente *au détail* des boissons alcooliques, c'est la législation relative aux *débîts de boissons* qu'il nous faut considérer ; les obligations imposées aux débitants étant très nombreuses, nous avons cru bon de consacrer à leur examen un chapitre distinct.

Cette décision se justifie par ailleurs, en raison de ce que la réglementation des débits, si elle contient bien, à l'instar du régime des boissons en général, un certain nombre de règles d'origine *fiscale*, renferme également beaucoup d'autres dispositions résolument inspirées par l'unique désir de *lutter contre le développement de l'alcoolisme*.

Aussi rencontrerons-nous, en cette matière, à côté de quelques infractions fiscales, des infractions pénales, sanctionnées par des pénalités de droit commun. D'autre part, à l'inverse de ce que nous avons constaté pour les stupéfiants, nous n'aurons pas seulement à nous occuper de *délits*, mais également de *contraventions*, certaines de ces contraventions étant spécialement prévues et réprimées par le législateur, d'autres étant simplement constituées par

un manquement aux arrêtés pris par l'autorité administrative, à laquelle un rôle important a été dévolu sur ce point.

Une réglementation *sévère* des débits de boissons est à la base de toute lutte antialcoolique, le cabaret constituant trop souvent un lieu de perdition, où sévissent la débauche et le jeu, rendez-vous des malfaiteurs qui viennent y préparer leurs « coups » et souvent aussi y écouler à des recéleurs le produit de leurs méfaits.

Malheureusement, il est assez difficile d'obtenir, surtout dans les campagnes, une application sans faiblesse des dispositions législatives, le « mastroquet » jouissant souvent d'une influence *considérable* sur sa clientèle et possédant une valeur *de premier ordre* comme agent électoral. Par ailleurs, il est délicat pour un garde-champêtre de dresser procès-verbal à un cabaretier lorsque (et le cas est assez fréquent) ce dernier est le maire de la commune.

La réglementation des débits a fait l'objet d'un certain nombre de lois dont la plupart intéressent des points de détail et seront signalées au fur et à mesure de notre étude. Nous nous contenterons, pour l'instant, de mentionner la loi fondamentale du 9 novembre 1915 sur l'ouverture des débits et la loi du 1^{er} octobre 1917 sur la répression de l'ivresse et la police des débits de boissons.

Nous considérerons d'abord les conditions auxquelles sont soumises l'*ouverture* et l'*installation* de ces établissements, puis nous examinerons les règles concernant leur *fonctionnement*.

SECTION I. — Le débit de boissons.

L'*ouverture* d'un débit de boissons n'est pas libre, le législateur en ayant limité le nombre ; son *emplacement*

doit répondre à certaines conditions, et le *débitant* lui-même doit présenter les garanties jugées nécessaires.

Par ailleurs, certaines obligations (et notamment des *déclarations*) ont été imposées à l'exploitant du débit.

Nous aurons à envisager successivement ces divers points.

§ 1. — Limitation du nombre de débits.

Les dispositions légales ont établi, au point de vue des conditions d'ouverture, une distinction entre deux catégories de débits à consommer sur place : ceux qui vendent des boissons « alcooliques » (autres que des apéritifs à base de vin titrant moins de 23°) et ceux qui ne servent que des boissons « hygiéniques » (1).

La première catégorie méritant d'être traitée avec sévérité au cours de la lutte contre l'alcoolisme, l'article 10 de la loi du 9 novembre 1915 a posé *le principe de l'interdiction* d'ouverture de tout nouveau débit de boissons « alcooliques ».

Par conséquent, seuls les débits de cette nature existant avant la promulgation de ladite loi continuent encore à exister et à fonctionner.

Mais il ne faudrait pas croire que tous les établissements remplissant cette condition peuvent bénéficier de la tolérance ainsi établie : il peut arriver, en effet, qu'on se trouve en présence d'un débit dont l'ouverture n'avait pas été déclarée. Dans cette hypothèse, la Cour de Cassation a décidé qu'un tel débit ne pouvait subsister, même si l'exploit-

(1) Les marchands *ambulants* ne peuvent débiter de boissons alcooliques, même pour emporter ; la vente de ces boissons est également interdite aux débits *temporaires* installés à l'occasion de foires ou de fêtes (articles 13 et 7).

tation en remontait à plus de trois années (Cass. 30 décembre 1920, *B. Cr.*, 511).

D'autre part, un débit, antérieur à la loi de 1915, mais exonéré de licence comme étant affecté à la vente de boissons « hygiéniques », ne saurait, sans tomber sous le coup de la loi, délivrer à ses clients des boissons « alcooliques ».

Malgré l'étendue de l'interdiction posée par la loi de 1915, la vente des spiritueux reste encore possible dans les *hôtels, restaurants et auberges*, mais la jurisprudence interprète très restrictivement cette exception au principe : c'est ainsi qu'une maison de tolérance ne saurait être, à ce point de vue, considérée comme un hôtel (Cass. 4 mai 1917, *B. Cr.*, 120). De plus, la vente des boissons alcooliques ne serait pas autorisée dans les établissements susvisés, si ces boissons étaient proposées autrement qu'à l'occasion et comme accessoire de la nourriture.

Suppression de débit : Afin d'éviter que, sous prétexte de réouverture d'établissement, un débit nouveau ne puisse s'établir dans un local où autrefois s'effectuait la vente des boissons alcooliques, le législateur a décidé que seraient considérés comme supprimés les débits ne fonctionnant plus *depuis plus d'une année*.

Cette règle ne s'applique cependant pas dans le cas où la longue durée de la fermeture provient de certains faits qu'il n'était pas au pouvoir du débitant d'empêcher : c'est ainsi que, en raison de la lenteur des procédures, le délai légal est prolongé jusqu'à clôture des opérations de faillite ou de liquidation judiciaire.

Il faut en déduire de même que la suppression ne saurait être opposée au débitant qui fait effectuer dans sa boutique des travaux importants, dont l'achèvement s'est trouvé

retardé par la *force majeure* (Cass. 29 octobre 1921, *B. Cr.*, 397).

Enfin, plusieurs lois sont intervenues pour régler la situation des débits détruits pendant la guerre ; en dernier lieu, la loi du 29 juillet 1934, modifiant à nouveau l'article 11 de la loi de 1915, prévoit les conditions de la réouverture et du transfert des débits rentrant dans cette catégorie très particulière.

Translation de débit : La translation d'un débit de boissons alcooliques sur un autre point du territoire de la même commune est autorisée et peut même être répétée plusieurs fois, mais à la condition cependant d'être opérée par le propriétaire du fonds lui-même (ou ses ayants-droit).

De plus, le nouvel emplacement doit satisfaire aux règles habituelles que nous aurons à examiner (1).

L'article 10 de la loi de 1915 exigeait que la réouverture du débit s'effectue en principe dans un rayon de 150 mètres, mais cette obligation a été supprimée par l'article 54 de la loi de Finances du 30 mars 1929.

§ 2. — Conditions relatives à l'emplacement du débit.

L'installation d'un débit de boissons ne peut raisonnablement être tolérée, pour des raisons de convenance et également à cause du tumulte ou du scandale qui peuvent être causés par les buveurs, à proximité immédiate de certains édifices de la commune : aussi l'article 9 de la loi du 17 juillet 1880, modifiée par l'article 46 de la loi du 30 juillet 1913, article non abrogé par la loi de 1915, a-t-il

(1) Le transfert d'un débit dans une agglomération de création nouvelle dépendant d'une autre commune, est réglé par la loi du 30 avril 1924, article 3.

permis à l'autorité administrative, qui est à même de tenir compte des circonstances de fait, de réglementer les distances *minima* dont les débits devront rester éloignés de ces édifices.

Les arrêtés nécessaires sont pris par les *maires*, après avis des conseils municipaux, ou les *préfets*, sur avis conforme du Conseil Général. Le préfet, qui, s'il y a urgence, peut même ordonner l'exécution immédiate de sa décision, jouit à ce sujet *d'un pouvoir propre*, qui s'étend à tout le département, et ses arrêtés sont obligatoires, même si certains maires avaient auparavant édicté des dispositions plus libérales, ainsi que l'a reconnu la Cour de Cassation le 15 février 1922 (B. Cr. 75).

Nous allons voir tout d'abord quels sont les *établissements* auxquels s'appliquent les arrêtés, puis quels sont les *édifices protégés* et enfin comment se calcule la *distance*.

Tous les débits sont tenus de respecter la distance fixée, et non pas seulement les débits de boissons « alcooliques », des scènes de désordre pouvant se produire dans les uns comme dans les autres (Cass. 26 novembre 1921, B. Cr. 442).

Mais le législateur a cependant entendu réserver les *droits acquis* des débitants qui ont effectué leur déclaration d'ouverture avant que n'intervienne l'arrêté relatif aux zones de protection ; cette réserve s'étend également au cessionnaire du débit, mais non à un tiers, fût-ce le propriétaire de l'immeuble, qui reprendrait à son compte l'exploitation du fonds.

Nous avons déjà indiqué par ailleurs que les translations de débits ne pouvaient jamais s'effectuer à l'intérieur d'une zone prohibée.

Tous ces points sont aujourd'hui bien établis en jurisprudence et de nombreux arrêts de la Cour de Cassation

existent sur la question (voir notamment 2 mai 1918, B. Cr. 103 et 16 novembre 1916, B. Cr. 250). Il a été également jugé qu'un arrêté pris dans les quinze jours de l'ouverture d'un nouveau débit ne violait pas les droits acquis par le tenancier (Cass. 30 avril 1881, S. 1881.1.435).

Le législateur a entendu étendre sa protection à un certain nombre d'édifices, qui sont les cimetières, les hospices, les monuments culturels et les écoles primaires, collèges ou autres établissements d'instruction publique ; une zone prohibée peut donc régulièrement être créée autour d'une école maternelle (Arrêt du Conseil d'Etat du 22 mars 1902, D. 1903.3.101), mais le Tribunal de Simple Police de Baccarat, dans un jugement en date du 17 novembre 1905 (D. 1906.5.10), a refusé d'appliquer, comme entaché d'excès de pouvoir, un arrêté relatif à une école privée.

L'énumération légale étant limitative et ses termes non ambigus, cette décision est logique, et nous ne pouvons que regretter la différence de traitement ainsi créée par la loi entre les établissements d'enseignement, car il est bien évident que les raisons de moralité qui valent pour les uns valent également pour les autres.

La distance fixée par les arrêtés des préfets et des maires doit-elle être entendue *de porte à porte* entre le débit de boissons et l'édifice protégé ? Cette solution peut parfaitement être adoptée par l'autorité administrative, ainsi que l'a reconnu le Conseil d'Etat le 28 novembre 1929 (G. P. 1930.1.92) ; cependant, si l'arrêté ne le prévoit pas ainsi, il y a lieu de calculer la distance *entre les deux points les plus rapprochés* : cette manière de faire a été consacrée par des arrêts nombreux de la Cour Suprême (et notamment 4 juin 1932, G. P. 1932.2.176).

Signalons enfin que les infractions en matière de zones

prohibées sont *continues* : la Cour de Cassation a en effet estimé le 7 août 1925 que la prescription ne commençait à courir qu'à partir de la cessation de l'exploitation (B. Cr. 260).

§ 3. — Conditions relatives au débitant lui-même.

Il est indispensable de ne pas permettre que les débits puissent être tenus par des individus à casier judiciaire chargé, et c'est ce qui explique *le minimum de garanties* exigé, par les articles 1^{er} et suivants de la loi de 1915, de tous les tenanciers d'établissements.

En premier lieu, *les étrangers* ont été éliminés en principe, à moins qu'ils ne résident depuis cinq ans au moins en France, dans ses colonies ou protectorats ; il n'y aurait certainement, à notre avis, que des avantages à supprimer cette dernière tolérance.

Bien entendu, il est également interdit aux mineurs non émancipés et aux interdits d'exploiter un débit de boissons.

Antécédents judiciaires : En ce qui concerne les individus *condamnés* antérieurement, le législateur a édicté une incapacité *perpétuelle* à l'égard des condamnés pour crimes de droit commun, ce qui est bien naturel.

Mais il a été d'une indulgence qui nous semble excessive à l'égard des condamnés à une peine correctionnelle : tout d'abord, seules les peines *supérieures à un mois d'emprisonnement* entrent en ligne de compte.

De plus, il faut que ces pénalités aient été infligées comme sanctions de *certaines délits spécifiés*, et qui sont les suivants :

- vol, escroquerie, abus de confiance, filouterie, recel ;
- recel de malfaiteurs ;
- outrage public à la pudeur, excitation de mineurs à la débauche ;
- tenue de maison de jeu ;
- vente de marchandises falsifiées ou nuisibles à la santé ;
- récidive { de coups et blessures ;
 d'ivresse publique.

L'incapacité d'exploiter un débit n'est d'ailleurs pas perpétuelle et n'existe que *pendant les cinq ans* qui suivent l'expiration de la peine, si aucune peine nouvelle d'emprisonnement correctionnel n'est prononcée contre l'intéressé (1).

Débitants condamnés : Lorsqu'un débitant déjà établi se trouve être condamné dans les conditions que nous venons d'envisager par une décision ayant acquis l'autorité de la chose jugée, il ne peut continuer son exploitation, ni tenir aucun débit, pendant la durée d'incapacité légale ; cette interdiction s'applique d'ailleurs de *plein droit*, même en l'absence de tout acte d'exécution (Paris, 12 mai 1917, *Journal des Parquets* 1917.2.113). Le débitant frappé ne pourrait même pas rester à titre d'employé dans son débit, ni dans un débit tenu par son conjoint, ce dernier fût-il séparé (2).

Nous verrons au chapitre des Pénalités que certaines interdictions de tenir un débit sont prononcées lorsqu'il s'agit d'infractions aux lois sur les débits de boissons (1915 et 1917).

(1) La réhabilitation produit son effet sur l'incapacité de tenir un débit.

(2) La Régie est tenue informée par le Parquet des condamnations prononcées contre les débitants.

Pluralité de débits: Lorsqu'il s'agit d'établissements vendant des boissons « alcooliques », une interdiction particulière est édictée par l'article 10 de la loi de 1915 (qui réserve cependant les droits acquis).

Il est en effet impossible de posséder ou d'exploiter plusieurs débits de cette sorte, fût-ce même indirectement ou en société, et cela, même si ces débits sont situées dans des villes différentes.

C'est là une règle toute théorique d'ailleurs, car, le législateur n'ayant prévu aucune peine, il est impossible aux tribunaux de prononcer une condamnation (Cass. 20 juin 1924, B. Cr. 261).

§ 4. — Déclarations à effectuer et obligations diverses.

Lorsque les conditions exigées, tant du tenancier que du fonds de commerce se trouvent réunies, un certain nombre de formalités sont encore imposées par la loi, soit préalablement à l'ouverture du débit, soit au cours de son exploitation.

C'est ainsi que l'article 1^{er} de la loi de 1915 prévoit une déclaration de commerce, et que l'article 16 de la loi du 1^{er} octobre 1917 prescrit l'affichage du texte même de la loi sur la répression de l'ivresse.

Les autres obligations des débitants, que nous nous contenterons de signaler brièvement, résultent aujourd'hui du Code des Contributions indirectes.

Déclaration d'ouverture: L'ouverture d'un débit de boissons, qu'il s'agisse ou non de boissons alcooliques, doit obligatoirement faire l'objet d'une *déclaration* écrite sur papier libre, qui sera remise contre récépissé, quinze jours

avant le début de l'exploitation, à la mairie de la commune ou, s'il s'agit de Paris, à la Préfecture de Police (1).

Cette formalité ayant pour but de permettre à l'autorité administrative de connaître à tout moment les débits existants et leurs titulaires, une déclaration semblable doit également intervenir dans les quinze jours qui suivent un changement de propriétaire, de même que dans les huit jours qui précèdent la translation d'un débit (2).

Nous aurons à considérer *quelle personne* doit souscrire la déclaration, quel doit être *le contenu* de celle-ci, et enfin *la communication* qui doit en être faite à l'autorité judiciaire.

Le principe posé par la jurisprudence est qu'il appartient à *l'exploitant lui-même*, c'est-à-dire au chef d'établissement, d'effectuer la déclaration, qu'il soit ou non propriétaire du débit (voir notamment Cass. 9 février 1924, B. Cr. 71).

La Cour de Paris, dans un arrêt du 12 mai 1917 (*Journal des Parquets* 1917.2.113) a, fort justement, déduit de ce principe que le débitant qui a cédé son fonds, mais en prend ensuite la gérance, doit effectuer lui-même une déclaration nouvelle.

Il y a lieu, d'autre part, d'observer que la déclaration incombe à l'exploitant *réel* et ne peut être effectuée par un simple prête-nom, car, si la solution inverse était adoptée, les incapacités d'exploitation que nous avons signalées précédemment seraient dépourvues de tout effet pratique. La déclaration doit contenir en premier lieu *des renseignements*

(1) La déclaration s'impose pour tous les débits, et la Cour de Cassation a même considéré une maison de tolérance comme pouvant constituer un débit ouvert sans déclaration (15 janvier 1932 S. 1934.1.76).

(2) Les débits *temporaires* ne nécessitent pas de déclaration, mais seulement une autorisation de l'autorité municipale; ils ne sont d'ailleurs pas dispensés de la déclaration à la Régie, dont nous parlerons ensuite.

ments sur le déclarant lui-même : nom, prénoms, profession, domicile, et lieu de naissance indispensable pour établir la nationalité.

En ce qui concerne *le fonctionnement* du débit, il convient tout d'abord de préciser *sa situation*, puis d'indiquer si l'exploitation en sera faite par le propriétaire lui-même ou un gérant ; dans ce dernier cas, les nom, prénoms, profession et domicile du propriétaire du débit devront être mentionnés.

Enfin, s'il s'agit d'un débit de boissons *hygiéniques*, la déclaration doit en outre contenir un engagement de ne pas se livrer au commerce des spiritueux.

Une copie de la déclaration d'ouverture est adressée par l'autorité administrative *au Parquet*, dans les trois jours de la réception, pour y être classée à part.

Il appartient alors au Procureur de la République de vérifier la régularité de la déclaration, de la faire compléter au besoin et de diriger toutes poursuites contre le débitant, si elle n'est pas intervenue dans le délai réglementaire.

En particulier, le Parquet s'assure de l'exactitude de la date de naissance qui a été mentionnée par le déclarant, de l'absence de condamnations à son casier judiciaire et de la légalité de l'existence du débit lui-même, alertant, s'il y a lieu, le service des Contributions indirectes par l'intermédiaire du Préfet.

Affichage de la loi de 1917 : La loi du 1^{er} octobre 1917 « sur la répression de l'ivresse publique et sur la police des débits de boissons » doit être mise à la disposition de tous ceux qui fréquentent les débits de boissons : il importe, en effet, qu'ils puissent savoir à quelles peines ils s'exposeraient en se laissant aller à boire immodérément, et, d'au-

tre part, il convient que le débitant puisse se retrancher derrière les obligations qui lui sont imposées, pour évincer facilement certaines catégories de clients.

C'est pour ces raisons que l'affichage du texte de cette loi a été rendu obligatoire dans la salle principale de tous les débits de boissons et également à la porte des mairies.

A cet effet, l'article 18 de la loi de Finances du 29 mars 1918 a prescrit la délivrance d'exemplaires officiels et *seuls utilisables* de la loi, mis à la disposition des intéressés par les receveurs buralistes au prix de 25 centimes pièce.

Obligations fiscales : Les débitants de boissons (1) sont astreints, en plus de la déclaration précédemment étudiée, à effectuer une déclaration spéciale *au Bureau de la Régie*, déclaration qui doit notamment préciser les quantités et espèces de boissons en possession du débitant et soumises aux droits, que ces boissons soient destinées à la vente ou même à sa consommation personnelle.

Le débitant de boissons dites alcooliques, seul, est tenu de se munir d'une *licence* spéciale, dont le taux est calculé d'après le chiffre de la population de la localité (2).

Enfin, l'existence d'un débit doit être signalée au public par la présence d'une enseigne ou d'un bouchon. Cette enseigne doit être retirée lorsque le débitant cesse son commerce et une déclaration doit également être faite à ce moment.

(1) Nous rappelons que la loi fiscale considère comme débitant de boissons, en l'opposant au marchand en gros, celui qui vend des vins, cidres, poirés et hydromels dans la limite de 60 litres par destinataire, des vins de liqueurs et spiritueux dans la limite de 4 litres en volume. Quant aux personnes qui fabriquent des boissons alcooliques en vue de la vente, elles sont soumises, suivant le cas, aux obligations des marchands en gros ou à celles des débitants.

(2) Signalons que toute détention de spiritueux par un débitant de boissons « hygiéniques » est punissable.

SECTION II. — Le fonctionnement du débit.

§ 1. — Généralités.

Le fonctionnement des débits de boissons est soumis à une *double surveillance*, car il fait l'objet, d'une part, de mesures de contrôle de l'Administration des Contributions indirectes, et, d'autre part, de mesures de police résultant, soit des textes légaux, soit des arrêtés pris par l'autorité administrative.

Le contrôle de la Régie sur les débitants s'explique tout naturellement du fait que ceux-ci font le commerce des boissons alcooliques. Nous mentionnerons seulement la possibilité d'effectuer des *visites* et des *vérifications* dans les débits de boissons, lorsqu'il n'existe pas dans la commune de surveillance effective et permanente aux entrées.

Ces visites peuvent s'effectuer même le dimanche et pendant toute la durée d'ouverture de l'établissement ; le débitant ne saurait s'y opposer et est même obligé d'assister aux opérations des agents de la Régie, qui ont le droit de pénétrer dans les caves, ainsi que dans tous les magasins et locaux affectés au commerce.

Les visites de la Régie peuvent encore s'effectuer pendant les trois mois qui suivent la déclaration de cessation de commerce, toute vente étant dès ce moment interdite au débitant.

Il y a lieu de noter que commet une infraction toute personne qui reçoit chez elle en dépôt des boissons alcooliques, sachant fort bien qu'elles sont la possession d'un débitant de boissons, d'un marchand en gros ou d'un distillateur.

Les récoltants eux-mêmes, qui ont la possibilité de fabriquer librement des vins, cidres ou poirés, sont tenus, lorsqu'ils veulent mettre ces boissons en vente, d'effectuer une

déclaration, d'acquitter les droits et de se soumettre à l'exercice.

Mesures de police : Les mesures d'ordre et de police à observer dans les débits de boissons sont, en principe, réglementées *par le maire de la commune*, qui tient ces pouvoirs de l'article 97 de la loi sur l'organisation municipale du 5 avril 1884 : il lui appartient, en effet, de réprimer toutes atteintes à la tranquillité publique et d'assurer le maintien du bon ordre dans tous endroits « où il se fait de grands rassemblements d'individus », tels que cafés et autres lieux publics.

Mais *le préfet* peut également, en vertu de l'article 99 de la même loi, prescrire dans son département toutes mesures semblables. Il pourrait même se faire que le maire d'une commune fasse preuve sur ce point de négligence ou même d'entêtement, par exemple si c'est un cabaretier ; dans cette hypothèse, le préfet va pouvoir réglementer les débits de boissons de cette commune, aux lieux et place du maire défaillant, mais il devra préalablement lui avoir adressé une *mise en demeure* d'avoir à le faire lui-même (Conseil d'Etat, 8 décembre 1893, D. 1894.3.88).

Les principales obligations qui peuvent être ainsi imposées aux débitants par l'autorité administrative se rapportent à la *durée d'ouverture* de l'établissement, mais un certain nombre d'autres mesures d'ordre peuvent être également ordonnées.

C'est ainsi que *l'éclairage* de l'entrée du débit, qui n'est pas normalement obligatoire, le devient lorsqu'un arrêté en a décidé ainsi : le défaut d'éclairage constitue, dans ces conditions, une contravention (Cass. 17 novembre 1883, B. Cr. 261).

De même, certains arrêts ont déclaré qu'il pouvait être interdit aux débitants d'organiser des bals, des concerts ou des représentations théâtrales. La Cour de Cassation, le 12 août 1882 (B. Cr. 205) a même été jusqu'à admettre que tous les chants non autorisés par le maire pouvaient être proscrits dans les cafés de la commune ; il est vrai cependant que le 27 novembre 1875 (B. Cr. 334), elle avait estimé que la prohibition de chants ne s'appliquait pas à quelques buveurs qui chantaient seulement entre eux.

§ 2. — Règles relatives à la durée d'ouverture du débit.

Les arrêtés pris par les maires et les préfets au sujet de la durée quotidienne d'ouverture des débits de boissons ont principalement pour but d'éviter le « vacarme » causé par les buveurs, tant à l'intérieur du débit qu'au moment de leur sortie, et qui serait susceptible de troubler le repos nocturne des habitants de la localité.

Aussi imposent-ils le plus souvent aux débitants la *fermeture* de leurs établissements à partir d'une certaine heure, mais il convient d'observer que la réglementation de l'heure *d'ouverture* des débits serait tout aussi possible, ainsi que l'a reconnu un arrêt de la Cour de Cassation du 10 avril 1823 (B. Cr. 52) (1).

Nous allons examiner successivement à *quels établissements* peut s'appliquer l'obligation de fermeture, *l'heure* à laquelle celle-ci doit être effectuée, enfin *dans quelles conditions* le débit devra être considéré comme étant resté ouvert après l'heure fixée et, par conséquent, en contravention avec le règlement.

(1) La jurisprudence de cette époque peut encore être invoquée, car les arrêtés intervenus avant la loi de 1884 sont toujours en vigueur, cette loi ayant confirmé la législation antérieure.

Etablissements visés : Les arrêtés relatifs à la durée de fonctionnement des débits s'appliquent *en tous lieux* où sont débitées des boissons, soit pour emporter, soit pour consommer sur place.

En vertu de ce principe, l'heure légale devra être observée même par les débits non permanents, les auberges, les cafés-restaurants ou annexés à un hôtel, et également par les pâtisseries où on consomme des boissons, ainsi qu'il ressort de nombreux arrêts de Cassation intervenus en la matière (notamment 4 mars 1853, B. Cr. 79 et 22 mars 1895, B. Cr. 92).

Cependant la longueur du spectacle offert dans les théâtres a amené la jurisprudence à faire une exception en faveur de ces établissements (Cass. 14 février 1903, B. Cr. 76).

La fermeture doit, bien entendu (car sans cela il serait trop facile de tourner le règlement), s'étendre à la fois au café *et à toutes ses dépendances*, à moins que celles-ci ne soient régulièrement données à bail à une société qui s'y réunit.

Heure de fermeture : L'heure de la fermeture sera ordinairement indiquée de façon précise dans l'arrêté du maire, mais il serait cependant licite de s'en rapporter à certains signes bien connus des habitants de la localité, par exemple au coucher du soleil ou à l'heure de la retraite.

De toutes façons, il convient de considérer comme *impérative* l'heure qui a été fixée dans l'arrêté, et l'erreur du débitant sur ce point ne saurait être prise en considération : c'est ainsi qu'il ne pourrait invoquer une longue tolérance, pas plus qu'une permission spéciale qu'il aurait reçue du maire lui-même, par exemple à l'occasion de la fête patronale.

Cependant, s'il s'agit d'un arrêté municipal, le maire a la faculté de se réserver le pouvoir d'accorder des *autorisations* dans certaines circonstances et moyennant des formalités spéciales, qui sont alors *obligatoires* (Cass., 2 mars 1893, B. Cr. 58).

La fermeture doit avoir lieu *très exactement* à l'heure légale, le débitant ne pouvant même pas exciper de la marche irrégulière de l'horloge pour se disculper, aux termes d'un arrêt de la Cour de Cassation du 21 décembre 1860 (B. Cr. 296).

Débit ouvert après l'heure fixée : L'ouverture du débit après l'heure réglementaire *suffit à caractériser* l'infraction, et il n'est pas nécessaire pour la jurisprudence qu'il ait été trouvé des consommateurs dans l'établissement (en ce sens Cass. 26 mars 1886, B. Cr. 132).

Nous devons en déduire à *fortiori* que la contravention existe, quelles que soient *les personnes* qui y sont rencontrées, exception faite, bien entendu des membres de la famille du débitant et de ses employés. Peu important d'autre part *les motifs* de leur présence en ce lieu, visite amicale ou réunion de gens fêtant un événement plus ou moins exceptionnel, les décisions de justice étant très nombreuses et visant une foule de cas d'espèce que nous ne pouvons examiner ici.

Il a cependant été admis par la Cour de Cassation, le 13 avril 1833 (B. Cr. 136) que l'arrêté pris par l'autorité administrative pouvait parfaitement établir une distinction et ne pas être applicable aux personnes étrangères à la localité.

Le débitant, même de bonne foi, ne pourrait pas échapper à la responsabilité qu'il encourt en établissant que ses

clients ont bien été invités par lui à se retirer à l'heure légale, mais s'y sont refusés. Toutefois, la jurisprudence, ici comme en bien d'autres matières, admet une excuse fondée sur la *force majeure*, à condition que les circonstances de fait se trouvent rapportées dans le jugement de relaxe : c'est ainsi que si la fermeture du débit a été empêchée de vive force par les consommateurs, le débitant ne saurait être poursuivi, et il en serait de même si des personnes qui se trouvaient dans la salle y étaient entrées pour secourir le cafetier attaqué (Cass. 27 janvier 1877 B. Cr. 35).

§ 3. — Règles relatives aux conditions de la vente.

Ainsi que nous l'avons déjà indiqué dans le Chapitre relatif au régime des boissons alcooliques, nous ne parlerons pas des règles imposées par le législateur en vue de prévenir les fraudes et falsifications diverses (obligation d'indiquer la dénomination de la boisson, le titre alcoolique, etc...), ces règles n'ayant pour but que de renseigner le public sur la qualité des liquides mis en vente.

En ce qui concerne les conditions de la vente de boissons par les débitants, nous n'aurons à signaler que l'article 8 de la loi du 1^{er} octobre 1917, lequel, dans un but très louable de restriction de la consommation dans les milieux populaires, a interdit la *vente à crédit*.

Cette prohibition ne s'applique d'ailleurs qu'aux spiritueux et liqueurs alcooliques, mais elle est valable, que ceux-ci soient ou non livrés dans des bouteilles.

Peu importe également que ces boissons soient *consommées* dans le débit ou *emportées* par le client, le paiement doit, dans tous les cas, être effectué au comptant, même lors-

que la vente en est faite par un épicier ou toute autre personne vendant de l'alcool.

Il y a lieu de remarquer que la règle ci-dessus ne comporte aucune sanction pénale, le contrat de vente étant simplement frappé d'une nullité *d'ordre public* : il s'ensuit que cette nullité ne peut être couverte par accord des parties en cause, que l'action en paiement du vendeur n'est pas recevable et doit être écartée *d'office* par le tribunal, ainsi qu'en a décidé le Juge de Paix de Renwez dans un jugement du 17 juillet 1924 (G. P. 1924.2.358).

§ 4. — Règles spéciales à certaines catégories de personnes.

Le législateur a entendu imposer des conditions toutes spéciales à l'admission dans les débits de trois catégories de personnes : les *ivrognes*, les *femmes de mauvaise vie* et les *mineurs* de moins de dix-huit ans, les premiers parce qu'ils ne se rendent plus suffisamment compte de leurs actes, qu'il peut être dangereux d'aggraver encore leur état et qu'ils risquent de se livrer dans le débit à des excès regrettables ou même à des actes anti-sociaux, les secondes pour éviter que ne se déroulent des scènes de débauche dans les salles de cabaret, et enfin les mineurs, qui ont besoin d'être protégés contre l'entraînement à l'alcoolisme et au vice.

Ivrognes : La loi de 1917 (article 4) interdit aux débitants de boissons de recevoir dans leur débit des gens « manifestement ivres », ce fait étant érigé en contravention de simple police ; en considération du but visé par la loi, il convient de décider que le débitant qui offre *gracieusement* une consommation à un de ces individus (fût-ce par exem-

ple pour le déloger du premier étage dont il refuserait de descendre), est par cela même punissable, sans qu'il puisse prétendre que la boisson a été apportée par un de ses garçons, ou que l'état dans lequel se trouvait son client était passé inaperçu.

La contravention peut d'ailleurs parfaitement se fonder sur la simple présence d'un ivrogne à l'intérieur du débit, ce principe ayant été consacré par la Cour de Cassation (13 décembre 1891 B. Cr. 63), mais encore faut-il que soit établi l'état d'ivresse du client au moment où il est entré dans l'établissement.

On a pu se demander s'il était interdit de servir à un ivrogne *n'importe quelle boisson* et, en particulier, du vin.

La Cour Suprême a admis qu'il pouvait être vendu, dans ces conditions, du vin à *emporter* (17 octobre 1908 B. Cr. 393), et le Juge de Paix de Saint-Amand-Montrond (23 mars 1932 — Bull. Décis. J. Paix 1932 p. 430) a même été beaucoup plus loin, en considérant comme légal le fait de servir du vin à un ivrogne, sous le prétexte que le vin est une boisson « hygiénique », non visée expressément par la loi de 1917.

Nous estimons que de telles décisions, et tout spécialement la seconde, sont tout à fait regrettables et ne tiennent aucun compte de l'esprit des textes et du but poursuivi par le législateur.

Femmes de débauche : Un minimum de tenue et de décence étant indispensable dans un débit de boissons, qui est un lieu ouvert au public par hypothèse, le législateur a dû interdire l'emploi par les débitants de femmes de débauche, à peine de poursuites correctionnelles.

Le délit peut également consister dans la simple *récep-*

tion de ces femmes dans l'établissement, mais à condition qu'il s'agisse là d'une réception *habituelle*.

Il convient par ailleurs d'observer que les prescriptions légales, qui ne sauraient être étendues par les arrêtés municipaux, ne concernent que les femmes se livrant, dans le débit lui-même ou des locaux annexes du débit, à la prostitution (1).

La Cour de Cassation a précisé, dans un arrêt du 25 juillet 1919 (B. Cr. 192), que restaient en dehors de la réglementation édictée par l'article 10 de la loi de 1917, les établissements ouvertement consacrés à la prostitution et contrôlés officiellement par la police des mœurs.

Mineurs de moins de dix-huit ans : Les mineurs de moins de dix-huit ans bénéficient, dans les débits de boissons, de plusieurs mesures spéciales de protection établies par la loi de 1917.

C'est ainsi que nous aurons à considérer, dans le chapitre suivant, le fait, pour une personne quelconque, d'enivrer un de ces mineurs.

En ce qui concerne les règles qui s'imposent plus particulièrement aux débitants, nous mentionnerons tout d'abord *l'interdiction de vendre des boissons alcooliques* à un mineur de dix-huit ans (article 8). Il y a lieu d'observer que cette prohibition, sanctionnée par des peines de simple police, est *absolue* et s'applique même aux boissons à emporter, en dehors de toute vente à crédit, et aussi quelle que soit la profession du vendeur.

C'est ainsi que la Cour de Cassation, par arrêt en date du 2 juin 1934 (S. 1935.1.399 — D. H. 1934.365) a fait application de l'article 8 à la gérante d'une maison d'alimentation, qui

(1) La loi de 1917 s'étend également aux individus de mœurs spéciales.

avait délivré un cinquième de litre de rhum à un petit garçon de neuf ans, envoyé en commission par ses parents.

De plus, un débitant ne peut, sans commettre une contravention punie par l'article 4 de la loi de 1917, *servir* ou faire servir par ses employés aucune boisson alcoolique aux mineurs âgés de moins de 18 ans, ceux-ci fussent-ils accompagnés de leurs parents (Cass. 7 novembre 1873. S. 1874.1.135) (1). Il est d'ailleurs loisible à l'autorité administrative de prescrire des mesures plus rigoureuses que celles prévues par la loi, et la Cour de Cassation a admis que des interdictions semblables pouvaient être appliquées par un arrêté aux mineurs de moins de vingt-et-un ans (Cass. 8 février 1877 S. 1877.1.284).

La responsabilité du débitant se trouve d'ailleurs dégagée s'il peut établir qu'il a été trompé sur l'âge de son jeune client.

Nous signalerons que, contrairement à l'opinion exprimée dans le jugement de paix cité plus haut, et ce, malgré les termes « *spiritueux et liqueurs alcooliques* », qui figurent dans le texte même de la loi, la Cour de Cassation a décidé, notamment dans un arrêt du 24 février 1876 (D. 1876.1.189) que devaient être considérés comme tels le vin, la bière et le cidre servis trop copieusement, ces boissons, consommées sans discernement et sans prudence, pouvant produire l'ivresse. Cette solution nous paraît beaucoup plus conforme à l'esprit qui a guidé le législateur de 1917.

Enfin, une dernière mesure de protection a été édictée par l'article 9, en faveur des *femmes de moins de dix-huit ans*, qui pourraient constituer des recrues faciles tant pour l'alcoolisme que pour la débauche : il est interdit aux débiteurs,

(1) La loi sur l'ivresse assimile à ces mineurs les malades des asiles d'aliénés et des colonies familiales.

sous des peines de simple police, sans que d'ailleurs cette prohibition puisse être aggravée par les maires (Cass. 6 novembre 1925 G. P. 1926.1.233), d'utiliser à leur service dans le débit des femmes âgées de moins de dix-huit ans, autres que celles appartenant à leur famille.

CHAPITRE IV

INFRACTIONS SE RAPPORTANT A LA CONSOMMATION

Nous avons uniquement considéré jusqu'ici les infractions qui peuvent être commises à l'occasion des diverses opérations industrielles ou commerciales relatives aux boissons alcooliques et aux stupéfiants.

Il nous reste à examiner maintenant celles qui peuvent être imputées *aux consommateurs*, du fait même de l'usage qu'ils font de ces produits, ou même à *des tiers*, dans quelques cas où la loi incrimine de leur part certains actes en relation avec la consommation des alcools ou des drogues.

Nous aurons, dans ces conditions, à étudier en premier lieu l'ivresse punissable, le fait d'enivrer un mineur et la destruction d'affiches légales, puis, en second lieu, l'usage des stupéfiants et le fait de faciliter à autrui cet usage.

§ 1. — Consommation des boissons alcooliques.

L'ivresse punissable : Le scandale causé par un homme ivre a, de tout temps, frappé l'esprit des dirigeants des sociétés humaines : aussi peut-on trouver jusque chez certains législateurs de l'Antiquité des mesures répressives relatives à l'ivresse. Nous rappellerons simplement, à ce sujet, Minos, Lycurgue, et Romulus qui autorisait le mari à tuer sa femme lorsque celle-ci avait bu du vin.

En France, Charlemagne, Saint-Louis et Philippe Le Bel

légiférèrent sur l'ivrognerie, mais les pénalités qu'ils édictèrent finirent par tomber en désuétude, et le premier texte important sur la question fut un édit de 1536 du roi François I^{er}, dont nous reparlerons dans la quatrième partie, car il instituait un système de répression assez original. Ensuite, on ne se préoccupa plus guère de sanctionner l'ivresse ; tout au plus, peut-on signaler quelques mesures sur la police des cabarets prises par les rois Henri III, Louis XIII et Louis XIV. Il nous faut arriver jusqu'à la loi du 23 janvier 1873, qui ne sera abrogée que par celle du 1^{er} octobre 1917, pour enregistrer sur ce point un réveil du législateur français, ému par les progrès de l'alcoolisme.

Et cependant, selon le mot de DESJARDIN, le rapporteur de la loi, « *la société n'est pas tenue de protéger l'individu contre lui-même, mais il faut qu'elle se défende quand elle se sent menacée* ».

La répression de l'ivresse devait constituer, pensait-on à ce moment, un blâme social et un avertissement, mais aussi un *moyen préventif* contre l'alcoolisme ; nous verrons que, sur ce dernier point, les mesures prises n'ont pas répondu à l'attente.

Quoi qu'il en soit, l'ivresse n'est, à l'heure actuelle, punissable que lorsqu'elle s'extériorise nettement, et deux éléments doivent se trouver réunis pour que soit constituée l'infraction, cette dernière étant, ainsi que nous le verrons plus loin, tantôt une contravention, tantôt un délit, dans le cas où il y a récidive.

En premier lieu, il faut que l'ivresse présente un caractère *manifeste*, c'est-à-dire qu'elle cause un scandale par sa seule vue ; de ce côté, il n'y aura pas de difficultés, car les attestations des témoins ou les énonciations du procès-verbal suffiront à établir ce caractère.

Mais un second élément est également exigé pour que la loi pénale puisse intervenir, car il est indispensable que l'ivrogne soit « *trouvé dans les rues, chemins, places, cafés, cabarets ou autres lieux publics* » (article 1^{er} de la loi de 1917) (1).

La question peut alors se poser de savoir à quels locaux ou établissements il peut être possible d'étendre la qualification de « *lieu public* ».

Il convient de considérer, en principe, comme un lieu public tout local où n'importe qui a le droit de pénétrer, même si l'entrée en est subordonnée au paiement d'une certaine somme d'argent, par exemple les églises, les bals, les concerts, les théâtres, les gares ou les administrations.

Mais il faut, d'autre part, borner l'extension de la notion de publicité aux lieux où le public *a normalement et habituellement* le droit de pénétrer, ce qui n'est pas le cas d'un champ, ni du cabinet d'un juge d'instruction (Cass. 14 novembre 1874 S. 1875.1.47), ni même de la cour de l'immeuble dont l'ivrogne est un des locataires, cas qui a été tranché en ce sens par la Cour de Cassation le 22 mars 1929 (B. Cr. 105).

On a pu se demander si une maison de tolérance devait être considérée comme un lieu public, et, à ce sujet, un arrêt de la Cour Suprême rendu le 16 novembre 1923 (B. Cr. 399) a décidé d'exclure de cette qualification l'établissement dans lequel aucun débit de boissons ne fonctionnait ; nous estimons cependant que, même dans cette hypothèse, il y avait lieu de décider que l'on était en présence d'un lieu public, cette maison étant, en effet, accueillante et d'un accès particulièrement facile.

(1) L'article 15 dispose que l'ivrogne rencontré dans ces conditions sera conduit au poste de police, où il sera maintenu jusqu'à ce qu'il ait recouvré la raison.

En ce qui concerne l'ivresse punissable, il nous reste encore à signaler la situation assez particulière de l'individu qui s'est enivré dans un lieu privé et se trouve être expulsé sur la voie publique. Le Tribunal de Simple Police de Compiègne (Rev. Just. paix 1898 p. 189) a considéré le 20 août 1897 qu'il y avait bien contravention d'ivresse, mais cette opinion ne nous semble pas devoir être partagée, la condition formulée par l'article 1^{er} d'un ivrogne « trouvé » sur la voie publique ne pouvant être considérée comme remplie.

Le fait d'enivrer un mineur : Le législateur, dont nous avons déjà envisagé les mesures de protection à l'égard des mineurs de dix-huit ans, a voulu compléter ces mesures en rendant responsables, non seulement les débitants, mais aussi toutes autres personnes, de l'état d'ébriété auquel ces mineurs peuvent être conduits par la sottise et les plaisanteries des gens qui les entourent.

Aussi l'article 7 de la loi de 1917 a-t-il érigé en délit le fait *d'inciter à boire jusqu'à l'ivresse* un mineur de dix-huit ans, et la Cour de Cassation a estimé qu'il suffisait, pour que l'infraction soit constituée, de lui avoir procuré les moyens de se livrer ainsi à la boisson (18 avril 1918 B. Cr. 91).

Nous verrons plus tard que les pénalités prononcées ont, lorsqu'il s'agit de débitants, certaines conséquences d'une particulière gravité.

La destruction du texte de la loi : Nous avons indiqué plus haut l'utilité pour les buveurs, et pour le débitant lui-même, de l'affichage obligatoire du texte de la loi de 1917.

Cet affichage deviendrait inutile si des consommateurs ou toutes autres personnes pouvaient impunément déchirer

l'affiche ainsi apposée : c'est ce qui explique que le fait de détruire ou lacérer le texte légal constitue une contravention (article 16).

§ 2. — Consommation des stupéfiants.

Usage de stupéfiants: Nous venons de voir que l'ivresse n'était punie par la loi pénale que dans le cas bien déterminé où elle était à la fois manifeste et publique. De même, l'usage de stupéfiants n'est pas puni en lui-même, et il n'y a de délit que s'il s'agit d'un *usage en société* d'une drogue réglementée (article 2 de la loi de 1845 modifiée en 1916).

Le législateur a entendu réprimer ainsi le prosélytisme qui sévit chez les toxicomanes, et la contagion de l'exemple, étant acquis, par ailleurs, qu'il serait à peu près impossible de constater l'usage fait des stupéfiants par un individu isolé, qui opère le plus souvent à son domicile.

L'usage de drogues du tableau B en société est répréhensible, *en quelque lieu* qu'il soit constaté, lieu public ou fumerie, même si l'entrée en ce local est subordonnée au paiement d'une certaine somme.

Cependant, il semble que deux personnes peuvent utiliser des stupéfiants dans un lieu privé, du moment que des tiers n'y ont pas accès, sauf, bien entendu, si un autre délit peut être relevé à leur encontre.

Facilités données en vue de l'usage: L'article 2 de la loi de 1916 punit par ailleurs toutes personnes qui auront *facilité à autrui* l'usage de drogues du tableau B, en dehors des vendeurs de stupéfiants, dont nous avons déjà étudié les obligations.

Peu importe que les actes incriminés aient été accomplis contre rétribution ou gratuitement, mais ils doivent être nettement précisés dans le jugement de condamnation, ce qui a été exigé par un arrêt de la Cour de Cassation du 10 décembre 1926 (B. Cr. 304).

Malgré les arguments tirés des travaux parlementaires (notamment le rapport de M. CATALOGNE au Sénat), la jurisprudence a considéré que le délit existait, même si l'usage auquel les stupéfiants étaient destinés était un usage *solitaire*, car il s'agit là d'un délit distinct du précédent, ce qui permet, comme nous allons le voir, d'incriminer les agissements de certains médecins.

Le législateur n'a pas donné d'énumération des actes qui peuvent être reprochés aux délinquants ; il s'est contenté, à titre d'indication, de mentionner la fourniture d'un local, visant au surplus « *tous autres moyens* » utilisés pour faciliter l'usage, expression qui permet d'atteindre notamment celui qui fait une injection à un morphinomane ou celui qui aide des fumeurs d'opium dans leurs opérations.

Il y a lieu d'observer que, s'il s'agit d'un local procuré, celui-ci peut être tout à fait privé (une chambre par exemple) et comporter ou non le paiement d'une redevance.

De toute façon, et quel que soit le moyen utilisé, il est indispensable qu'il ait été employé dans *le but* de favoriser l'usage des drogues. Il faut en déduire que ne saurait être inquiété celui qui cède comme objet de vitrine une pipe chinoise artistique, que son acquéreur utilisera plus tard pour fumer de l'opium. Cette interprétation a été adoptée par la Cour d'Aix, dans un arrêt du 15 février 1929 (G. P. 1929.1.612), concernant un officier de marine qui avait logé à ses frais une maîtresse toxicomane.

Une des applications les plus intéressantes du texte que

nous venons d'étudier est relative aux *ordonnances de complaisance* délivrées par des médecins, dans le but d'aider les amateurs de drogue à se procurer celle-ci chez un pharmacien : la Cour de Paris a décidé que le praticien coupable tombait bien sous le coup de l'article 2, dans un arrêt du 14 décembre 1920 (D. 1921.2.93) (1).

Il résulte de cette jurisprudence que seules les raisons d'ordre *strictement médical* doivent amener les médecins honnêtes à prescrire des stupéfiants : M. le Professeur BALTHAZARD (2) conseille à ceux qui reçoivent la visite d'un morphinomane de lui faire eux-mêmes une injection, si elle est rendue indispensable par les troubles résultant de l'état de besoin, mais de ne lui remettre une ordonnance qu'en vue d'une cure de désintoxication *surveillée* (si possible dans une maison de santé), en diminuant les doses successives, afin d'achever cette cure en un mois environ. Dans le cas où la privation de morphine ne pourrait être supportée par le toxicomane, le médecin agira sagement en se faisant couvrir par la consultation d'un confrère autorisé.

(1) Dans cette espèce, les ordonnances avaient été remises au pharmacien par le médecin pour lui permettre de justifier de ses manquants en stupéfiants.

(2) *Op. cit.* p. 34.

APPENDICE

Administration dans un but criminel.

Il ne faudrait pas s'imaginer que l'hypothèse d'administration d'alcool ou de stupéfiants dans un but criminel soit purement théorique.

Certes, un tel emploi de ces substances est plutôt rare, mais il est loin d'être impossible, et BENOIT (1) a rencontré 22 fois l'intoxication par l'opium sur 1.759 observations d'empoisonnement.

Une statistique officielle a établi en Angleterre, pendant les années 1837 et 1838, un nombre de 197 empoisonnements par l'opium sur un total de 541. Ce toxique était alors plus souvent utilisé que l'arsenic.

De même en 1840, 75 intoxications criminelles sur 349 ont été occasionnées par cette drogue ; il est à remarquer que dans 42 cas, les victimes étaient des enfants de moins de cinq ans.

Il est exact que, dans la pratique judiciaire française, on n'ait pour ainsi dire *jamais* à s'occuper d'empoisonnements criminels par les alcaloïdes ; nous n'avons découvert par ailleurs qu'une seule espèce où il était fait mention de l'eau-de-vie. Mais cela ne signifie pas que de tels forfaits ne soient pas commis *plus souvent qu'on ne le pense*, car, dans l'immense majorité des cas, il est impossible de rap-

(1) Cité par Balthazard *op cit.*

porter d'une façon précise à un crime les décès causés par une absorption massive d'alcool ou de stupéfiants (voir notre statistique de la première partie) ; ces décès sont alors qualifiés d'accidents (1), voire de suicides, lorsqu'une mise en scène appropriée se trouve réalisée.

Dans le cas exceptionnel où la nature criminelle de l'intoxication aura pu être établie, nous allons examiner brièvement si le crime d'empoisonnement peut effectivement être retenu.

Nous rappelons que l'empoisonnement, *quelles qu'en aient été les suites*, est puni par l'article 301 du Code Pénal de la peine de mort, en dehors de toute circonstance aggravante, et c'est là ce qui le distingue du meurtre (2).

Nous sommes bien ici en présence d'un *attentat à la vie* d'une personne, et notre hypothèse admet également *l'intention de donner la mort* (si cette intention n'existait pas, on serait en présence d'un homicide par imprudence).

La seule question qui se pose est donc de savoir s'il y a eu emploi de substances pouvant « *donner la mort plus ou moins promptement* », car, en effet, si la substance est inoffensive, il n'y a pas empoisonnement, et, d'autre part, si elle ne peut qu'altérer la santé, c'est l'article 317 du Code Pénal qui devient applicable.

Lorsqu'il s'agit de stupéfiants, l'empoisonnement peut certainement se trouver constitué, car il s'agit là de substances *vénéneuses* (3).

Mais si, au contraire, il s'agit d'une substance qui n'est

(1) Notons aussi la possibilité d'accidents *thérapeutiques* susceptibles d'engager, s'il y a *faute lourde* et relation de cause à effet entre cette faute et le décès (ou les lésions) la responsabilité civile et même pénale des médecins, pour homicide ou blessures involontaires.

(2) La tentative est punissable dans les conditions ordinaires.

(3) Nous rappelons que le crime existe, même si les quantités administrées l'ont été *à trop faible dose* pour entraîner la mort, ou même à petites doses administrées pendant une longue période.

pas un poison, et c'est le cas pour l'alcool, mais qui a cependant pu amener la mort, par exemple par l'usage excessif qui en a été fait, la question est plus délicate.

La Cour de Poitiers, dans une affaire où une femme avait fait boire à quelqu'un *une dose mortelle d'eau-de-vie* dans un but criminel, a estimé qu'il y avait là, en réalité, un meurtre, et non un empoisonnement (Poitiers 14 janvier 1850 D. 1853.2.192).

Cette décision ne nous semble pas avoir interprété de façon exacte la définition légale de l'empoisonnement, et nous signalons que la Cour de Cassation elle-même a pris soin de préciser cette définition dans un arrêt du 18 juin 1835 (D. P. 1836.1.227) qualifiant empoisonnement « *tout attentat à la vie d'une personne, non pas seulement par l'effet de substances vénéneuses proprement dites, mais par l'effet de substances qui peuvent donner la mort* ».

Et l'arrêt attaqué ayant constaté en fait que la substance avait donné la mort, la Cour suprême en a déduit que « cette énonciation ne laissait point de doute sur la qualité mortifère de cette substance ».

Tout se résume donc en une question de fait.

TROISIÈME PARTIE

POURSUITE DES INFRACTIONS

Nous allons étudier maintenant la technique de la lutte contre l'alcoolisme et les stupéfiants, les procédés mis en œuvre par la Société pour aboutir à une répression efficace des infractions que nous venons d'examiner.

A cet effet, nous aurons à nous demander tout d'abord quels peuvent être les *tribunaux compétents* pour connaître de ces infractions (Chapitre I), puis nous considérerons la question de la *recherche* et de la *constatation* des délits, liée à celle de la *procédure* à suivre devant la juridiction répressive (Chapitre II). Nous serons amenés ensuite à parler des *expertises scientifiques* qui peuvent, en cette matière, aider si puissamment à la découverte de la vérité (Chapitre III).

Nous terminerons enfin par l'exposé des notions les plus importantes relatives à la poursuite des *infractions fiscales* (Chapitre IV).

CHAPITRE PREMIER

LA COMPÉTENCE

Nous serons assez brefs au sujet de la détermination de la juridiction répressive compétente pour réprimer les infractions commises en matière de boissons alcooliques et de stupéfiants, car il n'y a pas ici de règles particulières, ce sont les dispositions de droit commun de la procédure criminelle qui s'appliquent, en principe, pour la compétence *ratione materiæ*, *ratione loci* et *ratione personæ*.

§ 1. — Compétence *ratione materiæ*.

En ce qui concerne la compétence *ratione materiæ*, il convient, bien*entendu, de faire une exception pour les *infractions fiscales* concernant le régime des boissons, qui sont constatées et jugées suivant des règles très spéciales, exposées brièvement plus loin, dans le Chapitre IV.

Les infractions relatives aux stupéfiants constituent des délits et sont justiciables comme tels du Tribunal correctionnel. Quant à celles qui se rapportent aux boissons alcooliques, en dehors des contraventions fiscales, ce peuvent être soit des délits de droit commun, soit des contraventions de simple police.

Les principales *contraventions* sont des infractions aux arrêtés de l'autorité administrative sur la police des débits.

Par contre, constituent des *délits* : l'ouverture irrégulière

d'un débit de spiritueux, en dehors des conditions des articles 10 et 11 de la loi de 1915, les infractions en matière de déclarations à l'autorité administrative, d'incapacité d'exploitation de débit, de réglementation des débits temporaires et des débits ambulants, et enfin en matière d'emploi ou de réception de femmes de débauche dans les cabarets, ainsi que le fait d'avoir enivré un mineur de dix-huit ans.

Nous reviendrons sur ces délits dans la quatrième partie, en étudiant les pénalités qui leur sont applicables ; notons, dès à présent, que certains faits peuvent constituer *à la fois* un délit et une contravention connexe à ce délit, tels que l'ouverture d'un débit de boissons alcooliques dans une zone prohibée par le maire.

Les infractions prévues par la loi du 1^{er} octobre 1917 sur l'ivresse et la police des débits sont soumises à un régime *très particulier*, car elles constituent, en dehors des cas déjà signalés, des contraventions de simple police, mais peuvent être susceptibles de se transformer en délits, par suite de la récidive.

C'est ainsi que *l'ivresse*, à partir d'une seconde récidive, devient justiciable du Tribunal correctionnel si les trois conditions suivantes se trouvent satisfaites : en premier lieu, il faut que le prévenu ait été déjà condamné *deux fois pour ivresse*, la seconde infraction constituant une première récidive, dans les termes que nous aurons à définir plus tard.

Il est de plus indispensable que le second jugement ait acquis *l'autorité de la chose jugée*, au moment où le nouveau procès-verbal est dressé, ainsi que l'a reconnu la Cour de Cassation dans un arrêt du 29 janvier 1898 (B. Cr. 38), et ceci doit être constaté dans le jugement lui-même.

Enfin, la nouvelle infraction doit être commise *dans l'année* qui suit le second jugement devenu définitif.

Lorsque ces divers éléments se trouvent réunis, la Cour Suprême considère que le juge de simple police doit, *d'office*, se déclarer incompétent (Cass. 14 juin 1884 S. 84.1.408).

Le fait de servir des boissons alcooliques à un *ivrogne* ou à un *mineur* de dix-huit ans (article 4 de la loi de 1917), qui est normalement une contravention, devient un délit dans les mêmes conditions que l'ivresse manifeste, lorsqu'il y a récidive, et que la précédente condamnation avait été prononcée pour un fait visé par la loi de 1917.

Nous rappelons que cette loi, en dehors des faits qui constituent toujours des délits, punit également l'emploi de mineures de dix-huit ans, la vente de boissons alcooliques à un mineur, le défaut d'affichage de la loi et la lacération des affiches réglementaires.

Quant aux condamnations correctionnelles infligées à celui qui a enivré un mineur de dix-huit ans, elles ont un effet particulièrement important, lorsqu'elles s'appliquent à un débitant de boissons (1) : toute nouvelle infraction de ce chef ou du chef de l'article 4 constitue un délit, puni des peines renforcées applicables à une troisième récidive.

§ 2. — Compétence *ratione personæ*.

Les règles de compétence *ratione personæ* présentent une importance particulière en ce qui concerne les questions que nous étudions.

C'est qu'en effet, l'usage des stupéfiants est malheureusement trop répandu dans *l'armée coloniale* et *la marine militaire*, et nombreux sont les malheureux qui ont contracté

(1) Remarquons en passant que, dans ce cas, nous sommes en présence d'un délit accompagné d'une contravention connexe (le fait d'avoir servi à boire), qui sera ainsi soumise également au tribunal correctionnel.

en Extrême-Orient la passion des funestes drogues et ne peuvent plus s'en passer.

Les tribunaux maritimes établis dans les grands ports sont souvent appelés à se prononcer dans des affaires très pénibles, qui, parfois même, se compliquent de questions d'espionnage (à eux déférées par le décret-loi du 30 octobre 1935).

Aussi, bien que la compétence des juridictions d'exception en notre matière ne présente aucune particularité spéciale, nous croyons devoir en rappeler les grandes lignes ; le Code de Justice militaire pour l'armée de mer de 1858 est d'ailleurs beaucoup moins connu que celui de l'armée de terre, en dehors du cercle des spécialistes (1).

Les juridictions existant en matière de justice maritime sont de plusieurs sortes : il existe, en effet, des conseils de guerre maritimes permanents et des conseils de guerre à bord, des conseils de justices et des tribunaux maritimes permanents (2).

1. — Conseil de guerre permanent : *Un conseil de guerre* est établi dans chaque arrondissement maritime, Lorient et Rochefort exceptés ; il est composé d'un président et de six juges, nommés par le préfet maritime ou le Ministre, et dont les grades sont en rapport avec celui de l'inculpé. Le

(1) Le Code de justice militaire pour l'armée de terre de 1928 n'a soumis, *en temps de paix*, à la compétence des tribunaux d'exception (en dehors des crimes et délits militaires), que les crimes et délits de droit commun qui sont commis par des militaires « dans les casernes, quartiers, établissements militaires ou chez l'hôte ». En dehors de ces cas, les tribunaux répressifs ordinaires sont compétents et s'occuperont presque toujours de toutes les infractions qui nous intéressent. Quant à l'ivresse dans l'armée, elle sera le plus souvent réprimée à l'aide de sanctions disciplinaires.

(2) Nous ne parlerons pas ici des fautes contre la discipline, des délits et des crimes punis par le *Code disciplinaire et pénal de la marine marchande* du 17 juillet 1926, car ce sont les tribunaux de droit commun qui connaissent de toutes ces infractions.

Tribunal est complété par un rapporteur, un commissaire du gouvernement et un greffier.

La *police judiciaire* est exercée par les sous-aides majors de la marine, les gradés de la gendarmerie maritime, les chefs de poste, les gardes d'artillerie de la marine et les rapporteurs des conseils de guerre dans le cas de flagrant délit.

C'est le *préfet maritime* qui donne l'ordre des poursuites.

La compétence du Conseil de guerre s'étend (articles 77 ss.) en principe :

- a) à tous ceux qui appartiennent à l'*armée de mer* ;
- b) à tous individus *portés présents*, à quelque titre que ce soit, sur les rôles d'équipage ou détachés à bord, lorsque le bâtiment *se trouve dans l'enceinte d'un arsenal* ;
- c) aux auteurs de crimes et délits de la compétence des juridictions de bord, *qui ont quitté leur navire*, lorsque celui-ci ne se trouve plus sur les lieux où il a été désarmé ;
- d) aux marins *en permission ou en congé*, pour certains crimes ou délits rattachés au service.

A l'égard de toutes ces personnes, le Conseil connaît *de tous crimes ou délits* commis, soit à bord, soit à terre, qu'il s'agisse de délits maritimes ou de délits de droit commun (1).

Au point de vue de la compétence *territoriale*, sont compétents les conseils de guerre du lieu du délit, du lieu où le prévenu a débarqué ou a été arrêté, du port auquel il appartient s'il est officier sans troupe, enfin de l'arrondissement auquel appartient son corps, son détachement ou son bâtiment.

(1) Les infractions maritimes comprennent des crimes, des délits et des manquements à la discipline, punis de peines disciplinaires. A noter les « crimes et délits contre le devoir militaire et maritime ».

Il y a lieu de noter que, lorsque sont inculpés à la fois des justiciables des juridictions maritimes et des non justiciables, c'est, *en principe*, le tribunal de droit commun qui sera compétent.

Quant aux *contraventions de police* commises par des marins, militaires ou individus embarqués sur un bâtiment de l'Etat, elles sont laissées à la répression de l'autorité maritime et punies de peines *disciplinaires*.

Les décisions rendues sont susceptibles d'un recours en cassation qui est porté, du moins en temps de paix, devant la Cour de Cassation (1).

2. — Autres juridictions : Les « tribunaux maritimes » permanents n'étendent leur compétence qu'aux *ports et arsenaux maritimes* pour les crimes de piraterie et les crimes et délits commis par toutes personnes qui compromettent la sûreté ou la police du port, ainsi que le service maritime.

Il en existe un par arrondissement maritime.

La *justice à bord* est rendue par des Conseils de guerre spéciaux, qui se constituent seulement pour juger tous crimes ou délits commis, à bord *ou à terre*, par tout individu porté présent, à quelque titre que ce soit, sur les rôles d'équipage ou détaché à bord, lorsque le bâtiment *ne se trouve pas dans l'enceinte d'un arsenal*. Ces conseils connaissent également de certaines infractions commises par les individus embarqués sur des navires convoyés, et des infractions imputables à certaines personnes. Ils sont composés d'un président, de quatre juges, d'un greffier et d'un rapporteur, qui est en même temps commissaire du gouvernement.

(1) Les circonstances atténuantes et le sursis peuvent être appliqués.

Quant aux *Conseils de Justices*, ils se constituent pour juger certains délits punis de moins de deux ans d'emprisonnement et commis *par toute personne*, fut-elle civile, portée au rôle d'équipage d'un bâtiment de l'Etat, à l'exception des officiers et aspirants. Leur procédure est *simple* et *rapide*, sans information ni ministère public, et aucun recours n'est possible contre les décisions.

CHAPITRE II

LA RECHERCHE DES INFRACTIONS ET LA PROCÉDURE

SECTION I. — Boissons alcooliques.

Le législateur a voulu que les infractions pénales relatives aux débits de boissons alcooliques soient facilement et rapidement constatées : aussi a-t-il donné à la gendarmerie et à la police des pouvoirs *très étendus*, les représentants de l'autorité pouvant toujours pénétrer dans les débits de boissons, lorsque ceux-ci sont ouverts.

La Cour de Cassation, dans un arrêt du 23 octobre 1897 (*Journal des Parquets*, 1898.2.124) a même décidé qu'ils pouvaient s'introduire de nuit dans un débit fermé, du moment qu'il existait une *grave présomption* d'infraction. Il y a lieu de déduire de cette doctrine que le simple refus de laisser entrer la police dans un établissement resté éclairé autorise le juge à condamner le débitant (1).

La poursuite des infractions est exercée, conformément au droit commun, à la diligence du ministère public, mais la jurisprudence, s'appuyant sur l'article 14 de la loi de 1915, a reconnu aux *syndicats professionnels*, représentant les intérêts du commerce des boissons, le droit de se porter partie civile et de mettre ainsi en mouvement l'action publique, lorsqu'un préjudice matériel ou moral est causé

(1) Quant aux infractions à la loi sur l'ivresse de 1917, elles peuvent être constatées par des procès-verbaux ordinaires, qui doivent être transmis dans les trois jours au Procureur de la République pour vérification des récidives.

à la profession par inobservation des règlements (Nancy, 4 janvier 1928, G. P. 1928.1.517).

Ces droits ont été par ailleurs accordés aux *associations anti-alcooliques* reconnues d'utilité publique (1).

Le débitant de boissons est, bien entendu, responsable de l'infraction commise, mais l'arrêté du maire ou du *préfet* a très bien pu interdire également *aux clients* d'entrer dans le débit à partir d'une certaine heure (Cass. 10 octobre 1856, B. Cr. 336), et, dans ce cas, ceux-ci peuvent être condamnés aussi, quelles que soient d'ailleurs les circonstances qui puissent expliquer leur présence dans le débit, et même s'ils n'y consommaient pas, exception faite cependant de l'hypothèse de la force majeure.

Constatation des récidives : Nous avons vu tout l'intérêt qu'il peut y avoir, lorsqu'il s'agit d'infractions à la loi de 1917, à savoir si un contrevenant est ou non en état de récidive.

Or, la méthode habituelle de constatation des récidives, par simple examen du bulletin n° 2 du casier judiciaire, est inapplicable ici, puisqu'il s'agit de contraventions, qui précisément ne sont pas mentionnées au casier.

C'est pourquoi une circulaire de la Chancellerie, en date du 23 février 1874, a institué le « casier d'ivresse », dont le fondement n'est autre qu'un bulletin, établi sur papier fort et du format du papier timbré à 4 fr., après chaque condamnation devenue définitive, par le Greffier du Tribunal qui a rendu la décision. Ce bulletin (qui peut être établi en prenant pour modèle le type que nous reproduisons ci-après) est visé par le représentant du Ministère public et transmis au Parquet de première instance.

(1) Tous ces groupements peuvent aussi intenter une action civile en dommages-intérêts, basée sur les articles 1382 et suivants du Code Civil.

Le Procureur de la République transmet alors le bulletin au Parquet du lieu de naissance (ou à défaut au Casier Central), qui établit un classement alphabétique *spécial* de tous les bulletins d'ivresse, lesquels doivent être conservés pendant les douze mois qui suivent la condamnation.

CONDAMNATIONS

POUR

IVRESSE

TRIBUNAL

DE SIMPLE POLICE

de.....

RENSEIGNEMENTS

Célibataire

Marié

Veuf

Nombre d'enfants

Signes particuliers :

BULLETIN INDIVIDUEL

à classer

au Parquet de.....

Le nommé (*nom, prénoms et surnoms*)....
 fils de (*prénoms du père*)..... et de
 (*nom et prénoms de la mère*)..... Âgé
 de..... ans,

né le..... à

Arrondissement de.....

Département de.....

Domicile.....

Profession.....

Nationalité.....

a été condamné

par jugement (*contradictoire ou par défaut*) (1) du tribunal de simple police de....

..... à (*peines prononcées*)..... pour

contravention d'ivresse manifeste dans un

lieu public, commise le..... à

par application des articles....., de la loi
 du 1^{er} octobre 1917.

Pour extrait conforme,

A..... le..... 19....

(Timbre du Tribunal)

Vu par le Magistrat

du ministère public près le Tribunal
 de simple police :

SECTION II. — Stupéfiants.

Les questions relatives à la recherche des infractions en matière de stupéfiants et aux mesures d'instruction que nécessitent ces affaires si spéciales présentent un très grand

(1) Dans le cas de jugement par défaut, le bulletin mentionne la date de la signification et si elle est faite à domicile, à personne ou au Parquet.

intérêt, c'est pourquoi nous nous étendrons quelque peu sur ce sujet, désirant faire saisir au lecteur le fonctionnement pratique des enquêtes, principalement celui des *enquêtes de police*, qui est, en général, fort mal connu du public.

Les renseignements que nous fournirons sur ces points sont, pour la plupart, *inédits* et résultent de l'ensemble des dossiers d'affaires relatives aux stupéfiants et des documents de la Brigade Mondaine, qui nous ont été communiqués.

Nous fournirons en premier lieu quelques précisions sur le *contrôle* de la réglementation des drogues, puis sur l'*organisation de la Police* en vue de la lutte antitoxique. Nous examinerons ensuite les différentes opérations et constatations le plus généralement effectuées par l'*instruction*, et nous terminerons en étudiant le cas particulier où une affaire de stupéfiants s'ouvre par la constatation d'un *décès*.

§ 1. — Le contrôle de la réglementation des stupéfiants.

Le législateur ne s'est pas contenté de soumettre au régime sévère que nous avons étudié dans la seconde partie toutes les opérations industrielles et commerciales relatives aux substances vénéneuses en général et aux stupéfiants en particulier, il a, en outre, institué un contrôle de cette réglementation, qui en est le complément nécessaire.

Inspections. — L'article 45 du décret du 14 septembre 1916 a confié le soin d'inspecter « tous lieux où sont fabriqués, entreposés ou mis en vente des produits médicamenteux ou hygiéniques » aux *maires* et aux *commissaires de police*. Ce texte s'applique en particulier aux pharmacies, et également aux laboratoires où sont fabriqués ou transformés les stupéfiants réglementés. Mais les fonctionnaires

qualifiés doivent être accompagnés de l'inspecteur des pharmacies ou, à défaut de ce dernier, d'un pharmacien désigné par le Préfet.

Les *inspecteurs des pharmacies* ont, de leur côté, un pouvoir analogue à celui des maires et commissaires de police.

Ils ont été institués par le décret du 5 août 1908 (modifié par décret du 4 juillet 1924) pris en exécution de la loi du 21 Germinal an XI, modifiée par la loi du 25 juin 1908.

Les Facultés et Ecoles de Pharmacie possèdent chacune un ressort d'inspection, et les inspecteurs sont nommés par le Préfet, parmi les pharmaciens figurant sur une liste établie par le Doyen de la Faculté ou Directeur de l'Ecole.

Il existe également des inspecteurs adjoints, choisis et commissionnés par le Préfet, mais ils ne peuvent contrôler les pharmaciens et assimilés.

Opérations des inspecteurs. — En droit commun, les inspecteurs des pharmacies peuvent procéder, ou faire procéder par un officier de Police Judiciaire par eux requis, à des *prélèvements* et *saisies* de substances faisant l'objet d'un procès-verbal transmis au Parquet ; il peut être effectué des *analyses administratives*, confiées au Laboratoire national de contrôle des médicaments, et les poursuites sont exercées comme en matière de *répression des fraudes*.

En ce qui concerne les substances vénéneuses, les inspecteurs se font représenter le récépissé de déclaration ou l'autorisation délivrée (nous rappelons que le diplôme de pharmacien en tient lieu). A défaut de cette justification, tous les produits visés sont saisis, et même, s'il s'agit de drogues du tableau B, la fermeture de l'établissement sera ordonnée par le Préfet ; les inspecteurs dressent un *procès-verbal* qui servira de base aux poursuites pénales.

En outre, le contrôle s'étend aux *registres* obligatoires et aux *produits* existant dans l'établissement ; toute quantité de stupéfiants trouvée en dehors des armoires spéciales se trouve saisie, et le détenteur est responsable de tous les manquants, quelle que puisse être sa bonne foi (en dehors, bien entendu, des exceptions habituellement admises, telle que la force majeure). Par ailleurs, le patron d'établissement répond personnellement de toutes les erreurs de ses aides, mais ceux-ci restent également responsables (Cass. 3 mars 1893, B. Cr. 62) (1).

Les procès-verbaux établis à l'occasion des inspections sont transmis aussitôt au Procureur de la République, qui en adresse une copie au Préfet.

§ 2. — La police spécialisée.

La découverte des infractions relatives aux lois sur les stupéfiants exige la mise en œuvre de procédés spéciaux et l'utilisation d'un personnel *très au courant* des habitudes des trafiquants et intoxiqués.

Aussi, des policiers connaissant bien ces questions furent-ils employés d'assez bonne heure dans les grandes villes et les ports importants, surtout ceux en relation avec l'Extrême-Orient, tels que Marseille, Nice ou Toulon.

De plus, la Préfecture de Police possède une organisation *spécialisée*, qui rend les plus grands services dans la recherche de ces délits.

Mais il n'existait pas d'*organisme de coordination* destiné

(1) Les pharmaciens peuvent ainsi être poursuivis, avec leurs clients, pour délivrance consciente sans ordonnance, ou lorsque le renouvellement en est interdit, et également lorsqu'ils exécutent une ordonnance irrégulièrement rédigée.

à centraliser tous les renseignements relatifs au trafic des drogues, et cela était d'autant plus regrettable que ce trafic a toujours eu de nombreuses ramifications dans toute la France, et aussi à l'étranger.

C'est pour remédier à cette insuffisance qu'un décret du 21 novembre 1933 a institué à la Sûreté Nationale un service central, annexé au Contrôle Général des Services de recherches judiciaires, et chargé de réunir tous renseignements concernant le trafic illicite.

Ce service se tient en relation constante avec le Bureau des stupéfiants du Ministère de l'Agriculture et les services de police, de gendarmerie, des douanes et des contributions indirectes. Il est tenu au courant par ses correspondants *de toutes les affaires* de stupéfiants, et tous les détails doivent lui être adressés sur les substances saisies et leur provenance, ainsi que sur les individus arrêtés, pour lesquels sont établies deux fiches dactyloscopiques, une fiche anthropométrique, une fiche dite « de voie publique » et des photographies d'identité.

La Sûreté Nationale conserve, d'autre part, un contact étroit avec les organismes similaires étrangers, et adresse un rapport sur chaque affaire, ainsi qu'un tableau d'ensemble donnant tous les ans des indications très précises sur les délinquants, les drogues et les condamnations intervenues, au Bureau des Stupéfiants du Ministère des Affaires Etrangères, qui assure la liaison avec la Société des Nations.

En dehors du ressort de la Préfecture de Police, les constatations d'infractions sont surtout effectuées par les polices locales et les employés des Douanes. Et, ici encore, le Service de Coordination intervient très efficacement, soit pour signaler certains individus à l'attention des autorités compétentes (et notamment à la police des frontières), soit

pour faire suivre les trafiquants dans leurs déplacements par les brigades de police mobile, soit pour mettre ces mêmes brigades à la disposition des services dont les moyens seraient insuffisants.

C'est seulement grâce à la collaboration intime de tous ceux qui concourent à la recherche des délits concernant les stupéfiants, qu'il est parfois possible de remonter jusqu'aux *trafiquants internationaux*, dont certains disposent de moyens matériels et financiers considérables. C'est ainsi qu'il a été reconnu que la morphine introduite en France provient en très grande partie des cultures de pavot auxquelles la Macédoine doit sa richesse, et que les usines de transformation fonctionnent en Turquie, malgré toutes les interdictions ; certaines de ces usines sont même établies à bord de *bateaux spéciaux*. Les drogues produites sont expédiées en Europe par de grands trafiquants installés à Sofia, à Athènes, à Istamboul et à Belgrade, toutes villes desservies par l'Orient-Express. Certains employés des wagons-lits se chargent d'introduire clandestinement d'importantes quantités de drogue en France, dissimulées dans différentes parties des wagons. Ils assurent également la liaison entre les fournisseurs et les trafiquants des diverses régions, et en particulier de l'Amérique.

Une perquisition effectuée au domicile d'un de ces employés a amené la découverte de 20 *kilogrammes* de stupéfiants et de toute une correspondance particulièrement édifiante : le trafiquant d'Istamboul, dans des lettres du plus pur style commercial, vantait à ses acheteurs éventuels la qualité de sa marchandise, offrant toutes facilités de livraison, mais déclarant qu'il ne pouvait effectuer d'envoi de moins de *quatre à cinq mille kilogs de drogue* (4.000 à 5.000 kgs), ses frais étant particulièrement élevés, du fait

qu'il utilisait des bateaux *lui appartenant* ! Il ajoutait d'ailleurs que si son correspondant mettait à sa disposition un de ses propres bateaux, un arrangement différent pourrait être envisagé...

Il fut également trouvé trace, dans cette affaire, de virements atteignant de *sept à huit cent mille francs par mois* (700.000 à 800.000 francs).

Le transport de stupéfiants est parfois difficile à déceler, car ils sont très souvent mélangés à diverses substances, de la cire en particulier, à l'état de *morphine-base* ou de *cocaïne-base* (ce que les trafiquants appellent le « matériel premier »), ultérieurement transformés en chlorhydrates dans le pays même.

Des quantités importantes peuvent franchir la frontière dans les soutes à charbon des navires ou les barils remplis de poissons séchés.

Les procédés utilisés par la contrebande *varient à l'infini* lorsqu'il s'agit de transporter des drogues ; celles-ci peuvent, par exemple, être expédiées sous forme d'échantillons, de colis postaux, de lettres recommandées, de piles de journaux ou de revues d'art.

On peut également les cacher dans des malles, des appareils photographiques ou des boîtes indiquées comme renfermant des clichés à développer, des sachets, des boîtes à poudre et des coffrets de cigarettes de luxe ou de cigares.

Il arrive aussi que les stupéfiants se présentent dans des boîtes de médicaments, des flacons d'eaux de toilette ou des tubes à vaseline.

Il n'est pas jusqu'aux objets *les plus hétéroclites* qui ne puissent être disposés en vue d'en contenir : les fleurs artificielles, fausses dents, bustes en plâtre, mandolines, po-

chettes parfumées, dos de brosses et même les mandarines et les gâteaux secs (1).

Quant aux petites quantités de drogues qui peuvent être transportées par les voyageurs eux-mêmes, ils les renferment, soit dans des objets comme montre-bracelet, canne, briquet, collier ou stylographe, soit dans leurs accessoires d'habillement (doublures de manteaux, chapeaux, talons de chaussures), soit même jusque dans de faux ventres, ou encore dans des écrins d'argent dissimulés par les femmes en des endroits souvent intimes.

Les colliers de chiens peuvent également parfois receler des stupéfiants.

Les moyens de transport les plus modernes sont utilisés par les trafiquants, et l'un d'eux fut arrêté au Bourget, à sa descente d'avion, alors que le double fond de sa valise renfermait 800 grammes d'opium.

La Brigade Mondaine. — La Brigade Mondaine de la Police Judiciaire, placée sous l'autorité d'un Commissaire de police, est chargée à Paris de la recherche et de la constatation des *infractions relatives aux stupéfiants* et aux *affaires de mœurs*, telles que excitation de mineurs à la débauche, outrages publics à la pudeur commis sur la voie publique, à l'intérieur de certains établissements ou dans les lieux de rendez-vous des invertis, traite des blanches, outrages aux bonnes mœurs commis par la voie de la presse ou des illustrations pornographiques.

Elle exerce de plus une *surveillance* journalière dans les maisons de tolérance du département de la Seine et procède de jour et de nuit à des *descentes* dans certains établis-

(1) Rapporté par Milliat. *La cocaïne devant la loi pénale*. Thèse, Besançon, 1925.

sements mal famés, dans les garnis, ou dans certains quartiers signalés à son attention par des surveillances répétées.

En ce qui concerne les stupéfiants, la Brigade Mondaine dispose de *huit inspecteurs* spécialisés, répartis en *trois équipes*, sous les ordres d'un inspecteur principal adjoint.

Elle adresse en fin de mois au Service de coordination une notice sur chaque affaire dont elle s'occupe, et y joint ses conclusions.

Nous ne pouvons mieux faire, afin de donner une idée de l'activité policière en matière de stupéfiants, que de mettre sous les yeux de nos lecteurs quelques chiffres relatifs aux saisies de stupéfiants, aux arrestations et aux perquisitions opérées au cours des deux années 1934 et 1935.

1° Saisies de stupéfiants :

	1934	1935
Opium	13 kg. 923	1 kg. 309
Morphine	4 kg. 162	0 kg. 206
Héroïne	3 kg. 005	103 kg. 458
Cocaïne	2 kg. 730	8 kg. 283
Total	23 kg. 820	113 kg. 256

La différence qui existe entre ces deux totaux provient d'une saisie d'héroïne effectuée dans un laboratoire clandestin du faubourg Saint-Honoré (100 kgs environ).

2° Arrestations opérées : en 1934 : 170 ; en 1935 : 191.

3° Perquisitions effectuées : en 1934 : 68 ; en 1935 : 80.

4° Fumeries d'opium : en 1934 : 4 ; en 1935 : 9.

Ces chiffres font ressortir une *progression inquiétante* dans l'emploi des stupéfiants, qui peut être attribuée dans

une certaine mesure aux soucis dus à la crise économique que nous traversons.

Il y a lieu d'observer, par ailleurs, que la cocaïne a une tendance à être supplantée aujourd'hui par *l'héroïne*, dont les ravages sont encore plus difficiles à enrayer, les cures de désintoxication en étant très aléatoires. On peut considérer qu'à l'heure actuelle, *sur dix intoxiqués* renvoyés par la police devant le juge d'instruction, *neuf sont des héroïnomanes*.

Nous allons maintenant passer en revue les différentes phases qui se rencontrent dans la plus grande partie des affaires de stupéfiants (bien que chacune d'elles présente ses caractères propres), depuis la découverte des infractions jusqu'à l'instance correctionnelle, en signalant en cours de route les observations pouvant être faites sur les trafiquants, les intoxiqués et les habitudes des uns et des autres, l'affaire étant supposée de la compétence du Tribunal de la Seine (1).

§ 3. — La découverte du trafic.

Il est rare que la police ou la justice se trouvent saisies d'une dénonciation formelle et spontanée à l'égard d'un trafiquant, les intoxiqués étant solidaires de ce dernier et ne pouvant le « vendre » sans s'exposer eux-mêmes à des poursuites (faute d'excuse absolutoire), ou alors il s'agit d'individus déjà impliqués dans une autre affaire de stupéfiants.

(1) Nous ne parlerons pas des infractions des *médecins* et *pharmaciens*, nous bornant à signaler que la Brigade mondaine est tenue au courant des inspections de pharmacies ; le même intoxiqué s'adresse d'ailleurs assez souvent à la fois au trafiquant et au médecin.

Quant aux *fausses ordonnances*, elles sont habituellement réprimées sur citation directe.

Aussi est-il nécessaire, afin de pouvoir assurer la répression, de s'adresser à des *indicateurs* qui sont recrutés dans tous les milieux.

La majorité des dossiers de stupéfiants débute donc par un *rapport* signé d'inspecteurs de la Brigade mondaine et dans lequel, avant de consigner le résultat de leurs opérations, ils mentionnent avoir été avertis que le sieur X... ou la femme Y... (souvent désignés par un simple prénom ou surnom) *se livrerait au trafic des stupéfiants*, soit dans une chambre en location, soit dans un débit de boissons.

Surveillance. — En possession de ces indications, les inspecteurs exercent une *surveillance* autour du local désigné ; lorsqu'ils ne possèdent aucune précision à ce sujet, ils s'attachent aux clients probables du trafiquant et sont ainsi fréquemment conduits au domicile que celui-ci occupe, d'ordinaire sous un faux nom (1).

Les individus qui pénètrent dans l'immeuble (ou circulent beaucoup alentour) ne sont nullement inquiétés, mais, lorsqu'ils ressortent, ils sont interpellés par les policiers, et ceux-ci trouvent le plus souvent sur eux la drogue qu'ils viennent d'acheter.

Les stupéfiants peuvent être dissimulés par un des artifices que nous avons déjà signalés, ou, dans le cas habituel, simplement renfermés dans un certain nombre de petits paquets *extrêmement caractéristiques*, qui se trouveront notamment dans le sac à main des femmes.

Ces paquets, enveloppés de papiers *de couleur variable*, bleus, jaunes, violets, rouges, verts, noirs ou blancs, ren-

(1) Presque toujours il s'agit d'un garni, ce qui permet à la Brigade mondaine d'opérer rapidement, en utilisant ses pouvoirs de *police administrative*.

Dans le cas d'un domicile privé, les policiers se mettent immédiatement en relation avec le Parquet, une information est aussitôt ouverte et ils reçoivent une délégation du juge.

ferment des quantités *exactement mesurées* des divers stupéfiants, suivant leur couleur (1/2 gramme, 1 gramme, etc...)

Les personnes interpellées sont habituellement des intoxiqués, qui reconnaissent avoir acheté ces drogues moyennant un prix variant, pour le gramme d'héroïne, entre 15 et 30 fr., et pouvant aller jusqu'à 50 fr.

Parfois, elles avouent avoir bien reçu les paquets du trafiquant soupçonné, déclarant même lui en avoir acheté plusieurs fois ; souvent encore, elles prétendent en avoir fait l'acquisition d'inconnus, ou de nommés Eugène, Charlot, Ginette, Mimi, Zizi, Michel le menteur, etc..., sans les connaître autrement.

Il est possible aussi que ce soit le trafiquant lui-même qui sorte de son domicile et, dans ce cas, il sera fréquemment porteur de stupéfiants, et même de papiers fort instructifs : nous citerons le cas de l'un d'eux, porteur d'un paquet rouge d'un demi-gramme d'héroïne, de 17 paquets vides de différentes couleurs et d'un répertoire. Il est *très rare* que ces individus consentent à indiquer le nom de leur fournisseur.

Visite des lieux. — Lorsque les inspecteurs ont ainsi acquis la certitude presque complète du trafic clandestin, ils procèdent à une visite chez le trafiquant qu'ils trouveront très souvent en compagnie d'une autre personne porteuse de drogue (cette dernière nie d'ordinaire l'avoir achetée à son compagnon).

C'est alors qu'il convient de se livrer à une exploration *extrêmement minutieuse* des lieux (qui peut même ne rien donner, car un petit paquet est facilement dissimulable et une simple punaise suffit à le fixer sous un meuble) ; on peut également en trouver sur une armoire, sous un mate-

las, sous le tapis d'un escalier, dans le charbon ou sous une lame de parquet (1).

Une perquisition révéla même la présence de neuf paquets de cocaïne, huit d'héroïne et de nombreux papiers de couleur dans une boîte à cigarettes.

Un exemple fera mieux saisir toute l'ingéniosité déployée par les trafiquants : deux hommes et deux femmes, désignés comme tels, furent appréhendés dans un hôtel contigu à un commissariat de Montmartre, mais la perquisition ne donna absolument aucun résultat. Les inspecteurs décidèrent de rester dans la pièce, avec un des hommes, en attendant la venue de nouveaux clients ; ils déjeunèrent d'un lapin et d'une volaille, qui furent découpés sur une planche de cuisine. Un intoxiqué entra ensuite, et allait confirmer aux policiers la culpabilité d'une des deux femmes ; c'est alors que le trafiquant promit de révéler sa cachette si on n'inquiétait pas sa compagne : il suffisait d'enlever deux vis *au dos de la planche à découper* pour découvrir cinq cavités contenant des tubes de drogue !

Il peut arriver que toutes les recherches demeurent infructueuses, mais que *plus tard* soient retrouvées des lettres compromettantes ou des réserves de stupéfiants, soustraites à toutes les investigations, et qui feront l'objet de nouveaux rapports. C'est ainsi qu'un garçon d'étage reconnut tardivement avoir trouvé, dans la cour de l'hôtel où il travaillait, un paquet attaché par une longue ficelle à la barre d'appui d'une fenêtre, et enveloppé d'un numéro de « *Paris-Soir* » portant la date *du jour de l'arrestation* d'une trafiquante. Ce paquet contenait des flacons ne renfermant pas

(1) A Belgrade, 9 kgs d'héroïne ont été découverts dans le piano d'un médecin, et à Cuba, des drogues avaient été placées dans les parois d'un coffre-fort et dans un lit métallique (Milliat, *op. cit.*).

moins de 3 gr. de cocaïne, 30 gr. d'héroïne, 50 gr. de morphine et 42 papiers ou sachets spéciaux violets, rouges ou noirs. Il avait été précipité par la fenêtre au moment de l'arrestation, sans doute par deux individus présents à la scène, et qui avaient ensuite prié le garçon de voir s'il ne trouvait rien dans la cour.

Fumeries. — La loi du 13 juillet 1922, complétant l'article 4 de la loi de 1845, permet à la police de pénétrer, *de jour comme de nuit*, dans les lieux où l'on use en société des stupéfiants, c'est-à-dire dans les fumeries, même privées, établissant ainsi une dérogation absolument extraordinaire au principe de l'inviolabilité du domicile, ceci par assimilation avec les maisons de jeu et de débauche.

Cette possibilité s'explique cependant, car, sans elle, il serait à peu près impossible de prendre les opiomanes en flagrant délit. Une réserve a pourtant été prévue par le législateur : dans le cas où la fumerie n'est pas ouverte au public, et ce sera le cas général, la police ne peut entrer que sur désignation de deux citoyens domiciliés ; mais rien n'empêche que ces citoyens soient des agents ou des inspecteurs.

Le matériel des fumeurs d'opium est assez encombrant, cependant ils arrivent souvent à le dissimuler parfaitement, et les policiers ont alors beaucoup de peine à le découvrir ; ils doivent conduire leurs recherches tout *en observant les réactions* des individus présents, qui peuvent traduire leur anxiété lorsque la police approche de la cachette. Nous citerons l'exemple d'une demi-mondaine opiomane, habitant un hôtel particulier près du Bois de Boulogne, qui était « indiquée » comme faisant fumer ses amis. Les inspecteurs pénétrèrent dans la maison en même temps que le laitier

et tinrent le personnel en respect dans l'office ; puis, quelques-uns d'entre eux montèrent au premier étage, où ils trouvèrent la maîtresse de maison assise sur un lit-divan et témoignant de son étonnement, malgré l'*odeur* caractéristique qui flottait dans la pièce. Après bien des recherches, les policiers firent lever la femme, soulevèrent le divan et découvrirent tout le matériel qu'elle y avait rapidement dissimulé, au risque d'allumer un incendie avec la lampe.

Parfois même, il existe des cachettes *parfaitement agencées*, comme cela fut constaté dans un rez-de-chaussée de Passy, s'ouvrant sur deux rues, et habité par deux oisifs opiomanes, qui étaient signalés à la police comme trafiquants. Les inspecteurs réveillèrent un boy chinois dans sa chambre du sixième et, ayant obtenu la clef de l'office, y pénétrèrent : l'*odeur* spéciale régnait, mais la porte de la chambre à coucher était verrouillée et les policiers durent l'enfoncer : ils virent alors un homme et une femme presque nue, hagards, qui ne réagirent même pas, malgré la présence d'un pistolet sur la table de nuit. *Aucun matériel* n'était visible et l'homme prétendit qu'il ne fumait plus.

Cependant, un inspecteur découvrit une prise de courant, montée sur une douille d'obus de 75, coulissant dans le mur et renfermant pipes et aiguilles ; une prise semblable contenait des lampes à opium. Quant à la drogue, il fallut, pour la trouver, démasquer *une trappe* qui s'ouvrait dans le mur, en tirant sur la corde d'une gravure encastrée (1).

Il est excessivement rare de rencontrer à Paris des fumeries de *haschisch*. Il fut découvert un jour une pipe et

(1) Les trafiquants d'*opium* ont aussi des ruses adroites : un Chinois fut découvert dans une chambre du Quartier Latin, avec un *boyau rempli d'opium* autour de la poitrine ; il ne sourcilla même pas lorsqu'un inspecteur, camouflé en client, l'arrêta.

un paquet de ce stupéfiant sur un Arabe qui avait joué du couteau ; il déclara les avoir achetées dans un débit tenu par un Algérien.

§ 4. — L'enquête officieuse.

Le *rapport* établi par les inspecteurs de police et relatant les résultats de leur activité, est alors transmis au Commissaire de police, Chef de la Brigade Mondaine.

Ce dernier établit aussitôt un *procès-verbal*, dans lequel il constate que les inspecteurs ont mis à sa disposition les personnes arrêtées et lui ont remis les objets trouvés.

Interrogatoire. — Le Commissaire procède alors à l'*interrogatoire* (ou plutôt à l'audition) des trafiquants et intoxiqués et en consigne les termes par écrit.

a) Intoxiqués. — Très généralement, les intoxiqués *reconnaissent* immédiatement qu'ils font usage de drogue, et ceci s'explique par la crainte d'en être privés s'il ne leur est pas appliqué de traitement de désintoxication. Le nombre des *récidivistes* est assez considérable, et nous avons même noté le cas d'un individu arrêté à nouveau, alors qu'il avait obtenu sa mise en liberté provisoire dans une précédente affaire de trafic (1).

Les *femmes* appartiennent en grande partie à la catégorie des filles publiques, et l'enquête établit par la suite que beaucoup sont inscrites au « Dispensaire de Salubrité » de la Préfecture. Ceci ne les empêche pas d'ailleurs de se déclarer couturières, manucures, dactylographes... en chômage

(1) Les déclarations des personnes en cause sont vérifiées aux sommiers judiciaires ; certains trafiquants ont été condamnés cinq fois antérieurement pour le même délit !

généralement, ou « artiste dramatique n'ayant pas joué depuis quinze ans ! »

Quant aux *hommes*, certains ne sont pas dépourvus d'instruction ; ils se disent chômeurs ou artistes, voire étudiants ; on rencontre parmi eux quelques homosexuels.

Tous ces toxicomanes usent de stupéfiants en injection ou par voie nasale, souvent depuis de longues années, à des doses variant de 1 gramme par semaine à 1/2 gramme par jour en moyenne ; d'aucuns prétendent chercher à se désintoxiquer.

Les déclarations de ces individus sont parfois fort instructives, en faisant toucher du doigt le danger du *prosélytisme* dans les milieux fréquentés par les adeptes de la drogue : c'est ainsi que trois filles, habituées du sous-sol du café Dupont Latin, ont reconnu avoir été intoxiquées par une certaine « Mado », elle-même fortement toxicomane, *qui avait déjà occasionné la mort de plusieurs autres* ; cette femme avait, en particulier, offert à une camarade une certaine poudre, qui devait dissiper son chagrin, mais la rendit fort malade ; elle l'avertit ensuite charitablement qu'elle était devenue intoxiquée et ne pourrait plus s'en passer, mais « devrait maintenant la payer » (1).

b) Trafiquants. — Les trafiquants sont des hommes ou des femmes, à profession peu définie (certains se disent « étudiants »), et assez souvent intoxiqués eux-mêmes. Les hommes sont fréquemment des souteneurs. Ils ne reconnaissent guère les faits que lorsque les drogues ont été trouvées sur leur personne : c'est ainsi que l'un d'eux avoua acheter l'héroïne 15 fr. le gramme et la cocaïne 20 fr. ; il

(1) Nous devons signaler ici la nécessité urgente de protéger les étudiants du Quartier Latin contre les entreprises de telles propagandistes.

y ajoutait généreusement du lactose, puis revendait le mélange à raison de 30 fr. le gramme.

Le plus souvent, ils prétendent que la drogue était destinée à leur usage personnel, voire même à la désintoxication d'une autre personne, qu'ils l'avaient achetée à des inconnus ou ne la faisaient pas payer, désireux seulement de rendre service à des camarades que la privation de foxique rendait malades.

Quant aux stupéfiants découverts à leur domicile, ils déclarent qu'ils en ignoraient la présence, et ne s'expliquent pas comment ils ont pu être apportés sous leur tapis ou sur les meubles.

Enfin, nous devons signaler que, dans un petit nombre de cas, des trafiquants, poussés à bout au cours de l'interrogatoire, ont reconnu avoir fabriqué eux-mêmes des drogues, et que des perquisitions ont pu parfois amener la découverte de véritables laboratoires clandestins, avec produits chimiques variés, appareils et balances.

Confrontations. — Les confrontations opérées par le Commissaire de Police entre intoxiqués et trafiquants donnent assez régulièrement des résultats négatifs, chacun restant sur ses positions.

Saisies. — Les pièces de l'enquête officielle mentionnent enfin la saisie et la mise sous scellés, opérée par le Commissaire, de toutes les substances et de toutes les pièces qui lui ont été remises (1).

Dans le cas, déjà cité, du trafiquant interpellé à la sortie de son domicile et trouvé porteur de drogues et d'un carnet, des mentions très intéressantes avaient pu être rele-

(1) Parfois, le Commissaire procédera lui-même à une perquisition nouvelle, par exemple dans le cas où une fabrique clandestine se serait révélée au cours de son enquête.

vées sur ce carnet, telles que $H = 1\frac{1}{2} - C = 4\frac{1}{4} - 5H + 3C = 8$, indiquant très certainement les quantités d'héroïne et de cocaïne vendues.

La dernière page mentionnait le contenu des divers paquets employés par le trafiquant :

$\frac{1}{2} C = \text{noire} - 1 C = \text{bleu}$

$\frac{1}{2} H = \text{rouge} - 1 H = \text{vert}.$

Ce personnage expliqua d'abord qu'il avait trouvé le carnet, puis reconnut ensuite l'avoir tenu lui-même, mais pour le compte d'un autre qui le payait en drogue. Il ne vendait, disait-il, qu'à des inconnus.

Conclusions. — Les « conclusions » du Commissaire de la Brigade mondaine aboutissent à la transmission du dossier et des scellés au Procureur de la République. Elles contiennent des *mesures provisoires* sur la liberté des personnes en cause.

Le plus souvent, les trafiquants, inculpés (il vaudrait mieux dire *témoins inculpables*) d'avoir facilité à autrui l'usage des stupéfiants, sont envoyés au Dépôt pour y être consignés à la disposition du Parquet.

Les simples intoxiqués, coupables de s'être procuré les drogues de façon illicite, sont généralement laissés en liberté provisoire, s'il sont domiciliés (1).

§ 5. — La phase judiciaire.

Nous ne nous étendrons pas longuement sur la phase judiciaire des affaires concernant les stupéfiants, car elle n'est que l'application de la procédure correctionnelle ordinaire.

Le magistrat instructeur est saisi par un réquisitoire in-

(1) Lorsqu'un individu amené par les inspecteurs est certainement étranger au trafic, il est relaxé dans les conclusions.

troductif du Parquet, très vague, « pour infraction aux lois sur les substances vénéneuses (Tableau B) ».

A la suite du procès-verbal de première comparution (1), des mandats de dépôt sont décernés contre les inculpés qui doivent rester en détention préventive, celle-ci se trouvant réglée de la façon habituelle. Il est assez curieux de noter que les trafiquants présentent volontiers des demandes de mise en liberté provisoire sous caution, en limitant le plus souvent cette dernière à 3.000 fr. ; la somme nécessaire est alors fournie par d'autres trafiquants qui se cotisent.

Les dépositions faites par les inspecteurs de la police judiciaire et les témoins sont la confirmation habituelle de l'enquête officieuse, mais il n'en est pas toujours ainsi des interrogatoires des divers inculpés ; parfois ceux-ci, en effet, *rétractent* leurs premières déclarations, qui auraient été faites sous l'influence de la peur, et prétendent même que les substances sous scellés ont été placées dans leur chambre pendant leur absence.

Le dossier de l'instruction est complété par les bulletins n° 2 du casier judiciaire et les renseignements de police sur les inculpés, qui n'apprennent généralement rien de bien nouveau.

Enfin, à la suite de l'ordonnance de soit-communié et du réquisitoire définitif établi par le Parquet en résumant les faits de la cause, le juge d'instruction signe son ordonnance, qui aboutit normalement au renvoi devant le tribunal correctionnel (2), pour avoir « favorisé à autrui l'usage à titre gratuit ou à titre onéreux des stupéfiants » ou « con-

(1) Mandat d'amener étant généralement délivré contre les inculpés non présents à la convocation du juge.

(2) A Paris, ce sont toujours les mêmes juges d'instruction qui instruisent les affaires de stupéfiants, celles-ci étant en principe renvoyées devant la 10^e Chambre correctionnelle.

trevenu aux lois et règlements sur les stupéfiants en détenant ou achetant sans autorisation des substances du tableau B ».

La procédure à l'audience est le plus souvent rapide, les témoins sont très peu nombreux, les prévenus, cités à la requête du Parquet, maintiennent généralement leurs déclarations, et le jugement ordonne la *confiscation* des substances saisies. Les circonstances atténuantes sont assez souvent accordées, et même le sursis, ce qui diminue singulièrement la rigueur des peines prévues par le législateur, les emprisonnements étant fréquemment réduits à quelques mois et les amendes à une centaine de francs, indulgence qui nous paraît excessive.

§ 6. — Décès dus aux stupéfiants.

Nous avons envisagé jusqu'ici le cas, de beaucoup le plus fréquent, où une affaire de trafic de drogues est découverte grâce à des *indications* fournies à la police sur les trafiquants et leurs clients. Mais il arrive parfois que l'enquête a son point de départ dans un fait *étranger au commerce illicite*, tel que *l'explosion* d'un laboratoire clandestin ou le *décès* d'un toxicomane.

Lorsqu'un décès suspect est signalé à la police (d'ordinaire ce sera au Commissariat du Quartier) et que les circonstances permettent de le rapporter, vraisemblablement à l'usage des stupéfiants, le Parquet se trouve saisi d'une enquête officieuse établie par le *Commissaire de Quartier*.

Celui-ci se sera transporté au domicile de la victime, aura interrogé les personnes présentes, et découvrira fréquemment des indications relatives à une affaire *de trafic illicite*, qu'il instruira en effectuant toutes perquisitions utiles.

Le dossier du Commissaire sera ensuite transmis au Parquet avec ses conclusions sur les personnes en cause, après que le corps de la victime aura été envoyé à l'Institut Médico-Légal (1).

L'autopsie sera le plus souvent ordonnée et, s'il y a lieu, le Juge d'instruction commis fera procéder à l'*examen toxicologique* des viscères, qui lui fournira toutes bases nécessaires à la continuation de son information.

Afin de faire mieux saisir la marche d'une enquête, nous estimons nécessaire de retracer ici une affaire toute récente, qui s'est terminée par un jugement de la 10^e Chambre correctionnelle du Tribunal de la Seine en date du 20 février 1936 (décision non publiée).

Le 2 novembre 1935, le Commissaire de police du quartier des Champs-Élysées reçut, ainsi qu'en fait foi le procès-verbal par lui rédigé, la visite d'un médecin et d'un hôtelier, venant lui signaler le décès, survenu dans l'hôtel de ce dernier, d'un nommé *Pédrazzo*, adonné aux stupéfiants.

C'était un Italien, qui recevait de temps à autre quelques légers subsides de son pays ; il vivait avec une fille *Grabbert*, Allemande d'origine, dont il avait fait la connaissance, deux ans et demi auparavant, dans un dancing de Hambourg où tous deux étaient employés. Ils faisaient dans leur chambre usage de drogues, dont l'influence les rendait très bruyants.

Le Commissaire se rendit à l'hôtel, constata que le corps ne portait *aucune trace de violence*, et le fit transporter, contre reçu joint au dossier, à l'Institut Médico-Légal. Des cachets de *véronal* furent trouvés dans la table de nuit, et

(1) Le permis d'inhumer est délivré lorsque la mort est rapportée à une intoxication par barbiturique ; au contraire, s'il s'agit de drogues du tableau B, le Parquet de la Seine fait toujours procéder à une enquête policière relative à la provenance des substances.

deux sachets de drogue (jetés par la fenêtre), ramassés ensuite sur une terrasse par des inspecteurs.

La fille Grabbert, interrogée, d'abord seule, puis assistée d'un interprète, reconnut que son amant prenait des stupéfiants et l'obligeait elle-même à en faire usage. Elle n'avait pour toutes ressources que les cadeaux faits par des amis de rencontre.

Questionnée sur la provenance des drogues, elle expliqua que Pedrazzo l'avait emmenée, deux jours avant sa mort, dans un bar de la place Blanche, où une « grosse femme » lui avait remis, d'abord gratuitement, 1/2 gramme d'héroïne, puis, à la suite d'une absence de vingt minutes, 1 gramme de cocaïne pour le prix de 50 fr., enfin, après une nouvelle absence, sur sa demande un second paquet semblable pour la même somme.

La provision de drogues fut bientôt épuisée, et Pedrazzo sortit le lendemain pour s'en procurer de nouveau, bien que les ressources du couple ne lui permissent plus guère de se nourrir (1).

Il revint vers 14 heures, déclarant à sa maîtresse avoir acheté deux paquets de stupéfiants pour 120 fr., qu'il avait payés avec une bague de celle-ci (la bague aurait été achetée 800 lires en Italie).

Dans la soirée, le couple se rendit encore une fois au bar de la trafiquante, laquelle apprit elle-même à la fille Grabbert que sa bague n'avait été estimée que 50 fr. et que Pedrazzo lui avait remis le complément en espèces. Ils achetèrent à nouveau 120 fr. de stupéfiants, renonçant à se procurer des aliments, rentrèrent à leur hôtel où ils passèrent la nuit à divaguer et s'endormirent au petit jour.

(1) Un grand quotidien fit de Pedrazzo l'héritier d'une grosse fortune, recevant d'Italie de généreux subsides !

La fille Grabbert s'éveilla une première fois vers 17 heures (elle jeta par la fenêtre ce qui restait de drogues), puis vers 19 heures ; c'est alors qu'elle constata le décès de son ami.

En présence de ces déclarations, le Commissaire du quartier fit accompagner la fille Grabbert au bar de la place Blanche par deux inspecteurs, dont le rapport constate qu'ils appréhendèrent une femme *Villain*, quatre fois condamnée. Celle-ci, interrogée par le Commissaire, reconnut avoir reçu la visite du couple, mais nia lui avoir remis des stupéfiants, tout au moins aux dates indiquées.

Une perquisition effectuée à son domicile n'amena la découverte que d'un paquet de *lactose* et d'un paquet de *bicarbonate*. La confrontation des deux femmes n'aboutit à aucun résultat, et la femme Villain déclara utiliser les substances saisies pour soigner son estomac.

Les « conclusions » du Commissaire envoyèrent la femme Villain au Dépôt, et la fille Grabbert, affaiblie par la drogue et le jeûne, à l'Hôtel-Dieu, puis le Parquet de la Seine fit ouvrir une information, et des mandats de dépôt furent délivrés contre les deux femmes.

Sur réquisitoire supplétif du Parquet tendant à rechercher *les causes de la mort* de Pedrazzo, le Juge d'instruction fit procéder à l'autopsie du cadavre : le médecin-légiste conclut à la nécessité d'une expertise toxicologique et plaça les viscères sous scellés. Le Directeur du laboratoire de Toxicologie fut alors commis pour l'analyse des *organes prélevés*, d'une part, et la reconnaissance des diverses *substances saisies* par le Commissaire, d'autre part.

Les diverses dépositions devant le Juge d'instruction confirmèrent les faits établis par l'enquête officieuse ; le patron du bar de la place Blanche n'avait, bien entendu, rien remarqué d'anormal ; quant à la fille Grabbert, elle reconnut

avoir reçu, ainsi que Pedrazzo, les soins d'un médecin pour une maladie spécifique qu'elle avait contractée.

Le praticien, entendu par le Commissaire de la Brigade Mondaine sur Commission rogatoire, confirma leur avoir administré en injections un produit à base de *mercure*.

Les renseignements de police indiquaient que le couple n'avait aucune habitude régulière et que la femme Villain vivait de la prostitution et de la vente des drogues.

Le rapport de l'expert toxicologue conclut à la véracité des déclarations des inculpées relativement aux substances saisies.

En ce qui concerne les viscères de Pedrazzo, ils furent soumis à des opérations très nombreuses en vue de la recherche, non seulement des stupéfiants, mais de toutes espèces de poisons (voir chapitre suivant). Des quantités assez importantes de *mercure* furent mises en évidence, puis localisées surtout dans *les reins*, ce qui, rapproché de l'absence de fixation de cette substance dans le foie, permit de conclure à une absorption à dose *thérapeutique* et non toxique, en rapport avec le traitement antispécifique suivi par Pedrazzo.

Une quantité d'*arsenic* de l'ordre du centigramme fut également constatée, principalement dans l'intestin, mais, en l'absence de symptômes d'intoxication aiguë par l'*arsenic*, ce produit semble avoir été absorbé à titre *thérapeutique*, à l'insu du médecin.

Enfin, il fut découvert des *traces de barbiturique et de cocaïne*, mais en quantité beaucoup trop faibles pour expliquer, même à titre *secondaire*, la mort de Pedrazzo.

Le médecin légiste, commis à nouveau pour fournir ses conclusions définitives, estima, en conséquence, que, *faute*

de preuve d'une intoxication par stupéfiants (1), le décès devait être attribué à de grosses lésions cardio-hépatorénales, *résultant des habitudes* de la victime.

Celle-ci, en effet, en dehors de l'abus qu'elle faisait des stupéfiants, buvait *chaque soir* deux ou trois « Pernod », une bouteille de vin, et souvent du cognac, puis absorbait du *véronal* afin de pouvoir dormir !

Dans ces conditions, la mort de Pedrazzo ne pouvant être attribuée à une entreprise criminelle, la femme Villain fut renvoyée en correctionnelle pour usage facilité de substances du tableau B, et la fille Grabbert pour infraction aux lois sur les stupéfiants ; la première fut condamnée à treize mois d'emprisonnement et mille francs d'amende, la seconde à 50 francs avec sursis.

(1) Il est souvent difficile de rapporter cette *preuve*, les drogues étant très rapidement éliminées (cf. chapitre suivant).

CHAPITRE III

L'EXPERTISE SCIENTIFIQUE

L'utilité de l'expertise scientifique en matière d'alcool et de stupéfiants se comprend d'elle-même et n'a pas besoin d'être justifiée.

Elle est susceptible d'apporter un concours précieux à l'instruction dans la recherche de deux ordres de faits bien distincts :

1° l'étude des substances, supposées toxiques, *découvertes sur un inculpé, ou à l'occasion d'une perquisition* et placées sous scellés ;

2° l'étude des substances (alcool et stupéfiants), qui ont pu être *ingérées par un individu déterminé*.

Nous allons considérer successivement ces deux hypothèses.

SECTION I. — Etude des substances saisies.

Les substances saisies peuvent, assez souvent, n'exister qu'à l'état de *traces*, notamment sur des papiers de couleur du type de ceux employés par les trafiquants. L'expertise s'impose tout spécialement lorsque les inculpés contestent la nature des drogues découvertes à leur domicile, prétendant, par exemple, qu'il s'agit de bicarbonate de soude et non de stupéfiants inscrits au tableau B.

A Paris, les organismes auxquels les magistrats instructeurs recourent le plus volontiers pour ces opérations sont le *Laboratoire de l'Identité Judiciaire* et le *Laboratoire de Toxicologie*, tous deux rattachés à la Préfecture de Police.

Chlorhydrate de cocaïne (1). — C'est une poudre blanche, en petits cristaux, très soluble dans l'eau et l'alcool, *fondant vers* $+ 195^{\circ}$, provoquant sur la langue une sensation d'*engourdissement*.

Il est facile de la reconnaître en la traitant dans un verre de montre par l'acide azotique concentré. Le résidu obtenu par évaporation à sec au bain-marie est additionné de potasse en solution alcoolique : il suffit alors de chauffer pour que se dégage une odeur aromatique de *benzoate d'éthyle*.

D'autres réactifs pourraient également être employés (permanganate de potasse, eau chlorée, iodure de mercure et de potassium), mais il nous suffira d'indiquer qu'on achève de caractériser la drogue en traitant sur une lame une gouttelette de sa solution aqueuse par une solution saturée d'*acide picrique* : on constate au microscope un précipité de picrate de cocaïne, cristallisé en feuilles de palmier.

Si la cocaïne contient du *sucré*, elle se colore par l'acide sulfurique concentré.

Héroïne. — L'héroïne est une poudre *jaunâtre, farineuse, fondant vers* $+ 219^{\circ}$, soluble dans l'eau.

Elle fournit une coloration :

- *lilas*, par le sulfomolybdate d'ammoniaque ;
- *rouge*, par l'acide sulfurique formolé ;

(1) Bien entendu, on peut aussi constater les réactions générales des alcaloïdes.

- *verte*, par le sulfosélénite de soude ;
- *jaunâtre, puis vert-clair*, avec l'acide nitrique concentré.

Il n'y a *pas de coloration avec l'acide iodique, ni le perchlorure de fer*.

Il est possible d'évaluer la quantité d'héroïne d'une poudre en comparant les précipitations obtenues avec sa solution aqueuse et avec des solutions titrées d'héroïne.

Morphine. — C'est une poudre incolore, amère, soluble dans 1.000 parties d'eau froide et 40 d'alcool. Les sels, pris à l'état solide, se colorent en rouge orangé par l'*acide azotique*.

Il y a une coloration *bleue, puis verte, par le perchlorure de fer*, et une mise en liberté d'iode (colorant en bleu l'empois d'amidon) sous l'action de l'*acide iodique*.

Opium. — L'opium se présente en *blocs* de forme variée, à consistance ferme et couleur *brun brillant*. La saveur est amère et on constate une forte odeur de pavot.

Il laisse une *trace brun clair sur le papier*, et *s'enflamme* facilement (cendres peu abondantes).

L'opium est soluble dans l'eau et l'alcool, mais non dans l'éther.

Lactose. — Le lactose (sucre de lait) est fréquemment mêlé à l'héroïne par les trafiquants. C'est une poudre blanche, soluble dans l'eau, qui réduit directement la *liqueur de Fehling* avec un pouvoir réducteur inférieur à celui du glucose.

Bicarbonate de soude. — Le bicarbonate, qui sert de même à étendre la cocaïne, est une poudre blanche, soluble

dans l'eau, un peu alcaline au tournesol, qui fait *effervescence* avec les acides, dégageant du *gaz carbonique*.

Il colore en jaune (*sodium*) la flamme du brûleur.

Ces caractères sont contrôlés par le résultat négatif de la recherche des autres acides ou métaux, ainsi que des stupéfiants, réglementés ou non.

On peut enfin doser l'alcalinité du produit saisi.

Laboratoires clandestins. — Le Juge d'instruction peut avoir intérêt à obtenir l'opinion autorisée des chimistes-experts sur la possibilité de fabriquer des drogues à l'aide de l'ensemble des produits chimiques saisis dans un laboratoire clandestin, lorsque les autres éléments de l'enquête permettent de supposer que ce laboratoire se livrait à de telles opérations.

C'est ce qui se produit, par exemple, lorsque l'installation est découverte à l'occasion de *perquisitions* effectuées dans une affaire de trafic illicite ; il est même parfois possible de mettre la main sur toute une *correspondance* adressée à des individus habitant Belgrade ou Istamboul.

C'est ainsi que put être arrêté et placé sous mandat de dépôt un chimiste, auteur de lettres dans lesquelles il insistait sur l'utilité de l'*acide acétique* pour ses opérations : il prétendit d'ailleurs que les substances saisies devaient être employées à la purification du goudron.

Notons à cette occasion que l'*acide acétique* peut être avantageusement utilisé *pour retirer la morphine* des alcaloïdes précipités (par le carbonate de sodium) d'une solution d'extrait d'opium, la purification étant achevée par l'ammoniaque.

De plus, l'acétate de morphine, plus soluble que le chlorhydrate, se prête très bien au transport, lorsqu'il est mé-

langé à de la cire, d'où on pourra ensuite le retirer par simple dissolution.

SECTION II. — Etude des substances absorbées.

Les substances alcooliques ou stupéfiantes absorbées par un individu déterminé peuvent être décelées, grâce aux effets qu'elles occasionnent sur l'organisme humain, effets qui seront constatés, soit par *l'examen externe*, soit par *l'autopsie*.

Par ailleurs, il est possible de *doser* directement les quantités de ces substances contenues dans les différents organes. Nous allons examiner successivement ces divers points.

§ 1. — Examen externe.

Le magistrat instructeur peut avoir intérêt à savoir, lorsqu'il s'agit d'un individu vivant, s'il est réellement alcoolique ou toxicomane ; seules, en principe, des données *cliniques* permettront alors de tirer quelques déductions du comportement du sujet, avec toutes les causes d'incertitude et d'erreur que peut comporter, au point de vue mental, un tel diagnostic.

Même en ce qui concerne *l'ivresse*, il faut se défier des apparences, car il est nécessaire d'éviter les confusions avec certaines formes d'idioties ou de manifestations épileptiques, et avec les troubles de l'équilibration, qui peuvent être causés par diverses affections ou même l'action de l'oxyde de carbone.

C'est pourquoi les plus expresses réserves doivent être

formulées à l'encontre de l'épreuve suivante, encore utilisée en Angleterre en 1926, d'après BARBIER (1) :

« Tenez-vous debout sur la jambe gauche, pliez l'autre, posez le coude sur le genou droit, et, en levant le bras droit, portez votre pouce à vos lèvres. »

L'individu qui ne pouvait réussir cette gymnastique était aussitôt condamné à une forte amende pour ivrognerie !

Cependant, en dehors de tout examen mental, il est souvent possible de constater sur les toxicomanes *quelques signes physiques précis*, permettant d'affirmer l'usage abusif de stupéfiants.

L'état de déchéance du sujet, dans le cas de la *cocaïne*, disparaît plus ou moins lorsqu'il est sous l'influence de la drogue, et les signes dont nous parlons sont alors les seuls qui soient discernables.

L'examen des fosses nasales révèle une congestion particulière de toute la muqueuse, et la cloison présente des ulcérations croûteuses, pouvant arriver à *perforer complètement* le cartilage. Le cocaïnomane est sujet à des épistaxis et à une sorte de coryza chronique.

En dehors de ces signes, on constate un état saburral des voies digestives, de la congestion du foie, une exagération des réflexes tendineux, et l'individu se plaint de constipation.

Enfin, on peut généralement rencontrer sur le corps des *lésions cutanées*, dues au grattage occasionné par une sensation d'insectes se déplaçant à l'intérieur de la peau.

Les *éthéromanes* présentant une intoxication chronique se trahissent par l'odeur d'éther qu'ils dégagent.

Quant aux *morphinomanes*, les abcès, si souvent provo-

(1) *Op. cit.* Cet auteur propose de munir les Commissaires de police d'un questionnaire détaillé sur le comportement des ivrognes.

qués par les piqûres faites dans les conditions les plus défavorables, laissent sur leur corps des *cicatrices pigmentées*, dont la présence dénonce leur passion, et qui ne se trouvent généralement que dans les régions pouvant être atteintes *par le sujet lui-même*.

§ 2. — Autopsie.

Lorsqu'il s'agit d'un *cadavre*, ce sont les données fournies par la médecine légale, complétées obligatoirement par les indications *scientifiques* de la chimie toxicologique, qui permettront de dire si l'individu a succombé à l'ingestion de telle ou telle substance, et notamment soit de stupéfiants, soit de barbituriques.

Ceci peut présenter un intérêt considérable pour les enquêtes judiciaires et la solution de la question : *la mort est-elle due à un accident, à un crime ou à un suicide ?*

A ce propos, il y a lieu de noter l'augmentation constante de la fréquence des suicides par empoisonnements (rappelons les nombreux décès dus aux barbituriques), en nombre à peu près égal pour les deux sexes, alors qu'on rencontre quatre fois plus d'hommes que de femmes sur le total des suicidés.

Les empoisonnements-suicides ne donneront souvent lieu à aucune intervention judiciaire, les symptômes en étant fréquemment observés dans un hôpital et le malade indiquant lui-même le poison qu'il a utilisé.

Nous rappelons que, lorsqu'il s'agit d'une drogue du tableau B, une *enquête* cherchera à établir par quels moyens la victime se l'était procurée, et qu'ainsi peut s'ouvrir une affaire de trafic illicite.

Le diagnostic de l'état d'imprégnation éthylique ou toxi-

que d'un cadavre présente, d'autre part, un intérêt considérable dans le cas où un individu est accusé d'avoir donné la mort à la victime : il est alors possible, dans certains cas, d'invoquer un tel état pour motiver un acte de légitime défense ou pour échapper à la responsabilité d'un accident de la voie publique.

L'inculpé peut même se trouver complètement innocent s'il est possible d'établir que le décès est dû à un *accident* ou à un *suicide* (1).

Inversement, si l'accusé ou un de ses complices avait *intentionnellement* enivré la victime, il pourrait y avoir là une circonstance aggravante ; remarquons d'ailleurs que les voleurs « opèrent » souvent sur des ivrognes.

Enfin, la validité du *consentement* de la victime, lorsque ce consentement est pris en considération (viol), ne saurait être reconnue si celle-ci était en état d'ivresse.

L'expertise médico-légale, en matière d'intoxications, ne peut fournir de résultats intéressants que si elle intervient *le plus tôt possible* après le décès, car la plupart des substances ingérées sont éliminées *très rapidement* ; de plus, les *ptomaines* qui prennent naissance au cours de la putréfaction rendent très difficile la recherche des alcaloïdes, dont elles sont assez voisines.

Les individus morts en état d'*ivresse* montrent à l'autopsie de la *congestion* et de l'*œdème* pulmonaires, de la congestion méningée et de petites *ecchymoses* de la muqueuse gastrique.

L'intoxication aiguë par l'*opium* (ou la morphine) se

(1) Un certain nombre d'exemples en ce sens pourraient être cités, en matière d'ivresse alcoolique : notons le cas d'un marinier dont le cadavre fut repêché, d'un sergent qui se mit à genoux sur sa fenêtre pour uriner et se tua en tombant, des décès d'ivrognes dus au froid, etc...

Les *plaies* ou *ecchymoses* que les individus ivres peuvent se faire en tombant font assez souvent songer de prime abord à un homicide,

traduit par *une congestion intense et généralisée des vis-cères*, notamment à la périphérie de l'encéphale. Le sang, fluide ou non, est noirâtre, et un liquide séreux remplit les cavités ventriculaires ; de petits foyers hémorragiques se rencontrent au niveau des poumons (1).

La *cocaïne* détermine aussi de l'œdème et de la congestion pulmonaire, avec infractus nombreux disséminés dans les poumons (2).

Les recherches toxicologiques devront principalement être effectuées (en dehors des matières et des vomissements) dans les liquides organiques (sang, urine, bile) et dans le foie, les reins et la rate.

A cet effet, le médecin-légiste prélève des morceaux d'organes et les renferme, après les avoir pesés, dans des boîtes scellées et munies d'une étiquette (mais non clos hermétiquement, pour éviter l'éclatement que pourraient déterminer les gaz de la putréfaction).

§ 3. — Recherche des stupéfiants.

Méthode de Stas. — Cette méthode s'applique à la recherche de tous les alcaloïdes, ceux-ci formant avec l'acide tartrique des sels acides qui sont solubles dans l'alcool et dans l'eau (3).

(1) Le *laudanum* colore en jaune les muqueuses de l'œsophage et de l'intestin, sans les attaquer comme le ferait l'acide nitrique. A noter que, parmi les alcaloïdes de l'opium, la morphine ne vient qu'au cinquième rang dans l'ordre de toxicité.

(2) D'après Balthazard, *op. cit.*

(3) L'expert procédera le plus souvent à un examen toxicologique complet et systématique portant sur tous les poisons. C'est ainsi que nous avons pu, dans l'affaire Pedrazzo, voir M. Kohn-Abrest, directeur du Laboratoire de Toxicologie, rechercher successivement l'oxyde de carbone (examen spectroscopique du sang), les substances volatiles réductrices dans le sang (alcool, éther...), les poisons volatils des organes (phénol, benzine, essences, formol, phosphore, acide cyanhydrique, chloroforme, etc...), les sulfocyanures, les poisons d'origine minérale (mercure, arsenic, plomb, bismuth, baryum, zinc), et enfin les poisons végétaux et de synthèse (glucosides, barbituriques, alcaloïdes).

Ainsi, il suffit d'ajouter aux matières suspectes, préalablement broyées, 1 à 2 grammes d'acide tartrique et le double de leur poids d'alcool à 95°, pour obtenir, à la température de 70°, une solution alcoolique de *tartrates d'alcaloïdes*.

La liqueur est concentrée dans le vide et filtrée, puis évaporée, et on fait une solution aqueuse de ce qui subsiste après évaporation.

Les alcaloïdes sont libérés des tartrates par le bicarbonate de soude et extraits par l'éther (ou l'alcool et le carbonate de soude) : ils se déposeront par évaporation.

Il ne reste plus qu'à reconnaître la nature des alcaloïdes, à l'aide de leurs réactions spécifiques (notamment avec les bases et les acides).

Lorsque, à côté de la *morphine*, il est possible de caractériser la *narcotine*, c'est qu'il s'agit d'opium et non de morphine pure.

Questions médico-légales. — La recherche des poisons dans les viscères est toujours *indispensable* après l'autopsie et confirmera utilement les lésions observées. Elle est possible même lorsque la putréfaction est avancée, et il n'est pas indispensable de procéder à une expérimentation physiologique sur les animaux.

La *morphine* trouvée dans un poids donné de viscères sera pesée ; la dose mortelle est de 20 à 40 centigrammes chez l'adulte normal (1), et le toxique se trouve alors surtout *dans le foie*.

Mais, si elle n'est pas mortelle, la drogue est éliminée par les reins en 12 à 50 heures.

(1) Opium : 1 à 2 grammes. Laudanum : 40 à 60 grammes. Les doses sont bien plus faibles chez les enfants et les individus à tares organiques.

Quant à la *cocaïne*, elle est éliminée en partie par les reins et détruite complètement par le foie : aussi est-elle assez difficile à caractériser.

Barbituriques. — Les barbituriques (souvent éliminés très rapidement par l'organisme) peuvent être extraits par l'éther en milieu *acide*, en employant une méthode analogue. Le résidu de l'évaporation, *qui n'est pas cristallisé*, est purifié et délayé dans l'eau chaude, filtré, et enfin traité par une solution à 1 % de nitrate mercurieux (KOHN-ABREST) : l'hypnotique se révèle par un précipité *blanc*, puis *gris foncé*.

Après la mort, les barbituriques peuvent se transformer en *sulfocyanures* : ceux-ci, traités par un mélange oxydant, libéreront de l'acide cyanhydrique qui pourra être caractérisé. C'est peut-être à cette transformation que seraient dues la *coloration rose* et les lividités roses en position non déclive, signalées *dans certains cas* d'intoxications par hypnotiques par MM. DERVIEUX, DESOILLE et MÉLISSINOS. Cette coloration peut être superficielle et sembler due au froid, ou atteindre même les viscères, simulant l'action de l'oxyde de carbone (1).

§ 4. — Recherche de l'alcool.

Nous avons vu les difficultés du diagnostic *clinique* de l'état d'ivresse, diagnostic limité au surplus aux individus *vivants*. Aussi a-t-on recherché une méthode *scientifique* permettant d'effectuer le dosage de l'alcool contenu dans le corps, principalement en opérant sur les cadavres, qu'il s'agisse de morts subites consécutives à une intoxication

(1) *Annales de Médecine légale* 1934, p. 443.

aiguë ou de l'hypothèse d'une ivresse possible de la victime.

Mais il faut bien noter que les doses d'alcool absorbées sont *éliminées ou détruites en totalité dans les vingt-quatre heures*.

Méthode de Nicloux. — La méthode utilisée consiste à distiller un certain poids de sang ou d'organes broyés (il suffit de moins de 10 grammes), après addition d'acide picrique pour éviter la mousse.

L'alcool passe dans le distillat où on le dosera en l'oxydant complètement (jusqu'à changement de teinte) par le *bichromate de potasse* à 19 p. 1.000, en présence d'acide sulfurique.

La teneur en alcool est facile à établir : si on opère sur 5 cc. de distillat, il faut un 1 cc. de bichromate pour oxyder 1 cc. d'alcool absolu pour 1.000.

Résultats. — L'alcool diffuse et se répartit d'une façon à *peu près homogène* dans tous les organes et humeurs.

La quantité minima d'alcool ingérée dans les vingt-quatre heures qui précèdent la mort sera obtenue en multipliant la teneur pour 1.000 du sang en alcool par le poids du corps. (Pratiquement, la quantité trouvée correspond souvent à celle réellement absorbée dans les deux ou trois heures qui ont précédé la mort (1).

M. le Professeur BALTHAZARD (2) a établi que les teneurs

(1) Le dosage de l'alcool et la variation des taux sous diverses influences ont donné lieu à plusieurs communications insérées aux *Annales de Médecine légale* (voir Index bibliographique).

Lorsque la *putréfaction* est avancée, les substances qui prennent naissance sont oxydées par le bichromate et faussent les résultats ; il faut alors recourir à des méthodes compliquées.

Voir cependant une communication récente de Nicloux à ce sujet (*Annales méd. lég.* 1935, p. 113).

(2) *Op. cit.*

en alcool de 2 à 3 pour 1.000 indiquent *un état anormal* ou même une ébriété légère ; les teneurs de 3 pour 1.000 correspondent à l'*ébriété*, et celles supérieures à 4 pour 1.000 à l'*ivresse complète*, et cela, *même chez les alcooliques invétérés*.

La dose mortelle serait d'environ 10 pour 1.000 (ceci fut confirmé dans un cas de suicide par l'eau-de-vie), mais, le plus souvent, la mort survient par refroidissement ou hémorragie avant que ce taux soit atteint.*

Il est parfois possible de reconnaître à l'*odeur* la nature de la boisson alcoolique ingérée, et Mme BALTHAZARD a signalé un procédé pour reconnaître *le vin rouge* dans le *contenu gastrique* (mise en évidence de l'acide tartrique et des matières colorantes) (1).

Nous signalons en terminant, sans y insister, car ce problème s'applique surtout à l'appréciation de la responsabilité pénale, les *difficultés juridiques* d'un prélèvement de sang ou d'urine sur un individu vivant, *sans son consentement* et aussitôt après son arrestation, en vue du dosage de l'alcool par la méthode si intéressante que nous venons d'exposer. Cette question a été développée par SIMONIN et PROVENT (2), mais il n'apparaît pas actuellement dans l'esprit de nos institutions qu'un juge puisse légalement commettre un expert pour un tel prélèvement, et que ce dernier puisse l'exécuter sans tomber sous le coup de la loi pénale.

(1) *Annales de Médecine légale*, juillet 1922.

Il convient de rappeler que certaines personnes présentent une susceptibilité individuelle pour certaines boissons qu'elles ne peuvent supporter.

(2) *Ann. méd. lég.* 1926, p. 304.

CHAPITRE IV

NOTIONS SUR LA POURSUITE DES INFRACTIONS FISCALES

Nous passerons en revue successivement les règles essentielles concernant la *recherche*, la *constatation* des infractions fiscales, et la *procédure* spéciale qui est suivie en cette matière (1).

§ 1. — Recherche des infractions.

Nous avons déjà examiné, dans notre seconde partie, les règles particulières de contrôle applicables à telle ou telle catégorie de personnes se livrant à des opérations industrielles ou commerciales relatives aux boissons alcooliques, et mentionné notamment les *visites et vérifications* auxquelles la Régie a la possibilité de procéder dans les différents cas.

Il nous suffira donc d'indiquer ici les *principes généraux* qui doivent être observés par les agents de l'Administration dans l'accomplissement de leurs opérations.

(1) Nous n'avons pas à nous occuper ici du *recouvrement des droits*, qui peut s'effectuer par voie de contrainte et est garanti par un privilège mobilier du Trésor sur les biens des redevables et des comptables; les expéditeurs ayant acquitté les impôts pour leurs clients sont subrogés aux droits du Trésor.

Nous rappelons que la Régie ne peut être atteinte par la faillite du redevable et que son action se prescrit en principe par un an. Les questions portant sur le fond des droits sont de la compétence de la juridiction *civile*, qui applique la *procédure spéciale aux matières d'enregistrement*; le défendeur peut user d'ailleurs de tous moyens de preuve.

Les règles relatives aux visites et vérifications diffèrent, selon qu'il s'agit d'un particulier *assujetti ou non* à l'exercice.

Dans le premier cas, les inspections doivent, en principe, avoir lieu entre le lever et le coucher du soleil, dans les locaux professionnels.

Mais, s'il s'agit d'un simple particulier, les agents ne peuvent pénétrer, aux heures légales, dans des locaux non affectés à habitation sans être munis d'un *ordre* spécial et motivé, émanant d'un employé ayant au moins le grade de *contrôleur*, et sans être accompagnés d'un *officier de police judiciaire* ; l'ordre devra être visé par ce dernier et lu à l'intéressé, qui est invité à le signer.

Cependant, il est possible, sauf de nuit, de *suiivre* chez un particulier, sans observer les formalités légales, les marchandises qui ont été introduites chez lui au moment même où elles allaient être saisies.

Par ailleurs, il n'est pas possible aux agents de pénétrer dans les locaux d'habitation d'une personne non assujettie à l'exercice, sans avoir préalablement obtenu une *ordonnance* rendue à ce sujet par le Président du Tribunal ou le Juge de Paix. De toute façon, les locaux doivent être remis en état à la fin des opérations.

Il y a lieu de noter que les règles précédentes ne s'appliquent pas dans quelques cas où le législateur s'est montré particulièrement sévère, par exemple, en matière de distillerie clandestine ou de fabrication de vins artificiels.

Les résultats des vérifications opérées sont inscrits *au compte du redevable* sur des registres dits « portatifs » tenus par la Régie, et où sont également mentionnées les licences, déclarations de cessation de commerce, etc...

Ces registres, signés par deux agents, cotés et paraphés

par le juge de paix et un fonctionnaire désigné par le Préfet, font foi *jusqu'à inscription de faux*, et des extraits peuvent, dans certaines conditions, en être délivrés aux intéressés.

§ 2. — Constatation des infractions.

La constatation et la preuve des infractions fiscales se feront ordinairement à l'aide de *procès-verbaux*, jadis soumis à des règles de forme très rigoureuse, mais qui sont aujourd'hui régis en principe par le droit commun.

Ils n'en constituent pas moins, ainsi que nous le verrons, *la base essentielle* de toute poursuite dirigée par la Régie ; le Ministère public, dans les cas où la loi lui reconnaît le droit d'action, peut, au contraire, utiliser les modes de preuves habituels.

Le procès-verbal sera le plus souvent dressé par un agent de la Régie, mais il peut également être rédigé par les agents de l'octroi ou des douanes, et même, pour certaines infractions, par des employés des Finances et de quelques autres administrations, des gendarmes ou des gardes-champêtres.

Rédaction du procès-verbal : Le procès-verbal peut être rédigé soit par un seul, soit par plusieurs des agents qui ont procédé à la constatation, mais, dans tous les cas *et à peine de nullité*, seuls peuvent y figurer les agents qui ont pris une part personnelle et directe à la constatation du fait.

Les procès-verbaux en matière de Contributions indirectes ne sont plus susceptibles de nullités de forme, mais peuvent cependant être considérés comme nuls, dans les conditions habituelles, lorsqu'une formalité *substantielle* fait

défaut. Ils renferment l'indication de la cause exacte de la saisie, c'est-à-dire les faits de nature à établir l'existence de l'infraction et les articles de loi applicables, les noms, qualités et demeures des agents et du directeur départemental, la désignation des objets saisis et du gardien de la saisie, la mention que le prévenu assistait à la saisie ou y avait été convoqué et que celle-ci lui a été déclarée, enfin le lieu et la date de clôture du procès-verbal.

D'autres mentions sont parfois ajoutées, lorsqu'il s'agit de cas spéciaux, tels que falsification d'expéditions ou saisie de moyens de transport.

Le procès-verbal doit être porté à la connaissance du prévenu qui en reçoit lecture ; un affichage à la mairie est prévu lorsque le contrevenant n'est pas présent à l'opération.

L'*affirmation* des procès-verbaux n'est plus nécessaire, mais ils doivent être *enregistrés* dans les quatre jours.

Nous rappelons que, en principe, l'agent verbalisateur est autorisé à saisir la fraude envers le fisc partout où elle se manifeste à ses yeux, sans avoir à rechercher à qui il convient spécialement d'en attribuer la perpétration, et que son zèle est récompensé par des gratifications spéciales (1).

Force probante des procès-verbaux : Les faits matériels constatés par l'agent et mentionnés dans les procès-verbaux en matière de Contributions indirectes ne peuvent être combattus *que par une preuve contraire* écrite ou testimoniale, qui peut être administrée *en tout état de cause* et même en appel, lorsque le prévenu a annoncé cette intention, en termes d'ailleurs quelconques.

(1) Quant aux *indicateurs*, il leur appartient de justifier que leurs renseignements ont bien été fournis avant la rédaction du procès-verbal.

Lorsqu'il s'agit d'une audition de témoins, le Tribunal, qui admet l'utilité de la preuve en l'espèce, doit prononcer le renvoi de l'affaire à quinzaine au moins, et le prévenu doit déposer au Greffe la liste de ses témoins, en principe dans les trois jours francs.

§ 3. — Procédure.

Les infractions aux lois sur les Contributions indirectes sont sanctionnées, comme nous le verrons, soit par des amendes, soit cumulativement par des amendes et une peine d'emprisonnement. Il peut également se faire que ces infractions s'accompagnent d'un délit de droit commun, avec lequel elles ont pris naissance, soit dans le même fait, soit dans des faits connexes.

La procédure applicable en la matière déroge à celle du Code d'Instruction Criminelle en plus d'un point, et nous allons en exposer les grandes lignes.

Action publique : *La Régie*, seule, possède le droit de poursuite lorsque l'infraction n'est pas passible d'emprisonnement, et elle a, de plus, la possibilité d'intervenir dans toute instance pénale où il se révèle une infraction fiscale annexe, ou de se constituer partie civile pour défendre ses intérêts lésés. Mais elle ne peut se désister et un *procès-verbal* lui est indispensable pour pouvoir agir.

Le Ministère public, par contre, peut seul poursuivre les contraventions passibles d'une peine de *prison*, ainsi, bien entendu, que les délits de droit commun qui seraient connexes à une infraction fiscale (1).

(1) La *détention préventive* peut même être ordonnée par un juge d'instruction, dans certains cas, pour des contraventions passibles d'amende, mais elle obéit alors à des règles très spéciales, n'étant que l'exercice anticipé de la contrainte par corps.

Jugement : *Le Tribunal correctionnel*, seul compétent, peut être saisi par la comparution volontaire du prévenu, par une ordonnance de renvoi d'un juge d'instruction, par une requête de la Régie aux fins de confiscation d'objets en fraude, ou enfin, et c'est le cas le plus fréquent, par une *citation directe*, contenant l'énoncé précis des faits reprochés et donnée par la Régie elle-même au contrevenant. Cette citation de la Régie doit intervenir dans l'année du procès-verbal, ou même dans le mois s'il s'agit d'un individu arrêté, mais le procès-verbal peut toujours être rédigé tant que l'action publique n'est pas prescrite.

Nous rappelons qu'en matière d'infractions fiscales, les prévenus ne sauraient invoquer la bonne foi ou l'erreur, non plus que la tolérance habituelle de l'Administration. Les seules excuses pouvant être prises en considération sont les cas de force majeure et la démence ; quant à l'excuse de minorité, elle ne joue que pour les peines de prison.

Transaction : La Régie a la possibilité de transiger avec les contrevenants sur le montant des amendes et des confiscations, éventuelles ou prononcées, mais non sur les peines de prison qui résultent du jugement.

La transaction doit être soumise à *l'approbation* du directeur départemental, du directeur général ou du ministre, selon le montant des sommes qui sont en jeu.

Appel : Les décisions en matière de Contributions indirectes peuvent être frappées d'appel, dans les conditions habituelles, par le prévenu, par le civilement responsable, par le directeur départemental et par le Ministère public, dans le cas où ce dernier aurait eu le droit d'action.

L'appel interjeté par la Régie est simplement notifié à personne ou à domicile, mais celui qui est formé à son encontre suppose une déclaration au Greffe, qui sera ensuite notifiée. Ces appels doivent être introduits dans les dix jours de la prononciation du jugement.

QUATRIÈME PARTIE

RÉPRESSION DES INFRACTIONS

Nous aurons à considérer dans un premier chapitre les pénalités applicables, en Droit positif français, aux infractions qui font l'objet de notre étude ; une première section sera consacrée aux *contraventions* de simple police, une deuxième aux *délits* et une troisième contiendra quelques brèves indications sur les *pénalités fiscales*.

Nous prendrons ensuite, dans le Chapitre II, quelques exemples choisis parmi les *législations étrangères*, et nous signalerons enfin plusieurs mesures intéressantes contenues dans le *projet* de Code pénal français.

CHAPITRE PREMIER

PEINES APPLICABLES AUX INFRACTIONS

SECTION I. — Contraventions de simple police.

Infractions aux arrêtés préfectoraux et municipaux : Les infractions aux arrêtés réglementant les débits de boissons sont punies d'une amende de 1 à 5 fr., par application de l'article 471 § 15 du Code Pénal.

Infractions à la loi du 1^{er} octobre 1917 : Plusieurs infractions à la loi sur l'ivresse sont punies de peines de simple police, mais il ne faut pas perdre de vue *les effets de la récidive* sur la nature de ces infractions, question que nous avons examinée en traitant de la compétence.

Le taux de l'amende pouvant être prononcée n'est pas le même pour toutes ces contraventions, ainsi que nous allons le signaler rapidement.

Le fait de servir des boissons alcooliques à un *mineur de dix-huit ans*, de même que le fait de lui vendre des boissons à crédit ou pour emporter, est puni d'une amende de 1 à 5 fr.

Lorsqu'il y a *récidive* dans les douze mois et dans les conditions que nous avons déjà indiquées, le Tribunal doit infliger au délinquant trois jours d'emprisonnement, et se déclarer incompétent lorsqu'il constate une seconde récidive, qui relève alors de la juridiction correctionnelle.

L'emploi de *femmes de moins de dix-huit ans* dans un débit constitue une contravention de seconde classe, c'est-à-dire que le taux de l'amende est compris entre 6 et 10 fr. inclusivement (article 475 C. P.), mais, en cas de *récidive*, la peine de prison qui sera prononcée peut être élevée jusqu'à cinq jours (article 478 C. P.).

Le *défaut d'affichage* de la loi de 1917, l'emploi d'exemplaires non fournis par la Régie, ainsi que le fait de détruire ou lacérer les affiches, sont punis d'une amende de 1 à 5 fr. inclusivement, c'est-à-dire des pénalités correspondant à une contravention de la première classe. Le délinquant est, en outre, condamné aux frais du rétablissement de l'affiche.

Quant à *l'ivresse* elle-même, elle est punie par l'article 1^{er} de la loi de 1917 d'une amende de 1 à 5 fr., s'il s'agit d'une première contravention ou si les éléments de la récidive ne sont pas réunis.

Cette peine est également prononcée à la *première récidive*, mais un emprisonnement de trois jours au plus vient s'y ajouter, sauf dans le cas où le juge de simple police estimerait devoir faire bénéficier le contrevenant des circonstances atténuantes.

Il y a lieu de noter que la loi de 1917, contrairement à la législation antérieure, n'exige plus que les deux infractions aient été commises *dans un même ressort*, mais ne fait, par contre, entrer en ligne de compte pour le calcul de la récidive que les contraventions *d'ivresse* : aussi, peut-on dire que cette récidive est *spéciale* quant aux infractions, mais *générale* quant aux lieux où la seconde contravention est commise.

Par ailleurs, la Cour de Cassation exige que le second jugement mentionne *le caractère définitif* de la première décision (Cass. 23 octobre 1909 B. Cr. 479).

Le système de récidive prévu par la loi de 1917 est à coup sûr moins pittoresque que celui institué par François I^{er} (Ordonnance de 1536), qui punissait l'ivrogne de prison avec régime au pain et à l'eau ; la seconde infraction lui valait d'être fouetté dans l'intérieur de la prison, et la troisième d'être fouetté publiquement. Enfin, s'il récidivait à nouveau, on lui coupait l'oreille et le bannissement était prononcé contre lui.

SECTION II. — Délits.

§ 1. — Boissons alcooliques.

Les délits relatifs aux boissons alcooliques résultent, les uns, de la loi de 1915 sur les débits de boissons, les autres, de la loi de 1917 sur l'ivresse publique ; cette dernière institue des infractions qui sont toujours des délits, et, par ailleurs, transforme en délits d'autres infractions par l'effet de la récidive (1).

Nous mentionnerons tout d'abord les peines d'amendes applicables aux délits commis *à l'occasion de l'exploitation d'un débit*.

C'est ainsi que la loi de 1915 (modifiée par la loi du 20 décembre 1933) prononce une amende de 16 à 100 fr. lorsqu'il s'agit d'infractions aux dispositions réglementant la déclaration d'ouverture ou de mutation (articles 1 et 2), ou de défaut d'autorisation pour un débitant occasionnel (article 7).

L'amende s'élève de 16 à 200 fr. dans le cas de personnes incapables d'exploiter un débit (articles 3, 4 et 5) avec interdiction de tenir un tel établissement pendant un délai dont

(1) Nous signalons que la loi de 1917 ne punit pas la complicité.

le Tribunal fixera la durée ; l'amende peut être doublée s'il y a récidive, un emprisonnement de 6 jours à un mois pouvant en outre, être prononcé.

Enfin, une amende, pouvant aller de 100 à 2.000 fr., sans préjudice de pénalités fiscales, s'applique s'il s'agit d'une ouverture illégale de nouveau débit de boissons alcooliques (le Tribunal peut, de plus, fixer un délai d'interdiction d'exploitation), ou de la vente desdites boissons par un marchand ambulant.

Il convient, par ailleurs, de signaler que les *circonstances atténuantes* sont inapplicables aux règles concernant les débits de spiritueux et les marchands ambulants (articles 10 à 13).

Infractions résultant de la loi de 1917 : La loi de 1917 punit d'un emprisonnement de 6 jours à un mois et d'une amende de 16 à 300 fr. le fait *d'avoir enivré un mineur de dix-huit ans*, et nous avons déjà examiné d'autre part les conséquences d'une telle condamnation.

Quant au fait *d'employer ou de recevoir des femmes de débauche*, il est frappé d'une peine de 6 jours à 6 mois de prison et d'une amende de 50 à 500 fr., mais ces peines peuvent être doublées si les femmes sont de la même famille que le prévenu, sauf à envisager s'il y a lieu de tenir compte des circonstances atténuantes. En outre, le Tribunal prononce la déchéance des droits politiques pour une durée de cinq années, et doit même ordonner la fermeture définitive de l'établissement, dans le cas où une nouvelle infraction y serait constatée dans les deux ans (article 10, modifié par la loi du 20 décembre 1933).

Nous avons expliqué, dans la précédente section, que *l'ivresse manifeste* devient un délit à partir de la seconde

récidive : elle est alors passible de six jours à un mois d'emprisonnement et de 16 à 300 fr. d'amende.

Une nouvelle récidive, intervenant moins d'un an après une telle condamnation correctionnelle, est punie du maximum des peines, qui peuvent en outre être portées au double. Mais si plus d'un an s'est écoulé depuis que le précédent jugement est devenu définitif, l'ivresse constitue à nouveau une simple contravention.

Il y a lieu, par ailleurs, de noter que la règle du *non-cumul* des peines s'applique, du moins aux peines principales, lorsque l'ivresse est devenue un délit correctionnel (Cass. 30 décembre 1922 B. Cr. 442).

Lorsque le fait pour un débitant de recevoir des ivrognes ou de servir des boissons alcooliques à des mineurs de dix-huit ans est devenu un délit, il entraîne les mêmes pénalités que l'ivresse manifeste et dans les mêmes conditions.

Peines complémentaires : Le jugement du Tribunal qui condamne un individu pour récidive correctionnelle d'ivresse manifeste, ou des infractions que nous venons de citer, prononce obligatoirement et dans tous les cas, à l'encontre du délinquant, l'incapacité d'exercer les droits de vote et d'éligibilité, ainsi que les fonctions publiques (y compris celles de juré), et l'interdiction de port d'armes (1).

Il suffit d'ailleurs que la décision de justice se réfère à l'article 3 de la loi de 1917, qui limite ces incapacités à une durée de deux ans, à partir du jour où la condamnation est définitive.

Il est à remarquer que, s'il s'agit d'une infraction commise par un débitant relativement à l'admission dans son

(1) Le jugement peut, d'autre part, prononcer la déchéance de puissance paternelle et des droits visés à l'article 1^{er} de la loi du 24 juillet 1889.

établissement d'ivrognes ou de mineurs, le Tribunal a, en outre, la possibilité *de lui interdire l'exploitation d'un débit de boissons* pour une durée maxima de *deux années* (article 6 de la loi de 1917, modifié par la loi du 20 décembre 1933).

Toutes les fois que le Tribunal correctionnel connaît d'une infraction à la loi de 1917, il lui est loisible d'ordonner l'affichage de son jugement aux emplacements qu'il désignera lui-même.

Enfin, nous rappellerons l'incapacité d'exploiter un débit, dont nous avons déjà parlé dans la seconde partie, et la fermeture de l'établissement, dans le cas de réception de femmes de débauche.

La loi du 20 décembre 1933, modifiant l'article 11 de la loi de 1917, a également prononcé *l'interdiction d'exploitation de débit*, pour une durée à *déterminer* par le Tribunal, à l'encontre des individus condamnés à un mois d'emprisonnement au moins pour une infraction quelconque à cette loi, et de ceux condamnés pour réception de femmes de débauche.

Il y a lieu de noter que, dans tous les cas où l'interdiction d'exercer la profession est prononcée (1), elle est sanctionnée par la menace d'une amende de 500 à 5.000 fr. et d'un emprisonnement de six jours à deux ans. Par ailleurs, lorsque cette interdiction doit durer plus de deux ans, *la vente aux enchères du fonds* est ordonnée par le Tribunal, qui commet à cet effet un administrateur provisoire et un notaire. Si le fonds était exploité par le condamné pour le compte du propriétaire, ce dernier sera autorisé à en effectuer la reprise dans tous les cas (article 8 et 9 de la loi du 20 décembre 1933).

(1) Il en est de même dans les cas qui nous restent à examiner (absinthe et toxiques).

En ce qui concerne les infractions à la loi de 1917, il ne nous reste plus qu'à signaler la possibilité d'appliquer les *circonstances atténuantes* aux peines de prison et d'amende.

Infractions diverses: *L'opposition à l'exercice* des employés de la Régie, lorsqu'elle est accompagnée de rébellion et de voies de fait, constitue une infraction pénale sanctionnée par les articles 209 à 216, 218, 230 à 233 du Code Pénal.

Dans le cas où ce délit aurait été commis par un débitant de boissons, le Tribunal ordonne la fermeture de l'établissement pendant une durée de trois à six mois.

Nous devons mentionner en terminant les règles concernant la répression des infractions aux dispositions légales *relatives à l'absinthe et aux liqueurs similaires*; ces infractions, constituant *à la fois* des délits de droit commun et des contraventions fiscales, sont recherchées et constatées comme en matière de fraudes à la diligence du Ministère public, et peuvent être sanctionnées de deux façons différentes (articles 146 du Code des Contributions indirectes, Décret du 19 juillet 1934): à la requête du Ministère public, par une peine de un mois à un an de prison et une amende de 100 à 3.000 fr. ou l'une de ces peines seulement, à la requête de la Régie par des pénalités fiscales.

Le Tribunal peut, en outre, *interdire au prévenu d'exercer un commerce* relatif à la vente ou à la circulation des boissons, vins et liqueurs, pendant une durée maxima de deux années. Cette interdiction, ainsi que la peine d'emprisonnement, est *obligatoire* en cas de *récidive* dans un délai de 2 ans et dans le même établissement.

§ 2. — Stupéfiants.

Peines principales : Les peines applicables en matière de

substances vénéneuses réglementées sont différentes suivant le tableau auquel sont inscrites ces substances.

Les infractions aux prescriptions réglementaires *concernant les tableaux A et C* sont punies d'une amende de 100 à 3.000 fr. et d'un emprisonnement de six jours à deux mois ou de l'une de ces peines seulement.

En ce qui concerne *le tableau B*, des pénalités renforcées ont été établies par le législateur pour sanctionner les infractions à la réglementation, ainsi que les délits spécialement prévus par les textes en vigueur : l'amende varie de 1.000 à 10.000 fr., et l'emprisonnement de trois mois à deux ans.

Peines complémentaires : Quelles que soient les substances vénéneuses en cause, le Tribunal a la faculté de procéder à la *confiscation* des produits qui ont été saisis (article 4 de la loi de 1845, modifiée par la loi du 12 juillet 1916 et la loi du 20 décembre 1933), et même, s'il s'agit de *stupéfiants du tableau B*, dont l'usage a été facilité ou qui étaient employés en société, il a l'obligation de prononcer cette mesure à l'égard des drogues, des ustensiles et du matériel saisis, ainsi que des meubles garnissant les lieux.

Une seconde peine complémentaire peut également être appliquée en matière de stupéfiants : c'est *l'interdiction de l'exercice de la profession* à l'occasion de laquelle le délit a été commis, pendant une durée maxima de *deux années* ; cette interdiction est *obligatoire*, pour une durée *fixée par le Tribunal*, s'il s'agit des infractions qui rendent la confiscation elle-même obligatoire.

Au cas d'une *pharmacie*, la confiscation des drogues peut également être prononcée pour infractions aux règlements ou délivrance sur ordonnances fictives, mais, si le délit a été commis par un *gérant responsable*, cette me-

sure ne peut être appliquée que s'il y a *complicité* du propriétaire de l'officine.

Nous pouvons remarquer que la confiscation est une simple mesure de police, pouvant être prononcée même en cas de relaxe, d'infraction prescrite ou amnistiée, de décès du délinquant, alors que l'interdiction de profession est une véritable peine, ne pouvant se fonder que sur une infraction punissable.

L'interdiction des droits civiques, pour une durée de un à cinq ans, est une autre sanction dont le tribunal peut faire application aux délits concernant les substances du tableau B, mais qui laisse les trafiquants assez indifférents ; d'autre part, la loi du 13 juillet 1922, modifiant l'article 2 de la loi de 1845, a rendu obligatoire *l'interdiction de séjour* de cinq à dix ans, pour les individus qui ont facilité à autrui l'usage de ces drogues.

Cette dernière peine serait très efficace si son exécution était mieux surveillée, car elle éloignerait les trafiquants des agglomérations et des grands ports, où ils rencontrent leur clientèle habituelle, qui se cotise parfois pour payer leur amende, afin de pouvoir satisfaire à nouveau sa passion.

Enfin, nous devons signaler qu'aux termes de la loi du 19 juillet 1929, modifiant l'article 25 de la loi du 30 novembre 1892 sur l'exercice de la médecine, il est possible de prononcer une incapacité temporaire ou définitive de profession à l'encontre des médecins, dentistes et sages-femmes condamnés pour avoir facilité à autrui l'usage de stupéfiants.

Questions annexes : Les *circonstances atténuantes* sont toujours applicables aux infractions concernant les substances vénéneuses, même au cas où l'interdiction de séjour est

rendue obligatoire par la loi : cette peine peut ainsi être réduite ou même écartée, car l'article 463 du Code Pénal s'applique à l'interdiction de séjour.

En ce qui concerne la question de la *récidive*, l'article 5 de la loi de 1845, modifiée par celle de 1916, prévoit que les peines applicables seront doublées « en cas de récidive dans les conditions de l'article 58 du Code Pénal », rédaction ambigüe qui ne peut être précisée par l'examen des travaux préparatoires, cet article ayant été voté sans discussion.

Il paraît nécessaire que le second délit intervienne dans le délai de cinq ans qui suit l'expiration, la prescription ou la grâce de la première peine.

Mais on peut se demander *quels sont les délits* qui vont entrer en ligne de compte ; il y a lieu de remarquer à ce point de vue que, dans certains cas, *les mêmes peines* s'appliquent en matière d'infractions aux règlements et de délits spécialement prévus par la loi, c'est pourquoi il nous apparaît que toutes ces infractions peuvent influencer sur la récidive, le législateur ayant entendu les frapper toutes de la même façon.

D'autre part, il semblerait qu'il y ait lieu d'appliquer purement et simplement les règles de l'article 58, en ne tenant compte que des peines *d'emprisonnement* et non des amendes, mais alors l'article 5 paraît complètement inutile, et c'est pourquoi nous inclinons à penser que même les amendes pourraient être prises en considération ; il y a lieu de remarquer d'ailleurs que l'article 5 emploie le terme : « les peines » (1).

(1) En terminant l'étude des pénalités de droit commun, nous croyons devoir rappeler que les amendes prononcées contre des militaires ou assimilés, pour des infractions de droit commun autres que des contraventions,

SECTION III. — Pénalités fiscales.

Il sortirait de notre cadre de donner une énumération, qui serait d'ailleurs fastidieuse, des pénalités applicables aux contraventions fiscales, aussi nous contenterons-nous de signaler les particularités caractérisant l'ensemble du système répressif en matière de Contributions indirectes.

Les infractions fiscales sont sanctionnées par l'amende, la confiscation, les quintuples droits et l'emprisonnement (1).

Les *amendes fiscales*, qui constituent ici la sanction de droit commun, ont un taux extrêmement variable, et le plus souvent différent selon que la fraude porte sur des boissons hygiéniques ou sur des spiritueux. Il y a lieu de noter qu'elles présentent surtout un caractère de *réparation civile*, c'est ce qui explique que la règle du non-cumul des peines ne leur soit pas applicable ; par ailleurs, ces amendes frappent le fait matériel de la fraude, et cela, quel que soit le nombre de personnes responsables, et s'appliquent même aux personnes morales.

La *confiscation* n'est autre chose que la ratification judiciaire de la saisie qui a été pratiquée par la Régie, notamment sur les boissons en fraude, et même sur les moyens de transport utilisés pour les faire circuler (2).

Elle *constitue* avant tout une *mesure d'ordre* et, en conséquence, peut être prononcée même si le procès-verbal est annulé ou s'il y a prescription, et également à l'encontre

peuvent être remplacées par un *emprisonnement* de 2 à 6 mois, sans confusion (avec application possible des circonstances atténuantes ou du sursis), qu'il s'agisse ou non d'un Tribunal d'exception (Code de Justice militaire, article 254, modifié par la loi du 4 mars 1932 et le décret-loi du 30 octobre 1935).

(1) La fermeture de l'établissement peut aussi parfois être ordonnée.

(2) Lorsque la saisie a porté sur des *vins artificiels*, ceux-ci doivent être détruits ou transformés en alcool.

de contrevenants inconnus, décédés ou bénéficiant d'immunités.

Le paiement de *quintuples droits* est une pénalité supplémentaire, qui est notamment infligée en matière d'infraction aux règles concernant les spiritueux.

Enfin, *l'emprisonnement* peut être prononcé dans certains cas particulièrement graves, et nous avons vu que seul le Ministère public pouvait en requérir l'application. Nous mentionnerons seulement, à ce sujet, que le décret-loi du 25 juin 1935, modifiant l'article 151 du Code des Contributions indirectes, punit la fraude sur les spiritueux au moyen d'engins disposés pour les dissimuler, ainsi que la livraison, la détention en vue de la vente et le transport d'alcool fabriqué ou importé sans déclaration, d'une peine de 6 jours à 6 mois de prison, également applicable aux complices, et dont la durée sera de un mois à un an en cas de récidive.

La fraude par escalade, souterrain ou à main armée est punie d'autre part de 6 mois d'emprisonnement.

Questions annexes : *La responsabilité* en matière de contraventions fiscales est conçue de manière très extensive et atteint tout détenteur d'objets en fraude : c'est ainsi que les infractions relatives à la circulation des boissons peuvent être imputées en principe, soit à l'expéditeur, soit au transporteur, soit même au destinataire lorsque les boissons ont été livrées.

De plus, les propriétaires des marchandises sont responsables du fait de leurs agents ou domestiques, mais ne peuvent cependant être appelés en garantie par un prévenu qui a commis l'infraction d'une façon personnelle.

Les condamnations fiscales prononcées par les tribunaux

contre les co-auteurs sont *solidaires*, et parfois même le législateur a prévu l'application des mêmes peines au cas de complicité.

Il est, en principe, possible, en matière d'infractions fiscales, d'accorder aux prévenus le bénéfice des circonstances atténuantes et de la loi de sursis ; mais cette dernière loi ne saurait être appliquée à une personne, même de bonne foi, qui aurait antérieurement fait l'objet d'un procès-verbal pour une contravention passible d'une amende supérieure à 600 fr., que ce procès-verbal ait été suivi d'une condamnation ou d'une transaction.

CHAPITRE II

LÉGISLATION COMPARÉE

Il ne saurait être question d'examiner en un nombre de pages aussi restreint les législations édictées dans les différents Etats, au sujet de la fabrication, de la vente et de la consommation des boissons alcooliques et des stupéfiants. Une telle étude nécessiterait plusieurs volumes comme celui-ci.

Des questions fort intéressantes seraient cependant susceptibles d'être développées en cette matière, et nous souhaitons vivement qu'un auteur entreprenne un jour ce travail.

C'est ainsi que *le régime de fabrication et de vente des alcools* permet de reconnaître plusieurs types de législations (1), se rapportant, soit au *Monopole d'Etat*, qui est pratiqué en Allemagne, en Pologne, en Suisse, en Turquie (et parfois limité aux alcools provenant de la distillation de telles ou telles substances), soit à des *monopoles de fait*, comme en Autriche, au Chili, au Danemark, en Hongrie, en Norvège, en Roumanie, en Suède, en Tchécoslovaquie ou en Italie, soit au *principe de la liberté*, ce qui est de règle en Australie, au Brésil, en Bulgarie, au Canada, en Egypte, en Espagne, en Grèce, en Belgique, en Angleterre, au Japon, au Portugal, en Yougoslavie et aux Pays-Bas.

(1) Une législation *fiscale* sur les boissons existe dans tous les pays civilisés.

Nous rappellerons pour mémoire l'expérience *prohibitionniste* qui fut tentée aux Etats-Unis, et dont les résultats économiques, sociaux et hygiéniques furent déplorables, la loi Volstead étant violée sur une grande échelle, la corruption régnant partout, et les citoyens américains recourant à des succédanés de l'alcool, pouvant aller jusqu'à des eaux de Cologne ou même des vernis !

D'autres questions, dont l'étude comporte un grand intérêt, sont celle de la *responsabilité des actes commis en état d'ivresse* et celle, voisine, des *mesures de sûreté* applicables aux buveurs et aux toxicomanes. Certaines législations refusent toute atténuation de peine aux ivrognes délinquants ; un certain nombre de Codes Pénaux, à l'instar du nôtre, sont muets sur la question. Quant au Code Autrichien de 1852, il transforme même les délits commis sous l'influence de l'ivresse en graves infractions de police (1).

En ce qui concerne l'internement par mesure de sûreté, il est prévu dans de nombreux pays, et fournit de bons résultats ; il peut être soit prononcé d'office, soit volontaire, et la sortie peut ou non s'effectuer librement suivant les législations.

Nous mentionnons les dispositions tout particulièrement intéressantes réalisées depuis longtemps en *Suisse* et, beaucoup plus récemment, en *Belgique* (loi de défense sociale de 1930).

Lorsqu'il s'agit d'alcooliques délinquants, les nouveaux Codes Pénaux et les divers projets en cours prévoient très généralement des mesures d'internement obligatoire.

Les problèmes relatifs aux *stupéfiants* ne sont pas moins actuels et du plus haut intérêt. Signalons notamment la

(1) Quant aux contraventions *d'ivrognerie*, elles sont partout réprimées par des dispositions nationales ou locales.

réglementation de la vente des drogues, soit pour l'agriculture, l'industrie et le commerce, soit pour usage médical. La plupart des législations possèdent une nomenclature des substances toxiques, en un ou plusieurs tableaux, et prévoient des règles assez analogues à celles que nous avons examinées, concernant la détention, l'étiquetage, les mesures de contrôle et la délivrance sur ordonnances.

Presque toutes les nations se sont ralliées au système des certificats d'importation. Les pays orientaux possèdent une réglementation particulière, comportant souvent un monopole d'Etat pour les drogues, et parfois même un contrôle exercé sur les fumeurs.

Les Etats-Unis ont sévèrement réglementé le trafic des stupéfiants, qui avait tendance à s'accroître par suite de la prohibition des boissons alcooliques. Une surveillance active est exercée sur les côtes, et la fabrication d'héroïne est prohibée, mais la contrebande demeure importante.

Après avoir ainsi montré l'étendue et la variété des questions qui se posent dans les différents Etats, nous allons passer en revue quatre législations prises à titre d'exemple. Nous en choisirons deux en Europe, celle de l'Italie, « patrie du Droit Pénal », en raison de l'intérêt tout particulier qui s'attache à son nouveau Code Pénal, et celle du Danemark, qui contient dans un Code Pénal tout récent (de 1930), quelques mesures de sûreté intéressantes concernant les alcooliques délinquants.

Nous examinerons ensuite la législation Chinoise, dont l'importance, en ce qui concerne les stupéfiants, est de tout premier plan, puis nous donnerons quelques renseignements sur le Code Pénal Cambodgien de 1934. Cette étude sera complétée par l'indication des mesures prévues dans le Projet de Code Pénal Français.

§ 1. — Italie.

Le Code Pénal du Royaume d'Italie, publié le 19 octobre 1930 et mis en vigueur le 1^{er} juillet 1931, est, au dire de la Cour de Cassation italienne, « l'une des œuvres les plus considérables de l'activité réformatrice du Gouvernement national ».

Ce Code s'inspire de la doctrine de l'Ecole *technico-juridique*, et assure la juxtaposition des *peines*, le plus souvent sévères, et des *mesures de sûreté* préventives, constituant, selon la parole du Garde des Sceaux Rocco « la prophylaxie et l'hygiène sociale contre le délit ».

Sa grande caractéristique est donc *la prédominance de l'intérêt social*.

Nous envisagerons d'abord les mesures édictées par le Code Pénal à l'égard des *boissons alcooliques*, puis des *stupéfiants*.

Nous verrons ensuite l'influence de ces substances sur la *responsabilité pénale* des délinquants, et enfin les *mesures de sûreté* qui leur sont applicables.

Vente de boissons alcooliques. — L'article 665 du Code Pénal italien punit d'une amende pouvant aller, dans certains cas, jusqu'à 5.000 liras, ou d'un emprisonnement de six mois au plus, le fait *d'ouvrir ou exploiter un débit public*, en dehors des conditions imposées par la réglementation.

Ce fait est considéré, ainsi que ceux que nous allons examiner ensuite, comme une contravention de simple police.

Celui qui fabrique, importe, détient pour vendre ou vend « des drogues, liqueurs et autres boissons alcooliques »; ou qui fabrique ou importe des substances destinées à leur

composition, et cela contrairement aux prescriptions de l'autorité, encourt une peine d'emprisonnement d'un an au plus ou une amende de 500 à 5.000 livres (article 686).

Le Code a également prévu et puni des contraventions concernant quelques cas particuliers de fourniture de boissons alcooliques : c'est ainsi que le débitant qui donne à boire à un *mineur de seize ans*, à une personne « paraissant » atteinte de maladie mentale ou « se trouvant manifestement » dans un état psychique déficient, peut être condamné à un maximum d'un an d'emprisonnement.

Cette disposition rappelle notre loi sur l'ivresse, mais en beaucoup plus sévère ; toutefois, la protection des mineurs n'est étendue que jusqu'à l'âge de *seize ans*. L'article 689 ajoute d'ailleurs que si l'ivresse est résultée de ce fait, la peine sera augmentée et que la condamnation entraînera toujours suspension du commerce.

Quant au fait de *donner à boire à un ivrogne manifeste*, il est puni d'un emprisonnement de trois mois à un an, et cela quelle que soit la qualité du contrevenant, la suspension de commerce intervenant en supplément s'il s'agit d'un débitant (article 691).

L'article 690 n'a point d'analogue dans notre Code : il frappe d'emprisonnement (de six mois au plus) ou d'amende de 300 à 3.000 livres, le fait de causer, dans un lieu public ou ouvert au public, l'ivresse d'autrui, *en lui fournissant des boissons*, même sans intention coupable.

Deux autres articles doivent être rapprochés de ce texte : en effet, l'article 613 incrimine, celui qui, notamment en fournissant des boissons ou des stupéfiants, a mis une personne, *sans son consentement* conscient et quel que soit le but poursuivi, *en état d'incapacité de comprendre et de vouloir*. Il s'agit là d'un délit, puni d'un maximum d'une

année de réclusion, peine pouvant être portée à cinq ans si le but recherché ou le résultat obtenu a été la commission d'un délit.

Il y a lieu de noter que l'auteur de l'infraction de l'article 613 *répond du délit* qu'il a ainsi fait commettre par sa victime non consentante (article 86).

Par ailleurs, l'article 728 établit une contravention, punie d'un à six mois de prison ou d'une amende de 300 à 5.000 livres le fait de supprimer la conscience et la volonté d'un tiers *consentant*, lorsque ceci est dangereux pour l'intégrité de sa personne (sauf le cas du médecin, en dehors des hypothèses des articles 589 et 590 sur l'homicide et les lésions non-intentionnelles).

Achat et consommation de boissons alcooliques. — Une peine d'amende jusqu'à 500 livres est appliquée, par l'article 687, à la contravention de celui qui acquiert ou consomme des boissons *en dehors des périodes autorisées*, dans des établissements publics.

Quant à *l'ivresse* elle-même, qui doit être manifeste et publique, elle est susceptible d'être punie de six mois d'emprisonnement maximum ou de 100 à 2.000 livres d'amende, mais, si le coupable a été condamné déjà pour un délit intentionnel contre la vie ou l'intégrité individuelle, la peine est de trois à six mois de prison (article 688).

Une aggravation de peine est prévue pour le cas d'ivresse habituelle.

Stupéfiants. — Les infractions concernant les stupéfiants sont, le plus souvent, des délits, cependant deux contraventions sont retenues par le Code de 1930.

La violation des règles administratives est punie par des

lois spéciales, mais les articles 446 et 447 (1), reproduisant une loi de 1923, répriment le commerce, la détention en vue de la vente, la fourniture de drogues clandestinement et frauduleusement. Ce texte atteint même ceux qui servent d'intermédiaires pour les procurer ; la peine est de un à trois ans de réclusion et d'une amende de 1.000 livres au moins, avec aggravation si la remise a été faite à un mineur de dix-huit ans, à un déficient mental ou à un *toxicomane*.

Quant à l'article 447, il punit *celui qui fournit et celui qui fréquente* un local, même privé, où l'on use en commun des stupéfiants ; le premier est frappé de six mois à deux ans de réclusion, et de 500 à 10.000 livres d'amende, le second de six mois au plus de réclusion et de 1.000 à 5.000 livres.

Le simple *usage de stupéfiants* constitue une contravention (article 729), s'il a déterminé une altération psychique grave, punie de six mois de prison au plus, et de 100 à 2.000 livres d'amende.

Enfin, le vendeur autorisé qui fournit des stupéfiants ou toxiques à un *mineur de seize ans*, fût-ce sur ordonnance, est passible d'une amende pouvant aller jusqu'à 5.000 livres (article 730).

Influence sur la responsabilité pénale. — Les articles 91 à 95 du Code pénal italien prévoient les hypothèses d'infractions commises sous l'influence de l'alcool et également *sous l'influence des stupéfiants*, qui lui sont à ce point de vue assimilés. Ils distinguent l'ivresse fortuite ou due à la force majeure, complète ou non, l'ivresse volontaire ou préméditée, l'ivresse habituelle, et enfin l'intoxication alcoolique chronique. L'ivresse *accidentelle* exclut toute impu-

(1) Ces articles entraînent publication de la sentence.

tabilité lorsqu'elle est complète, amène une diminution de peine lorsqu'elle est incomplète.

L'ivresse *volontaire* est sans influence sur la responsabilité pénale et constitue même, lorsqu'elle est *préméditée*, une circonstance aggravante.

La peine est également augmentée dans le cas d'ivresse *habituelle*.

Mais l'*alcoolisme chronique*, qui constitue un état pathologique permanent, est assimilé à la démence (prévue par les articles 88 et 89) et entraîne, en conséquence, selon les cas, suppression ou diminution de la responsabilité.

Nous signalerons enfin que le Code Pénal italien, dans son article 579, punit d'une peine diminuée l'homicide d'une personne consentante, mais que cette faveur de la loi ne s'applique pas notamment si la victime était en état de déficience mentale par suite de l'abus de l'alcool ou des stupéfiants. Ce même état, existant chez la victime, permet d'augmenter les peines prévues pour l'instigation ou l'aide au suicide (article 580).

Mesures de sûreté. — Les individus condamnés à une peine diminuée, notamment dans le cas d'ivrognes habituels, alcooliques chroniques ou toxicomanes, sont enfermés dans des Etablissements spéciaux (et peuvent même être traités médicalement) (1). Il s'agit là d'une mesure de sûreté, qui succède à l'exécution de la peine en principe, fondée sur *l'état dangereux du délinquant*, et qui sera maintenue jusqu'à réalisation du but recherché. Deux sortes d'établissements fonctionnent pour les cas dont nous nous occupons.

(1) La peine d'emprisonnement s'exécute préalablement dans des sections spéciales. La mesure de sûreté peut être appliquée provisoirement pendant la durée de la procédure (art. 206).

En premier lieu, les « maisons de santé et de garde », où sont placés les condamnés *pour délit intentionnel*, intoxiqués chroniques par alcool ou stupéfiants, pour une durée variable suivant la peine principale encourue : un an au moins s'il s'agit d'une peine minimum de cinq ans de réclusion, trois ans au moins dans le cas de réclusion supérieure à dix ans ou de peine perpétuelle.

Lorsqu'il s'agit de *délits non intentionnels* ou de contraventions, punis de peines corporelles, et que l'état dange-reux a été établi, la durée sera de six mois au moins.

Les condamnés à la réclusion pour délits commis en état d'ivresse habituelle, ou sous l'influence de stupéfiants auxquels ils s'adonnent, sont internés pour six mois au moins dans des sections spéciales des mêmes établissements, à défaut d'une autre mesure privative de liberté. Ils peuvent être laissés en liberté surveillée lorsque la réclusion est inférieure à cinq ans (Articles 219, 220 et 221).

Le deuxième type d'établissements est constitué par l'asile « judiciaire » d'aliénés, où sont internés les individus *acquittés* pour intoxication chronique (article 222), s'il s'agit de délits intentionnels punis de plus de deux ans de réclusion. L'internement doit durer au moins deux ans, cinq ans pour les peines de plus de dix ans de réclusion, et dix ans pour les peines perpétuelles (l'exécution des peines est ici différée). Ces dispositions s'appliquent même aux mineurs.

Le Code italien prévoit également une mesure de sûreté *non privative de liberté* : c'est la *défense de fréquenter les auberges* et débits publics de boissons alcooliques pendant une année au moins (article 234). Elle est toujours ajoutée à la peine prononcée pour ivrognerie habituelle ou délit commis par les ivrognes d'habitude. La mise en liberté

surveillée et la caution de bonne conduite peuvent être ordonnées en cas de violation de cette interdiction.

§ 2. — Danemark.

Le Code pénal danois du 15 avril 1930, qui n'est entré en vigueur que le 1^{er} janvier 1933, est animé du même esprit que le Code norvégien et organise des mesures de sûreté sur une base très large, pouvant se cumuler avec les peines ou même les remplacer.

Ivresse. — L'article 138 du Code danois punit d'amende ou de détention simple l'individu qui se met en état d'*ivresse*, mais à condition qu'il y ait là un effet de sa volonté ou une négligence grave, et que, par ailleurs « il expose à des dangers la personne d'autrui ou des biens d'une certaine valeur ».

Il peut encourir une peine de six mois d'emprisonnement s'il y a des circonstances aggravantes « surtout lorsqu'il a été causé un dommage considérable ».

Ainsi, le législateur s'est montré très large pour le buveur, mais il ne faut pas qu'il commette une infraction, car dans ce cas joueraient les mesures de sûreté.

Mesures de sûreté. — En effet, le buveur d'habitude qui commet un délit étant en état d'*ivresse*, peut voir sa peine d'emprisonnement transformée en internement dans une « Maison de travail » pour une durée de un à cinq ans. Ces maisons appartiennent à l'Etat et sont placées sous sa direction, et les individus qui y sont retenus sont astreints au travail, en plein air si possible (Articles 62 à 64) (1).

(1) Les prisonniers affaiblis par l'ivrognerie peuvent également, dans certaines conditions, être transférés dans une Maison de travail pour y achever leur peine.

D'autre part, lorsqu'un délinquant quelconque a commis, sous l'influence de l'alcool une infraction passible d'une peine privative de liberté, le Tribunal peut lui enjoindre *de ne plus boire ni acheter de spiritueux* pendant cinq ans au plus, à peine de détention simple ou d'emprisonnement pouvant atteindre quatre mois. L'injonction est obligatoire pour les ivrognes d'habitude. Les débitants de boissons sont tenus au courant de ces décisions et passibles d'une amende s'ils délivrent des spiritueux au condamné (Articles 72 et 138).

Les individus placés dans les conditions que nous venons d'envisager peuvent, s'il est établi qu'ils soient ivrognes d'habitude, être soumis à un traitement, à l'expiration de leur peine, dans un *hospice d'alcooliques*, jusqu'à guérison dans un délai maximum de dix-huit mois (trois ans pour les récidivistes). Le Ministère de la Justice peut d'ailleurs faire cesser l'internement dans le cas où son inefficacité aurait été reconnue.

Les ivrognes en traitement peuvent être employés à certains travaux (Articles 73 et 74).

Responsabilité. — L'article 85 prévoit une diminution de peine (qui peut aller jusqu'à suppression totale) pour les auteurs d'infractions ayant agi sous l'empire d'un « déséquilibre moral », mais précise que cette diminution ne s'applique à l'individu qui s'est enivré par sa propre faute que s'il y a des circonstances atténuantes. De plus, le coupable ne doit pas avoir été antérieurement puni pour un délit semblable ou une infraction à l'article 138.

§ 3. — Chine.

Depuis le XVIII^e siècle, les Empereurs de Chine avaient plusieurs fois décrété l'interdiction de fumer l'opium, par-

fois même sous peine de mort, mais sans réussir à enrayer le fléau.

Des importations très importantes de drogue étaient effectuées par la Compagnie des Indes Orientales, qui possédait même fort longtemps un monopole à ce sujet. Mais les achats du Céleste Empire entraînaient des sorties considérables de numéraire, et finirent par amener une sourde hostilité à l'égard des Anglais, si bien que l'Empereur fit un jour jeter à la mer un certain nombre de caisses d'opium. Ce fut là la cause directe, sinon le prétexte, d'une guerre qui dura deux ans et mérita le nom de « Guerre de l'Opium ».

Le traité de Nankin, en 1842, obligea la Chine à payer une indemnité à l'Angleterre, à lui céder Hong-Kong et à ouvrir cinq de ses ports au commerce anglais : l'opium, qui formait la majeure partie de ce commerce, se déversa alors sur le pays, malgré les efforts des Empereurs.

En 1906, à la suite des protestations des dirigeants chinois, un édit interdit, en prévoyant d'ailleurs des mesures transitoires, *la culture du pavot* et *le fait de fumer l'opium*, notamment chez les fonctionnaires.

Par ailleurs, le Gouvernement anglais lui-même finit par signer en 1907, un accord avec la Chine, acceptant de réduire ses importations des Indes, dans la mesure où ce pays réduirait sa propre production d'opium.

Ces mesures donnèrent, malgré quelques révoltes locales, d'excellents résultats jusqu'en 1917, mais aujourd'hui, depuis la révolution chinoise, tout le terrain conquis sur la funeste drogue a été reperdu.

Le Droit pénal actuel de la Chine est maintenant condensé en grande partie dans un Code Pénal nouveau, promulgué le 1^{er} janvier 1935 et entré en vigueur le 1^{er} juillet de la même année.

Ce Code remplace celui du 10 mars 1928, lequel n'était qu'une révision du code provisoire de 1912, promulgué par Sun-Yat-Sen.

Il tient compte des doctrines les plus modernes, tout en s'efforçant de les adapter aux habitudes millénaires de la Chine, et constitue l'expression de la Doctrine du « Triple Démisme » de Sun-Yat-Sen : Gouvernement du peuple (*nationalisme*) par le peuple (*démocratie*) et pour le peuple (*économie dirigée*).

Les pénalités en matière de stupéfiants ont été augmentées, ainsi que celles frappant les délinquants d'habitude, et les pouvoirs du juge ont été accrus. La principale innovation du code de 1935 est l'institution des *mesures de sûreté*, qui sont très développées, mais il convient de remarquer que leur réalisation demandera encore un certain temps.

Régime des stupéfiants. — Le chapitre vingtième du Code Pénal chinois (articles 256 à 265) est entièrement consacré aux « Infractions relatives à l'opium », mais il y a lieu de noter que des mesures exceptionnelles et « provisoires » sont appliquées aux toxicomanes et trafiquants dans certaines régions de la Chine, allant parfois jusqu'à la peine de mort prononcée *par les tribunaux militaires*. Ces mesures sont prises par un *Contrôleur Général de la répression de l'opium*.

L'article 256 du code punit les *fabricants* d'opium, de morphine, de cocaïne, d'héroïne et de leurs dérivés ; pour l'opium, la peine prévue est de sept ans d'emprisonnement au maximum, et pour les autres drogues, elle peut varier de cinq ans au moins jusqu'à l'emprisonnement à perpétuité. De plus, une amende peut être prononcée, dont le maximum est fixé à 3.000 yuan pour l'opium et à 5.000

yuan pour les autres stupéfiants, considérés comme plus nocifs.

La *vente* et le *transport* de l'opium sont punis des mêmes peines que sa fabrication, et, lorsque ces opérations portent sur les drogues manufacturées, l'emprisonnement est de trois à dix ans, le maximum de l'amende étant toujours de 5.000 yuan.

L'emprisonnement à perpétuité, ou pour cinq ans au moins, est prononcé contre les *importateurs* de tous stupéfiants, avec possibilité d'infliger une amende pouvant aller jusqu'à 10.000 yuan (article 258).

La fabrication, la vente et le transport *des accessoires de fumeries* entraînent jusqu'à trois ans de prison et 500 yuan. La loi chinoise punit également celui qui, « dans un but de lucre » procure un *local* aux toxicomanes ou leur fait des *piqûres*, d'un emprisonnement de un à sept ans, avec une amende de 1.000 yuan au plus.

Des dispositions spéciales concernent la *culture du Pavot*, qui est interdite dans l'article 260, à peine de maxima de cinq années de prison et 3.000 yuan, ainsi que la vente et le transport de ses graines (3 ans-3.000 yuan).

Les *fonctionnaires* qui forcent les justiciables à commettre ces infractions sont punis de mort ou de prison perpétuelle.

Pour toutes les infractions que nous venons d'examiner, la tentative est punissable.

En ce qui concerne la *consommation* des drogues, elle est punie par l'article 262 d'un emprisonnement de 6 mois au plus, ou de détention, ou d'une amende de 500 yuan au plus ; quant à la simple *détention* de ces substances ou d'ustensiles de fumeries, elle est frappée de détention ou d'une amende de 500 yuan, l'intention étant requise.

Dans tous les cas, les drogues et ustensiles trouvés sont saisis, et les fonctionnaires qui protégeraient des individus commettant les infractions que nous venons de passer en revue sont punis comme ceux-ci, les peines pouvant être augmentées jusqu'à la moitié (articles 264 et 265).

Mesures de sûreté. — Les toxicomanes punis par l'article 262 du Code chinois, peuvent être envoyés, en principe, à l'expiration de leur peine, dans un *établissement de désintoxication* pour une durée maximum de six mois. Il en est de même de ceux qui commettent une infraction en état d'ivresse, la durée du traitement étant alors limitée à trois mois (articles 88 et 89).

Il est également possible de soumettre tous ces individus, même en cours de sursis ou de libération conditionnelle, à la surveillance protectrice d'institutions ou de personnes à qui on peut faire confiance, pour trois années au plus. Cette mesure peut toujours être révoquée, ainsi que celles qui l'accompagnaient (articles 92 à 94).

Le Tribunal peut d'ailleurs, s'il le juge convenable, dispenser les condamnés des mesures de sûreté ou les prolonger, dans les limites légales ; son autorisation est requise pour pouvoir interner un toxicomane, lorsque cette mesure de sûreté n'a pas été exécutée pendant trois ans (articles 97 à 99).

Infractions contre les mœurs et piraterie. — Le Code pénal chinois a envisagé *l'utilisation* de stupéfiants par des criminels pour paralyser la résistance de leurs victimes. C'est ainsi que celui qui a des rapports sexuels avec une femme qu'il a intoxiquée se rend coupable d'un viol (article 221), puni de cinq ans de prison au moins ; et celui qui, dans

les mêmes conditions, commet des actes impudiques sur toute personne, est passible d'un maximum de sept ans d'emprisonnement (article 224). De même, l'infraction de *brigandage*, sanctionnée de trois à dix ans de prison, est constituée notamment par la remise d'une chose effectuée au délinquant par sa victime, qu'il aura droguée dans ce but, ou l'obtention par les mêmes moyens d'un avantage pécuniaire illégal (article 328). La peine est renforcée lorsque la mort est résultée de ces actes, et les préparatifs d'action sont punissables.

§ 4. — Cambodge.

Un Code Pénal du Cambodge a été promulgué le 23 juillet 1934 par ordonnance royale.

La réglementation des boissons et stupéfiants y est contenue dans le chapitre IX du Livre Cinquième : « Des infractions contre la moralité publique » (articles 400 et suivants). Les seuls stupéfiants dont il soit fait mention sont *le chanvre indien et l'opium*.

En ce qui concerne le *chanvre indien*, sa culture, sa préparation, son commerce, sa délivrance et sa consommation sont interdits, et punis des peines correctionnelles « du premier degré », c'est-à-dire d'un emprisonnement de six jours à un mois et d'une amende de six à trente piastres, ou de l'une de ces peines seulement.

Il en est de même de *l'emploi de mineurs* de dix-huit ans dans des fumeries d'opium publiques ou privées, de *l'ivresse* manifeste et publique, et de la fourniture, par toute personne de boissons alcooliques à un mineur de dix-huit ans ou à un ivrogne, que ce soit pour consommer ou pour emporter (articles 403 à 405).

Par contre, celui qui fournit du chanvre indien ou de l'opium à un mineur de dix-huit ans est puni des peines du « deuxième degré », c'est-à-dire d'un emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de 30 à 100 piastres, ou de l'une de ces peines seulement.

Ajoutons que le Code Cambodgien contient des articles détaillés sur l'administration de substances nuisibles ou mortelles, et que la vente sans autorisation de toxiques destinés à usage médical est punie des peines du « premier degré » (1). Par ailleurs, l'article 445 assimile au viol le fait d'abuser de la personne d'autrui après emploi de stupéfiants.

§ 5. — **Projet de Code Pénal français.**

Le projet de Code Pénal français est le résultat des travaux préparatoires qui ont été décidés par décret du 23 décembre 1930.

La *partie générale* du futur Code est très intéressante pour nous, car elle consacre l'introduction dans notre Droit Pénal d'un certain nombre d'institutions nouvelles, dont les plus importantes sont *les mesures de sûreté*, qui font l'objet d'une réglementation détaillée, mais très claire et très simple.

Mesures de sûreté. — L'article le plus important relatif aux mesures de sûreté est, en ce qui concerne l'objet de notre étude, l'article 73, ainsi conçu :

« Toute personne alcoolique, toxicomane ou atteinte d'une infirmité mentale grave, qui a commis un crime ou un

(1) Nous mentionnons que la fabrication de l'opium en Indochine est effectuée, *en régie directe*, à la bouillerie de Saïgon, et que la vente en est surveillée par l'État, qui cherche à la restreindre.

délit passible d'une peine pouvant s'élever à deux ans d'emprisonnement, sera internée, à l'expiration de sa peine, dans une maison spéciale de santé, pour y recevoir les soins que nécessite son état, lorsque le Tribunal aura reconnu qu'elle constitue un danger sérieux pour la paix publique.

La durée de cet internement est de cinq ans au maximum, mais elle sera réduite si l'interné peut être mis en liberté sans danger pour la paix publique, ainsi qu'il sera prescrit au Code d'Instruction criminelle. »

Ce texte attribue aux magistrats des pouvoirs *très importants*, puisque ce sont eux qui devront prendre la responsabilité d'apprécier l'état dangereux du délinquant et surveiller l'exécution de la mesure ordonnée. Il pourrait peut-être leur accorder une confiance plus complète encore, en les autorisant à *prolonger d'un nouveau délai* la durée de l'internement, au cas où la guérison ne serait pas intervenue dans le délai de cinq ans.

Ces mesures doivent être pleinement approuvées, mais il est à craindre que des nécessités budgétaires n'en retardent encore longtemps l'application.

L'article 79 du projet prévoit, en dehors des visites de magistrats, des *inspections périodiques de médecins* dans les maisons de santé spéciales, et ces médecins devront ensuite rendre compte de leur mission au juge qui les aura désignés, leur rapport devant être communiqué au Parquet et aux avocats.

Nous mentionnerons encore, parmi les mesures de sûreté non privatives de liberté, *l'interdiction d'exercer une profession*, lorsque l'infraction commise est en relation avec son exercice (article 80), *la fermeture de l'établissement*, qui peut être définitive (article 88) et la *confiscation*, suivie en

principe de destruction, des objets ou choses illicites (article 87).

Les mesures de sûreté ne sont pas affectées par le *sursis* qui peut être accordé à l'exécution de la peine, et l'*amnistie* est sans effet sur l'internement dans une maison de santé.

Par contre, la *libération conditionnelle* peut suspendre l'effet de l'article 73, mais le juge a la faculté de révoquer cette suspension pendant un délai de cinq ans (article 93).

Il existe une *prescription spéciale* pour les mesures de sûreté, qui est de cinq ans à compter de l'expiration de la peine ou du jugement définitif, si le condamné n'a pas commis de nouveau crime ou délit.

Mais la prescription de la peine n'empêche pas, en principe, l'application de la mesure de sûreté (articles 96 et 97). L'article 99 prévoit que l'internement est la première mesure de sûreté à appliquer dans l'ordre d'urgence.

Responsabilité. — Nous mentionnerons au sujet de la responsabilité pénale des délinquants, l'existence d'un article 124 du Projet, particulièrement rigoureux, et ainsi conçu :

« *L'ivresse, les états passionnels ou émotifs, ou ceux résultant de l'emploi volontaire de substances stupéfiantes ne sont pas des causes d'exemption de la peine.* »

Compétence. — Enfin, nous signalerons que l'article 15 du Projet permet de poursuivre et de juger, selon les dispositions de la loi française, les auteurs ou complices de délits relatifs au trafic des stupéfiants, accomplis hors du territoire de la France.

CONCLUSION

Nous avons examiné, au cours de ce travail, les différentes infractions établies par le législateur en matière de fabrication, de vente, de consommation des boissons alcooliques et des stupéfiants, ainsi que les pénalités dont étaient passibles les délinquants.

La *différence des régimes applicables* aux drogues et aux spiritueux provient de ce que la réglementation relative à ces derniers possède avant tout une destination *fiscale*, exception faite pour les débits de boissons et les infractions à la loi sur l'ivresse.

Il y a lieu de noter, par ailleurs, que *l'idéal législatif* à poursuivre n'est pas tout à fait le même pour ces deux catégories de substances : tandis qu'il s'agit de supprimer *toute consommation* de stupéfiants en dehors des besoins médicaux, il n'y a lieu d'empêcher que *les abus de consommation* portant sur des boissons alcooliques ; d'ailleurs, l'usage des boissons dites « hygiéniques », à la condition qu'il reste très modéré, ne saurait faire l'objet de mesures plus ou moins prohibitives.

Il convient également d'observer que les questions de *limitation de production* posent des problèmes analogues, qu'il s'agisse d'alcools ou de drogues. En particulier, des données *économiques* qu'il est impossible de négliger, viennent en compliquer les éléments.

C'est ainsi que l'importance acquise en France par les industries de fabrication des boissons alcooliques et le chif-

fre élevé des exportations de ces mêmes boissons interdisent une *diminution brutale* de la capacité de production de notre pays.

D'autre part, il serait aujourd'hui à peu près impossible d'*aggraver encore les mesures fiscales* qui pèsent sur les alcools ; nous estimons cependant que le privilège des *bouilleurs de cru*, qui est injuste et favorise la fraude, devrait être supprimé ; il le serait sans doute depuis longtemps si les considérations hygiéniques n'étaient pas primées par des considérations électorales.

En face d'une production considérable d'alcool, qu'il semble très difficile de pouvoir diminuer, et qui d'ailleurs est une source de revenus importants pour le Trésor, il faut rechercher la diminution de l'alcoolisme *dans le développement des applications industrielles* des alcools, aux dépens de la consommation de bouche.

Les *stupéfiants* posent également, sinon en France, du moins en Extrême-Orient, des problèmes économiques et même sociaux, lorsqu'il s'agit d'en limiter la production aux besoins légitimes, et on l'a bien vu au cours des diverses Conférences qui se sont réunies sous l'égide de la Société des Nations.

Il faut noter d'ailleurs que *l'évaluation* des quantités de drogues nécessaires aux Etats est assez difficile à effectuer ; la culture de l'opium ne saurait être supprimée que lorsque des *cultures de remplacement* seront mises en œuvre, ce qui exigerait beaucoup de temps et d'argent.

Il semble qu'un *monopole d'Etat* des stupéfiants, établi uniquement dans un but *humanitaire*, serait la meilleure solution.

D'autre part, nous rappelons l'urgence qu'il y a à réglementer la fabrication et le commerce des barbituriques.

Quant aux infractions relatives aux drogues, il y aurait lieu d'instituer à leur égard une *compétence internationale* des juridictions répressives, étant donné que les trafiquants opèrent le plus souvent dans le monde entier et appartiennent à des nationalités variées (1).

Les courtes *peines de prison*, qui interviennent pour sanctionner les infractions d'ivresse, sont fréquemment inappliquées et se montrent plutôt corruptrices à l'égard des alcooliques ; d'un autre côté, ces infractions ne sont pas suffisamment graves pour justifier un emprisonnement de longue durée, qui risquerait d'ailleurs de développer les tendances au suicide de tels délinquants. Quant aux *amendes*, elles ne produisent aucun effet, ou bien, lorsqu'elles sont élevées, elles aboutissent pour les classes ouvrières à la contrainte par corps, qui présente les inconvénients de la prison.

De même, les pénalités infligées aux intoxiqués par les stupéfiants ne les guérissent pas de leur passion, et le nombre des *récidives* en fait foi ; elles ne sont efficaces qu'appliquées sans faiblesse aux trafiquants *non intoxiqués*.

Il convient donc, qu'il s'agisse de toxicomanes ou d'alcooliques, de recourir à des *mesures de défense sociale*, bien plutôt qu'à des peines, car ces individus doivent être arrachés à leur milieu pendant un temps assez considérable, pour être soumis à un traitement de *désintoxication* dans des établissements *distincts des asiles d'aliénés* (2) ; ceci permettrait, par ailleurs, de diminuer les effets du prosélytisme des amateurs de drogue.

(1) Les règles sur le commerce licite sont généralement respectées, mais c'est la contrebande qui continue à sévir malgré les mesures déjà adoptées.

(2) Actuellement, seuls les individus reconnus dangereux ou irresponsables pour démence alcoolique ou toxique peuvent être internés, dans les mêmes conditions que les autres aliénés ; ils doivent être, en principe, remis en liberté dès que l'état de délire aigu a disparu, d'où récidives fréquentes,

C'est pourquoi nous ne pouvons qu'approuver pleinement les mesures prévues dans le Projet de Code Pénal français, en souhaitant que le Parlement fournisse rapidement la possibilité de les mettre en pratique.

En ce qui concerne les intoxiqués *non-délinquants*, il semble difficile en France de recourir à des mesures d'internement d'office, mais les placements *volontaires* en maisons de santé devraient être vivement encouragés, ainsi que les efforts des *Sociétés de tempérance* et de ligues semblables dont la création serait souhaitable en ce qui concerne les stupéfiants.

La législation pénale relative à l'alcoolisme et aux diverses drogues doit enfin se compléter par une action *préventive*, basée sur la *restriction du nombre des débits* de boissons et sur une politique humanitaire, sans oublier le rôle important qui doit être dévolu à *l'éducation morale* des individus par la presse, le cinéma, le théâtre, les syndicats, ainsi que l'action des instituteurs, des ministres des différents cultes, des médecins, des officiers et, en général, de tous les éducateurs de la Nation.

Vu :

Le Président de la thèse,

L. HUGUENEY.

Vu :

Pour le Doyen :

L'Assesseur,

G. RIPERT.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Paris,

S. CHARLETY.

INDEX BIBLIOGRAPHIQUE

A. — OUVRAGES (1)

- ALLIX (E.). — Traité élémentaire de Science des Finances et de Législation financière française. Paris 6^e édition 1931.
— Les Contributions indirectes. Traité théorique et pratique. Paris, 2 volumes, 4^e tirage 1930.
- ANSELMINO (D^r O.). — A. B. C. des stupéfiants. Genève 1931.
- AUBRY (A.). — La question des stupéfiants et le Droit positif. Besançon 1932.
- BALTHAZARD (Prof. V.). — Précis de Médecine légale. Paris, 4^e édition 1928.
- BERTILLON. — L'alcoolisme et les moyens de le combattre jugés par l'expérience. Paris, 2^e édition 1904.
— Guerre à l'alcool par l'impôt. Paris 1912.
- BOGELOT (P.) et TORAUDE (L. G.). — Législation des substances vénéneuses. Asnières, 4^e édition 1917.
- BOULET. — Cours de Législation et de réglementation douanières. Poitiers s. d.
- BUDISTEANU (R.). — L'aspect international de la lutte contre l'opium. Paris 1929.
- CLAUDE (Prof. H.). — Psychiatrie médico-légale. Paris 1932.
- DOCQUIN. — La guerre à l'alcoolisme. Lille 1911.
- FERRI (Enrico). — La Sociologie criminelle. 2^e édition française. Paris 1914.
- GAROFALO (R.). — La Criminologie. Paris 1890.
- GUYOT (Yves). — L'absinthe et le délire persécuteur. Paris 1907.
— La question de l'alcool. Allégations et réalités. Paris 1917.
- HIRSCH (G.). Dégénérescence morale, alcoolisme, pornographie. Paris 1911.
- HOIJER. — Le trafic de l'opium et des stupéfiants, 1925.
- HOURLCADE (L.). — Manuel encyclopédique des Contributions indirectes et des octrois. Poitiers, 6^e édition 1925.
- LAVOLLÉE (R.). — Les fléaux nationaux. Paris 1909.
- LEGRAIN. — Dégénérescence sociale et alcoolisme. Paris s. d.
— Les grands narcotiques sociaux. Paris 1925.

(1) En dehors des ouvrages figurant sur cette liste, il y a lieu de mentionner les traités généraux de Droit Pénal et de Procédure Criminelle par MM. Garraud, Garçon, Roux, Vidal et Magnol, Hélie, etc...

- LEWIN (Dr L.). — Les Paradis artificiels. Traduction française. Paris 1925.
- LOCARD (Dr E.). — Manuel de Technique policière. Paris 2^e édition 1934.
- LOMBROSO (C.). — L'Homme criminel, 2 volumes. Paris, 2^e édition française 1895.
- Le Crime, causes et remèdes. Paris 2^e édition 1907.
- MAGNAN et FILASSIER. — Alcoolisme et dégénérescence. Londres, s.d.
- MOLIÉRAC (J.) et PELLERIN (Y.). — Traité de Législation douanière. Paris s. d.
- PRINS. — Science pénale et Droit positif. Bruxelles et Paris 1899.
- SIMONIN (C.). — L'état d'ivresse, son importance judiciaire. Paris 1928.
- STRAUSS (C.). — Guide pratique de Droit usuel du débitant de vins de Paris. Paris.
- TISSIER (Th.). — Traité des Contributions indirectes. Paris 1902.
- VIBERT (P.-Th.). — Causeries agricoles. Vins et alcools. Paris 1902.
- WANG-KING-KY. — La Chine et le problème des Stupéfiants devant la Société des Nations. Bruxelles 1929.

B. — THÈSES

- BARBIER (P.). — Le délit alcoolique. Prévention et répression. Paris 1930.
- BARETGE (Y.). — Le monopole des alcools en France et à l'Etranger. Montpellier 1911.
- BAZET (V.). — Etude sur le monopole de l'alcool. Caen 1904.
- BÉNAZET (R.). — La production viticole. Toulouse 1910.
- BERGON. — La législation française de l'alcool. Montpellier 1922.
- BINET. — De la vente des vins. Montpellier 1900.
- BOUSQUET (A.). — Le régime économique du vin. Paris 1904.
- BUILLY (Y.). — La lutte contre le trafic et l'abus des stupéfiants en France. Aix 1933.
- CHABAS (L.). — La législation de l'alcool en France. Montpellier 1909.
- CHABASSE (H.). — Le problème de l'alcoolisme, principalement en France. Bordeaux 1914.
- CHANUT (A.-J.). — Le régime de l'opium en Droit international. Caen 1933.
- COLAS (L.). — Etudes sur le monopole de l'alcool en France et à l'Etranger. Rennes 1900.
- DANJEAN (G.). — De l'internement des alcooliques. Paris 1907.
- DITTE (P.). — La législation des débits de boissons et les projets de réforme. Paris 1905.
- DRUELLE (E.). — La législation fiscale des bières. Douai 1903.
- DUBOIS (R.). — Le combat contre l'alcoolisme. Le rôle de l'initiative privée. Paris 1902.

- DUPLEIX (L.). — Réglementation des débits de boissons. Poitiers 1908.
- EVRRARD (M.). — L'ivresse et l'alcoolisme devant la loi civile et la loi pénale. Lille 1907.
- FALECKER (D.). — De la répression des infractions relatives aux impôts sur les boissons. Bordeaux 1898.
- FERNEL-BÉCHADE. — Le régime fiscal et économique de l'alcool en France. Bordeaux 1898.
- FERRIER (H.). — De la législation des débits de boissons et des réformes à y apporter. Montpellier 1909.
- FOCHIER (E.). — L'alcoolisme devant la loi pénale. Paris 1900.
- FRANCK (V.). — Le monopole de l'alcool. Etude économique et de législation comparée. Nancy 1904.
- FRANCK. — Le commerce de l'alcool. Paris 1911.
- GASTINEL (G.). — Le trafic des stupéfiants. Aix 1927.
- GIDE (P.). — L'opium. Paris 1910.
- GOUJON (H.). — De la législation des toxiques en général. Montpellier 1918.
- GRÉBAUT. — L'alcoolisme dans ses rapports avec la criminalité. Paris 1900.
- GUICHARD (F.). — Réforme du régime des boissons. Paris 1900.
- GUINOT (A.). — Le régime actuel des boissons. Lyon 1901.
- KORN. — L'alcoolisme en France et le rôle des pouvoirs publics dans la lutte contre le cabaret. Dijon 1900.
- LEROY (H.). — De l'alcoolisme au point de vue de sa prévention et de sa répression. Paris 1900.
- LESREL (M.). — Les transformations du régime de l'alcool pendant la guerre 1914-1919. Paris 1919.
- LIAIS. — La question des stupéfiants manufacturés et l'œuvre de la Société des Nations. Lausanne 1927.
- LOTTE (G.). — De la réglementation de débits de boissons. Caen 1908.
- MARBEAU (P.). — Le régime des alcools d'industrie et des alcools de bouche en France. Paris 1932.
- MILLIAT (R.). — La cocaïne devant la loi pénale. Besançon 1925.
- PERDRIGEAT (E.). — Le monopole de l'alcool, Bordeaux 1901.
- PILA (Y.). — Le trafic des stupéfiants et la Société des Nations. Paris 1925.
- POURCHET (P.). — Le régime de l'alcool de bouche en France. Aix 1934.
- PRIVAT (L.). — Régime douanier des vins en France. Bordeaux 1904.
- PUECH (A.). — La réforme du régime des boissons. Paris 1912.
- RAILHAC (P.). — L'office international du vin. Lyon 1928.
- RICHARD (E.). — Le marché du vin à Paris. Paris 1934.
- RICHE (Ch.). — Le régime provisoire de l'alcool en France. Paris 1924.
- ROCAYNES. — L'exportation des vins. Toulouse 1908.
- SEMPE (M.). — Régime économique du vin. Bordeaux 1898.
- TOUSSAINT. — La législation civile et pénale et le rôle de l'éducation dans la lutte contre l'alcoolisme. Dijon 1902.

- TREVEDY (Y.). — L'alcoolisme et ses remèdes. Rennes 1898.
 WEILL (R.). — Le monopole et l'alcool industriel. Paris 1932.

C. — PRINCIPAUX ARTICLES DE REVUES

Académie des Sciences morales et politiques.

- CHEYSSON. — Des meilleurs moyens de défense contre l'alcoolisme, t. 165 1906, p. 241.
 JANET. — L'alcoolisme et la dépression mentale, t. 184 1915, p. 299.

Annales de Médecine légale.

- CHAVIGNY. — L'état d'ivresse en médecine légale 1931, p. 587.
 DERVIEUX, DESOILLE et MELISSINOS. — Coloration rose du cadavre dans l'intoxication barbiturique 1934, p. 443.
 SIMONIN et PROVENT. — Limites juridiques du diagnostic biochimique de l'alcoolisme aigu, 1926, p. 304.
 VIELLEDENT. — Dosage de l'alcool dans le sang et diagnostic de l'ivresse, 1926, p. 215.

Archives d'Anthropologie criminelle.

- YVERNES. — Alcoolisme et criminalité 1912, p. 5.

Etudes criminologiques.

- ROUX. — Les mesures de sûreté et leur utilité vis-à-vis de la peine (conférence) n° 3, 1928, p. 126.
 SIMONIN. — Le diagnostic médico-légal de l'état d'ivresse n° 3, 1928, p. 116.

Revue de Droit international.

- HOIJER. — La question des Stupéfiants et la Société des Nations, 1931, t. 7, 1^{er} semestre, p. 457.
 — La Conférence de mai-juillet 1931 pour la limitation de la fabrication des Stupéfiants, 1932, t. 9, 2^e semestre, p. 528.

Revue de Droit pénal et de criminologie.

- RENAUX. — Diagnostic de l'ivresse, n° 6, 1927, p. 597 et 677.
 SALDANA. — Peines et mesures de sûreté, 1927, p. 418.
 VERVAECK. — Le délit toxique, 1926, p. 608.
 — L'internement des aliénés criminels, 1927, p. 452.

Revue de Science et de Législation financières.

- LAVERGNE et HENRY. — Le monopole de l'alcool en Suisse, 1906, p. 189.

Revue Economique internationale.

- GÉRARD. — La question de l'opium, 1931, p. 227.
 MARCHAL. — Un essai d'économie dirigée partielle: le monopole des alcools industriels en France, 1934, p. 313.

Revue Générale d'Administration.

CLEIFTIE. — Comment résoudre le problème de l'alcoolisme, 1907, t. 3, p. 385.

Revue Générale de Droit international public.

LIAIS. — L'aspect international du problème des stupéfiants manufacturés, t. 35, 1928, p. 571.

Revue Internationale de Sociologie.

D'HABLOVILLE. — Causes psychologiques de l'alcoolisme, t. 30, 1922, pp. 18 et 141.

RAFLIN. — L'alcoolisme est-il en décroissance dans la classe ouvrière ? 1924, p. 127.

Revue Pénitentiaire.

DUFAU-LAGAROSSE. — Rapport sur l'ivresse publique, t. 33, 1909, p. 227.

LEGRAIN. — Alcoolisme et criminalité, t. 32, 1908, p. 697.

MOTET. — Le crime et l'alcoolisme, t. 19, 1895, p. 1194.

RIVIÈRE. — Lutte contre l'alcoolisme en Allemagne, t. 20, 1896, p. 778.

SASSERATH. — La loi belge de défense sociale, 1928, p. 14.

VERVAECK. — Conception anthropologique du traitement des condamnés, 1922, p. 236.

VIDAL. — Enquête et rapport sur l'alcoolisme et la loi pénale, 1896, p. 1268.

Revue Politique et Parlementaire.

ASTIER. — Le monopole de l'alcool, t. 35, 1903, p. 437.

BESSON. — La Contérence de l'opium, t. 123, 1925, p. 440.

BOURCART. — Le péril de l'alcoolisme, t. 7, 1896, pp. 70 et 298.

BOURGUIGNON. — Le régime de l'alcool industriel, t. 121, 1924, p. 439.

CAZENEUVE. — Remèdes pratiques contre l'alcoolisme, t. 83, 1915, p. 48.

CRINAULT. — Le régime fiscal de l'alcool, t. 85, 1915, p. 192.

MARBEAU. — L'alcool et la carburation, t. 152, 1932, p. 249.

REINACH. — La lutte contre l'alcoolisme, t. 64, 1910, p. 89.

D. — DIVERS

Comptes généraux d'administration de la justice criminelle.

Conférences internationales sur les questions relatives aux stupéfiants.

Congrès divers (pénitentiaires, sur l'alcoolisme, d'anthropologie criminelle).

Journal des Contributions indirectes.

Journal Officiel.

Société des Nations :

Publications de la Section d'Hygiène.

Publications sur le trafic de l'opium et autres drogues nuisibles.

Journal Officiel.

Résumé mensuel des travaux.

Traductions de Codes pénaux étrangers :

Code Pénal du Royaume d'Italie (M. de Casabianca), 1932.

Code Pénal de la République de Chine (M. Ho Tchong-Chan), 1935.

Code Pénal du Royaume du Cambodge, 1934.

Code Pénal Danois (Mlle Magda Schroll et M. Jean Adigard des Gautries), 1930.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages.
INTRODUCTION	7

PREMIÈRE PARTIE

Les boissons alcooliques et les stupéfiants.

CHAPITRE I. — ORIGINE ET PRÉPARATION	12
Section 1. — Les Boissons alcooliques	12
§ 1. — Généralités sur les alcools.	12
§ 2. — L'alcool éthylique.	13
§ 3. — Le vin	18
§ 4. — Les alcools tirés du vin et de ses sous-produits	20
§ 5. — Le cidre.	21
§ 6. — Les alcools de fruits.	22
§ 7. — Les alcools de betteraves et de mélasses.	23
§ 8. — La bière.	24
§ 9. — Les alcools de grains	26
§ 10. — Les alcools de synthèse	27
§ 11. — Les liqueurs et les vins alcoolisés	27
Section 2. — Les Stupéfiants.	29
§ 1. — Généralités sur les alcaloïdes	29
§ 2. — L'opium.	31
§ 3. — Les dérivés de l'opium	32
§ 4. — La cocaïne	33
§ 5. — Le haschisch	34
§ 6. — L'éther	35
§ 7. — Les hypnotiques	35
CHAPITRE II. — LES TOXICOMANIES ET LEURS EFFETS	37
Section 1. — L'Alcoolisme	38
§ 1. — Développement de l'alcoolisme	38
§ 2. — Effets physiologiques	41
§ 3. — Effets sociaux.	44
Section 2. — L'opiomanie	46
Section 3. — La morphinomanie et l'intoxication par les dérivés de l'opium.	50
Section 4. — La cocaïnomanie	55

	Pages.
<i>Section 5. — L'intoxication par le haschisch</i>	58
<i>Section 6. — L'intoxication par l'éther</i>	59
<i>Section 7. — L'intoxication par les hypnotiques</i>	59
CHAPITRE III. — INFLUENCE SUR LA CRIMINALITÉ.	63
<i>Section 1. — Alcoolisme</i>	63
<i>Section 2. — Stupéfiants</i>	66
CHAPITRE IV. — INFLUENCE SUR LA RESPONSABILITÉ.	69
<i>Section 1. — Alcoolisme</i>	69
§ 1. — Possibilité de tenir compte de l'ivresse	72
§ 2. — Appréciation de l'influence de l'ivresse	74
<i>Section 2. — Stupéfiants</i>	77

DEUXIÈME PARTIE

Caractères et éléments des infractions.

CHAPITRE I. — INFRACTIONS A LA RÉGLEMENTATION DES BOISSONS ALCOOLIQUES.	82
<i>Section 1. — Généralités</i>	82
§ 1. — Observations préliminaires	82
§ 2. — Régime économique de l'alcool	84
<i>Section 2. — Contrôle de la circulation</i>	88
<i>Section 3. — Contrôle du commerce</i>	93
<i>Section 4. — Contrôle de la production</i>	97
§ 1. — Les distillateurs de profession	98
§ 2. — Les bouilleurs de crû	99
§ 3. — Le régime des alambics	102
§ 4. — Les brasseurs	103
§ 5. — Les liquoristes	105
<i>Section 5. — Régimes spéciaux</i>	105
§ 1. — Absinthe	105
§ 2. — Autres boissons	106
§ 3. — Liquides divers	107
CHAPITRE II. — INFRACTIONS A LA RÉGLEMENTATION DES STUPÉFIANTS.	109
<i>Section 1. — Généralités</i>	109
§ 1. — Observation préliminaire	109
§ 2. — Législation sur les stupéfiants	110
<i>Section 2. — Conditions générales.</i>	114
§ 1. — Ouverture d'un établissement.	114
§ 2. — Détention et circulation	117

	Pages.
§ 3. — Registres spéciaux	119
§ 4. — Fabrication et transformation des stupéfiants	121
Section 3. — Délivrance pour usage non médical	121
Section 4. — Délivrance pour usage médical	123
§ 1. — Prescription	124
§ 2. — Exécution des ordonnances	126
§ 3. — Délivrance aux praticiens	128
§ 4. — Ordonnances fictives	129
Section 5. — La lutte sur le terrain international	130
§ 1. — Le commerce international et la contrebande	132
§ 2. — La lutte internationale avant la guerre	133
§ 3. — Les Conventions de Genève	134
§ 4. — Les Conférences de 1931	137
§ 5. — Contrôle français du commerce extérieur	139
CHAPITRE III. — INFRACTIONS RELATIVES AUX DÉBITS DE BOISSONS	143
Section 1. — Le débit de boissons	144
§ 1. — Limitation du nombre de débits	145
§ 2. — Conditions relatives à l'emplacement du débit	147
§ 3. — Conditions relatives au débitant lui-même	150
§ 4. — Déclarations à effectuer et obligations diverses	152
Section 2. — Le fonctionnement du débit	156
§ 1. — Généralités	156
§ 2. — Règles relatives à la durée d'ouverture du débit	158
§ 3. — Règles relatives aux conditions de la vente	161
§ 4. — Règles spéciales à certaines catégories de personnes	162
CHAPITRE IV. — INFRACTIONS SE RAPPORTANT A LA CONSOMMATION	167
§ 1. — Consommation des boissons alcooliques	167
§ 2. — Consommation des stupéfiants	171
APPENDICE : Utilisation dans un but criminel	174

TROISIÈME PARTIE

Poursuite des infractions.

CHAPITRE I. — LA COMPÉTENCE	178
§ 1. — Compétence <i>ratione materiæ</i>	178
§ 2. — Compétence <i>ratione personæ</i>	180

	Pages.
CHAPITRE II. — LA RECHERCHE DES INFRACTIONS ET LA PROCÉDURE.	185
<i>Section 1. — Boissons alcooliques.</i>	185
<i>Section 2. — Stupéfiants</i>	187
§ 1. — Le contrôle de la réglementation	188
§ 2. — La police spécialisée	190
§ 3. — La découverte du trafic.	196
§ 4. — L'enquête officieuse	202
§ 5. — La phase judiciaire.	205
§ 6. — Décès dûs aux stupéfiants.	207
CHAPITRE III. — L'EXPERTISE SCIENTIFIQUE	213
<i>Section 1. — Etude des substances saisies</i>	213
<i>Section 2. — Etude des substances absorbées.</i>	217
§ 1. — Examen externe	217
§ 2. — Autopsie	219
§ 3. — Recherche des stupéfiants	221
§ 4. — Recherche de l'alcool.	223
CHAPITRE IV. — NOTIONS SUR LA POURSUITE DES INFRACTIONS FISCALES	226
§ 1. — Recherche des infractions	226
§ 2. — Constatation des infractions	228
§ 3. — Procédure	230

QUATRIÈME PARTIE

Répression des infractions.

CHAPITRE I. — PEINES APPLICABLES AUX INFRACTIONS	234
<i>Section 1. — Contraventions de simple police</i>	234
<i>Section 2. — Délits.</i>	236
§ 1. — Boissons alcooliques.	236
§ 2. — Stupéfiants	240
<i>Section 3. — Pénalités fiscales</i>	244
CHAPITRE II. — LÉGISLATION COMPARÉE	247
§ 1. — Italie.	250
§ 2. — Danemark	256
§ 3. — Chine	257
§ 4. — Cambodge	262
§ 5. — Projet de Code Pénal Français	263
CONCLUSION	266
INDEX BIBLIOGRAPHIQUE	271



